

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*Traités et Engagements internationaux
enregistrés par le Secrétariat de la
Société des Nations*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the
League of Nations*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*Traités et Engagements internationaux
enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations*

**VOLUME
CXCIII**

1938-1939

**N^{os} 4485-4500
et Annexe XLVII**

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N^o 4485. — Pays-Bas et Siam :	
Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à Bangkok, le 1 ^{er} février 1938, et échanges de notes y relatifs de la même date	13
N^o 4486. — Autriche, Belgique, Bulgarie, Espagne, France, etc. :	
Convention internationale concernant le transit des animaux, des viandes et des autres produits d'origine animale, avec annexe. Signée à Genève, le 20 février 1935 ...	37
N^o 4487. — Autriche, Belgique, Bulgarie, Espagne, France, etc. :	
Convention internationale concernant l'exportation et l'importation de produits d'origine animale (autres que les viandes, les préparations de viande, les produits animaux frais, le lait et les dérivés du lait), avec annexe. Signée à Genève, le 20 février 1935 ...	59
N^o 4488. — Allemagne et Danemark :	
Protocole prorogeant jusqu'au 31 décembre 1939 l'Accord germano-danois des 1 ^{er} mars 1934/24 janvier 1935 relatif aux échanges réciproques de marchandises. Signé à Berlin, le 11 novembre 1938	79
N^o 4489. — Etats-Unis d'Amérique et Equateur :	
Accord commercial, avec annexes. Signé à Quito, le 6 août 1938	85
N^o 4490. — Etats-Unis d'Amérique et Guyane britannique :	
Arrangement entre l'Administration des postes des Etats-Unis d'Amérique et l'Administration des postes de la Guyane britannique relatif à l'échange des colis postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Georgetown, le 13 août 1938, et à Washington, le 6 septembre 1938	117

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations*

**VOLUME
CXCIII**

1938-1939

**Nos. 4485-4500
and Annex XLVII**

1938-1939
R 241.208 L434 v.193

TABLE OF CONTENTS.

	Page
No. 4485. — The Netherlands and Siam :	
Treaty of Friendship, Commerce and Navigation, signed at Bangkok, February 1st, 1938, and Exchanges of Notes relating thereto of the same Date	13
No. 4486. — Austria, Belgium, Bulgaria, Spain, France, etc. :	
International Convention concerning the Transit of Animals, Meat and Other Products of Animal Origin, with Annex. Signed at Geneva, February 20th, 1935	37
No. 4487. — Austria, Belgium, Bulgaria, Spain, France, etc. :	
International Convention concerning the Export and Import of Animal Products (other than Meat, Meat Preparations, Fresh Animal Products, Milk and Milk Products), with Annex. Signed at Geneva, February 20th, 1935	59
No. 4488. — Germany and Denmark :	
Protocol extending until December 31st, 1939, the Duration of the German-Danish Agree- ment of March 1st, 1934/January 24th, 1935, regarding the Reciprocal Exchange of Goods. Signed at Berlin, November 11th, 1938	79
No. 4489. — United States of America and Ecuador :	
Trade Agreement, with Annexes. Signed at Quito, August 6th, 1938	85
No. 4490. — United States of America and British Guiana :	
Parcel Post Agreement between the Postal Administration of the United States of America and the Postal Administration of British Guiana, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Georgetown, August 13th, 1938, and at Washington, September 6th, 1938	117

	Pages
N° 4491. — Grèce et Grand-Duché de Luxembourg :	
Convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière pénale. Signée à Luxembourg, le 1 ^{er} septembre 1937	151
N° 4492. — Italie et Tchécoslovaquie :	
Accord réglant les échanges commerciaux entre les deux pays. Signé à Rome, le 31 mars 1937	165
N° 4493. — Grèce et Turquie :	
Traité additionnel au Traité gréco-turc d'amitié, de neutralité, de conciliation et d'arbitrage du 30 octobre 1930, et au Pacte gréco-turc d'entente cordiale du 14 septembre 1933. Signé à Athènes, le 27 avril 1938	175
N° 4494. — Etats-Unis d'Amérique et Suisse :	
Convention relative aux obligations militaires de certains doubles nationaux. Signée à Berne, le 11 novembre 1937	181
N° 4495. — Grèce et Lithuanie :	
Accord commercial. Signé à Kaunas, le 1 ^{er} décembre 1937	185
N° 4496. — Union économique belgo-luxembourgeoise et Roumanie :	
Accord de transfert, et protocole de signature, signés à Bucarest, le 24 août 1937; accord additionnel, signé à Bruxelles, le 2 septembre 1938; et échange de notes apportant des aménagements audit accord additionnel, Bucarest, le 8 mars 1939... ..	189
N° 4497. — Estonie et Pays-Bas :	
Arrangement commercial, avec annexes, signés à Tallinn, le 22 novembre 1938, et note y relative de la même date	209
N° 4498. — Estonie et Lithuanie :	
Echange de notes portant exemption de la taxe sur les véhicules automobiles, y compris les motocyclettes, à l'entrée de ces véhicules dans chacun des deux pays. Kaunas, le 3 décembre 1938	217
N° 4499. — Norvège et Pays-Bas :	
Echange de notes comportant un arrangement au sujet de certaines questions concernant le trafic touristique aérien. Oslo, le 28 octobre 1938	223
N° 4500. — Colombie et Panama :	
Echange de notes comportant un accord relatif à la délimitation de la frontière entre les deux pays, en exécution du Traité du 20 août 1924. Panama, le 17 juin 1938 ...	231

	Page
No. 4491. — Greece and Grand Duchy of Luxemburg :	
Convention regarding Extradition and Judicial Assistance in Criminal Matters. Signed at Luxemburg, September 1st, 1937	151
No. 4492. — Italy and Czechoslovakia :	
Agreement regulating Commercial Exchanges between the Two Countries. Signed at Rome, March 31st, 1937	165
No. 4493. — Greece and Turkey :	
Additional Treaty to the Treaty of Friendship, Neutrality, Conciliation and Arbitration of October 30th, 1930, and to the Pact of Cordial Friendship of September 14th, 1933, between Greece and Turkey. Signed at Athens, April 27th, 1938	175
No. 4494. — United States of America and Switzerland :	
Convention relative to Military Obligations of Certain Persons having Dual Nationality. Signed at Berne, November 11th, 1937	181
No. 4495. — Greece and Lithuania :	
Commercial Agreement. Signed at Kaunas, December 1st, 1937	185
No. 4496. — Economic Union of Belgium and Luxemburg and Roumania :	
Transfer Agreement, and Protocol of Signature, signed at Bucharest, August 24th, 1937; Additional Agreement, signed at Brussels, September 2nd, 1938; and Exchange of Notes amending the Additional Agreement, Bucharest, March 8th, 1939	189
No. 4497. — Estonia and the Netherlands :	
Commercial Arrangement, with Annexes, signed at Tallinn, November 22nd, 1938, and Note relating thereto of the same Date	209
No. 4498. — Estonia and Lithuania :	
Exchange of Notes regarding Exemption from Taxation of Motor Vehicles, including Motor-Cycles, when such Vehicles enter Either of the Two Countries. Kaunas, December 3rd, 1938	217
No. 4499. — Norway and the Netherlands :	
Exchange of Notes constituting an Arrangement with regard to Certain Questions connected with Aerial Tourist Traffic. Oslo, October 28th, 1938	223
No. 4500. — Colombia and Panama :	
Exchange of Notes constituting an Agreement for the Delimitation of the Boundary between the Two Countries, in Execution of the Treaty of August 20th, 1924. Panama, June 17th, 1938	231

	Pages
ANNEXE XLVII. — <i>Ratifications, adhésions, prolongations, modifications, etc.</i>	
N° 678. — Protocole relatif aux clauses d'arbitrage. Signé à Genève, le 24 septembre 1923.	
<i>Adhésion</i>	268
N° 1380. — Convention relative au transport en transit de l'énergie électrique, et protocole de signature. Signés à Genève, le 9 décembre 1923.	
<i>Adhésion</i>	268
N° 1845. — Convention internationale de l'opium, adoptée par la deuxième Conférence de l'opium (Société des Nations), et protocole y relatif. Signés à Genève, le 19 février 1925.	
<i>Adhésion</i>	269
N° 2096. — Convention pour l'exécution des sentences arbitrales étrangères. Signée à Genève, le 26 septembre 1927.	
Application à la Birmanie	269
N° 2733. — Convention pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne. Signée à Genève, le 27 juillet 1929.	
Application à la Birmanie	270
N° 2734. — Convention relative au traitement des prisonniers de guerre. Signée à Genève, le 27 juillet 1929.	
Application à la Birmanie	271
N° 3119. — Convention internationale sur les lignes de charge, avec protocole final et annexes. Signés à Londres, le 5 juillet 1930.	
Déclaration du principal secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, relative à une modification de l'annexe II de la convention susmentionnée. Londres, le 23 août 1938	271
N° 3145. — Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international, et protocole additionnel. Signés à Varsovie, le 12 octobre 1929.	
<i>Adhésion</i>	273
N° 3479. — Convention internationale des télécommunications. Signée à Madrid, le 9 décembre 1932.	
<i>Adhésion</i>	273
N° 3518. — Convention entre la Belgique et la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord additionnelle à la Convention du 21 juin 1922 pour faciliter l'accomplissement des actes de procédure. Signée à Bruxelles, le 4 novembre 1932.	
Echange de notes entre le Gouvernement belge et le Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande relatif à l'adhésion de la Nouvelle-Zélande à la convention additionnelle susmentionnée. Bruxelles, les 29 juillet et 10 août 1938	274

	Page
ANNEX XLVII. — <i>Ratifications, Accessions, Prolongations, Modifications, etc.</i>	
No. 678. — Protocol on Arbitration Clauses. Signed at Geneva, September 24th, 1923.	
<i>Accession</i>	268
No. 1380. — Convention relating to the Transmission in Transit of Electric Power, and Protocol of Signature. Signed at Geneva, December 9th, 1923.	
<i>Accession</i>	268
No. 1845. — International Opium Convention, adopted by the Second Opium Conference (League of Nations), and Protocol relating thereto. Signed at Geneva, February 19th, 1925.	
<i>Accession</i>	269
No. 2096. — Convention on the Execution of Foreign Arbitral Awards. Signed at Geneva, September 26th, 1927.	
Application to Burma	269
No. 2733. — Convention for the Amelioration of the Condition of the Wounded and Sick in Armies in the Field. Signed at Geneva, July 27th, 1929.	
Application to Burma	270
No. 2734. — Convention relative to the Treatment of Prisoners of War. Signed at Geneva, July 27th, 1929.	
Application to Burma	271
No. 3119. — International Load Line Convention, with Final Protocol and Annexes. Signed at London, July 5th, 1930.	
Declaration by the Principal Secretary of State for Foreign Affairs of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, regarding the Modification of Annex II to the above-mentioned Convention. London, August 23rd, 1938... ..	271
No. 3145. — Convention for the Unification of Certain Rules relating to International Carriage by Air, and Additional Protocol. Signed at Warsaw, October 12th, 1929.	
<i>Accession</i>	273
No. 3479. — International Telecommunication Convention. Signed at Madrid, December 9th, 1932.	
<i>Accession</i>	273
No. 3518. — Convention between Belgium and Great Britain and Northern Ireland supplementary to the Convention of June 21st, 1922, to facilitate the Conduct of Legal Proceedings. Signed at Brussels, November 4th, 1932.	
Exchange of Notes between the Belgian Government and His Majesty's Government in New Zealand respecting the Accession of New Zealand to the above-mentioned Supplementary Convention. Brussels, July 29th and August 10th, 1938	274

	Pages
N° 3740. — Accord commercial entre le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement de la République de Pologne, avec annexes, protocole et notes. Signés à Londres, le 27 février 1935.	
Echange de notes comportant un arrangement relatif à la traduction polonaise de l'expression « boutons de jarretières » dans le premier tableau annexé à l'accord susmentionné. Varsovie, le 30 janvier 1937	276
Echanges de notes comportant des arrangements relatifs à des modifications de l'Accord commercial du 27 février 1935. Varsovie, les 31 juillet et 30 septembre 1937	280
Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'abaissement du tarif douanier applicable à certains produits chimiques énumérés dans le premier tableau annexé à l'Accord commercial du 27 février 1935. Varsovie, le 15 juin 1938	287
Echange de notes modifiant l'Arrangement du 31 juillet 1937 relatif à des modifications de l'Accord commercial du 27 février 1935. Varsovie, les 23 juin et 1 ^{er} septembre 1938	292
Echange de notes relatif à la traduction polonaise des mots « pour machines à filer » dans le premier tableau annexé à l'Accord commercial du 27 février 1935. Varsovie, le 8 septembre 1938	295
Echange de notes relatif à la date d'entrée en vigueur formelle de l'Arrangement du 31 juillet 1937 relatif à des modifications de l'Accord commercial du 27 février 1935. Varsovie, le 13 octobre 1938	297
N° 4025. — Procès-verbal concernant les règles de la guerre sous-marine prévues par la partie IV du Traité de Londres du 22 avril 1930. Signé à Londres, le 6 novembre 1936.	
<i>Adhésion</i>	300
N° 4080. — Convention internationale sur la protection mutuelle contre la fièvre dengue. Signée à Athènes, le 25 juillet 1934.	
<i>Ratification</i>	300
N° 4193. — Convention entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Royaume de Yougoslavie relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Londres, le 27 février 1936.	
Echange de notes relatif à l'application à certaines colonies et à certains protectorats, Etats protégés et territoires sous mandat de la convention susmentionnée. Belgrade, les 20 et 29 septembre 1938... ..	301
N° 4204. — Echange de notes entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes comportant un accord commercial. Moscou, le 4 août 1937.	
Echange de notes comportant un accord relatif à la prorogation jusqu'au 6 août 1939 de l'accord susmentionné, Moscou, le 5 août 1938, et notes y annexées, Moscou, les 2, 4 et 5 août 1938	306
N° 4264. — Convention entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, le Commonwealth d'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Union Sud-Africaine, et l'Equateur, additionnelle au Traité d'extradition du 20 septembre 1880. Signée à Quito, le 4 juin 1934.	
Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement de l'Equateur relatif à l'application à certains Etats protégés britanniques de la convention susmentionnée. Quito, les 24 juin et 2 août 1938	310

	Page
No. 3740. — Agreement between the Government of the United Kingdom and the Government of the Republic of Poland in regard to Trade and Commerce, with Annexes, Protocol and Notes. Signed at London, February 27th, 1935.	
Exchange of Notes constituting an Arrangement regarding the Polish Translation of the Expression "Hook and Eye Tape" in the First Schedule attached to the above-mentioned Agreement. Warsaw, January 30th, 1937	276
Exchanges of Notes constituting Arrangements regarding Amendments of the Commercial Agreement of February 27th, 1935. Warsaw, July 31st and September 30th, 1937.	280
Exchange of Notes constituting an Arrangement regarding the Customs Rebate in respect of Certain Chemicals enumerated in the First Schedule attached to the Commercial Agreement of February 27th, 1935. Warsaw, June 15th, 1938	287
Exchange of Notes amending the Arrangement of July 31st, 1937, regarding Amendments of the Commercial Agreement of February 27th, 1935. Warsaw, June 23rd and September 1st, 1938	292
Exchange of Notes regarding the Polish Translation of the Words "for Spinning Frames" in the First Schedule attached to the Commercial Agreement of February 27th, 1935. Warsaw, September 8th, 1938	295
Exchange of Notes concerning the Date of the Formal Entry into Force of the Arrangement of July 31st, 1937, regarding Amendments of the Commercial Agreement of February 27th, 1935. Warsaw, October 13th, 1938	297
 No. 4025. — Procès-verbal relating to the Rules of Submarine Warfare set forth in Part IV of the Treaty of London of April 22nd, 1930. Signed at London, November 6th, 1936.	
<i>Accession</i>	300
 No. 4080. — International Convention for the Mutual Protection against Dengue Fever. Signed at Athens, July 25th, 1934.	
<i>Ratification</i>	300
 No. 4193. — Convention between the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Kingdom of Yugoslavia regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, February 27th, 1936.	
Exchange of Notes regarding the Extension to Certain Colonies, Protectorates, Protected States and Mandated Territories of the above-mentioned Convention. Belgrade, September 20th and 29th, 1938	301
 No. 4204. — Exchange of Notes between the Government of the United States of America and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics constituting a Commercial Agreement. Moscow, August 4th, 1937.	
Exchange of Notes constituting an Agreement continuing in Force until August 6th, 1939, the above-mentioned Agreement, Moscow, August 5th, 1938, and Notes annexed thereto, Moscow, August 2nd, 4th and 5th, 1938	306
 No. 4264. — Supplementary Convention between Great Britain and Northern Ireland, the Commonwealth of Australia, New Zealand and the Union of South Africa and Ecuador to the Extradition Treaty of September 20th, 1880. Signed at Quito, June 4th, 1934.	
Exchange of Notes between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of Ecuador regarding the Extension to Certain British Protected States of the above-mentioned Convention. Quito, June 24th and August 2nd, 1938	310

	Pages
N° 4310. — Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux, et déclaration annexe. Signées à Genève, le 20 février 1935.	
<i>Ratification</i>	314
N° 4317. — Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement chilien comportant un accord commercial provisoire. Santiago, le 26 novembre 1937.	
Echange de notes comportant un accord relatif à la prolongation jusqu'au 30 novembre 1938 de l'accord susmentionné. Santiago, le 27 septembre 1938	314
N° 4319. — Convention internationale concernant l'emploi de la radiodiffusion dans l'intérêt de la paix. Signée à Genève, le 23 septembre 1936.	
<i>Ratification</i>	316

	Page
No. 4310. — International Convention for the Campaign against Contagious Diseases of Animals, and Declaration attached. Signed at Geneva, February 20th, 1935.	
<i>Ratification</i>	314
No. 4317. — Exchange of Notes between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Chilean Government constituting a Temporary Commercial Agreement. Santiago, November 26th, 1937.	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Extension until November 30th, 1938, of the above-mentioned Agreement. Santiago, September 27th, 1938 ...	314
No. 4319. — International Convention concerning the Use of Broadcasting in the Cause of Peace. Signed at Geneva, September 23rd, 1936.	
<i>Ratification</i>	316

N° 4485.

PAYS-BAS ET SIAM

Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à Bangkok, le 1^{er} février 1938, et échanges de notes y relatifs de la même date.

**THE NETHERLANDS
AND SIAM**

Treaty of Friendship, Commerce and Navigation, signed at Bangkok, February 1st, 1938, and Exchanges of Notes relating thereto of the same Date.

No. 4485. — TREATY¹ OF FRIENDSHIP, COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE NETHERLANDS AND SIAM. SIGNED AT BANGKOK, FEBRUARY 1ST, 1938.

English official text communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place December 5th, 1938.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS and HIS MAJESTY THE KING OF SIAM, being desirous of strengthening the relations of amity and good understanding which happily exist between the Kingdom of the Netherlands and the Kingdom of Siam, and being convinced that this cannot be better accomplished than by revising the treaties hitherto existing between the two countries, have resolved to complete such revision, based upon the principles of reciprocity, equity and mutual benefit, and for that purpose have named as their Plenipotentiaries, that is to say :

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

C. S. LECHNER, Her Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

HIS MAJESTY THE KING OF SIAM :

Luang Pradist MANUDHARM (Pridi Banomyong), Minister of Foreign Affairs ;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found to be in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

There shall be constant peace and perpetual friendship between the Kingdom of the Netherlands and the Kingdom of Siam. The nationals of each of the High Contracting Parties shall be permitted to enter, travel and reside in, and to leave the territories of the other, to carry on their commerce and manufacture, to trade in all kinds of merchandise of lawful commerce, and generally to do everything incident to or necessary for trade upon the same terms as the nationals of the most-favoured nation.

They shall not be compelled, under any pretext whatsoever, to pay any internal charges or taxes other or higher than those that are or may be paid by nationals of the State of residence.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall receive, in the territories of the other, the most constant protection and security for their persons and property and shall enjoy in this respect the same rights and privileges as are or may be granted to nationals of the State of residence on their submitting themselves to the conditions imposed upon nationals of the State of residence.

¹ The exchange of ratifications took place at Bangkok, November 2nd, 1938.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4485. — TRAITÉ ² D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION
ENTRE LES PAYS-BAS ET LE SIAM. SIGNÉ A BANGKOK, LE
1^{ER} FÉVRIER 1938.

Texte officiel anglais communiqué par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 5 décembre 1938.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS et SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM, désireux de resserrer les relations d'amitié et de bonne entente déjà heureusement établies entre le Royaume des Pays-Bas et le Royaume de Siam, et convaincus qu'ils ne sauraient mieux y parvenir que par la révision des traités conclus jusqu'ici entre les deux pays, ont résolu de procéder à cette révision dans un esprit de réciprocité, d'équité et au bénéfice mutuel des deux Parties, et ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires, à savoir :

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

C. S. LECHNER, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM :

Luang Pradist MANUDHARM (Pridi Banomyong), ministre des Affaires étrangères ;

Qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Il y aura paix constante et amitié perpétuelle entre le Royaume des Pays-Bas et le Royaume de Siam. Les nationaux de chacune des Hautes Parties contractantes auront le droit, aux mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée, de pénétrer, de voyager, de résider dans le territoire de l'autre Partie et de quitter ce territoire, d'y exercer leur commerce et leur industrie, de faire le négoce de marchandises de tous genres dont le commerce est licite, et, d'une façon générale, de prendre toutes mesures provoquées par leur commerce ou nécessaires à l'exercice de ce commerce.

Ils ne pourront être tenus, sous quelque prétexte que ce soit, d'acquitter des charges intérieures ou impôts autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourront être payés par les ressortissants de l'Etat où ils résident.

Les nationaux de chacune des Hautes Parties contractantes seront assurés, dans les territoires de l'autre Partie, de la protection et de la sauvegarde les plus constantes de leur personne et de leurs biens et jouiront à cet égard des mêmes droits et privilèges que ceux qui sont ou pourront être accordés aux nationaux de l'Etat où ils résident, sous réserve de se conformer aux conditions imposées aux nationaux de l'Etat où ils résident.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² L'échange des ratifications a eu lieu à Bangkok, le 2 novembre 1938.

They shall be exempt in the territories of the other from compulsory military service either on land, on sea, or in the air, in the regular forces, or in the national guard, or in the militia ; from all contributions in money or in kind, imposed in lieu of personal military service, and from all forced loans or military contributions. They shall not be subjected, in time of peace or in time of war, to military requisitions except as imposed upon nationals, and they shall reciprocally be entitled to compensation payable to nationals by the laws in force in the respective countries. With regard to the foregoing provisions, the nationals of each of the High Contracting Parties shall not be treated in the territories of the other less favourably than the nationals of the most-favoured nation.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall enjoy in the territories of the other entire liberty of conscience, and, subject to the local laws, ordinances and regulations, shall enjoy the right of private or public exercise of their worship.

In all that relates to industrial pursuits, and to callings and professions, the nationals of either of the High Contracting Parties shall throughout the whole extent of the territories of the other on condition of reciprocity be placed in all respects on the same footing as the nationals of the most-favoured nation. Furthermore the nationals of the High Contracting Parties shall be permitted to acquire, inherit, possess, lease and dispose of movable property upon the same terms as the nationals of the most-favoured nation. As regards the acquisition, possession, lease and disposition of immovable property the nationals of each of the High Contracting Parties shall on condition of reciprocity enjoy in the territories of the other, subject to the provisions of the local law, the same treatment as the nationals of the most-favoured nation.

Article 2.

The dwellings, warehouses, manufactories and shops and all other property of the nationals of each of the High Contracting Parties in the territories of the other, and all premises appertaining thereto used for purposes of residence or commerce, shall be respected. It shall not be allowable to proceed to make a domiciliary visit to, or a search of, any such buildings and premises, or to examine or inspect books, papers, or accounts, except under the conditions and with the forms prescribed by the laws, ordinances and regulations for nationals of the State of residence.

Article 3.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall have liberty freely to come with their ships and cargoes to all places, ports and rivers in the territories of the other which are or may be opened to foreign commerce and navigation, subject always to the laws of the country to which they thus come.

Article 4.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall have free access to the Courts of Justice of the other in pursuit and defence of their rights ; they shall be at liberty, equally with nationals of the State of residence, and with the nationals of the most-favoured nation, to choose and employ lawyers, advocates and representatives to pursue and defend their rights before such Courts.

There shall be no conditions or requirements imposed upon the nationals of either of the High Contracting Parties in connection with such access to the Courts of Justice of the other which do not apply to nationals of the State of residence or to the nationals of the most-favoured nation.

Article 5.

With the exception of the second paragraph of Article 1, the provisions of the present Treaty concerning nationals shall be equally applicable to companies, corporations and other lawful associations within the limit of their legal capacity.

Ils seront exempts, dans les territoires de l'autre Partie, du service militaire obligatoire sur terre, sur mer ou dans l'air, dans l'armée régulière, dans la garde nationale ou dans la milice ; de toutes contributions en argent ou en nature imposées en lieu et place du service militaire personnel, ainsi que de tous emprunts forcés ou contributions de guerre. Ils ne pourront être astreints, en temps de paix ni en temps de guerre, à aucune réquisition militaire autre que celles auxquelles sont soumis les nationaux, et ils auront réciproquement droit aux compensations payables aux nationaux en vertu des lois en vigueur dans leurs pays respectifs. En ce qui concerne les dispositions précédentes, le traitement des nationaux de chacune des Hautes Parties contractantes dans les territoires de l'autre Partie ne devra pas être moins favorable que celui des ressortissants de la nation la plus favorisée.

Les nationaux de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, dans les territoires de l'autre Partie, d'une entière liberté de conscience et, sous réserve des lois, ordonnances et règlements locaux en vigueur, du droit de pratiquer leur culte de façon privée ou publique.

En ce qui concerne leurs activités industrielles et leurs métiers et professions, les nationaux de chacune des Hautes Parties contractantes seront, dans toute l'étendue des territoires de l'autre Partie, placés à tous égards, sous réserve de réciprocité, sur le même pied que les ressortissants de la nation la plus favorisée. En outre, les nationaux des Hautes Parties contractantes auront le droit d'acquérir, d'hériter, de posséder, de prendre à bail des biens mobiliers et d'en disposer, aux mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée. En ce qui concerne l'acquisition, la possession, la prise à bail et la disposition des biens immobiliers, les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront sur les territoires de l'autre Partie, sous condition de réciprocité et sous réserve des dispositions de la législation en vigueur dans le pays, du même traitement que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 2.

Les habitations, entrepôts, usines et magasins et tous autres immeubles des nationaux de chacune des Hautes Parties contractantes dans les territoires de l'autre Partie, ainsi que tous les locaux en dépendant qui sont utilisés à des fins de résidence ou de commerce, devront être respectés. Il ne sera permis de procéder à des visites domiciliaires ou à des perquisitions dans aucun de ces bâtiments et locaux, ni d'examiner et d'inspecter des livres, papiers ou comptes, sauf dans les conditions et dans les formes prescrites par les lois, ordonnances et règlements applicables aux nationaux de l'Etat de résidence.

Article 3.

Les nationaux de chacune des Hautes Parties contractantes auront le droit de se rendre librement avec leurs navires et cargaisons dans tous les lieux, ports et voies navigables des territoires de l'autre Partie qui sont ou qui pourront être ultérieurement ouverts au commerce et à la navigation étrangers, sous réserve toujours de la législation du pays dans lequel ils se rendent.

Article 4.

Les nationaux de chacune des Hautes Parties contractantes auront libre accès aux tribunaux de l'autre Partie pour faire valoir leurs droits tant comme demandeurs que comme défendeurs ; ils seront libres, au même titre que les nationaux de l'Etat de résidence et que les ressortissants de la nation la plus favorisée, de choisir et d'employer des hommes de loi, avocats et mandataires pour revendiquer et défendre leurs droits devant ces tribunaux.

Il ne sera imposé aux nationaux de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes, en ce qui concerne cet accès aux tribunaux de l'autre Partie, aucune condition ou obligation qui ne soit également applicable aux nationaux de l'Etat de résidence ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 5.

A l'exception du deuxième alinéa de l'article premier, les dispositions du présent traité concernant les nationaux seront également applicables aux sociétés (*companies, corporations*) et autres groupements licites, dans les limites de leur capacité juridique.

Such companies, corporations and other lawful associations shall not be, under any pretext whatever, constrained to pay any taxes or charges other or higher than those which are or may be paid by the companies, corporations and other lawful associations of the most-favoured nation.

Article 6.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall enjoy in the territories of the other a perfect equality of treatment with nationals of the State of residence in all that relates to transit duties, warehousing, facilities, the examination and appraisal of merchandise and drawbacks.

Article 7.

In regard to duties of tonnage, harbour, pilotage, lighthouse, quarantine or other similar or corresponding duties of whatever nature or under whatever denomination, levied in the name or for the profit of the Government, public functionaries, private individuals, corporations or establishments of any kind, the High Contracting Parties shall reciprocally apply the provisions of the Convention¹ and Statute on the International Régime of Maritime Ports, signed at Geneva on the 9th December, 1923.

Article 8.

It is agreed that the Customs tariffs applicable to the importation into or the exportation from the territories of each of the High Contracting Parties shall be regulated by their respective laws.

However, (a) articles produced or manufactured in the territories of either High Contracting Party imported into the territories of the other from whatever place arriving shall not be subjected to other or higher duties or charges than those paid on the like articles produced or manufactured in any other country, and

(b) No other or higher duties or charges shall be imposed in the territories of either High Contracting Party on the exportation of any article to the territories of the other than such as are or may be payable on the exportation of the like article to any other country.

Neither High Contracting Party shall establish or maintain prohibitions or restrictions on imports from or exports to the territories of the other Party which are not applied to the import and export of any like article originating in or destined for any other country. Any withdrawal of an import or export prohibition or restriction which is granted even temporarily by one of the High Contracting Parties in favour of the articles of a third country shall be applied immediately and unconditionally to like articles originating in or destined for the territories of the other Party. In the event of any form of quantitative limitation being established for the importation or exportation of articles restricted, each of the High Contracting Parties agrees to grant equitable quotas for the importation from or exportation to the territories of the other Party of restricted goods which may be authorised for importation or exportation.

Nothing in this Treaty shall be construed to restrict the right of either High Contracting Party to impose, on such terms as it may see fit, subject to the principle of non-discriminatory treatment:

(1) Prohibitions, restrictions or regulations for the enforcement of police or revenue laws, including laws prohibiting or restricting the importation, exportation, or sale of alcohol or alcoholic beverages, as well as other laws imposed upon articles the internal

¹ Vol. LVIII, page 285 ; Vol. LXIX, page 102 ; Vol. LXXII, page 485 ; Vol. LXXXIII, page 416 ; Vol. CVII, page 491 ; Vol. CXVII, page 184 ; Vol. CXXII, page 349 ; Vol. CXLII, page 342 ; and Vol. CXLVII, page 332, of this Series.

Ces sociétés (*companies, corporations*) et autres groupements licites ne seront sous aucun prétexte astreints à payer des taxes ou charges autres ou plus élevées que celles qui sont ou pourront être payées par les sociétés (*companies, corporations*) ou autres groupements licites de la nation la plus favorisée.

Article 6.

Les nationaux de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront sur les territoires de l'autre Partie d'une parfaite égalité de traitement avec les nationaux de l'Etat de résidence, pour tout ce qui concerne les droits de transit, le magasinage, les facilités accordées, l'examen et l'estimation des marchandises et les drawbacks.

Article 7.

En ce qui concerne les droits de tonnage, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine ou autres droits similaires ou correspondants, quelle qu'en soit la nature ou la dénomination, perçus au nom ou au profit du gouvernement, de fonctionnaires publics, de personnes privées, de sociétés et associations ou d'institutions de toute nature, les Hautes Parties contractantes appliqueront réciproquement les dispositions de la Convention¹ et du Statut sur le régime international des ports maritimes, signés à Genève le 9 décembre 1923.

Article 8.

Il est entendu que les tarifs douaniers applicables aux importations et aux exportations à destination ou en provenance des territoires de chacune des Hautes Parties contractantes seront déterminés d'après les lois de chaque pays.

Toutefois, *a)* les articles produits ou fabriqués dans les territoires de l'une des Hautes Parties contractantes et importés dans les territoires de l'autre, quel qu'en soit le lieu d'origine, ne pourront pas être assujettis à des droits ou taxes autres ou plus élevés que ceux qui sont payés pour les articles similaires produits ou fabriqués dans un autre pays quelconque ; et

b) Il ne sera pas imposé, dans les territoires de l'une des Hautes Parties contractantes, à l'exportation d'un article quelconque à destination des territoires de l'autre, de droits ou taxes autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourront être payés à l'exportation d'articles similaires à destination d'un autre pays quelconque.

Aucune des deux Hautes Parties contractantes n'établira ou ne maintiendra, sur les importations et les exportations à destination ou en provenance des territoires de l'autre Partie, des prohibitions ou restrictions qui ne soient pas également appliquées aux importations ou exportations de tous articles similaires en provenance ou à destination d'un autre pays quelconque. Toute abrogation d'une prohibition ou restriction à l'importation ou à l'exportation, accordée même à titre temporaire par l'une des Hautes Parties contractantes en faveur des articles originaires d'un tiers pays, sera appliquée immédiatement et sans condition aux articles similaires en provenance ou à destination des territoires de l'autre Partie. En cas d'établissement d'une forme quelconque de limitation quantitative de l'importation ou de l'exportation d'articles soumis à restriction, chacune des Hautes Parties contractantes convient d'accorder, pour les importations en provenance des territoires de l'autre Partie, ou pour les exportations à destination de ces territoires, une fraction équitable des quantités des articles soumis à restriction dont l'importation ou l'exportation sera autorisée.

Aucune disposition du présent traité ne doit être interprétée comme restreignant le droit pour l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes d'imposer, aux conditions qu'elle pourra juger opportunes et sous réserve du principe de l'égalité de traitement :

1° Des prohibitions, restrictions ou règlements aux fins d'application de lois de police ou de lois fiscales, y compris les lois prohibant ou restreignant l'importation, l'exportation ou la vente de l'alcool ou des boissons alcooliques, de même que les autres lois applicables

¹ Vol. LVIII, page 285 ; vol. LXIX, page 102 ; vol. LXXII, page 485 ; vol. LXXXIII, page 416 ; vol. CVII, page 491 ; vol. CXVII, page 184 ; vol. CXXII, page 349 ; vol. CXLII, page 342 ; et vol. CXLVII, page 332, de ce recueil.

production, consumption, sale or transport of which is or may be forbidden or restricted by the national laws ;

(2) Prohibitions or restrictions on the trade or traffic in arms, ammunition and implements of war, and in exceptional circumstances other materials needed in war, it being agreed in this regard that either High Contracting Party may, in the event of its being engaged in war, enforce such import or export restrictions as may be required by the national interest ;

(3) Prohibitions or restrictions necessary for the protection of national or public security or health, or for the protection of animals or plants against disease, harmful pests or extinction ;

(4) Prohibitions or restrictions upon articles which, as regards production or trade, are or may hereafter be subject within the country to a monopoly exercised by or under the control of the State.

The provisions of the present Treaty relating to prohibitions or restrictions of importation and exportation do further not apply to the trade in opium and other substances included now or hereafter within the scope of the International Opium Convention¹ signed at Geneva on the 19th February, 1925, or the International Convention² for limiting the Manufacture and regulating the Distribution of Narcotic Drugs signed at Geneva on the 13th July, 1931, it being understood that such trade shall remain subject to the laws and regulations which are or may at any time be in force in the territories of the respective High Contracting Party.

Article 9.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall have in the territories of the other the same rights as nationals of that High Contracting Party in regard to patents for inventions, trade-marks, trade-names, designs, models and copyright in literary and artistic works, upon fulfilment of the formalities prescribed by law.

Article 10.

Each of the High Contracting Parties shall, subject to the provisions of Article 8, permit the importation or exportation of all merchandise which may be legally imported or exported, and also the carriage of passengers from or to their respective territories, upon the vessels of the other, and such vessels, their cargoes and passengers shall enjoy the same privileges as, and shall not be subject to any other or higher duties, charges or restrictions than the vessels, their cargoes and passengers of any third country.

Article 11.

In all that concerns the entering, clearing, stationing, loading and unloading of vessels in the ports, basins, docks, roadsteads, harbours, or rivers of the two countries, the High Contracting Parties shall reciprocally apply the provisions of the Convention and Statute on the International Régime of Maritime Ports, signed at Geneva on the 9th December, 1923.

¹ Vol. LXXXI, page 317 ; Vol. LXXXVIII, page 390 ; Vol. XCII, page 409 ; Vol. XCVI, page 204 ; Vol. C, page 249 ; Vol. CIV, page 516 ; Vol. CVII, page 525 ; Vol. CXI, page 411 ; Vol. CXVII, page 290 ; Vol. CXXII, page 355 ; Vol. CXXXIV, page 407 ; Vol. CLVI, page 205 ; Vol. CLX, page 348 ; and Vol. CLXVIII, page 233, of this Series.

² Vol. CXXXIX, page 301 ; Vol. CXLVII, page 361 ; Vol. CLII, page 344 ; Vol. CLVI, page 268 ; Vol. CLX, page 419 ; Vol. CLXIV, page 407 ; Vol. CLXVIII, page 234 ; Vol. CLXXII, page 426 ; Vol. CLXXXI, page 398 ; Vol. CLXXXV, page 411 ; and Vol. CLXXXIX, page 483, of this Series.

à d'autres articles dont la production, la consommation, la vente ou le transport à l'intérieur du pays sont ou pourront être interdits ou restreints par la législation nationale ;

2^o Des prohibitions ou restrictions au commerce ou au trafic des armes, munitions et matériel de guerre et, dans des circonstances exceptionnelles, d'autres matériels nécessaires en temps de guerre, étant entendu à cet égard que l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes pourra, si elle est en guerre, imposer toutes restrictions à l'importation ou à l'exportation que pourra exiger l'intérêt national ;

3^o Des prohibitions ou restrictions nécessaires à la sauvegarde de la sécurité et de l'hygiène nationales ou publiques, ou à la protection des animaux ou des végétaux contre la maladie, les insectes et parasites nuisibles ou l'extinction de l'espèce ;

4^o Des prohibitions ou restrictions applicables à des articles dont la production ou le commerce sont ou pourront être soumis, à l'intérieur du pays, à un monopole exercé par l'Etat ou sous son contrôle.

Les dispositions du présent traité relatives aux prohibitions ou restrictions à l'importation et à l'exportation ne sont pas applicables au commerce de l'opium et d'autres substances qui sont ou pourront être visées par la Convention¹ internationale de l'opium signée à Genève le 19 février 1925 ou par la Convention² internationale pour limiter la fabrication et régler la distribution des stupéfiants, signée à Genève le 13 juillet 1931, étant entendu que ce commerce restera assujéti aux lois et règlements qui sont ou pourront, à n'importe quel moment, être en vigueur dans les territoires de chaque Haute Partie contractante.

Article 9.

Les nationaux de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, dans les territoires de l'autre Partie, des mêmes droits que les nationaux de ladite Partie en matière de brevets d'invention, de marques de fabrique, d'appellations commerciales, de dessins, de modèles et de droits de publication pour les travaux littéraires et artistiques, à condition de remplir les formalités prescrites par la loi.

Article 10.

Chacune des Hautes Parties contractantes autorisera, sous réserve des dispositions de l'article 8, l'importation ou l'exportation, à bord des navires de l'autre Partie, de toutes les marchandises qui peuvent être légalement importées ou exportées, de même que le transport, à bord de ces navires, de passagers en provenance ou à destination de leurs territoires respectifs, et ces navires, leurs cargaisons et passagers jouiront des mêmes privilèges et ne seront soumis à aucun droit, taxe ou restriction autre ou plus élevé que les navires, cargaisons et passagers d'un tiers pays quelconque.

Article 11.

En tout ce qui concerne l'entrée, la sortie, le stationnement, le chargement et le déchargement des navires dans les ports, bassins, docks, rades, havres ou voies navigables des deux pays, les Hautes Parties contractantes appliqueront réciproquement les dispositions de la Convention et du Statut sur le régime international des ports maritimes, signés à Genève le 9 décembre 1923.

¹ Vol. LXXXI, page 317 ; vol. LXXXVIII, page 390 ; vol. XCII, page 409 ; vol. XCVI, page 204 ; vol. C, page 249 ; vol. CIV, page 516 ; vol. CVII, page 525 ; vol. CXI, page 411 ; vol. CXVII, page 290 ; vol. CXXII, page 355 ; vol. CXXXIV, page 407 ; vol. CLVI, page 205 ; vol. CLX, page 348 ; et vol. CLXVIII, page 233, de ce recueil.

² Vol. CXXXIX, page 301 ; vol. CXLVII, page 361 ; vol. CLII, page 344 ; vol. CLVI, page 268 ; vol. CLX, page 419 ; vol. CLXIV, page 407 ; vol. CLXVIII, page 234 ; vol. CLXXII, page 426 ; vol. CLXXXI, page 398 ; vol. CLXXXV, page 411 ; et vol. CLXXXIX, page 483, de ce recueil.

Article 12.

Any merchant vessel of either of the High Contracting Parties which may be compelled by stress of weather, or by reason of any other distress, to take shelter in a port of the other, shall be at liberty to refit therein, to procure all necessary supplies and put to sea again, without paying any dues other than such as would be payable by vessels of the most-favoured nation. In case, however, the master of a merchant vessel should be under the necessity of disposing of a part of his cargo in order to defray the expenses, he shall be bound to conform to the regulations and tariffs of the place to which he may have come.

If a vessel of one of the High Contracting Parties should run aground or be wrecked upon the coast or in the waters of the other, aid and assistance shall be given, in the same measure as to nationals, to the master, crew and passengers, as well for themselves and their belongings as for the vessel and its cargo.

As soon as the local authorities know of such stranding or wreck they shall give notice of the occurrence to the Consular Officer within whose district it has taken place, who shall be authorised to direct the salvage operations, instead of the competent local authorities, if the master or any other representative of the owner should be absent or, being present, should have asked for his assistance. The Consular Officer shall be entitled to claim the delivery of the goods saved from such stranding or wreck by the authorities having charge thereof only upon guaranteeing, in conformity with the local law, the payment of the salvage expenses due.

The vessel and its crew as well as the passengers and cargo shall enjoy the same privileges and immunities as are or may hereafter be accorded by the laws and regulations of the respective countries in similar circumstances to national vessels.

The authorities of the country where the stranding or wreck has occurred may in any circumstances take all measures in respect of the stranded or wrecked vessel and its cargo which they are entitled to take in respect of national vessels and their cargo for the safety of navigation or for the protection of artificial works constructed on the coast, in ports or in waterways.

The merchandise saved from a stranded or wrecked vessel shall not be subject to any Customs duty unless cleared for internal consumption.

The stipulations of this Article shall apply in the case of the forced landing or wreck of an aeroplane.

Article 13.

Merchant vessels flying the Netherlands or Siamese flag, having on board documents required by their national laws for purposes of establishing their nationality shall be considered, in Siam and in the Netherlands, as Netherlands and Siamese vessels.

Article 14.

The Consular Officers may have any deserter, belonging to the crew of a ship of war or merchant vessel of the country which has appointed them, arrested and returned on board, or returned to their country.

To that end they shall apply to the competent local authorities in writing and, by production of the register or the crew-list or of an authenticated extract thereof, establish the fact that the person claimed belongs to the crew. Upon an application so substantiated, all assistance shall be given to them for the search for and arrest of such deserters who, if required by the Consular Officer and at his expense, shall be detained and guarded in a local house of detention till there is an opportunity to repatriate them.

If, however, such opportunity should not present itself within two months of the day on which they have been arrested, the deserters shall be set free and cannot be arrested again for the same cause. It is understood that seamen being nationals of the other High Contracting Party shall

Article 12.

Tout navire marchand de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes qui peut être contraint par le mauvais temps ou par un accident quelconque de se réfugier dans un port de l'autre Partie, aura la faculté d'y procéder aux réparations, de se procurer toutes les fournitures nécessaires et de reprendre la mer sans acquitter de droits autres que ceux qui seraient perçus sur des navires de la nation la plus favorisée. Toutefois, au cas où le capitaine d'un navire marchand se trouverait dans la nécessité de disposer d'une partie de sa cargaison pour couvrir les dépenses, il sera tenu de se conformer aux règlements et aux tarifs du port dans lequel il sera entré.

Si un navire de l'une des Hautes Parties contractantes échoue ou fait naufrage sur les côtes ou dans les eaux territoriales de l'autre Partie, il sera prêté aide et assistance, dans la même mesure qu'aux nationaux, au capitaine, à l'équipage et aux passagers, en ce qui concerne tant leur personne et leurs biens que le navire et sa cargaison.

Dès que les autorités locales auront connaissance d'un tel échouement ou naufrage, elles signaleront l'événement sans délai au fonctionnaire consulaire résidant dans le district où il a eu lieu ; ledit fonctionnaire sera autorisé à diriger les opérations de sauvetage à la place des autorités locales compétentes, si le capitaine ou tout autre représentant du propriétaire est absent ou, étant présent, a fait appel à son aide. Le fonctionnaire consulaire n'aura le droit de réclamer la remise des marchandises sauvées de l'échouement ou du naufrage par les autorités qui en ont la garde que s'il garantit conformément à la législation locale, le paiement des frais de sauvetage dus.

Le navire et son équipage, ainsi que les passagers et la cargaison, jouiront des mêmes privilèges et immunités que ceux qui sont ou pourront ultérieurement être accordés aux navires nationaux par les lois et règlements des pays respectifs dans des circonstances analogues.

Les autorités du pays dans lequel l'échouement ou le naufrage s'est produit peuvent, en toutes circonstances, prendre, à l'égard du navire échoué ou naufragé et de sa cargaison, toutes les mesures qu'elles ont le droit de prendre à l'égard des navires nationaux et de leurs cargaisons dans l'intérêt de la sécurité de la navigation ou pour la protection des ouvrages artificiels construits sur le littoral, dans les ports ou dans les voies navigables.

Les marchandises sauvées des navires échoués ou naufragés ne seront soumises à aucun droit de douane, sauf si elles sont dédouanées pour la consommation intérieure.

Les dispositions du présent article seront applicables en cas d'atterrissage forcé ou de chute d'un aéroplane.

Article 13.

Les navires marchands battant pavillon néerlandais ou siamois, et ayant à bord les documents exigés par leurs lois nationales pour la preuve de la nationalité, seront considérés au Siam et aux Pays-Bas comme des navires néerlandais ou siamois.

Article 14.

Les fonctionnaires consulaires pourront faire arrêter et renvoyer à bord ou rapatrier tout déserteur appartenant à l'équipage d'un navire de guerre ou d'un navire marchand du pays qui les a nommés.

A cet effet, ils devront adresser une demande écrite aux autorités locales compétentes et prouver, en présentant le registre ou le rôle de l'équipage ou un extrait légalisé de ces documents, que la personne réclamée appartient à l'équipage. Sur demande ainsi justifiée, toute l'assistance nécessaire leur sera prêtée pour la recherche et l'arrestation de tous déserteurs ; à la demande du fonctionnaire consulaire et à ses frais, ces déserteurs seront détenus et gardés dans une maison de détention locale jusqu'au moment où l'occasion de les rapatrier se présentera.

Toutefois, si cette occasion ne se présente pas dans les deux mois qui suivront la date de leur arrestation, les déserteurs seront remis en liberté et ne pourront pas être arrêtés de nouveau pour la même cause. Il est entendu que les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux

be excepted from the stipulations of this Article. If a deserter has committed an offence on land, he shall not be placed at the disposal of the Consular Officer until the competent Court of Law has given its judgment and the sentence has been executed.

Article 15.

Each of the High Contracting Parties may appoint Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and other Consular Officers or Agents to reside in the towns and ports of the territories of the other where similar officers of other Powers are permitted to reside.

Such Consular Officers and Agents, however, shall not enter upon their functions until they shall have been approved and admitted by the Government to which they are sent.

They shall be entitled on condition of reciprocity to exercise all the powers and enjoy all the honours, privileges, exemptions and immunities of every kind which are, or may be, accorded to Consular Officers of the most-favoured nation.

Article 16.

In case of the death of a national of one of the High Contracting Parties in the territories of the other without having in the country of his decease any known heirs either present or represented or any testamentary executor by him appointed, the competent local authorities shall at once inform the nearest Consular Officer of the country to which the deceased belonged of such death, in order that he may communicate it to the parties interested.

The Consular Officers shall in such case have the right, until the heirs or testamentary executors appointed by the deceased shall be present or duly represented, to do for the preservation and administration of the estate all that the law of the country of their residence allows testamentary executors to do in the interest of the heirs or of the creditors.

Article 17.

It is understood by the High Contracting Parties that the stipulations contained in this Treaty do not in any way affect, supersede, or modify any of the laws, ordinances and regulations with regard to naturalization, immigration, police and public security which are in force or which may be enacted in either of the two countries provided they do not constitute measures of discrimination particularly directed against the nationals of the other Party.

Article 18.

The coasting trade and the national fisheries of both the High Contracting Parties are excepted from the provisions of the present Treaty, and shall be regulated according to the laws, ordinances and regulations of the Kingdom of the Netherlands and the Kingdom of Siam respectively.

Article 19.

The provisions of the present Treaty as regards the most-favoured-nation treatment do not apply to :

- (1) Favours granted or to be granted hereafter to an adjoining State to facilitate frontier traffic ;
- (2) Favours granted or to be granted hereafter to a third State in virtue of a Customs Union ;
- (3) Favours contractually granted or to be granted to a third State for the avoidance of double taxation ;

marins qui sont des ressortissants de l'autre Haute Partie contractante. Si un déserteur a commis un délit pendant qu'il se trouvait à terre, il ne sera placé à la disposition du fonctionnaire consulaire que lorsque le tribunal compétent aura rendu son jugement et que la sentence aura été exécutée.

Article 15.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté de nommer des consuls généraux, consuls, vice-consuls et autres fonctionnaires ou agents consulaires dans les villes et ports des territoires de l'autre Partie où sont autorisés à résider les mêmes fonctionnaires des autres Puissances.

Toutefois, ces fonctionnaires et agents consulaires ne pourront entrer en fonction qu'après avoir été agréés et acceptés par le gouvernement auprès duquel ils sont envoyés.

Ils auront le droit, sous condition de réciprocité, d'exercer tous les pouvoirs et de jouir de tous les honneurs, privilèges, exemptions et immunités de toute nature qui sont ou pourront être accordés aux fonctionnaires consulaires de la nation la plus favorisée.

Article 16.

Au cas où un ressortissant de l'une des Hautes Parties contractantes viendrait à décéder dans les territoires de l'autre Partie sans laisser, dans le pays où il est décédé, d'héritiers connus, soit présents, soit représentés, ou d'exécuteur testamentaire désigné par lui, les autorités locales compétentes aviseront immédiatement de ce décès le plus proche fonctionnaire consulaire de la nation à laquelle ressortissait le défunt, afin que les renseignements nécessaires puissent être immédiatement transmis aux parties intéressées.

Les fonctionnaires consulaires auront qualité dans ce cas, jusqu'au moment où les héritiers ou exécuteurs testamentaires désignés par le défunt seront présents ou dûment représentés, de prendre, pour la conservation et l'administration de la succession, toutes les mesures que la loi du pays où ils résident autorise les exécuteurs testamentaires à prendre dans l'intérêt des héritiers ou des créanciers.

Article 17.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que les stipulations contenues dans le présent traité n'affectent, n'abrogent ni ne modifient en aucune façon aucun des lois, ordonnances et règlements qui sont actuellement applicables ou pourront être ultérieurement appliqués dans chacun des deux pays, en matière de naturalisation, d'immigration, de police et de sécurité publique, à la condition que lesdits lois, ordonnances et règlements ne constituent pas des mesures de discrimination dirigées particulièrement contre les ressortissants de l'autre Partie.

Article 18.

Le commerce de cabotage et les pêcheries nationales des deux Hautes Parties contractantes sont exemptés des dispositions du présent traité et seront régis par les lois, ordonnances et règlements du Royaume des Pays-Bas et du Royaume de Siam, respectivement.

Article 19.

Les dispositions du présent traité concernant le traitement de la nation la plus favorisée ne s'appliqueront pas :

- 1^o Aux avantages accordés ou qui pourront être ultérieurement accordés à un Etat limitrophe en vue de faciliter le trafic frontalier ;
- 2^o Aux avantages accordés ou qui pourront être ultérieurement accordés à un Etat tiers en vertu d'une union douanière ;
- 3^o Aux avantages accordés ou qui pourront être ultérieurement accordés par voie d'accord à un Etat tiers pour éviter la double imposition ;

(4) Favours granted or to be granted hereafter to an adjoining State with regard to the navigation on or use of boundary waterways not navigable from the sea.

Article 20.

Any dispute that may arise between the High Contracting Parties as to the proper interpretation or application of any of the provisions of the present Treaty shall, at the request of either of them, be referred to the Permanent Court of International Justice, unless in any particular case the High Contracting Parties agree to submit the dispute to some other tribunal or to dispose of it by some other form of procedure.

Article 21.

Articles 12, 14, 15 and 16 of the present Treaty shall not apply to the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao.

Article 22.

The present Treaty shall, from the date of its coming into force, be substituted for the Treaty¹ of Friendship, Commerce and Navigation between the Netherlands and Siam signed at The Hague on the 8th June, 1925, and from that date the said Treaty of 1925 and all arrangements and agreements subsidiary thereto concluded or existing between the High Contracting Parties shall cease to be binding.

It is however understood that the Consular Convention² of the 1st April, 1867, and the Treaty³ of Judicial Settlement and Conciliation of the 27th October, 1928, shall remain in force as long as they will not be abrogated in conformity with the provisions contained therein.

Article 23.

The present Treaty is concluded for the duration of three years as from the date of the exchange of ratifications. If it is not denounced at least six months before the expiration of that period, it shall remain in force for another period of one year and so on.

It is clearly understood, however, that such denunciation shall not have the effect of reviving any of the Treaties, Conventions, Arrangements, or Agreements abrogated by the present Treaty.

Article 24.

This Treaty shall be ratified, and the ratifications thereof shall be exchanged at Bangkok as soon as possible, and the said Treaty shall come into force on the date of the exchange of ratifications.

In witness whereof the undersigned Plenipotentiaries have hereto signed their names and affixed their seals.

Done in duplicate, in the English language, at Bangkok, this first day of February in the nineteen hundred and thirty-eighth year of the Christian Era, corresponding to the first day of the eleventh month in the two thousand four hundred and eightieth year of the Buddhist Era.

(L. S.) C. S. LECHNER

(L. S.) Luang Pradist MANUDHARM.

¹ Vol. LVI, page 57 ; and Vol. CLXXXI, page 364, of this Series.

² *English and Foreign State Papers*, Vol. 58, page 274 ; and Vol. 63, page 1212.

³ Vol. XCIII, page 131, of this Series.

4° Aux avantages accordés ou qui pourront être accordés ultérieurement à un Etat limitrophe en ce qui concerne la navigation sur les voies d'eau frontières non accessibles par mer ou leur utilisation.

Article 20.

Tout différend qui pourrait s'élever entre les Hautes Parties contractantes en ce qui concerne l'interprétation ou l'application de l'une quelconque des dispositions du présent traité sera, sur demande de l'une ou l'autre Partie, porté devant la Cour permanente de Justice internationale, à moins que, dans un cas particulier quelconque, les Hautes Parties contractantes ne conviennent de soumettre le différend à un autre tribunal ou de le régler par quelque autre forme de procédure.

Article 21.

Les articles 12, 14, 15 et 16 du présent traité ne sont pas applicables aux Indes néerlandaises, au Surinam et à Curaçao.

Article 22.

Le présent traité sera substitué, à dater du jour de sa mise en vigueur, au Traité¹ d'amitié, de commerce et de navigation entre les Pays-Bas et le Siam, signé à La Haye le 8 juin 1925, et, à compter de cette date, ledit Traité de 1925 et tous les arrangements et accords subsidiaires conclus ou existants entre les Hautes Parties contractantes cesseront d'avoir effet.

Il est, toutefois, entendu que la Convention consulaire du 1^{er} avril 1867 et le Traité² de règlement judiciaire et de conciliation du 27 octobre 1928, resteront en vigueur aussi longtemps qu'ils n'auront pas été abrogés conformément à leurs dispositions.

Article 23.

Le présent traité est conclu pour une durée de trois ans à dater du jour de l'échange des ratifications. S'il n'est pas dénoncé six mois au moins avant l'expiration de cette période, il restera en vigueur pendant une nouvelle période d'un an et ainsi de suite.

Toutefois, il est clairement entendu qu'une telle dénonciation n'aura pas pour effet de remettre en vigueur l'un quelconque des traités, conventions, arrangements ou accords abrogés par le présent traité.

Article 24.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Bangkok dès que faire se pourra, et le présent traité entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications.

En foi de quoi, les plénipotentiaires soussignés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double expédition, en langue anglaise, à Bangkok, ce premier jour de février de l'année mil neuf cent trente-huit de l'Ere chrétienne, correspondant au premier jour du onzième mois de l'année deux mille quatre cent quatre-vingt de l'Ere bouddhique.

(L. S.) C. S. LECHNER.

(L. S.) Luang Pradist MANUDHARM.

¹ Vol. LVI, page 57 ; et vol. CLXXXI, page 364, de ce recueil.

² Vol. XCIII, page 131, de ce recueil.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

NETHERLANDS LEGATION.

BANGKOK, *February 1st, 1938.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

In proceeding this day to the signature of the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation between the Netherlands and Siam, I have the honour, under instructions from my Government, to request information in regard to the right of Netherlands subjects to own land in Siam, and I shall be greatly obliged if Your Excellency will be so good as to furnish me with a reply to my inquiry for communication to my Government.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

C. S. LECHNER.

His Excellency
Luang Pradist Manudharm,
Minister of Foreign Affairs,
Bangkok.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.SARANROMYA PALACE, *February 1st, 1938.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

In reply to your inquiry of today's date as to the right of Netherlands subjects to own land in Siam, I have the honour to inform Your Excellency that it is the intention of the Siamese Government to grant to foreigners the right to acquire immovable property necessary for residential, commercial, industrial, religious and charitable purposes as well as for use as cemeteries, while the acquisition of lands of the public domain will be reserved for the subjects of Siam without prejudice however to the rights already acquired according to the laws and regulations at the coming into force of the new Treaty.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Llang Pradist MANUDHARM.

His Excellency
Monsieur C. S. Lechner,
Her Netherlands Majesty's Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary,
Bangkok.

I.

NETHERLANDS LEGATION.

BANGKOK, *February 1st, 1938.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

In proceeding this day to the signature of the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation between the Kingdom of the Netherlands and the Kingdom of Siam, I have the honour, under instructions of my Government, to communicate to Your Excellency the following statement :

Considering that according to Article 163 of the constitutional law of the Netherlands-Indies the rules for Europeans are applicable to non-Europeans in the Netherlands-Indies,

ÉCHANGE DE NOTES

I.

LÉGATION DES PAYS-BAS.

BANGKOK, le 1^{er} février 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Au moment de procéder ce jour à la signature du Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre les Pays-Bas et le Siam, j'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de demander des renseignements au sujet du droit des ressortissants néerlandais de posséder des terres dans le Siam, et je serais très obligé à Votre Excellence de bien vouloir me fournir les renseignements demandés afin que je puisse les communiquer à mon gouvernement.

Je saisis cette occasion, etc.

C. S. LECHNER.

Son Excellence

Luang Pradist Manudharm,
Ministre des Affaires étrangères,
Bangkok.

II.

MINISTÈRE

DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

PALAIS SARANROMYA, le 1^{er} février 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à votre demande de renseignements, en date de ce jour, concernant le droit des ressortissants néerlandais de posséder des terres dans le Siam, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement siamois a l'intention d'accorder aux étrangers le droit d'acquérir des biens immobiliers, soit pour y résider, soit pour des fins commerciales, industrielles, religieuses ou charitables, soit pour y établir des cimetières, tandis que l'acquisition de terres du domaine public sera réservée aux ressortissants siamois, sans préjudice, toutefois, des droits déjà acquis conformément aux lois et règlements appliqués à la date de l'entrée en vigueur du nouveau traité.

Je saisis cette occasion, etc.

Luang Pradist MANUDHARM.

Son Excellence

Monsieur C. S. Lechner,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté néerlandaise,
Bangkok.

I.

LÉGATION DES PAYS-BAS.

BANGKOK, le 1^{er} février 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Au moment de procéder ce jour à la signature du Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre le Royaume des Pays-Bas et le Royaume de Siam, j'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de communiquer à Votre Excellence la déclaration suivante :

Considérant qu'aux termes de l'article 163 de la loi constitutionnelle des Indes néerlandaises, les dispositions relatives aux Européens sont applicables aux non-Européens

provided they are, in their own country, subject to family statutes chiefly based upon the same principles as the Netherlands family statutes, and on the understanding that the Siamese family statutes may be deemed to be of the above-mentioned character, the Siamese in the Netherlands-Indies shall be subject to the legislation and jurisdiction for Europeans.

I shall be glad to receive from Your Excellency the acknowledgment of receipt of this letter.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

C. S. LECHNER.

His Excellency
Luang Pradist Manudharm,
Minister of Foreign Affairs,
Bangkok.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

SARANROMYA PALACE, *February 1st, 1938.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's Note of today's date in which, under instructions of your Government, you have communicated the following statement :

" Considering that according to Article 163 of the constitutional law of the Netherlands-Indies the rules for Europeans are applicable to non-Europeans in the Netherlands-Indies, provided they are, in their own country, subject to family statutes chiefly based upon the same principles as the Netherlands family statutes, and on the understanding that the Siamese family statutes may be deemed to be of the above-mentioned character, the Siamese in the Netherlands-Indies shall be subject to the legislation and jurisdiction for Europeans. "

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Luang Pradist MANUDHARM.

His Excellency
Monsieur C. S. Lechner,
Her Netherlands Majesty's Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary,
Bangkok.

I.

NETHERLANDS LEGATION.

BANGKOK, *February 1st, 1938.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

In proceeding this day to the signature of the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation between the Kingdom of the Netherlands and the Kingdom of Siam, I have the honour, under instructions of my Government, to place on record that we have agreed as follows :

The rights or privileges granted by one of the High Contracting Parties to a third Power in conventions concerning private international law, and particularly in the Hague

qui se trouvent dans les Indes néerlandaises, à la condition que, dans leur propre pays, ils soient soumis à des lois sur la famille fondées, en majeure partie, sur les mêmes principes que les lois néerlandaises sur la famille, et étant entendu que les lois siamoises sur la famille peuvent être considérées comme ayant le caractère susmentionné, les Siamois seront soumis dans les Indes néerlandaises à la législation et à la juridiction applicables aux Européens.

Je serais très heureux de recevoir de Votre Excellence un accusé de réception de la présente lettre.

Je saisis cette occasion, etc.

C. S. LECHNER.

Son Excellence
Luang Pradist Manudharm,
Ministre des Affaires étrangères,
Bangkok.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

PALAIS SARANROMYA, le 1^{er} février 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence en date de ce jour, par laquelle vous avez bien voulu, d'ordre de votre gouvernement, me communiquer la déclaration suivante :

« Considérant qu'aux termes de l'article 163 de la loi constitutionnelle des Indes néerlandaises, les dispositions relatives aux Européens sont applicables aux non-Européens qui se trouvent dans les Indes néerlandaises, à la condition que, dans leur propre pays, ils soient soumis à des lois sur la famille fondées, en majeure partie, sur les mêmes principes que les lois néerlandaises sur la famille, et étant entendu que les lois siamoises sur la famille peuvent être considérées comme ayant le caractère susmentionné, les Siamois seront soumis dans les Indes néerlandaises à la législation et à la juridiction applicables aux Européens. »

Je saisis cette occasion, etc.

Luang Pradist MANUDHARM.

Son Excellence
Monsieur C. S. Lechner,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté néerlandaise,
Bangkok.

I.

LÉGATION DES PAYS-BAS.

BANGKOK, le 1^{er} février 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Au moment de procéder ce jour à la signature du Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre le Royaume des Pays-Bas et le Royaume de Siam, j'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de constater que nous sommes convenus de ce qui suit :

Les droits et privilèges accordés par l'une des Hautes Parties contractantes à une tierce Puissance dans des conventions concernant le droit international privé et, notamment,

conventions bearing on this matter, are counted amongst the rights and privileges derived from plurilateral conventions of a general character to which, by reason of their nature, the stipulations providing for the concession of national treatment or of most-favoured-nation treatment are not applicable.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

C. S. LECHNER.

His Excellency
Luang Pradist Manudharm,
Minister of Foreign Affairs,
Bangkok.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

SARANROMYA PALACE, *February 1st, 1938.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

In proceeding this day to the signature of the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation between the Kingdom of Siam and the Kingdom of the Netherlands, I have the honour to place on record that we have agreed as follows :

The rights or privileges granted by one of the High Contracting Parties to a third Power in conventions concerning private international law, and particularly in the Hague conventions bearing on this matter, are counted amongst the rights and privileges derived from plurilateral conventions of a general character to which, by reason of their nature, the stipulations providing for the concession of national treatment or of most-favoured-nation treatment are not applicable.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Luang Pradist MANUDHARM.

His Excellency
Monsieur C. S. Lechner,
Her Netherlands Majesty's Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary,
Bangkok.

I.

NETHERLANDS LEGATION.

BANGKOK, *February 1st, 1938.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

Her Majesty's Government have had under sympathetic consideration the request of the Siamese Government that they should abandon forthwith the right which is secured to the Netherlands by Article 2 of the Protocol concerning jurisdiction applicable to the Netherlands *ressortissants* (subjects and *protégés*) in the Kingdom of Siam, annexed to the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation between the Netherlands and Siam signed at The Hague on the 8th June, 1925, to evoke from the Siamese Courts cases in which the defendant or accused is a Netherlands *ressortissant* or *protégé* or a Netherlands company, corporation or other association.

I now have the honour, upon instructions from my Government, to inform you that they are prepared to accede to the request of the Siamese Government. They accordingly renounce the exercise of the said right, with effect from this date, on the understanding that Netherlands

dans les Conventions de La Haye relatives à cette question, sont compris parmi les droits et privilèges dérivant de conventions plurilatérales d'un caractère général, auxquels, en raison de leur nature, les stipulations prévoyant l'octroi du traitement des nationaux ou du traitement de la nation la plus favorisée ne sont pas applicables.

Je saisis cette occasion, etc.

C. S. LECHNER.

Son Excellence
Luang Pradist Manudharm,
Ministre des Affaires étrangères,
Bangkok.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

PALAIS SARANROMYA, le 1^{er} février 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Au moment de procéder ce jour à la signature du Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre le Royaume de Siam et le Royaume des Pays-Bas, j'ai l'honneur de constater que nous sommes convenus de ce qui suit :

Les droits et privilèges accordés par l'une des Hautes Parties contractantes à une tierce Puissance dans des conventions concernant le droit international privé et, notamment, dans les Conventions de La Haye relatives à cette question, sont compris parmi les droits et privilèges dérivant de conventions plurilatérales d'un caractère général, auxquels, en raison de leur nature, les stipulations prévoyant l'octroi du traitement des nationaux ou du traitement de la nation la plus favorisée ne sont pas applicables.

Je saisis cette occasion, etc.

Luang Pradist MANUDHARM.

Son Excellence
Monsieur C. S. Lechner,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté néerlandaise,
Bangkok.

I.

LÉGATION DES PAYS-BAS.

BANGKOK, le 1^{er} février 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le Gouvernement de Sa Majesté a examiné dans un esprit bienveillant la demande du Gouvernement siamois tendant à ce qu'il abandonne immédiatement le droit conféré aux Pays-Bas par l'article 2 du Protocole concernant la juridiction applicable aux ressortissants néerlandais (sujets et protégés) dans le Royaume de Siam, annexé au Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre les Pays-Bas et le Siam signé à La Haye le 8 juin 1925, c'est-à-dire le droit de dessaisir les tribunaux siamois des affaires dans lesquelles le défendeur ou l'accusé est un ressortissant ou un protégé néerlandais, ou une société (*company, corporation*) néerlandaise ou un autre groupement néerlandais.

J'ai maintenant l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de porter à votre connaissance qu'il est disposé à accéder à la demande du Gouvernement siamois. En conséquence, il renonce à l'exercice du droit en question à dater de ce jour, étant entendu que les ressortissants et protégés

nationals and *protégés*, and Netherlands companies, corporations and other associations in Siam shall in regard to the jurisdiction applicable to them, otherwise than in regard to the right of evocation, enjoy the treatment accorded to the nationals and *protégés*, companies, corporations and other associations of the most-favoured nation. Finally it is understood that, in conformity with the generally recognised principles of private international law, their national law shall be applicable to Netherlands nationals and *protégés* in Siam in matters of personal status.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

C. S. LECHNER.

His Excellency
Luang Pradist Manudharm,
Minister of Foreign Affairs,
Bangkok.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

SARANROMYA PALACE, *February 1st*, 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of today's date regarding the abandonment of the right of evocation. I note that the Netherlands Government renounce the exercise of the said right, with effect from this date, on the understanding that Netherlands nationals and *protégés*, and Netherlands companies, corporations and other associations in Siam shall in regard to the jurisdiction applicable to them, otherwise than in regard to the right of evocation, enjoy the treatment accorded to the nationals and *protégés*, companies, corporations and other associations of the most-favoured nation. Finally it is understood that, in conformity with the generally recognised principles of private international law, their national law shall be applicable to Netherlands nationals and *protégés* in Siam in matters of personal status.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Luang Pradist MANUDHARM.

His Excellency
Monsieur C. S. Lechner,
Her Netherlands Majesty's Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary,
Bangkok.

Certifié pour copie conforme :

*Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,*

A. M. Snouck Hurgronje.

néerlandais et les sociétés (*companies, corporations*) ou autres groupements néerlandais dans le Siam bénéficieront, en ce qui concerne la juridiction qui leur sera applicable, sauf pour le droit d'évocation, du traitement accordé aux ressortissants et protégés, sociétés (*companies, corporations*) et autres groupements de la nation la plus favorisée. Il est entendu enfin que, conformément au principe généralement admis du droit international privé, les ressortissants et protégés néerlandais dans le Siam se verront appliquer leur droit national en matière de statut personnel.

Je saisis cette occasion, etc.

C. S. LECHNER.

Son Excellence
Luang Pradist Manudharm,
Ministre des Affaires étrangères,
Bangkok.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

PALAIS SARANROMYA, le 1^{er} février 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date de ce jour, concernant l'abandon du droit d'évocation. Je prends acte du fait que le Gouvernement néerlandais renonce à l'exercice de ce droit à dater de ce jour, étant entendu que les ressortissants et protégés nationaux, ainsi que les sociétés (*companies, corporations*) et autres groupements néerlandais dans le Siam bénéficieront, en ce qui concerne la juridiction qui leur sera applicable, sauf pour le droit d'évocation, du traitement accordé aux ressortissants et protégés, sociétés (*companies, corporations*) et autres groupements de la nation la plus favorisée. Il est entendu enfin que, conformément au principe généralement admis du droit international privé, les ressortissants et protégés néerlandais dans le Siam se verront appliquer leur droit national en matière de statut personnel.

Je saisis cette occasion, etc.

Luang Pradist MANUDHARM.

Son Excellence
Monsieur C. S. Lechner,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté néerlandaise,
Bangkok.

N° 4486.

**AUTRICHE, BELGIQUE,
BULGARIE,
ESPAGNE, FRANCE, etc.**

**Convention internationale concer-
nant le transit des animaux, des
viandes et des autres produits d'ori-
gine animale, avec annexe. Signée
à Genève, le 20 février 1935.**

**AUSTRIA, BELGIUM,
BULGARIA,
SPAIN, FRANCE, etc.**

**International Convention concerning
the Transit of Animals, Meat and
Other Products of Animal Origin,
with Annex. Signed at Geneva,
February 20th, 1935.**

N^o 4486. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE CONCERNANT LE TRANSIT DES ANIMAUX, DES VIANDES ET DES AUTRES PRODUITS D'ORIGINE ANIMALE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 20 FÉVRIER 1935.

Textes officiels en français et en anglais. Cette convention a été enregistrée par le Secrétariat, conformément à son article 21, le 6 décembre 1938, date de son entrée en vigueur.

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL D'AUTRICHE ; SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES ; SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ; SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES ; SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE ; SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE ; SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE ; LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE ; LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES,

Convaincus qu'il est désirable et nécessaire d'établir un juste équilibre entre les préoccupations sanitaires des pays transitaires, d'une part, et les désirs légitimes du commerce international des animaux, viandes et autres produits d'origine animale ;

Désireux, d'autre part, d'accorder au transit des animaux, des viandes et autres produits d'origine animale, la plus grande liberté compatible avec les exigences de la police vétérinaire et de l'hygiène publique ;

Ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL D'AUTRICHE :

M. Emerich PFLÜGL, représentant permanent auprès de la Société des Nations, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Paul VAN ZEELAND, premier ministre, ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES :

M. Nicolas ANTONOFF, délégué permanent près la Société des Nations, ministre plénipotentiaire.

¹ Ratifications :

LETTONIE	4 mai 1937.
BELGIQUE	21 juillet 1937.
UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES	20 septembre 1937.
ROUMANIE	23 décembre 1937.
BULGARIE	7 septembre 1938.

Adhésion sous réserve de ratification :

CHILI	10 octobre 1936.
-----------------	------------------

No. 4486. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ CONCERNING THE TRANSIT OF ANIMALS, MEAT AND OTHER PRODUCTS OF ANIMAL ORIGIN. SIGNED AT GENEVA, FEBRUARY 20TH, 1935.

Official texts in French and in English. This Convention was registered with the Secretariat, in accordance with its Article 21, on December 6th, 1938, the date of its entry into force.

THE FEDERAL PRESIDENT OF AUSTRIA ; HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS ; HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS ; THE PRESIDENT OF THE SPANISH REPUBLIC ; THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC ; HIS MAJESTY THE KING OF THE HELLENES ; HIS MAJESTY THE KING OF ITALY ; THE PRESIDENT OF THE LATVIAN REPUBLIC ; HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND ; HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA ; THE SWISS FEDERAL COUNCIL ; THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC ; THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC ; THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS,

Being convinced that it is both desirable and necessary to establish a fair balance between the health interests of transit countries, on the one hand, and the legitimate desires of the international trade in animals, meat and other products of animal origin ;

Being desirous, on the other hand, of affording the transit of animals, meat and other products of animal origin the fullest measure of freedom consistent with the requirements of veterinary health inspections and public health ;

Have appointed as their Plenipotentiaries :

THE FEDERAL PRESIDENT OF AUSTRIA :

M. Emerich PFLÜGL, Permanent Representative accredited to the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. Paul VAN ZEELAND, Prime Minister, Minister for Foreign Affairs and External Trade.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS :

M. Nicolas ANTONOFF, Permanent Delegate accredited to the League of Nations, Minister Plenipotentiary.

¹ *Ratifications :*

LATVIA	May 4th, 1937.
BELGIUM	July 21st, 1937.
UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS	September 20th, 1937.
ROUMANIA	December 23rd, 1937.
BULGARIA	September 7th, 1938.

Accession subject to ratification :

CHILE	October 10th, 1936.
-----------------	---------------------

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE :

M. Julio LÓPEZ OLIVÁN, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Le docteur V. DROUIN, chef du Service vétérinaire du Ministère de l'Agriculture.

SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES :

M. Raoul BIBICA-ROSETTI, délégué permanent auprès de la Société des Nations, ministre plénipotentiaire.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Le professeur C. BISANTI, inspecteur général vétérinaire du Ministère de l'Intérieur.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

M. Jules FELDMANS, délégué permanent près la Société des Nations, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

M. le chevalier C. VAN RAPPARD, délégué permanent auprès de la Société des Nations, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. Titus KOMARNICKI, délégué permanent près la Société des Nations, ministre plénipotentiaire.

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

M. Constantin ANTONIADE, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la Société des Nations.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

Le docteur G. FLÜCKIGER, directeur de l'Office vétérinaire fédéral.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Rodolphe KÜNZL-JIZERSKÝ, délégué permanent près la Société des Nations, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

M. Cemal HÜSNÜ TARÂV, délégué permanent près la Société des Nations, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES :

M. Vladimir POTEMKINE, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près le Président de la République française.

Lesquels, après avoir produit leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

I. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à permettre le transit des bovidés, des solipèdes, des porcs, des moutons, des chèvres, de la volaille et de tous produits animaux originaires des pays entre lesquels est en vigueur la Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux.

THE PRESIDENT OF THE SPANISH REPUBLIC :

M. Julio LÓPEZ OLIVÁN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council.

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

Dr. V. DROUIN, Head of the Veterinary Service at the Ministry of Agriculture.

HIS MAJESTY THE KING OF THE HELLENES :

M. Raoul BIBICA-ROSETTI, Permanent Delegate accredited to the League of Nations, Minister Plenipotentiary.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

Professor C. BISANTI, Veterinary Inspector-General at the Ministry of the Interior.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA :

M. Jules FELDMANS, Permanent Delegate accredited to the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

Ridder C. VAN RAPPARD, Permanent Delegate accredited to the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND :

M. Titus KOMARNICKI, Permanent Delegate accredited to the League of Nations, Minister Plenipotentiary.

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

M. Constantin ANTONIADE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the League of Nations.

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

Dr. G. FLÜCKIGER, Director of the Federal Veterinary Office.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. Rodolphe KÜNZL-JIZERSKÝ, Permanent Delegate accredited to the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council.

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

M. Cemal HÜSNÜ TARAY, Permanent Delegate accredited to the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council.

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

M. Vladimir POTEMKINE, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to the President of the French Republic.

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

1. The High Contracting Parties undertake to permit the transit of cattle, horses, asses, mules, etc., pigs, sheep, goats, poultry, and all animal products originating in countries Parties to the International Convention for the Campaign against Contagious Diseases of Animals.

2. Le transit des animaux visé au chiffre 1 ci-dessus est subordonné à la notification préalable des envois faite à l'autorité vétérinaire désignée par le pays transité pour recevoir ladite notification et il s'effectuera dans les conditions déterminées aux articles suivants, compte tenu des dispositions ci-après du présent article.

Aucune notification n'est exigée pour le transit des produits animaux visés au chiffre 1 ci-dessus.

3. L'existence dans le pays d'origine de la peste bovine autorise le refus absolu de transiter.

La constatation de la peste porcine, de la fièvre aphteuse, de la clavelée, ou de la péripneumonie contagieuse des bovidés peut justifier, de la part du pays à transiter, le refus du transit des animaux réceptifs, tout compte étant tenu du nombre et de la répartition des foyers de ces infections dans le pays d'origine.

4. En cas d'apparition de la peste bovine, dans le pays d'origine, le transit des viandes et produits animaux provenant des diverses espèces de ruminants peut être interdit.

5. Le transit ne pourra en aucun cas être refusé pour les animaux et produits originaires de pays avec lesquels le pays transitaire entretient — au moment de la demande de transit — un commerce d'importation ayant pour objet les animaux et produits d'origine animale de la même espèce.

Article 2.

1. Pour être admis au transit, un certificat d'origine et de santé doit accompagner les animaux ; ce certificat, inspiré des principes fixés par l'Office international des épizooties, sera conforme au modèle annexé à la présente convention.

2. Les certificats pourront être établis, soit dans la langue du pays exportateur, soit dans la langue du pays importateur, les autorités vétérinaires du pays transitaire conservant, en cas de doute sur la teneur du document, la faculté d'en réclamer une traduction.

Article 3.

En principe, les animaux ne doivent être transportés que dans des fourgons construits de telle façon que la chute et la projection des excréments et des matières pouvant servir de véhicules à la contagion soient rendues impossibles. Tout au moins, ces animaux ne devront-ils être expédiés que dans des fourgons munis d'aménagements réduisant au minimum la dispersion des éléments dangereux.

Article 4.

1. Le transit des bovidés, des solipèdes, des porcs, des moutons, des chèvres et de la volaille vivants s'effectuera par les bureaux de douane et ports de débarquement ouverts au trafic de l'espèce. Le pays transitaire a le droit d'examiner l'état sanitaire des animaux à transiter, de contrôler leur certificat d'origine et de santé et de le viser en conséquence.

2. Sauf le cas où il existe au point de pénétration choisi un service de contrôle permanent, les fonctionnaires vétérinaires compétents pour l'inspection aux frontières, doivent être prévenus en temps utile — et vingt-quatre heures au moins avant leur arrivée — des transports d'animaux en transit, ainsi que du nombre d'animaux à transiter.

3. Les envois qui ne répondent pas aux conditions fixées à l'article 2, ainsi que les transports d'animaux reconnus, par les vétérinaires établis à la frontière, atteints ou suspects d'une maladie contagieuse, et les transports d'animaux qui ont voyagé avec des animaux malades ou suspects ou qui ont été en contact avec des animaux malades ou suspects, peuvent être refoulés à la station frontière d'entrée du premier Etat transitaire. La raison du refoulement doit être indiquée dans les papiers d'accompagnement.

2. The transit of the animals to which paragraph 1 above relates shall be subject to previous notification of the consignments to the veterinary authority designated by the transit country for that purpose, and shall be carried out under the conditions laid down in the Articles hereinafter following, due regard being had to the following provisions of the present Article.

No notifications shall be required for the transit of the animal products to which paragraph 1 above relates.

3. The existence of cattle plague in the country of origin justifies absolute refusal of transit. The discovery of swine fever, foot-and-mouth disease, sheep-pox or contagious peri-pneumonia of bovines may justify refusal by the transit countries of the transit of animals susceptible to these diseases, regard being given to the number and position of the centres of infection in the country of origin.

4. In the case of an outbreak of cattle plague in the country of origin, the transit of meat and animal products derived from the various species of ruminants may be prohibited.

5. Transit may in no case be refused for animals and products originating in countries with which the transit country has — at the time the request for transit is made — an import trade in animals and animal products of the same kind.

Article 2.

1. In order to be allowed to pass in transit a certificate of origin and health must accompany the animals ; this certificate, drawn up in accordance with the principles laid down by the International Office for Contagious Diseases of Animals, shall conform to the specimen attached to the present Convention.

2. Certificates may be drawn up in the language of either the exporting or the importing country. The veterinary authorities of the transit country shall be entitled to demand a translation in case of doubt as to the contents of the document.

Article 3.

In principle, animals may only be transported in wagons constructed to prevent the escape or dissemination of excreta and other materials liable to transmit infection. Such animals should at any rate only be conveyed in wagons so constructed as to reduce the dissemination of infectious materials to a minimum.

Article 4.

1. The transit of live cattle, horses, asses, mules, etc., pigs, sheep, goats and poultry shall be effected through Customs offices and ports of landing open to traffic of this character. The transit country is entitled to inspect the sanitary condition of the animals passing in transit, check their certificate of origin and health and endorse it accordingly.

2. Except where there is a permanent inspection service at the point of entry selected, the competent veterinary officers for frontier inspection must be given due notice — not later than twenty-four hours before their arrival — of consignments of animals in transit as well as of the number of such animals.

3. Consignments which do not comply with the conditions laid down in Article 2, as well as consignments of animals found by the frontier veterinary surgeons to be affected with, or suspected of, a contagious disease and consignments of animals which have been conveyed with or been in contact with affected or suspected animals may be refused admittance at the frontier station of entry of the first transit country. The reason for refusal must be stated in the accompanying papers.

4. S'il est constaté par les vétérinaires établis à la frontière des pays transitaires successifs que les transports d'animaux sont atteints ou suspects d'une maladie contagieuse, le transport sera traité dans les conditions prévues à l'article 6, alinéa 2, si le vétérinaire à la frontière du premier pays traversé a reconnu que le transport était sain et pour autant que ce fait ait été constaté et mentionné sur les certificats d'origine et de santé.

Article 5.

Les animaux en transit ne peuvent être débarqués que sur l'autorisation et sous le contrôle d'un vétérinaire fonctionnaire de l'Etat transitaire ou dûment autorisé par cet Etat à cet effet. Ils ne peuvent être abreuvés, alimentés, nettoyés ou soumis à un traitement quelconque que dans les fourgons mêmes, sous le contrôle vétérinaire et suivant la méthode dite « du plombage à la chaîne » ou de toute autre donnant les mêmes garanties.

Dans le but de remédier aux divers inconvénients relevés au cours du transit, les pays exportateurs prendront toutes mesures propres à assurer aux animaux un chargement rationnel, une alimentation convenable et tous soins nécessaires, notamment pour éviter aux animaux toute souffrance inutile.

Annexe à l'article 5.

Les Hautes Parties contractantes prendront toutes les mesures nécessaires afin d'éviter des surchargements.

Lors du chargement des ruminants et des porcs, les planchers des véhicules destinés au transport devront être recouverts d'une litière appropriée.

Les envois d'animaux vivants qui ne sont pas remis au transport dans des récipients portatifs bien clos (paniers, caisses, cages, etc.) devront être accompagnés d'un convoyeur pour les trajets de longue durée. Un convoyeur ne devra pas avoir à sa charge un plus grand nombre d'animaux qu'il n'est en mesure de soigner.

Les transports d'animaux vivants devront être acheminés par les voies les plus rapides et autant que possible par des trains de marchandises spécialement accélérés.

Article 6.

1. Les Hautes Parties contractantes, à travers le territoire desquelles s'effectue le transit, peuvent le subordonner à l'engagement préalable du pays de destination ou des autres pays à transiter de laisser entrer les animaux sans condition.

2. En cas de constatation de la peste bovine, de la peste porcine, de la peste aviaire, de la fièvre aphteuse, de la péripneumonie contagieuse des bovidés, les pays à traverser pourront procéder, aux frais de l'expéditeur, à l'abatage des transports infectés. Dans ce cas, les faits doivent être nettement établis par un procès-verbal dressé par les fonctionnaires vétérinaires ayant pris part à l'inspection. S'il existe un délégué vétérinaire du pays d'origine dans les pays transitaires, il devra être informé d'urgence, afin que l'abatage puisse avoir lieu en sa présence. Une copie du procès-verbal sera envoyée à l'autorité vétérinaire centrale du pays transitaire en question.

Article 7.

Les viandes fraîches réfrigérées, congelées ou conservées à l'état frais par d'autres procédés que le froid, ainsi que les préparations de viande, pour être admises au transit doivent être accompagnées d'un certificat d'origine et de salubrité établi suivant la disposition de l'alinéa 2 de l'article 2.

Article 8.

1. Le transit des viandes s'effectuera, par voie ferrée, dans des wagons fermés et plombés par la douane et, par bateau, dans des parties isolées, closes et plombées par la douane.

4. If the frontier veterinary surgeons of the successive transit countries find that consignments of animals are affected with, or suspected of, a contagious disease, the consignments shall be dealt with in the manner referred to in Article 6, paragraph 2, if the frontier veterinary surgeons of the first transit country found that it was healthy, and provided that this fact was noted and mentioned on the certificates of origin and health.

Article 5.

Animals in transit may only be unloaded with the permission and under the control of a Government veterinary officer of the transit country or a veterinary surgeon duly authorised for the purpose by the State. They may only be watered, fed, cleaned, or subjected to any treatment in the wagons themselves under veterinary control and subject to the so-called "chain-sealing" system or any other system offering similar guarantees.

With a view to meeting the various difficulties arising in the course of transit, the exporting countries shall take steps to see that the animals are properly loaded and suitably fed and that they receive all necessary attention, in order to avoid unnecessary suffering.

Annex to Article 5.

The High Contracting Parties shall take all necessary measures to avoid overloading.

In the loading of ruminants and pigs, the floors of the transporting vehicles shall be covered with proper litter.

Consignments of live animals which are not transported in properly closed portable containers (baskets, boxes, cages, etc.) must be accompanied by a person in charge on long journeys. The latter must not be in charge of a greater number of animals than he can look after.

Transports of live animals must be sent by the quickest route and, as far as possible, by specially accelerated goods trains.

Article 6.

1. The High Contracting Parties, through whose territory the transit is to be effected, may make the transit subject to a previous undertaking by the country of destination or other transit countries to admit such animals unconditionally.

2. If cattle plague, swine fever, fowl plague, foot-and-mouth disease or contagious peripneumonia of cattle is discovered, the transit countries may, at the forwarder's expense, slaughter the infected consignments. In such cases, the circumstances must be clearly stated in a report drawn up by the veterinary officers who took part in the inspection. If there is a veterinary representative of the country of origin in the transit country, he shall be immediately notified in order that he may be present at the slaughter. A copy of the report must be sent to the central veterinary authority of the country of origin by the central veterinary authority of the transit country concerned.

Article 7.

Meat, fresh, chilled, frozen or preserved in a fresh state otherwise than by cold, as well as meat preparations, must, in order to be allowed to pass in transit, be accompanied by a certificate of origin and of freedom from contamination drawn up in accordance with the provisions of Article 2, paragraph 2.

Article 8.

1. Meat shall be conveyed in transit by rail in wagons closed and sealed by the Customs authorities, or by boat in isolated compartments, closed and sealed by the Customs authorities.

2. Le transit des préparations de viande et des produits de la charcuterie pourra aussi se faire par colis ou caisse fermés.

3. Les wagons utilisés pour le transit des viandes fraîches devront avoir des planchers étanches.

4. Les Hautes Parties contractantes s'engagent, en ce qui concerne le transit des viandes et des préparations de viande visées à l'article 7, à borner le contrôle à la frontière au simple examen des certificats. Il ne sera procédé en général à aucune ouverture de wagons, à moins que les douanes intéressées ne le jugent nécessaire pour une vérification du contenu.

5. Les Hautes Parties contractantes intéressées s'efforceront d'organiser, autant que possible, l'examen en commun des certificats.

Article 9.

1. Lorsque le transit des viandes visées à l'article 7 doit s'effectuer à travers le territoire d'une ou de plusieurs des Hautes Parties contractantes et à destination du territoire de l'une d'elles, il ne peut être subordonné à aucune autorisation préalable.

2. Si un envoi de viandes visées à l'article 7 est refusé par le pays destinataire, à l'égard duquel la convention est en vigueur, il appartiendra à ce dernier de prendre les mesures qu'il jugera opportunes, sans que celles-ci puissent, en aucun cas, consister dans le refoulement de la marchandise sur le terrain du dernier pays transitaire.

3. Lorsqu'il s'agit du transit de viandes visées à l'article 7 et destinées à un pays à l'égard duquel la présente convention n'est pas en vigueur, les Hautes Parties contractantes peuvent subordonner l'admission de ce transit à l'engagement préalable du pays de destination de laisser entrer ces viandes sans condition.

4. Le même engagement préalable de la part d'un pays transitaire à l'égard duquel la présente convention n'est pas en vigueur peut être exigé.

Article 10.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à laisser également transiter les produits d'origine animale autres que ceux visés à l'article 7, à condition que ces produits soient accompagnés, s'il y a lieu, du certificat prévu par ce même article.

Article 11.

Le transit des viandes et de tous les autres produits d'origine animale pouvant servir de véhicules à la contagion s'effectuera par les bureaux de douane et ports de débarquement ouverts au trafic de l'espèce. Pour ce choix, il sera tenu compte, dans toute la mesure du possible, des intérêts légitimes du commerce international.

Article 12.

Les bureaux de douane et les ports visés aux articles 4 et 11 seront dotés d'installations permettant d'assurer de façon suffisante les opérations du service sanitaire.

Article 13.

Au cas où les mesures prévues ci-dessus s'avèreraient insuffisantes et où les épizooties auraient été importées dans un pays par suite du transit d'animaux vivants, de viandes, ou de produits d'origine animale, le transit en provenance des pays d'où l'épizootie a été importée pourra être refusé par le pays contaminé par suite du transit aussi longtemps que le danger existe.

2. Meat preparations and pork-butchers' wares may also be conveyed in transit in closed packages or cases.

3. Wagons used for the transit of fresh meat must have impermeable floors.

4. As regards the transit of the meat and meat preparations referred to in Article 7, the High Contracting Parties undertake to confine frontier inspection to a simple examination of the certificates. Wagons will usually only be opened if the Customs authorities concerned consider this necessary in order to check the contents.

5. The High Contracting Parties concerned will endeavour as far as possible to arrange for joint inspection of the certificates.

Article 9.

1. When the transit transport of meat to which Article 7 relates is to be effected through the territory of one or more of the High Contracting Parties and has as its destination the territory of one of the High Contracting Parties, it shall not be subject to any previous authorisation.

2. If a consignment of meat referred to in Article 7 is refused by the country of destination, in respect of which the present Convention is in force, it shall rest with the latter to take such steps as it may consider desirable, other than turning back the consignment on to the territory of the last country of transit.

3. In the case of transit of meat to which Article 7 relates having as its destination a country in respect of which the present Convention is not in force, the High Contracting Parties may make the transit subject to a previous undertaking by the country of destination to admit such meat unconditionally.

4. The same previous undertaking may be required from a transit country in respect of which the present Convention is not in force.

Article 10.

The High Contracting Parties undertake to allow animal products other than those referred to in Article 7 to pass also in transit, provided that such products are accompanied, when necessary, by the certificate referred to in that Article.

Article 11.

The transit of meat and of all other animal products liable to carry infection shall be effected through Customs offices and ports of landing open to traffic of this kind. In selecting these, regard shall be had as far as possible to the legitimate interests of international trade.

Article 12.

The Customs offices and ports to which Articles 4 and 11 relate shall be equipped with installations to permit of sanitary duties being efficiently carried out.

Article 13.

Should the measures above referred to prove inadequate and should contagious disease be introduced into a country as a result of the transit of live animals, meat or animal products, the country so infected may, while the danger exists, refuse to allow transit from the countries from which the contagion was conveyed.

Article 14.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se faire connaître réciproquement et sans retard toutes prohibitions et restrictions relatives au transit des animaux vivants, de viandes et de produits d'origine animale ainsi que la suppression de ces mesures.

Article 15.

Rien dans la présente convention ne saurait porter atteinte aux dispositions de tout autre convention, traité ou accord conclu ou à conclure entre certaines des Hautes Parties contractantes, aux termes duquel un traitement plus favorable que le traitement établi par la présente convention pour le transit des animaux, des viandes et des autres produits d'origine animale est ou serait accordé au transit desdits animaux et produits d'une autre Haute Partie contractante.

DISPOSITIONS FINALES.

Article 16 (Règlement des différends).

1. S'il s'élève entre les Hautes Parties contractantes un différend quelconque relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention et si ce différend n'a pu être résolu de façon satisfaisante par voie diplomatique, il sera réglé conformément aux dispositions en vigueur entre les parties concernant le règlement des différends internationaux.

2. Au cas où de telles dispositions n'existeraient pas entre les parties au différend, elles le soumettront à une procédure arbitrale ou judiciaire. A défaut d'un accord sur le choix d'un autre tribunal, elles soumettront le différend, à la requête de l'une d'elles, à la Cour permanente de Justice internationale, si elles sont toutes parties au Protocole¹ du 16 décembre 1920, relatif au Statut de ladite Cour, et, si elles n'y sont pas toutes parties, à un tribunal d'arbitrage constitué conformément à la Convention² de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 17 (Langues, date).

La présente convention, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour.

Article 18 (Signature, ratification).

1. La présente convention pourra être signée jusqu'au 15 février 1936 au nom de tout Membre de la Société des Nations ou de tout Etat non membre auquel le Conseil de la Société des Nations aura communiqué à cet effet copie de la présente convention.

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXI, page 402 ; vol. CXVII, page 46 ; vol. CXXVI, page 430 ; vol. CXXX, page 440 ; vol. CXXXIV, page 392 ; vol. CXLVII, page 318 ; vol. CLII, page 282 ; vol. CLVI, page 176 ; vol. CLX, page 325 ; vol. CLXIV, page 352 ; vol. CLXVIII, page 228 ; vol. CLXXII, page 388 ; vol. CLXXVII, page 382 ; vol. CLXXXI, page 346 ; vol. CLXXXV, page 370 ; et vol. CLXXXIX, page 452, de ce recueil.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Article 14.

The High Contracting Parties undertake to notify one another without delay of all prohibitions and restrictions affecting the transit of live animals, meat and animal products, or the cancellation of such measures.

Article 15.

Nothing in the present Convention shall affect the provisions of any other Convention, Treaty or Agreement at any time concluded between any of the High Contracting Parties, under which more favourable treatment than that laid down in the present Convention for the Transit of Animals, Meat and Other Animal Products is, or may in the future be, granted for the transit of the said animals and products of another High Contracting Party.

FINAL PROVISIONS.

Article 16 (Settlement of Disputes).

1. If there should arise between the High Contracting Parties a dispute of any kind relating to the interpretation or application of the present Convention and if such dispute cannot be satisfactorily settled by diplomacy, it shall be settled in accordance with any applicable agreements in force between the Parties providing for the settlement of international disputes.

2. In case there is no such agreement in force between the Parties, the dispute shall be referred to arbitration or judicial settlement. In the absence of agreement on the choice of another tribunal, the dispute shall, at the request of any one of the Parties, be referred to the Permanent Court of International Justice if all the Parties to the dispute are Parties to the Protocol¹ of December 16th, 1920, relating to the Statute of that Court and if any of the Parties to the dispute is not a Party to the Protocol of December 16th, 1920, to an arbitral tribunal constituted in accordance with the Hague Convention² of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 17 (Languages and Date).

The present Convention, of which the English and French texts are both authoritative, shall bear this day's date.

Article 18 (Signature and Ratification).

1. The present Convention may be signed until February 15th, 1936, on behalf of any Member of the League of Nations or any non-member State to which the Council of the League of Nations shall have communicated a copy of the present Convention for the purpose.

¹ Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 405; Vol. XV, page 305; Vol. XXIV, page 153; Vol. XXVII, page 417; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; Vol. LIV, page 387; Vol. LXIX, page 70; Vol. LXXII, page 452; Vol. LXXVIII, page 435; Vol. LXXXVIII, page 272; Vol. XCII, page 362; Vol. XCVI, page 180; Vol. C, page 153; Vol. CIV, page 492; Vol. CVII, page 461; Vol. CXI, page 402; Vol. CXVII, page 46; Vol. CXXVI, page 430; Vol. CXXX, page 440; Vol. CXXXIV, page 392; Vol. CXLVII, page 318; Vol. CLII, page 282; Vol. CLVI, page 176; Vol. CLX, page 325; Vol. CLXIV, page 352; Vol. CLXVIII, page 228; Vol. CLXXII, page 388; Vol. CLXXVII, page 382; Vol. CLXXXI, page 346; Vol. CLXXXV, page 370; and Vol. CLXXXIX, page 452, of this Series.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

2. La présente convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de la Société des Nations.

3. La ratification ne pourra produire ses effets que si la Haute Partie contractante est déjà liée par la Convention¹ internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux, du fait d'une ratification ou d'une adhésion définitive et à partir du moment où son obligation en vertu de ladite convention sera entrée en vigueur.

4. Le Secrétaire général de la Société des Nations notifiera le dépôt des instruments de ratification à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres visés au paragraphe 1 du présent article en mentionnant si la condition indiquée au paragraphe 3 se trouve remplie.

Article 19 (Adhésion).

1. A partir du 16 février 1936, tout Membre de la Société des Nations et tout Etat non membre auquel le Conseil de la Société des Nations aura communiqué copie de la présente convention pourra y adhérer.

2. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de la Société des Nations.

3. L'adhésion ne produira ses effets que si la Haute Partie contractante est déjà liée par la Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux, du fait d'une ratification ou d'une adhésion définitive et à partir du moment où son obligation en vertu de la première convention sera entrée en vigueur.

4. Le Secrétaire général de la Société des Nations notifiera le dépôt des instruments d'adhésion à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres visés au paragraphe 1 du présent article en mentionnant si la condition indiquée au paragraphe 3 se trouve remplie.

Article 20 (Entrée en vigueur).

1. Un procès-verbal sera dressé par le Secrétaire général de la Société des Nations dès que cinq ratifications ou adhésions remplissant la condition indiquée au paragraphe 3 de l'article 18 et au paragraphe 3 de l'article 19 auront été déposées.

2. Une copie certifiée conforme de ce procès-verbal sera remise à chacun des Membres de la Société des Nations et à tout Etat non membre visé à l'article 18 par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations.

Article 21.

1. La présente convention sera enregistrée par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations quatre-vingt-dix jours après la date du procès-verbal visé à l'article 20. Elle entrera alors en vigueur.

2. A l'égard de chacun des Membres ou Etats non membres au nom desquels un instrument de ratification ou d'adhésion sera ultérieurement déposé, la convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après la date du dépôt de cet instrument.

Article 22 (Durée, dénonciation).

1. La présente convention aura une durée de deux ans à partir de sa mise en vigueur.

2. Elle restera en vigueur pour une nouvelle période de quatre ans et ainsi de suite vis-à-vis des Parties contractantes qui ne l'auront pas dénoncée six mois au moins avant l'expiration du terme.

¹ Vol. CLXXXVI, page 173, de ce recueil.

2. The present Convention shall be ratified. The instruments of ratification shall be deposited with the Secretary-General of the League of Nations.

3. The ratification shall not take effect unless the High Contracting Party is already bound by the International Convention¹ for the Campaign against Contagious Diseases of Animals by a ratification or a definitive accession and that Party's obligation under the same has already entered into force.

4. The Secretary-General of the League of Nations shall notify the deposit of the instruments of ratification to all Members of the League of Nations and to the non-member States referred to in paragraph 1 of the present Article, at the same time stating whether the condition specified in paragraph 3 is fulfilled.

Article 19 (Accession).

1. On and after February 16th, 1936, any Member of the League of Nations and any non-member State to which the Council of the League of Nations shall have communicated a copy of the present Convention may accede to it.

2. The instruments of accession shall be deposited with the Secretary-General of the League of Nations.

3. Accessions shall not take effect unless the High Contracting Party is already bound by the International Convention for the Campaign against Contagious Diseases of Animals by a ratification or a definitive accession, and that Party's obligation under the same has already entered into force.

4. The Secretary-General of the League of Nations shall notify the deposit of the instruments of accession to all Members of the League of Nations and to the non-member States referred to in paragraph 1 of the present Article, at the same time stating whether the condition specified in paragraph 3 is fulfilled.

Article 20 (Entry into Force).

1. The Secretary-General of the League of Nations will draw up a *procès-verbal* when five ratifications or accessions, complying with the condition laid down in paragraph 3 of Article 18 and in paragraph 3 of Article 19, have been received.

2. A certified true copy of this *procès-verbal* shall be transmitted by the Secretary-General of the League of Nations to all the Members of the League of Nations and to all non-member States mentioned in Article 18.

Article 21.

1. The present Convention shall be registered by the Secretary-General of the League of Nations ninety days after the date of the *procès-verbal* mentioned in Article 20. It will come into force on that date.

2. In respect of each Member or non-member State on whose behalf any instrument of ratification or accession is subsequently deposited, the Convention shall come into force ninety days after the date of the deposit of such instrument.

Article 22 (Duration and Denunciation).

1. The duration of the present Convention shall be for two years from its entry into force.

2. It shall remain in force for a further period of four years, and subsequently in respect of such Contracting Parties as have not denounced it at least six months before the expiry of the period.

¹ Vol. CLXXXVI, page 173, of this Series.

3. La dénonciation se fera par notification écrite adressée au Secrétaire général de la Société des Nations.

4. La présente convention cessera d'être en vigueur à l'égard d'une Haute Partie contractante quand, par suite d'une dénonciation de la Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux, dénonciation ayant sorti ses effets, la Haute Partie contractante aura cessé d'être partie à cette convention.

5. Le Secrétaire général de la Société des Nations informera tous les Membres de la Société des Nations et les Etats non membres visés au paragraphe 1 de l'article 18 de la notification de la dénonciation de la présente convention ou de la notification de la dénonciation de la Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux, dénonciation qui produira au regard de la présente convention le même effet.

Article 23 (Application aux colonies, protectorats, etc.).

1. Sauf déclaration contraire d'une Haute Partie contractante lors de la signature, lors de la ratification ou lors de l'adhésion, les dispositions de la présente convention ne s'appliquent pas aux colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous sa suzeraineté ou territoires pour lesquels un mandat lui a été confié.

2. Cependant, les Hautes Parties contractantes se réservent le droit de signer la convention ou d'y adhérer suivant les conditions des articles 18 et 19 pour leurs colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous leur suzeraineté ou territoires pour lesquels un mandat leur a été confié.

3. Elles se réservent également le droit de la dénoncer séparément suivant les conditions de l'article 22.

4. La présente convention ne pourra pas s'appliquer aux colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous la suzeraineté d'une Haute Partie contractante ou territoires pour lesquels un mandat lui a été confié, si la Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux n'est pas en vigueur ou a cessé d'être en vigueur pour ladite Haute Partie contractante dans les pays susmentionnés.

Article 24 (Revision).

1. Des conférences de revision pourront être convoquées en vue d'apporter à la convention les changements dont l'expérience aurait fait apparaître l'utilité.

2. Une conférence de revision sera convoquée par le Secrétaire général de la Société des Nations chaque fois que la demande lui en sera faite au moins par cinq des Hautes Parties contractantes.

Celles-ci indiqueront sommairement les changements qu'elles proposent et les motifs de ces changements.

3. A moins que l'unanimité des Hautes Parties contractantes n'y consente, aucune demande visant la convocation d'une conférence de revision qui se tiendrait moins de deux ans après la mise en vigueur de la convention ou quatre ans après la clôture d'une précédente conférence de revision ne sera recevable.

4. Le Secrétaire général de la Société des Nations préparera avec le concours de l'Office international des épizooties les travaux des conférences de revision.

3. The denunciation shall be effected by a written notification addressed to the Secretary-General of the League of Nations.

4. The present Convention shall cease to be in force as regards any High Contracting Party when, as a result of denunciation of the International Convention for the Campaign against Contagious Diseases of Animals, the High Contracting Party has ceased, such denunciation having duly taken effect, to be a party to that Convention.

5. The Secretary-General of the League of Nations shall inform all Members of the League of Nations and non-member States referred to in paragraph 1 of Article 18 of all notices of denunciation of the present Convention or of the International Convention for the Campaign against Contagious Diseases of Animals, denunciation of the latter being counted as denunciation of the present Convention.

Article 23 (Application to Colonies, Protectorates, etc.).

1. In the absence of a contrary declaration by one of the High Contracting Parties at the time of signature, ratification or accession, the provisions of the present Convention shall not apply to colonies, protectorates, overseas territories, territories under its suzerainty or territories in respect of which a mandate has been entrusted to it.

2. Nevertheless, the High Contracting Parties reserve the right to sign the Convention or to accede thereto, in accordance with the provisions of Articles 18 and 19, for their colonies, protectorates, overseas territories, territories under their suzerainty or territories in respect of which a mandate has been entrusted to them.

3. They further reserve the right to denounce the Convention separately, in accordance with the provisions of Article 22.

4. The present Convention shall not be applicable to colonies, protectorates, overseas territories, territories under the suzerainty of a High Contracting Party or territories in respect of which a mandate has been entrusted to it if the International Convention for the Campaign against Contagious Diseases of Animals is not in force, or has ceased to be in force in so far as the said High Contracting Party is concerned, in the above-mentioned countries.

Article 24 (Revision).

1. Conferences for the revision of the present Convention may be called with a view to making such changes therein as experience may have shown to be useful.

2. A conference for the revision of the present Convention shall be called by the Secretary-General of the League of Nations whenever so requested by not less than five of the High Contracting Parties.

The latter shall indicate succinctly the changes they propose and the reasons for such changes.

3. In default of the unanimous consent of the High Contracting Parties, no demand for the calling of a conference for the revision of the present Convention within less than two years from the entry into force of the Convention or four years from the end of a previous conference for its revision shall be admissible.

4. The Secretary-General of the League of Nations shall prepare the work of conferences for the revision of the present Convention with the co-operation of the International Office for Contagious Diseases of Animals.

En foi de quoi les plénipotentiaires sus-mentionnés ont signé la présente convention.

Fait à Genève le vingt février mil neuf cent trente-cinq, en un seul exemplaire, qui sera conservé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations et dont copie certifiée conforme sera remise à tous les Membres de la Société et aux Etats non membres visés à l'article 18.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Geneva the twentieth day of February, one thousand nine hundred and thirty-five, in a single copy, which shall be kept in the archives of the Secretariat of the League of Nations and of which a certified true copy shall be delivered to all the Members of the League and to the non-member States referred to in Article 18.

<i>Autriche :</i>	E. PFLÜGL	<i>Austria :</i>
<i>Belgique :</i>	Paul VAN ZEELAND	<i>Belgium :</i>
<i>Bulgarie :</i>	N. ANTONOFF	<i>Bulgaria :</i>
<i>Espagne :</i>	J. LÓPEZ OLIVÁN	<i>Spain :</i>
<i>France :</i>	V. DROUIN	<i>France :</i>
<i>Grèce :</i>	Raoul BIBICA-ROSETTI	<i>Greece :</i>
<i>Italie :</i>	C. BISANTI	<i>Italy :</i>
<i>Lettonie :</i>	J. FELDMANS.	<i>Latvia :</i>
<i>Pays-Bas :</i>	Pour le Royaume en Europe ¹ C. VAN RAPPARD.	<i>The Netherlands :</i>
<i>Pologne :</i>	Titus KOMARNICKI	<i>Poland :</i>
<i>Roumanie :</i>	C. ANTONIADE	<i>Roumania :</i>

Translation :

¹ For the Kingdom in Europe.

Suisse :

FLÜCKIGER

*Switzerland :**Tchécoslovaquie :**Czechoslovakia :*

Le délégué de la Tchécoslovaquie déclare, au moment de la signature de la présente convention, que son gouvernement n'estime pas pouvoir renoncer au droit de subordonner le transit des animaux à travers son territoire à une autorisation préalable. Il déclare en même temps que son gouvernement est décidé à faire, dans la pratique, du droit qu'il se réserve, un usage aussi libéral que possible, en se conformant aux principes qui sont à la base de la présente convention destinée à faciliter le transit des animaux et des produits animaux¹.

Rodolphe KÜNZL-JIZERSKÝ.

Turquie :

Cemal HÜSNÜ TARAY

*Turkey :**Union des Républiques soviétiques socialistes :**Union of Soviet Socialist Republics :*

V. POTEKINE.

Translation :

¹ The delegate of Czechoslovakia declares, at the moment of signing the present Convention, that his Government does not consider that it can waive the right to make the transit of animals across its territory subject to a previous authorisation. He declares at the same time that his Government intends in practice to exercise the right so reserved in as liberal a spirit as possible, in conformity with the principles which are at the basis of the present Convention the object of which is to facilitate the transit of animals and of animal products.

ANNEXE

1. MODÈLE DE CERTIFICAT D'ORIGINE ET DE SANTÉ.

Le soussigné [nom et titre du vétérinaire fonctionnaire de l'Etat ou agréé par l'Etat] certifie avoir visité le....., [date de la visite en toutes lettres]
 l'animal }
 les animaux } dont le signalement suit :

et les avoir reconnus sains et exempts de toute maladie contagieuse.

Certifie en outre qu'il n'existait depuis quarante jours ni dans la commune d'origine, ni dans les communes voisines dans un rayon de vingt kilomètres, non plus que dans les localités parcourues jusqu'au lieu d'embarquement
 par voie ferrée } aucun cas de péripneumonie contagieuse, de fièvre aphteuse, de clavelée, de peste
 par bateau } porcine ou de peste aviaire.

Fait à [la date en lettres].

Signature du vétérinaire avec mention de sa qualité.

[Timbre ou cachet officiel.]

2. MODÈLE DE CERTIFICAT D'ORIGINE ET DE SALUBRITÉ.

Le soussigné [nom et titre du vétérinaire fonctionnaire de l'Etat de provenance] certifie que les produits d'origine animale dont la désignation suit :
 [poids]
 [nature des marchandises]
 portant les marques ci-après :

expédiés de [localité d'expédition]
 par [nom et adresse de l'expéditeur]
 et destinés à [nom et adresse du destinataire]
 transportés par [mode de transport, nom du navire, s'il y a lieu]

proviennent en totalité d'animaux soumis à l'inspection vétérinaire et reconnus sains avant et après l'abatage, qu'ils ne contiennent aucune substance antiseptique et qu'ils ont été préparés et expédiés suivant les exigences de l'hygiène alimentaire.

Fait à le [la date en lettres].

[Timbre ou cachet officiel.]

[Signature du vétérinaire avec mention de sa qualité.]

ANNEX.

I. SPECIMEN CERTIFICATE OF ORIGIN AND HEALTH.

I, the undersigned [name and qualification of the Government veterinary officer or veterinary surgeon in private practice approved by the State] certify having inspected on [date in words of the inspection] the animal or animals hereinunder described :

and found them to be healthy and free from any contagious disease.

I, the undersigned, further certify that there has not been any case of contagious peri-pneumonia, foot-and-mouth disease, sheep-pox, swine fever or fowl plague for the last forty days either in the commune of origin or in neighbouring communes within a radius of twenty kilometres, or in the districts traversed on the way to the place of loading by rail or water.

Done at [date in words].

[Signature of veterinary surgeon, stating qualifications.]

[Official stamp or seal.]

2. SPECIMEN CERTIFICATE OF ORIGIN AND FREEDOM FROM CONTAMINATION.

I, the undersigned [name and qualification of the Government veterinary officer of the State of provenance] certify that the animal products hereinunder described :
 [weight]
 [nature of goods]
 marked as under :

consigned from [place of consignment]
 by [name and address of consignor]
 to [name and address of consignee] in
 transport by [form of transport and, if transport is by water, name of vessel]

are entirely derived from animals submitted to veterinary inspection and found in healthy condition before and after slaughter, and contain no preservative substance, and have been prepared and consigned in accordance with the requirements of food hygiene.

Done at on [date in full]

[Signature of veterinary surgeon, stating qualifications.]

[Official stamp or seal.]

N° 4487.

**AUTRICHE, BELGIQUE,
BULGARIE,
ESPAGNE, FRANCE, etc.**

**Convention internationale concernant
l'exportation et l'importation de
produits d'origine animale (autres
que les viandes, les préparations
de viande, les produits animaux
frais, le lait et les dérivés du lait),
avec annexe. Signée à Genève,
le 20 février 1935.**

**AUSTRIA, BELGIUM,
BULGARIA,
SPAIN, FRANCE, etc.**

**International Convention concerning
the Export and Import of Animal
Products (other than Meat, Meat
Preparations, Fresh Animal Pro-
ducts, Milk and Milk Products),
with Annex. Signed at Geneva.
February 20th, 1935.**

N^o 4487. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE CONCERNANT L'EXPORTATION ET L'IMPORTATION DE PRODUITS D'ORIGINE ANIMALE (AUTRES QUE LES VIANDES, LES PRÉPARATIONS DE VIANDE, LES PRODUITS ANIMAUX FRAIS, LE LAIT ET LES DÉRIVÉS DU LAIT). SIGNÉE A GENÈVE, LE 20 FÉVRIER 1935.

Textes officiels en français et en anglais. Cette convention a été enregistrée par le Secrétariat, conformément à son article 15, le 6 décembre 1938, date de son entrée en vigueur.

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL D'AUTRICHE ; SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES ; SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ; SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES ; SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE ; SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE ; SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE ; LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE ; LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES,

Désireux d'accorder au trafic des produits animaux (autres que les viandes, les préparations de viande, les produits animaux frais, le lait et les dérivés du lait) la plus grande liberté compatible avec les exigences de la police vétérinaire et de l'hygiène publique ;

Ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL D'AUTRICHE :

M. Emerich PFLÜGL, représentant permanent auprès de la Société des Nations, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Paul VAN ZEELAND, premier ministre, ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES :

M. Nicolas ANTONOFF, délégué permanent près la Société des Nations, Ministre plénipotentiaire.

¹ Ratifications :

LETTONIE	4 mai 1937.
BELGIQUE	21 juillet 1937.
UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES	20 septembre 1937.
ROUMANIE	23 décembre 1937.
BULGARIE	7 septembre 1938.

Adhésion sous réserve de ratification :

CHILI.	10 octobre 1936.
----------------	------------------

No. 4487. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ CONCERNING THE EXPORT AND IMPORT OF ANIMAL PRODUCTS (OTHER THAN MEAT, MEAT PREPARATIONS, FRESH ANIMAL PRODUCTS, MILK AND MILK PRODUCTS). SIGNED AT GENEVA, FEBRUARY 20TH, 1935.

Official texts in French and in English. This Convention was registered with the Secretariat, in accordance with its Article 15, on December 6th, 1938, the date of its entry into force.

THE FEDERAL PRESIDENT OF AUSTRIA ; HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS ; HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS ; THE PRESIDENT OF THE SPANISH REPUBLIC ; THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC ; HIS MAJESTY THE KING OF THE HELLENES ; HIS MAJESTY THE KING OF ITALY ; THE PRESIDENT OF THE LATVIAN REPUBLIC ; HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND ; HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA ; THE SWISS FEDERAL COUNCIL ; THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC ; THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC ; THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS,

Being desirous of affording the traffic in animal products (other than meat, meat preparations, fresh animal products, milk and milk products) the fullest measure of freedom compatible with the requirements of veterinary inspection and public health ;

Have appointed as their Plenipotentiaries :

THE FEDERAL PRESIDENT OF AUSTRIA :

M. Emerich PFLÜGL, Permanent Representative accredited to the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. Paul VAN ZEELAND, Prime Minister, Minister for Foreign Affairs and External Trade.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS :

M. Nicolas ANTONOFF, Permanent Delegate accredited to the League of Nations, Minister Plenipotentiary.

¹ Ratifications :

LATVIA	May 4th, 1937.
BELGIUM	July 21st, 1937.
UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS	September 20th, 1937.
ROUMANIA	December 23rd, 1937.
BULGARIA	September 7th, 1938.

Accession subject to ratification :

CHILE	October 10th, 1936.
-----------------	---------------------

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE :

M. Julio LÓPEZ OLIVÁN, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Le docteur V. DROUIN, chef du Service vétérinaire du Ministère de l'Agriculture.

SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES :

M. Raoul BIBICA-ROSETTI, délégué permanent auprès de la Société des Nations, ministre plénipotentiaire.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Le professeur C. BISANTI, inspecteur général vétérinaire du Ministère de l'Intérieur.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

M. Jules FELDMANS, délégué permanent près la Société des Nations, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

M. le chevalier C. VAN RAPPARD, délégué permanent auprès de la Société des Nations, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. Titus KOMARNICKI, délégué permanent près la Société des Nations, ministre plénipotentiaire.

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

M. Constantin ANTONIADE, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la Société des Nations.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

Le docteur G. FLÜCKIGER, directeur de l'Office vétérinaire fédéral.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Rodolphe KÜNZL-JIZERSKÝ, délégué permanent près la Société des Nations, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

M. Cemal HÜSNÜ TARAY, délégué permanent près la Société des Nations, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES :

M. Vladimir POTEMKINE, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près le président de la République française.

Lesquels, après avoir produit leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à admettre au libre trafic les produits d'origine animale (autres que les viandes, les préparations de viande, les produits animaux frais, le lait et

THE PRESIDENT OF THE SPANISH REPUBLIC :

M. Julio LÓPEZ OLIVÁN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council.

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

Dr. V. DROUIN, Head of the Veterinary Service at the Ministry of Agriculture.

HIS MAJESTY THE KING OF THE HELLENES :

M. Raoul BIBICA-ROSETTI, Permanent Delegate accredited to the League of Nations, Minister Plenipotentiary.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

Professor C. BISANTI, Veterinary Inspector-General at the Ministry of the Interior.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA :

M. Jules FELDMANS, Permanent Delegate accredited to the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

Ridder C. VAN RAPPARD, Permanent Delegate accredited to the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND :

M. Titus KOMARNICKI, Permanent Delegate accredited to the League of Nations, Minister Plenipotentiary.

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

M. Constantin ANTONIADE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the League of Nations.

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

Dr. G. FLÜCKIGER, Director of the Federal Veterinary Office.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. Rodolphe KÜNZL-JIZERSKÝ, Permanent Delegate accredited to the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council.

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

M. Cemal HÜSNÜ TARAY, Permanent Delegate accredited to the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council.

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

M. Vladimir POTEMKINE, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to the President of the French Republic.

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

The High Contracting Parties undertake to admit to free traffic such animal products (other than meat, meat preparations, fresh animal products, milk and milk products) as come from

les dérivés du lait) en provenance des pays ayant ratifié la Convention¹ internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux et ci-après désignés :

- a) Les cuirs, peaux sèches ou salées et les cuirs à colle secs, salés ou chaulés ;
- b) Les cornes, sabots, onglons, griffes, défenses, dents, secs ou ayant été soumis à l'ébullition, le tout sans débris de parties molles adhérentes ;
- c) Les os secs ou cuits également sans débris des parties molles adhérentes et les poudres d'os stérilisées par la vapeur sous pression ;
- d) Les laines brutes sèches, les débris de laines, les laines provenant des tanneries, les poils secs des divers animaux (soies, crins) à l'état brut, les plumes sèches de toute espèce, tous ces produits devant être emballés dans des sacs ou enveloppes ;
- e) Les boyaux secs ou salés, les estomacs et les vessies secs, présentés en barils, en caisses ou emballés ;
- f) Les mêmes produits que ceux énumérés aux cinq paragraphes qui précèdent, s'ils ont subi tout autre traitement reconnu comme suffisant au point de vue de la prophylaxie vétérinaire par les Hautes Parties contractantes intéressées.

Toutefois, en ce qui concerne la peste bovine, la peste porcine, la fièvre aphteuse, la clavelée et le charbon bactérien, les Hautes Parties contractantes pourront subordonner leur trafic à la mise en œuvre des dispositions ci-après indiquées.

Annexe à l'article premier.

Les qualificatifs « sec » et « salé » qui figurent au présent article, sous le paragraphe a), s'appliquent exclusivement aux matières complètement desséchées ou totalement imprégnées de sel.

Article 2.

Si la peste bovine apparaît sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, les autres Hautes Parties contractantes auront le droit de prohiber, aussi longtemps que durera le danger de la contagion, l'importation des parties d'animaux et des produits d'origine animale pouvant servir de véhicule à la contagion.

Article 3.

Lorsqu'il le charbon bactérien prendra un caractère malin ou se manifestera en de nombreux foyers disséminés, lorsque la peste porcine, la fièvre aphteuse ou la clavelée prendront un caractère malin ou envahissant sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, les autres Parties pourront exiger que les produits d'origine animale visés à l'article premier soient accompagnés, en vue de leur admission à l'importation, d'un certificat d'origine et de salubrité permettant l'identification des produits et conforme au modèle annexé à la présente convention.

Ce certificat doit être signé ou contresigné par un vétérinaire d'Etat ou par un vétérinaire dûment autorisé à cet effet par l'Etat. Il ne peut être délivré que si l'origine et l'inocuité des produits peuvent être attestées par un contrôle vétérinaire.

Lorsque sévissent au pays d'origine le charbon bactérien ou la clavelée, les Hautes Parties contractantes peuvent exiger que l'importation sur leur territoire des produits d'origine animale visés à l'article premier et susceptibles de servir de véhicule à la contagion se fasse directement à destination d'établissements spécialement autorisés à cet effet. Elles pourront établir des prescriptions spéciales pour le transport des produits vers ces établissements et pour l'utilisation industrielle de ces marchandises.

Il est expressément indiqué que les mesures ci-dessus envisagées ne sauraient être opposées aux pays dans lesquels le charbon sévit sous une forme sporadique.

¹ Vol. CLXXXVI, page 173, de ce recueil.

countries which have ratified the International Convention¹ for the Campaign against Contagious Diseases of Animals and as are hereinafter specified :

- (a) Hides, dried or salted skins and dried, salted or limed hides for glue ;
- (b) Horns, hoofs, claws, tusks, teeth either dried or having been subjected to a process of scalding, and without particles of soft matter adhering thereto ;
- (c) Bones, dried or boiled, likewise without particles of soft matter adhering thereto, and bone-meal sterilised by steam under pressure ;
- (d) Dried crude wool, woollen waste, wool from tanneries, dried hair of the various animals (bristles, horsehair) in a crude state, dried feathers of every kind, provided that all such products are packed in sacks or covers ;
- (e) Dried or salted guts, dried stomachs and bladders, packed in barrels or boxes, or made up in bales ;
- (f) All products enumerated in the five previous paragraphs, provided that they have undergone any other treatment recognised as adequate, from the point of view of veterinary prophylaxis, by the High Contracting Parties concerned.

Nevertheless, as regards cattle plague, swine fever, foot-and-mouth disease, sheep-pox and anthrax, the High Contracting Parties shall be entitled to make their traffic conditional upon the application of the provisions hereinafter indicated.

Annex to Article 1.

For the purposes of the present Article, the terms "dried" and "salted" are exclusively applied to substances completely dried or completely saturated with salt.

Article 2.

Should cattle plague appear in the territory of one of the High Contracting Parties, the other High Contracting Parties shall have the right, as long as the danger of infection lasts, to prohibit the import of parts of animals and animal products which might convey infection.

Article 3.

If anthrax takes a malignant form or appears in numerous scattered centres, or if swine fever, foot-and-mouth disease or sheep-pox take a malignant or epidemic form in the territory of one of the High Contracting Parties, the other Parties may require that the animal products mentioned in Article 1 shall be accompanied, in order to be admitted on import, by a certificate of origin and freedom from contamination enabling the products to be identified in conformity with the specimen attached to the present Convention.

This certificate must be signed or countersigned by a Government veterinary official or by a veterinary surgeon duly authorised by the State to do so. It may only be issued if the origin and soundness of the products can be certified by veterinary inspection.

When anthrax or sheep-pox are prevalent in the country of origin, the High Contracting Parties may require that the animal products mentioned in Article 1, which may carry infection, be imported direct to establishments specially authorised for this purpose. The High Contracting Parties shall be entitled to lay down special provisions for the transport of the products to those establishments and their industrial use.

It shall be clearly understood that the measures described above must not be adopted in regard to countries in which anthrax is prevalent in a sporadic form.

¹ Vol. CLXXXVI, page 173, of this Series.

Article 4.

Indépendamment du certificat d'origine et de salubrité visé à l'article précédent et en cas de recrudescence du charbon bactérien dans le pays d'origine, lors de l'importation de cuirs, peaux, laines, crins, poils, soies, os et poudres d'os, des attestations peuvent être exigées qui indiqueront que ces produits animaux ont été soumis, sous la responsabilité de l'Etat exportateur et par des méthodes reconnues efficaces par les Hautes Parties contractantes intéressées, soit à la désinfection, soit à la recherche de la virulence. En ce qui concerne les os et les poudres d'os, si un traitement garantissant suffisamment la destruction des germes du charbon ne paraît pas réalisable, des conventions particulières seront nécessaires.

Les attestations délivrées doivent mentionner très exactement les modes de désinfection ou de recherches utilisés. Ces attestations indiquent aussi les mesures prises pour éviter, après la désinfection, une nouvelle contamination en cours de transport.

En ce qui concerne les peaux et les cuirs complètement salés provenant d'abattoirs publics placés sous un contrôle vétérinaire permanent, il suffira de produire les certificats d'origine et de salubrité prévus à l'article 3.

Article 5.

Si, par le trafic d'animaux ou de produits d'origine animale, une maladie infectieuse — autre que la rage, la dourine, la péripneumonie contagieuse des bovidés et la morve, et dont la mention dans le *bulletin sanitaire* est obligatoire en vertu de la Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux en date de ce jour — a été importée du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'une des autres Parties, celles-ci auront le droit d'interdire, pour la durée du danger, l'importation des matières brutes d'origine animale pouvant servir de véhicule à cette contagion.

Elles auront le même droit si l'une des maladies visées à l'alinéa ci-dessus sévit d'une manière menaçante sur le territoire de l'une d'elles.

Le commerce des laines lavées industriellement échappe à cette prescription.

Article 6.

Les autorités sanitaires vétérinaires des ports, stations et entrepôts peuvent délivrer valablement, pour les marchandises couvertes par une attestation sanitaire globale, des attestations partielles, destinées à accompagner les réexpéditions fractionnées.

Il pourra être exigé qu'une copie conforme de l'attestation sanitaire globale soit jointe aux attestations partielles.

Article 7.

Si les certificats d'origine et de salubrité ou les attestations ci-dessus prévus ne répondaient pas aux exigences formulées dans les articles précédents et, de ce fait, ne fournissaient pas des garanties suffisantes, les pays importateurs seraient autorisés à refouler les envois à la station frontière ou à exiger, soit la désinfection lors de l'importation, soit un contrôle portant sur la recherche de la virulence.

Article 8.

Si l'une des Hautes Parties contractantes constate que des irrégularités se sont produites, à l'importation, dans la délivrance des certificats ou attestations requis, elle pourra interdire l'importation des produits énumérés à l'article premier, mais elle en informera en même temps la ou les Hautes Parties contractantes intéressées — pays d'origine, de provenance ou de transit — afin qu'elles puissent prendre les mesures et sanctions propres à réprimer ces abus et à en éviter le retour. Si la Haute Partie contractante demanderesse estime que les mesures prises par le ou les pays intéressés n'offrent pas les garanties qu'elle juge nécessaires, elle pourra continuer à interdire

Article 4.

In addition to the certificate of origin and freedom from contamination mentioned in the previous Article, attestations may, in the case of a recrudescence of anthrax in the country of origin, be required on the importation of hides, skins, wool, hair bristles, bones and bone-meal. Such attestations shall indicate that these animal products have been subjected, under the responsibility of the exporting State and by methods recognised by the High Contracting Parties concerned to be of proved effectiveness, either to disinfection or to examination with a view to ascertaining the presence of disease. Special agreements regarding bones and bone-meal shall be necessary if treatment affording adequate guarantees that all anthrax germs have been destroyed appears to be impracticable.

The attestations issued must state very accurately the methods of disinfection or examination employed. They should also indicate the measures taken to prevent, after disinfection, re-infection during transport.

As regards completely salted skins and hides coming from public slaughter-houses under permanent veterinary supervision, it will be sufficient to produce the certificates of origin and freedom from contamination mentioned in Article 3.

Article 5.

When, as a result of the traffic in animals or animal products, an infectious disease (other than rabies, dourine, contagious peri-pneumonia of cattle and glanders), notification of which in the *health bulletin* is obligatory under the International Convention for the Campaign against Contagious Diseases of Animals of to-day's date, has been introduced from the territory of one of the High Contracting Parties into the territory of one of the other Parties, the latter shall have the right, so long as the danger lasts, to prohibit the import of raw material of animal origin which might convey infection.

The High Contracting Parties shall have the same right in the event of one of the diseases mentioned in the preceding paragraph being prevalent in the territory of one of them.

Trade in industrially scoured wool shall be exempt from this provision.

Article 6.

In the case of goods covered by a collective sanitary attestation, the veterinary sanitary authorities of the ports, stations and warehouses may issue valid partial attestations to the same effect to accompany re-shipments forming parts of a consignment.

It shall be open to the High Contracting Parties to require a certified copy of the collective sanitary attestation to be attached to the partial attestations.

Article 7.

Should the certificates of origin and freedom from contamination or the attestations provided for above not satisfy the requirements laid down in the preceding Articles and thus not afford adequate guarantees, importing countries are authorised to refuse consignments at the frontier station, or to require either disinfection on import or examination with a view to ascertaining the presence of disease.

Article 8.

If one of the High Contracting Parties discovers that irregularities have occurred, on importation, in the issue of the necessary certificates or attestations, it may prohibit the importation of the products enumerated in Article 1, but it shall at the same time inform the High Contracting Party or Parties concerned — country of origin, of provenance or of transit — in order that they may adopt measures and impose penalties to punish such abuses and prevent their recurrence. If the complainant High Contracting Party considers that the measures adopted by the country or countries concerned do not afford the guarantees that it considers necessary, it may continue

l'importation des produits énumérés à l'article premier, originaires ou en provenance des pays en question. Elle devra, toutefois, être prête à prendre en considération les propositions de l'autre ou des autres Hautes Parties contractantes tendant à rendre possible la reprise de ce commerce et à entrer en pourparlers avec elle à ce sujet.

Article 9.

Rien, dans la présente convention, ne saurait porter atteinte aux dispositions de tout autre convention, traité ou accord conclu ou à conclure entre certaines des Hautes Parties contractantes, aux termes duquel un traitement plus favorable que le traitement établi par la présente convention pour l'exportation et l'importation des produits d'origine animale énumérés à l'article premier est ou serait accordé à l'exportation ou à l'importation desdits produits d'une Haute Partie contractante.

DISPOSITIONS FINALES.

Article 10 (Règlement des différends).

1. S'il s'élève entre les Hautes Parties contractantes un différend quelconque relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention et si ce différend n'a pu être résolu de façon satisfaisante par voie diplomatique, il sera réglé conformément aux dispositions en vigueur entre les parties concernant le règlement des différends internationaux.

2. Au cas où de telles dispositions n'existeraient pas entre les parties au différend, elles le soumettront à une procédure arbitrale ou judiciaire. A défaut d'un accord sur le choix d'un autre tribunal, elles soumettront le différend, à la requête de l'une d'elles, à la Cour permanente de Justice internationale, si elles sont toutes parties au Protocole¹ du 16 décembre 1920, relatif au Statut de ladite Cour, et, si elles n'y sont pas toutes parties, à un tribunal d'arbitrage constitué conformément à la Convention² de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 11 (Langues, date).

La présente convention, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour.

Article 12 (Signature, ratification).

1. La présente convention pourra être signée jusqu'au 15 février 1936 au nom de tout Membre de la Société des Nations ou de tout Etat non membre auquel le Conseil de la Société des Nations aura communiqué à cet effet copie de la présente convention.

2. La présente convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de la Société des Nations.

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXI, page 402 ; vol. CXVII, page 46 ; vol. CXXVI, page 430 ; vol. CXXX, page 440 ; vol. CXXXIV, page 392 ; vol. CXLVII, page 318 ; vol. CLII, page 282 ; vol. CLVI, page 176 ; vol. CLX, page 325 ; vol. CLXIV, page 352 ; vol. CLXVIII, page 228 ; vol. CLXXII, page 388 ; vol. CLXXVII, page 382 ; vol. CLXXXI, page 346 ; vol. CLXXXV, page 370 ; et vol. CLXXXIX, page 452, de ce recueil.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

to prohibit the importation of the products enumerated in Article 1, originating in or coming from the countries in question. It must nevertheless be prepared to take into consideration the proposals of the other High Contracting Party or Parties intended to allow of the resumption of this trade and to enter into negotiations with them on this subject.

Article 9.

Nothing in the present Convention shall affect the provisions of any other Convention, Treaty or Agreement concluded or to be concluded between any of the High Contracting Parties, under which more favourable treatment than that laid down in the present Convention for the export or import of the animal products enumerated in Article 1 is or may in the future be granted for the export or import of the said products of a High Contracting Party.

FINAL PROVISIONS.

Article 10 (Settlement of Disputes).

1. If there should arise between the High Contracting Parties a dispute of any kind relating to the interpretation or application of the present Convention and if such dispute cannot be satisfactorily settled by diplomacy, it shall be settled in accordance with any applicable agreements in force between the Parties providing for the settlement of international disputes.

2. In case there is no such agreement in force between the Parties, the dispute shall be referred to arbitration or judicial settlement. In the absence of agreement on the choice of another tribunal, the dispute shall, at the request of any one of the Parties, be referred to the Permanent Court of International Justice if all the Parties to the dispute are Parties to the Protocol¹ of December 16th, 1920, relating to the Statute of that Court and, if any of the Parties to the dispute is not a Party to the Protocol of December 16th, 1920, to an arbitral tribunal constituted in accordance with the Hague Convention² of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 11 (Languages and Date).

The present Convention, of which the English and French texts are both authoritative, shall bear this day's date.

Article 12 (Signature and Ratification).

1. The present Convention may be signed until February 15th, 1936, on behalf of any Member of the League of Nations or any non-member State to which the Council of the League of Nations shall have communicated a copy of the present Convention for the purpose.

2. The present Convention shall be ratified. The instruments of ratification shall be deposited with the Secretary-General of the League of Nations.

¹ Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 405; Vol. XV, page 305; Vol. XXIV, page 153; Vol. XXVII, page 417; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; Vol. LIV, page 387; Vol. LXIX, page 70; Vol. LXXII, page 452; Vol. LXXVIII, page 435; Vol. LXXXVIII, page 272; Vol. XCII, page 362; Vol. XCVI, page 180; Vol. C, page 153; Vol. CIV, page 492; Vol. CVII, page 461; Vol. CXI, page 402; Vol. CXVII, page 46; Vol. CXXVI, page 430; Vol. CXXX, page 440; Vol. CXXXIV, page 392; Vol. CXLVII, page 318; Vol. CLII, page 282; Vol. CLVI, page 176; Vol. CLX, page 325; Vol. CLXIV, page 352; Vol. CLXVIII, page 228; Vol. CLXXII, page 388; Vol. CLXXVII, page 382; Vol. CLXXXI, page 346; Vol. CLXXXV, page 370; and Vol. CLXXXIX, page 452, of this Series.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

3. La ratification ne pourra produire ses effets que si la Haute Partie contractante est déjà liée par la Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux, du fait d'une ratification ou d'une adhésion définitive et à partir du moment où son obligation en vertu de ladite convention sera entrée en vigueur.

4. Le Secrétaire général de la Société des Nations notifiera le dépôt des instruments de ratification à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres visés au paragraphe 1 du présent article en mentionnant si la condition indiquée au paragraphe 3 se trouve remplie.

Article 13 (Adhésion).

1. A partir du 16 février 1936, tout Membre de la Société des Nations et tout Etat non membre auquel le Conseil de la Société des Nations aura communiqué copie de la présente convention pourra y adhérer.

2. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de la Société des Nations.

3. L'adhésion ne produira ses effets que si la Haute Partie contractante est déjà liée par la Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux, du fait d'une ratification ou d'une adhésion définitive et à partir du moment où son obligation en vertu de la première convention sera entrée en vigueur.

4. Le Secrétaire général de la Société des Nations notifiera le dépôt des instruments d'adhésion à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres visés au paragraphe 1 du présent article en mentionnant si la condition indiquée au paragraphe 3 se trouve remplie.

Article 14 (Entrée en vigueur).

1. Un procès-verbal sera dressé par le Secrétaire général de la Société des Nations dès que cinq ratifications ou adhésions remplissant la condition indiquée au paragraphe 3 de l'article 12 et au paragraphe 3 de l'article 13 auront été déposées.

2. Une copie certifiée conforme de ce procès-verbal sera remise à chacun des Membres de la Société des Nations et à tout Etat non membre visé à l'article 12 par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations.

Article 15.

1. La présente convention sera enregistrée par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations quatre-vingt-dix jours après la date du procès-verbal visé à l'article 14. Elle entrera alors en vigueur.

2. A l'égard de chacun des Membres ou Etats non membres au nom desquels un instrument de ratification ou d'adhésion sera ultérieurement déposé, la convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après la date du dépôt de cet instrument.

Article 16 (Durée, dénonciation).

1. La présente convention aura une durée de deux ans à partir de sa mise en vigueur.

2. Elle restera en vigueur pour une nouvelle période de quatre ans et ainsi de suite vis-à-vis des Parties contractantes qui ne l'auront pas dénoncée six mois au moins avant l'expiration du terme.

3. The ratification shall not take effect unless the High Contracting Party is already bound by the International Convention for the Campaign against Contagious Diseases of Animals by a ratification or a definitive accession and his obligation under the same has already entered into force.

4. The Secretary-General of the League of Nations shall notify the deposit of the instruments of ratification to all Members of the League of Nations and to the non-member States referred to in paragraph 1 of the present Article, at the same time stating whether the condition specified in paragraph 3 is fulfilled.

Article 13 (Accession).

1. On and after February 16th, 1936, any Member of the League of Nations and any non-member State to which the Council of the League of Nations shall have communicated a copy of the present Convention may adhere to it.

2. The instruments of accession shall be deposited with the Secretary-General of the League of Nations.

3. Accessions shall not take effect unless the High Contracting Party is already bound by the International Convention for the Campaign against Contagious Diseases of Animals by a ratification or a definitive accession and his obligation under the same has already entered into force.

4. The Secretary-General of the League of Nations shall notify the deposit of the instruments of accession to all Members of the League of Nations and to the non-member States referred to in paragraph 1 of the present Article, at the same time stating whether the condition specified in paragraph 3 is fulfilled.

Article 14 (Entry into Force).

1. The Secretary-General of the League of Nations will draw up a *procès-verbal* when five ratifications or accessions, complying with the condition laid down in paragraph 3 of Article 12 and in paragraph 3 of Article 13, have been received.

2. A certified true copy of this *procès-verbal* shall be transmitted by the Secretary-General of the League of Nations to all the Members of the League of Nations and to all non-member States mentioned in Article 12.

Article 15.

1. The present Convention shall be registered by the Secretary-General of the League of Nations ninety days after the date of the *procès-verbal* mentioned in Article 14. It will come into force on that date.

2. In respect of each Member or non-member State on whose behalf any instrument of ratification or accession is subsequently deposited, the Convention shall come into force ninety days after the date of the deposit of such instrument.

Article 16 (Duration and Denunciation).

1. The duration of the present Convention shall be for two years from its entry into force.

2. It shall remain in force for a further period of four years, and subsequently in respect of such Contracting Parties as have not denounced it at least six months before the expiry of the period.

3. La dénonciation se fera par notification écrite adressée au Secrétaire général de la Société des Nations.

4. La présente convention cessera d'être en vigueur à l'égard d'une Haute Partie contractante quand, par suite d'une dénonciation de la Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux, dénonciation ayant sorti ses effets, la Haute Partie contractante aura cessé d'être partie à cette convention.

5. Le Secrétaire général de la Société des Nations informera tous les Membres de la Société des Nations et les Etats non membres visés au paragraphe 1 de l'article 12 de la notification de la dénonciation de la présente convention ou de la notification de la dénonciation de la Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux, dénonciation qui produira, au regard de la présente convention, le même effet.

Article 17 (Application aux colonies, protectorats, etc.).

1. Sauf déclaration contraire d'une Haute Partie contractante lors de la signature, lors de la ratification ou lors de l'adhésion, les dispositions de la présente convention ne s'appliquent pas aux colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous sa suzeraineté ou territoires pour lesquels un mandat lui a été confié.

2. Cependant, les Hautes Parties contractantes se réservent le droit de signer la convention ou d'y adhérer suivant les conditions des articles 12 et 13 pour leurs colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous leur suzeraineté ou territoires pour lesquels un mandat leur a été confié.

3. Elles se réservent également le droit de la dénoncer séparément suivant les conditions de l'article 16.

4. La présente convention ne pourra pas s'appliquer aux colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous la suzeraineté d'une Haute Partie contractante ou territoires pour lesquels un mandat lui a été confié, si la Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux n'est pas en vigueur ou a cessé d'être en vigueur pour ladite Haute Partie contractante dans les pays susmentionnés.

Article 18 (Revision).

1. Des conférences de revision pourront être convoquées en vue d'apporter à la convention les changements dont l'expérience aurait fait apparaître l'utilité.

2. Une conférence de revision sera convoquée par le Secrétaire général de la Société des Nations chaque fois que la demande lui en sera faite au moins par cinq des Hautes Parties contractantes.

Celles-ci indiqueront sommairement les changements qu'elles proposent et les motifs de ces changements.

3. A moins que l'unanimité des Hautes Parties contractantes n'y consente, aucune demande visant la convocation d'une conférence de revision qui se tiendrait moins de deux ans après la mise en vigueur de la convention ou quatre ans après la clôture d'une précédente conférence de revision ne sera recevable.

4. Le Secrétaire général de la Société des Nations préparera avec le concours de l'Office international des épizooties les travaux des conférences de revision.

3. The denunciation shall be effected by a written notification addressed to the Secretary-General of the League of Nations.

4. The present Convention shall cease to be in force as regards any High Contracting Party when, as a result of denunciation of the International Convention for the Campaign against Contagious Diseases of Animals, the High Contracting Party has ceased, such denunciation having duly taken effect, to be a party to that Convention.

5. The Secretary-General of the League of Nations shall inform all Members of the League of Nations and non-member States referred to in paragraph 1 of Article 12 of all notices of denunciation of the present Convention or of the International Convention for the Campaign against Contagious Diseases of Animals, denunciation of the latter being counted as denunciation of the present Convention.

Article 17 (Application to Colonies, Protectorates, etc.).

1. In the absence of a contrary declaration by one of the High Contracting Parties at the time of signature, ratification or accession, the provisions of the present Convention shall not apply to colonies, protectorates, overseas territories, territories under its suzerainty or territories in respect of which a mandate has been entrusted to it.

2. Nevertheless, the High Contracting Parties reserve the right to sign the Convention or to accede thereto, in accordance with the provisions of Articles 12 and 13, for their colonies, protectorates, overseas territories, territories under their suzerainty or territories in respect of which a mandate has been confided to them.

3. They further reserve the right to denounce the Convention separately, in accordance with the provisions of Article 16.

4. The present Convention shall not be applicable to colonies, protectorates, overseas territories, territories under the suzerainty of a High Contracting Party or territories in respect of which a mandate has been confided to it, if the International Convention for the Campaign against Contagious Diseases of Animals is not in force, or has ceased to be in force in so far as the said High Contracting Party is concerned, in the above-mentioned countries.

Article 18 (Revision).

1. Conferences for the revision of the present Convention may be called with a view to making such changes therein as experience may have shown to be useful.

2. A conference for the revision of the present Convention shall be called by the Secretary-General of the League of Nations whenever so requested by not less than five of the High Contracting Parties.

The latter shall indicate succinctly the changes they propose and the reasons for such changes.

3. In default of the unanimous consent of the High Contracting Parties, no demand for the calling of a conference for the revision of the present Convention within less than two years from the entry into force of the Convention or four years from the end of a previous conference for its revision shall be admissible.

4. The Secretary-General of the League of Nations shall prepare the work of conferences for the revision of the present Convention with the co-operation of the International Office for Contagious Diseases of Animals.

En foi de quoi les plénipotentiaires sus-mentionnés ont signé la présente convention.

Fait à Genève le vingt février mil neuf cent trente-cinq, en un seul exemplaire, qui sera conservé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations et dont copie certifiée conforme sera remise à tous les Membres de la Société et aux Etats non membres visés à l'article 12.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Geneva the twentieth day of February, one thousand nine hundred and thirty-five, in a single copy, which shall be kept in the archives of the Secretariat of the League of Nations and of which a certified true copy shall be delivered to all the Members of the League and to the non-member States referred to in Article 12.

Autriche :

E. PFLÜGL

Austria :

Belgique :

Paul VAN ZEELAND

Belgium :

Bulgarie :

N. ANTONOFF

Bulgaria :

Espagne :

J. LÓPEZ OLIVÁN

Spain :

France :

V. DROUIN

France :

Grèce :

Raoul BIBICA-ROSETTI

Greece :

Italie :

C. BISANTI

Italy :

Lettonie :

J. FELDMANS.

Latvia :

Pays-Bas :

Pour le Royaume en Europe ¹

The Netherlands :

C. VAN RAPPARD.

Translation :

¹ For the Kingdom in Europe.

<i>Pologne :</i>	Titus KOMARNICKI	<i>Poland :</i>
<i>Roumanie :</i>	C. ANTONIADE	<i>Roumania :</i>
<i>Suisse :</i>	FLÜCKIGER	<i>Switzerland :</i>
<i>Tchécoslovaquie :</i>	Rodolphe KÜNZL-JIZERSKÝ.	<i>Czechoslovakia :</i>
<i>Turquie :</i>	Cemal HÜSNÜ TARÂV	<i>Turkey :</i>
<i>Union des Républiques soviétiques socialistes :</i>	V. POTEMKINE	<i>Union of Soviet Socialist Republics :</i>

ANNEXE

MODÈLE DE CERTIFICAT D'ORIGINE ET DE SALUBRITÉ.

Le soussigné [nom et titre du vétérinaire fonctionnaire de l'Etat de provenance] certifie que les produits d'origine animale dont la désignation suit :

[poids]

[nature des marchandises]

portant les marques ci-après:

expédiés de [localité d'expédition]

par [nom et adresse de l'expéditeur]

et destinés à [nom et adresse du destinataire]

transportés par [mode de transport, nom du navire, s'il y a lieu]

proviennent d'une région dans laquelle le charbon bactérien, la peste porcine, la fièvre aphteuse ou la clavelée ne sévissent pas avec un caractère malin ou envahissant et répondent aux conditions de salubrité énoncées à l'article premier de la Convention internationale du

Fait à

le [la date en lettres].

[Signature du vétérinaire avec mention de sa qualité.]

[Timbre ou cachet officiel.]

ANNEX.

SPECIMEN CERTIFICATE OF ORIGIN AND FREEDOM FROM CONTAMINATION.

I, the undersigned [name and qualification of the Government veterinary officer of the State of provenance], certify that the animal products hereinunder described :

[weight]

[nature of goods]

marked as under :

consigned from [place of consignment]

by [name and address of consignor]

to [name and address of consignee]

in transport by [form of transport and, if transport is by water, name of vessel],

come from a district in which no anthrax, swine fever, foot-and-mouth disease or sheep-pox are prevalent in malignant or epidemic form, and comply with the conditions in respect of freedom from contamination laid down in Article 1 of the International Convention of

Done at

on [date in full].

[Signature of veterinary surgeon, stating qualifications.]

[Official stamp or seal.]



N° 4488.

ALLEMAGNE ET DANEMARK

Protocole prorogeant jusqu'au 31 décembre 1939 l'Accord germano-danois des 1^{er} mars 1934/24 janvier 1935 relatif aux échanges réciproques de marchandises. Signé à Berlin, le 11 novembre 1938.

GERMANY AND DENMARK

Protocol extending until December 31st, 1939, the Duration of the German - Danish Agreement of March 1st, 1934/January 24th, 1935, regarding the Reciprocal Exchange of Goods. Signed at Berlin, November 11th, 1938.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 4488. — PROTOKOLL ÜBER DIE VERLÄNGERUNG, BIS ZUM 31. DEZEMBER 1939, DES DEUTSCH-DÄNISCHEN ABKOMMENS ÜBER DEN GEGENSEITIGEN WARENVERKEHR VOM 1. MÄRZ 1934/24. JANUAR 1935. GEZEICHNET IN BERLIN, AM 11. NOVEMBER 1938.

Textes officiels allemand et danois communiqués par le délégué permanent du Danemark près la Société des Nations. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 9 décembre 1938.

I.

Die unterzeichneten Bevollmächtigten DER DEUTSCHEN REGIERUNG und DER KÖNIGLICH DÄNISCHEN REGIERUNG haben sich darüber verständigt, dass die Geltungsdauer des deutsch-dänischen Abkommens¹ über den gegenseitigen Warenverkehr vom 1. März 1934/24. Januar 1935 bis zum 31. Dezember 1939 verlängert wird.

II.

Der Briefwechsel Nr. 1 vom 1. März 1934 über die Form der Zeugnisse für eingesalzene Rogen von Seehasen und das Schlussprotokoll² vom 30. Januar 1936 werden bis zum 31. Dezember 1939 angewendet.

Geschehen in doppelter Ausfertigung in deutscher und dänischer Sprache in Berlin am 11. November 1938.

(gez.) Freiherr VON WEIZSÄCKER.

(gez.) Dr. WALTER.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 3 décembre 1938.

O. C. Mohr,

Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères.

¹ Vol. CL, page 31 ; et vol. CLX, page 155, de ce recueil.

² Vol. CLXXIV, page 159, de ce recueil.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

N^o 4488. — PROTOKOL OM FORLÆNGELSE, INDTIL DEN 31. DECEMBER 1939, AF DEN DANSK-TYSKE OVERENSKOMST AF 1. MARTS 1934/24. JANUAR 1935 VEDRØRENDE DEN GENSIDIGE VAREUDVEKSLING. UNDERTEGNET I BERLIN, DEN 11. NOVEMBER 1938.

German and Danish official texts communicated by the Permanent Delegate of Denmark to the League of Nations. The registration of this Protocol took place December 9th, 1938.

I.

De undertegnede Befuldmægtigede for DEN KGL. DANSKE REGERING og DEN TYSKE REGERING er blevet enige om, at den dansk-tyske Overenskomst¹ vedrørende den gensidige Vareudveksling af 1. Marts 1934/24. Januar 1935 forbliver i Kraft indtil den 31. December 1939.

II.

Brevveksling Nr. 1 af 1. Marts 1934 angaaende Formen for Certifikater for saltet Stenbiderrogn og Slutprotokollen² af 30. Januar 1936 skal finde Anvendelse indtil den 31. December 1939.

Sket i to Eksemplarer paa Dansk og Tysk i Berlin den 11. November 1938.

(gez.) Herluf ZAHLE.

(gez.) Nils SVENNINGSEN.

Pour copie conforme :

Copenhagen, le 3 décembre 1938.

O. C. Mohr,

*Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères.*

¹ Vol. CL, page 31 ; and Vol. CLX, page 155, of this Series.

² Vol. CLXXIV, page 158, of this Series.

¹ TRADUCTION.

N^o 4488. — PROTOCOLE PROROGÉANT JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1939 L'ACCORD GERMANO-DANOIS DES 1^{er} MARS 1934/24 JANVIER 1935 RELATIF AUX ÉCHANGES RÉCIPROQUES DE MARCHANDISES. SIGNÉ A BERLIN, LE 11 NOVEMBRE 1938.

I.

Les plénipotentiaires soussignés DU GOUVERNEMENT ALLEMAND et DU GOUVERNEMENT ROYAL DANOIS sont convenus de prolonger jusqu'au 31 décembre 1939 la durée de validité de l'Accord germano-danois des 1^{er} mars 1934/24 janvier 1935 relatif aux échanges réciproques de marchandises.

II.

L'Echange de notes N^o 1 du 1^{er} mars 1934 concernant la forme des certificats pour les œufs salés de cycloptères et le Protocole final du 30 janvier 1936 demeureront applicables jusqu'au 31 décembre 1939.

Fait en double expédition en langue allemande et en langue danoise, à Berlin, le 11 novembre 1938.

(Signé) Baron VON WEIZSÄCKER.

(Signé) Herluf ZAHLE.

(Signé) D^r WALTER.

(Signé) Nils SVENNINGSSEN.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 4488. — PROTOCOL EXTENDING UNTIL DECEMBER 31ST, 1939, THE DURATION OF THE GERMAN-DANISH AGREEMENT OF MARCH 1ST, 1934/JANUARY 24TH, 1935, REGARDING THE RECIPROCAL EXCHANGE OF GOODS. SIGNED AT BERLIN, NOVEMBER 11TH, 1938.

I.

The undersigned Plenipotentiaries of the GERMAN GOVERNMENT and the ROYAL DANISH GOVERNMENT have agreed to prolong until December 31st, 1939, the validity of the German-Danish Agreement of March 1st, 1934/January 24th, 1935, regarding the Reciprocal Exchange of Goods.

II.

The Exchange of Notes No. 1 of March 1st, 1934, concerning the form of certificates for salted roes of cycloptera and the Final Protocol of January 30th, 1936, shall apply until December 31st, 1939.

Done in duplicate, in the German and Danish languages, at Berlin, the 11th day of November, 1938.

(Signed) Baron VON WEIZSÄCKER. (Signed) Herluf ZAHLE.

(Signed) Dr. WALTER. (Signed) Nils SVENNINGSEN.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 4489.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET ÉQUATEUR

Accord commercial, avec annexes.
Signé à Quito, le 6 août 1938.

UNITED STATES OF AMERICA
AND ECUADOR

Trade Agreement, with Annexes.
Signed at Quito, August 6th, 1938.

No. 4489. — TRADE AGREEMENT¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE REPUBLIC OF ECUADOR. SIGNED AT QUITO, AUGUST 6TH, 1938.

English and Spanish official texts communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration of this Agreement took place December 14th, 1938.

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA and THE SUPREME CHIEF OF THE REPUBLIC OF ECUADOR, being desirous of strengthening the traditional bonds of friendship between the two countries by maintaining the principle of equality of treatment as the basis of commercial relations and by granting mutual and reciprocal concessions and advantages for the promotion of trade, have through their respective Plenipotentiaries arrived at the following Agreement :

Article I.

Articles the growth, produce or manufacture of the United States of America, enumerated and described in Schedule I annexed to this Agreement and made a part thereof, shall, on their importation into the Republic of Ecuador, be exempt from ordinary Customs duties in excess of those set forth in the said Schedule. The said articles shall also be exempt from all other duties, taxes, fees, charges or exactions, imposed on or in connection with importation, in excess of those imposed on the day of the signature of this Agreement or required to be imposed thereafter under laws of the Republic of Ecuador in force on the day of the signature of this Agreement.

Article II.

Articles the growth, produce or manufacture of the Republic of Ecuador, enumerated and described in Schedule II annexed to this Agreement and made a part thereof, shall, on their importation into the United States of America, be exempt from ordinary Customs duties in excess of those set forth and provided for in the said Schedule. The said articles shall also be exempt from all other duties, taxes, fees, charges or exactions, imposed on or in connection with importation, in excess of those imposed on the day of the signature of this Agreement or required to be imposed thereafter under laws of the United States of America in force on the day of the signature of this Agreement.

Article III.

The provisions of Articles I and II of this Agreement shall not prevent the Government of either country from imposing at any time on the importation of any product a charge equivalent

¹ The Agreement was proclaimed by the Supreme Chief of the Republic of Ecuador on August 6th, 1938, and by the President of the United States of America on September 23rd, 1938. Came into force October 23rd, 1938.

TEXTE ESPAGNOI. — SPANISH TEXT.

Nº 4489. — CONVENIO ¹ DE COMERCIO ENTRE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMERICA Y LA REPUBLICA DEL ECUADOR. FIRMADO EN QUITO, EL 6 DE AGOSTO DE 1938.

Textes officiels anglais et espagnol communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 14 décembre 1938.

EL PRESIDENTE DE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA y EL JEFE SUPREMO DE LA REPÚBLICA DEL ECUADOR, deseosos de estrechar los vínculos tradicionales de amistad entre los dos países, mediante el mantenimiento del principio de igualdad de tratamiento como base de sus relaciones comerciales y el otorgamiento de concesiones y ventajas mutuas y recíprocas para el fomento del comercio, han celebrado por medio de sus respectivos Plenipotenciarios, el siguiente Convenio :

Artículo I.

Los artículos cosechados, producidos o manufacturados en los Estados Unidos de América, enumerados y descritos en la Lista I, anexa a este Convenio, y del cual forma parte, serán eximidos al ser importados en la República del Ecuador de los derechos ordinarios de aduana que excedan a los especificados en dicha Lista. Tales artículos estarán asimismo exentos de todo otro derecho, impuesto, contribución, carga o exacción establecidos sobre la importación o en relación con ella, que exceda de los estipulados en el día de la firma de este Convenio, o cuya imposición posterior fuere exigida por leyes de la República del Ecuador en vigor el día de la firma de este Convenio.

Artículo II.

Los artículos cosechados, producidos o manufacturados en la República del Ecuador, enumerados y descritos en la Lista II, anexa a este Convenio, y del cual forma parte, serán eximidos al ser importados en los Estados Unidos de América, de los derechos ordinarios de aduana que excedan a los incluidos y especificados en dicha Lista. Tales artículos estarán asimismo exentos de todo otro derecho, impuesto, contribución, carga o exacción establecidos sobre la importación o en relación con ella, que exceda de los estipulados en el día de la firma de este Convenio, o cuya imposición posterior fuere exigida por leyes de los Estados Unidos de América en vigor el día de la firma de este Convenio.

Artículo III.

Las disposiciones de los Artículos I y II de este Convenio no impedirán el que el Gobierno de uno o del otro país estableciere en cualquier tiempo, sobre la importación de cualquier producto,

¹ L'accord a été promulgué par le chef suprême de la République de l'Equateur, le 6 août 1938, et par le président des Etats-Unis d'Amérique, le 23 septembre 1938.
Entré en vigueur le 23 octobre 1938.

to an internal tax imposed in respect of a like domestic product or in respect of a commodity from which the imported product has been manufactured or produced in whole or in part.

Article IV.

The United States of America and the Republic of Ecuador agree that the notes included in Schedules I and II are hereby given force and effect as integral parts of this Agreement.

Article V.

Articles the growth, produce or manufacture of the United States of America or the Republic of Ecuador, shall, after importation into the other country, be exempt from all internal taxes, fees, charges or exactions other or higher than those payable on like articles of national origin or any other foreign origin.

Article VI.

In respect of articles the growth, produce or manufacture of the United States of America or the Republic of Ecuador, enumerated and described in Schedules I and II, respectively, imported into the other country, on which *ad valorem* rates of duty, or duties based upon or regulated in any manner by value, are or may be assessed, it is understood and agreed that the bases and methods of determining dutiable value and of converting currencies shall be no less favorable to importers than the bases and methods prescribed under laws and regulations of the Republic of Ecuador and the United States of America, respectively, in force on the day of the signature of this Agreement.

Article VII.

No prohibitions, import or Customs quotas, import licenses, or any other form of quantitative regulation, whether or not operated in connection with any agency of centralized control, shall be imposed by the Republic of Ecuador on the importation or sale of any article the growth, produce or manufacture of the United States of America enumerated and described in Schedule I, or by the United States of America on the importation or sale of any article the growth, produce or manufacture of the Republic of Ecuador enumerated and described in Schedule II, except as otherwise specifically provided for in the said Schedules.

The foregoing provision shall not apply to quantitative restrictions in whatever form imposed by the United States of America or the Republic of Ecuador on the importation or sale of any article the growth, produce or manufacture of the other country, in conjunction with governmental measures operating to regulate or control the production, market supply or prices of like domestic articles, or tending to increase the labor costs of production of such articles, or imposed in order to maintain the exchange value of the currency of the country. Whenever the Government of either country proposes to establish or change any restriction authorized by this paragraph, it shall give notice thereof in writing to the other Government and shall afford such other Government an opportunity within thirty days after receipt of such notice to consult with it in respect of the proposed action ; and if an agreement with respect thereto is not reached within thirty days following receipt of the aforesaid notice, the Government which proposed to take such action shall be free to do so at any time thereafter, and the other Government shall be free within fifteen days after such action is taken to terminate this Agreement in its entirety on thirty days' written notice.

Article VIII.

1. If the Government of the United States of America or the Government of the Republic of Ecuador establishes or maintains any form of quantitative restriction or control of the

un gravamen equivalente a un impuesto interno establecido con respecto a un producto nacional análogo o con respecto a un producto del cual el artículo importado haya sido manufacturado o producido en todo o en parte.

Artículo IV.

Los Estados Unidos de América y la República del Ecuador convienen en que a las notas incluidas en las Listas I y II se les dé por este Convenio fuerza y efecto como partes integrantes del mismo.

Artículo V.

Los artículos cosechados, producidos o manufacturados en los Estados Unidos de América o en la República del Ecuador, estarán, después de su importación en el otro país, exentos de cualesquiera impuestos, contribuciones, cargas o exacciones internos, diferentes o en exceso a los exigibles sobre artículos análogos de origen nacional o de cualquier otro origen extranjero.

Artículo VI.

Con respecto a los artículos cosechados, producidos o manufacturados en los Estados Unidos de América o en la República del Ecuador, enumerados y descritos en las Listas I y II, respectivamente, importados al otro país, sobre los cuales se imponen o se impusieron derechos *ad valorem* o derechos basados sobre el valor o determinados, de cualquier manera, por él, se entiende y conviene que las bases y los métodos para determinar el valor sujeto a derechos aduaneros y para convertir las monedas, no serán menos favorables a los importadores que las bases y los métodos prescritos según las leyes y reglamentos de la República del Ecuador y de los Estados Unidos de América, respectivamente, vigentes el día de la firma de este Convenio.

Artículo VII.

Ninguna prohibición, cuota aduanera o de importación, permiso de importar o cualquier otra forma de restricción cuantitativa, sea que se opere o no en relación con cualquier agencia de control centralizada, será impuesta por la República del Ecuador sobre la importación o venta de cualquier artículo cosechado, producido o manufacturado en los Estados Unidos de América, enumerado y descrito en la Lista I, ni por los Estados Unidos de América sobre la importación o venta de cualquier artículo cosechado, producido o manufacturado en la República del Ecuador, enumerado y descrito en la Lista II, excepto en cuanto se disponga específicamente en sentido contrario en dichas Listas.

La disposición precedente no será aplicable a restricciones cuantitativas en cualquier forma, impuestas por los Estados Unidos de América o por la República del Ecuador sobre la importación o venta de cualquier artículo cosechado, producido o manufacturado en el otro país, relacionadas con las medidas gubernativas destinadas a regir o controlar la producción, el abastecimiento del mercado o los precios de artículos nacionales análogos o tendientes a aumentar el costo de la mano de obra de la producción de tales artículos o impuestas para mantener el valor de cambio de la moneda nacional. Cuando el Gobierno de cualquiera de los dos países propusiere establecer o modificar cualquier restricción autorizada por este inciso, dará aviso de ello por escrito al otro Gobierno, y proporcionará a éste la oportunidad de consultar con aquél respecto a la acción proyectada, dentro de treinta días después del recibo de tal aviso; y si no se llegare a un acuerdo con respecto a esa acción proyectada, dentro de treinta días después del recibo del susodicho aviso, el Gobierno que proponga tomar tal acción estará en libertad de llevarla a cabo en cualquier momento posterior y el otro Gobierno estará en libertad, dentro de quince días después de tomada tal acción, de dar por terminado en su totalidad este Convenio, dando aviso por escrito con treinta días de anticipación.

Artículo VIII.

I. En caso de que el Gobierno de los Estados Unidos de América o el de la República del Ecuador estableciere o mantuviere cualquier forma de restricción cuantitativa o de control de

importation or sale of any article in which the other country has an interest, or imposes a lower import duty or charge on the importation or sale of a specified quantity of any such article than the duty or charge imposed on importations in excess of such quantity, the Government taking any action shall :

(a) Give public notice of the total quantity, or any change therein, of any such article permitted to be imported or sold or permitted to be imported or sold at such lower duty or charge, during a specified period ;

(b) Allot to the other country for such specified period a share of such total quantity as originally established or subsequently changed in any manner equivalent to the proportion of the total importation of such article which such other country supplied during a previous representative period, unless it is mutually agreed to dispense with such allotment ; and

(c) Give public notice of the allotments of such quantity among the several exporting countries, and at all times upon request advise the Government of the other country of the quantity of any such article the growth, produce or manufacture of each exporting country which has been imported or sold or for which licenses or permits for importation or sale have been granted.

2. Neither the United States of America nor the Republic of Ecuador shall regulate the total quantity of importations into its territory or sales therein of any article in which the other country has an interest, by import licenses or permits issued to individuals or organizations, unless the total quantity of such article permitted to be imported or sold, during a quota period of not less than three months, shall have been established, and unless the regulations covering the issuance of such licenses or permits shall have been made public before such regulations are put into force.

Article IX.

In the event that the Government of the United States of America or the Government of the Republic of Ecuador establishes or maintains a monopoly for the importation, production or sale of a particular commodity or grants exclusive privileges, formally or in effect, to one or more agencies to import, produce or sell a particular commodity, the Government of the country establishing or maintaining such monopoly, or granting such monopoly privileges, agrees that in respect of the foreign purchases of such monopoly or agency the commerce of the other country shall receive fair and equitable treatment. To this end it is agreed that in making its foreign purchases of any product such monopoly or agency will be influenced solely by those considerations, such as price, quality, marketability, and terms of sale, which would ordinarily be taken into account by a private commercial enterprise interested solely in purchasing such product on the most favorable terms.

Article X.

In the event that the Government of the United States of America or the Government of the Republic of Ecuador establishes or maintains, directly or indirectly, any form of control of the means of international payment, it shall, in the administration of such control :

(a) Impose no prohibition, restriction, nor delay on the transfer of payment for imported articles the growth, produce, or manufacture of the other country, or of payments necessary for and incidental to the importation of such articles ;

(b) Accord unconditionally, with respect to rates of exchange and taxes or surcharges on exchange transactions in connection with payments for or payments necessary and incidental to the importation of articles the growth, produce, or manufacture of the other country, treatment no less favorable than that accorded in connection with the importation of any article whatsoever the growth, produce, or manufacture of any third country ; and

la importación o venta de cualquier artículo en el cual tenga interés el otro país, o impusiere sobre la importación o venta de un artículo en determinada cantidad una tarifa o gravamen más bajo que los establecidos sobre importaciones en exceso de tal cantidad, el Gobierno que así proceda deberá :

(a) Dar aviso público de la cantidad total, o de cualquier cambio introducido, de cualquiera de dichos artículos, cuya importación o venta sea permitida o los cuales puedan ser importados o vendidos al mencionado tipo reducido de tarifa o gravamen, durante un período determinado ;

(b) Asignar al otro país, durante tal período especificado, una porción de la cantidad total fijada al principio o subsiguientemente alterada en cualquier forma, equivalente a la proporción de la importación total de dicho artículo que el otro país haya abastecido durante un período anterior representativo, a menos que se acuerde mutuamente prescindir de tal asignación ; y

(c) Dar aviso público de las asignaciones de tal cantidad entre los diferentes países exportadores, y en todo tiempo, mediante solicitud, informar al Gobierno del otro país la cantidad de tal artículo, cosechado, producido o manufacturado en cada país exportador, que haya sido importada o vendida, o para el cual se haya concedido licencia o permiso de importación o venta.

2. Ni los Estados Unidos de América ni la República del Ecuador regulará la cantidad de importaciones totales a su territorio, o ventas en el mismo, de cualquier artículo en el cual tenga interés el otro país, por medio de licencias o permisos de importación otorgados a individuos u organizaciones, a menos que haya sido fijada la cantidad total del artículo cuya venta o importación pueda permitirse durante un período de cuota no menor de tres meses, y a menos que los reglamentos que rijan el otorgamiento de dichas licencias o permisos hayan sido publicados antes de haber sido puestos en vigor.

Artículo IX.

En caso de que el Gobierno de los Estados Unidos de América o el de la República del Ecuador estableciere o mantuviere un monopolio para la importación, producción o venta de cierto artículo o concediere privilegios exclusivos en forma legal o de hecho a una o más agencias, para importar, producir o vender cierto artículo, el Gobierno del país que estableciere o mantuviere dicho monopolio o que concediere tales privilegios exclusivos, conviene en que en lo que respecta a las compras en el exterior de tal monopolio o agencia, el comercio del otro país deberá recibir un tratamiento justo y equitativo. Al efecto, se conviene en que al hacer sus compras de cualquier producto en el exterior, tal monopolio o agencia se regirá, solamente por consideraciones tales como precio, calidad y posibilidades y condiciones de venta que ordinariamente serían tomadas en cuenta por una empresa comercial privada interesada únicamente en comprar tal producto bajo las condiciones más favorables.

Artículo X.

En caso de que el Gobierno de los Estados Unidos de América o el Gobierno de la República del Ecuador estableciere o mantuviere, directa o indirectamente, cualquier sistema de control de los medios de pago internacional, en la administración de tal control :

(a) No impondrá prohibición, restricción ni demora a la transferencia de fondos en pago de artículos importados que hayan sido cosechados, producidos o manufacturados en el otro país, ni a la transferencia de fondos en pago de los gastos necesarios a y relacionados con la importación de tales artículos ;

(b) Otorgará incondicionalmente, con relación a los tipos de cambio y los impuestos o sobrecargas afectando a las transacciones de cambio con respecto a pagos para o pagos necesarios a y relacionados con la importación de artículos cosechados, producidos o manufacturados en el otro país, tratamiento no menos favorable que el que otorgue con respecto a la importación de cualquier artículo cosechado, producido o manufacturado en cualquier otro país ; y

(c) Accord unconditionally, with respect to all rules and formalities applying to exchange transactions in connection with payments for or payments necessary and incidental to the importation of articles the growth, produce, or manufacture of the other country, treatment no less favorable than that accorded in connection with the importation of the like articles the growth, produce, or manufacture of any third country.

In the event that the Government of either country shall make representations concerning the application by the Government of the other country of the provisions of this Article, the Government of such other country shall give sympathetic consideration to such representations, and if, within thirty days after the receipt of such representations, a satisfactory adjustment has not been made or an agreement has not been reached with respect to such representations, the Government making them may, within fifteen days after the expiration of the aforesaid period of thirty days, terminate this Agreement on thirty days' written notice.

Article XI.

With respect to Customs duties or charges of any kind imposed on or in connection with importation or exportation, and with respect to the method of levying such duties or charges, and with respect to all rules and formalities in connection with importation or exportation, and with respect to all laws or regulations affecting the sale, taxation or use of imported goods within the country, any advantage, favor, privilege or immunity which has been or may hereafter be granted by the United States of America or the Republic of Ecuador to any article originating in or destined for any third country, shall be accorded immediately and unconditionally to the like article originating in or destined for the Republic of Ecuador or the United States of America, respectively.

Article XII.

Laws, regulations of administrative authorities and decisions of administrative or judicial authorities of the United States of America or the Republic of Ecuador, respectively, pertaining to the classification of articles for Customs purposes or to rates of duty shall be published promptly in such a manner as to enable traders to become acquainted with them. Such laws, regulations and decisions shall be applied uniformly at all ports of the respective country, except as otherwise specifically provided in statutes of the United States of America relating to articles imported into Puerto Rico.

No administrative ruling by the United States of America or the Republic of Ecuador effecting advances in rates of duties or in charges applicable under an established and uniform practice to imports originating in the territory of the other country, or imposing any new requirement with respect to such importations, shall be effective retroactively or with respect to articles either entered for or withdrawn for consumption prior to the expiration of thirty days after the date of publication of notice of such ruling in the usual official manner. The provisions of this paragraph do not apply to administrative orders imposing anti-dumping duties, or relating to regulations for the protection of human, animal, or plant life, or relating to public safety, or giving effect to judicial decisions.

Article XIII.

In the event that the rate of exchange between the currencies of the United States of America and the Republic of Ecuador varies considerably from the rate obtaining on the day of the signature of this Agreement, the Government of either country, if it considers the change in rate so substantial as to prejudice the industry or commerce of the country, shall be free to propose negotiations for the modification of this Agreement or to terminate this Agreement in its entirety on thirty days' written notice.

(c) Otorgará incondicionalmente, con respecto a todas las reglas y formalidades exigidas en las transacciones de cambio con respecto a pagos para o pagos necesarios a y relacionados con la importación de artículos cosechados, producidos o manufacturados en el otro país, tratamiento no menos favorable que el que otorgue con respecto a la importación de análogos artículos cosechados, producidos o manufacturados en cualquier otro país.

En caso de que el Gobierno de uno u otro país hiciere representaciones con respecto a la aplicación por el Gobierno del otro país de las disposiciones de este Artículo, el Gobierno del otro país prestará consideración amistosa a tales representaciones, y si dentro de treinta días después de recibidas tales representaciones no se ha hecho un ajuste satisfactorio, o no se ha llegado a un arreglo, con respecto a tales representaciones, el Gobierno que las haga, puede, dentro de quince días después de la expiración del período antedicho de treinta días, dar por terminado este Convenio, previo aviso por escrito, con treinta días de anticipación.

Artículo XI.

Con respecto a los derechos aduaneros o a las cargas de cualquier clase impuestas sobre la importación o exportación o en relación con las mismas, y con respecto al método de imponer tales derechos o cargas, y con respecto a todas las reglas y formalidades en relación con la importación o la exportación, y con respecto a todas las leyes o disposiciones que afectaren la venta, tributación o el uso dentro del país de las mercancías importadas, cualquier ventaja, favor, privilegio o inmunidad que se haya otorgado o que en lo sucesivo se otorgue por los Estados Unidos de América o por la República del Ecuador a cualquier artículo que tenga su origen en o se destine a cualquier tercer país, se otorgará inmediata e incondicionalmente al artículo análogo que tenga su origen en o se destine a la República del Ecuador o a los Estados Unidos de América, respectivamente.

Artículo XII.

Las leyes, reglamentos de autoridades administrativas y resoluciones de autoridades judiciales o administrativas de los Estados Unidos de América o de la República del Ecuador, respectivamente, concerniente a la clasificación de artículos para fines aduaneros o a aforos arancelarios, deberán ser publicados con prontitud y en manera tal que los comerciantes puedan enterarse de ellos. Dichas leyes, reglamentos y resoluciones deberán ser aplicados con uniformidad en todos los puertos del país respectivo, excepto como se haya estipulado expresamente de manera contraria en estatutos de los Estados Unidos de América relativos a artículos importados en Puerto Rico.

Ninguna disposición administrativa de los Estados Unidos de América o de la República del Ecuador, que produzca un aumento de los aforos o gravámenes aplicables en virtud de una práctica establecida y uniforme a las importaciones originarias del otro país, o que imponga cualquier nuevo requisito con respecto a tales importaciones, podrá tener efecto retroactivo ni deberá ser aplicable a artículos que hayan sido registrados en o sacados de las aduanas para consumo dentro de los treinta días siguientes a la fecha de publicación de tal disposición, en la forma oficial acostumbrada. Las disposiciones de este párrafo no son aplicables a las órdenes administrativas que impongan derechos contra « dumping » o relativas a reglamentos para la protección de la vida humana, animal o vegetal, o relativas a la seguridad pública, o para hacer cumplir resoluciones judiciales.

Artículo XIII.

En caso de que el tipo de cambio entre las monedas de los Estados Unidos de América y de la República del Ecuador varíe considerablemente del tipo de cambio vigente en el día de la firma de este Convenio, el Gobierno de uno o del otro país que considere la diferencia tan substancial que perjudique las industrias o el comercio de su país, estará en libertad de proponer negociaciones para la modificación de este Convenio o de dar por terminado este Convenio en su totalidad, dando aviso por escrito con treinta días de anticipación.

Article XIV.

Greater than nominal penalties will not be imposed in the United States of America or in the Republic of Ecuador upon importations of articles the growth, produce or manufacture of the other country because of errors in documentation obviously clerical in origin or where good faith can be established.

The Government of each country will accord sympathetic consideration to, and when requested will afford adequate opportunity for consultation regarding, such representations as the other Government may make with respect to the operation of Customs regulations, quantitative restrictions or the administration thereof, the observance of Customs formalities, and the application of sanitary laws and regulations for the protection of human, animal, or plant life or health.

In the event that the Government of either country makes representations to the Government of the other country in respect of the application of any sanitary law or regulation for the protection of human, animal, or plant life, and if there is disagreement with respect thereto, a committee of technical experts on which each Government shall be represented shall, on the request of either Government, be established to consider the matter and to submit recommendations to the two Governments.

Article XV.

Except as otherwise provided in the second paragraph of this Article, the provisions of this Agreement relating to the treatment to be accorded by the United States of America and the Republic of Ecuador, respectively, to the commerce of the other country, shall not apply to the Philippine Islands, the Virgin Islands, American Samoa, the Island of Guam, or to the Panama Canal Zone.

Subject to the reservations set forth in the third and fourth paragraphs of this Article, the provisions of this Agreement regarding most-favored-nation treatment shall apply to articles the growth, produce or manufacture of any territory under the sovereignty or authority of the United States of America or the Republic of Ecuador, imported from or exported to any territory under the sovereignty or authority of the other country. It is understood, however, that the provisions of this paragraph do not apply to the Panama Canal Zone.

The advantages now accorded or which may hereafter be accorded by the United States of America or the Republic of Ecuador to adjacent countries in order to facilitate frontier traffic, and advantages resulting from a Customs union to which either the United States of America or the Republic of Ecuador may become a party so long as such advantages are not extended to any other country, shall be excepted from the operation of this Agreement.

The advantages now accorded or which may hereafter be accorded by the United States of America, its territories or possessions or the Panama Canal Zone to one another or to the Republic of Cuba shall be excepted from the operation of this Agreement. The provisions of this paragraph shall continue to apply in respect of any advantages now or hereafter accorded by the United States of America, its territories or possessions or the Panama Canal Zone to one another, irrespective of any change in the political status of any of the territories or possessions of the United States of America.

Article XVI.

Subject to the requirement that, under like circumstances and conditions, there shall be no arbitrary discrimination by either country against the other country in favor of any third country, and without prejudice to the provisions of the second and third paragraphs of Article XIV, the provisions of this Agreement shall not extend to prohibitions or restrictions (1) imposed on moral or humanitarian grounds ; (2) designed to protect human, animal or plant life or health ; (3) relating to prison-made goods ; (4) relating to the enforcement of police or revenue laws.

Artículo XIV.

No se impondrán en los Estados Unidos de América ni en la República del Ecuador multas mayores que las nominales sobre la importación de artículos cosechados, producidos o manufacturados en el otro país, con motivo de errores en la documentación que patentemente se deban a la simple escritura o sean errores tipográficos (clerical errors), o cuando pueda establecerse la buena fé.

El Gobierno de cada país dará consideración amistosa y a solicitud prestará oportunidad adecuada a las consultas con respecto a las representaciones que el otro Gobierno pueda hacer con relación a la aplicación de reglamentos aduaneros, restricciones cuantitativas o a la administración de las mismas, la observancia de formalidades aduaneras y la aplicación de leyes y reglamentos sanitarios para la protección de la vida o la salud humana, animal o vegetal.

En caso de que el Gobierno de uno u otro país hiciere representaciones al otro Gobierno con respecto a la aplicación de cualquier ley o disposición sanitaria para la protección de la vida humana, animal o vegetal, y hubiere desacuerdo sobre el particular, se establecerá, a petición de cualquiera de los Gobiernos, una Comisión de expertos técnicos en la cual estarán representados ambos Gobiernos, para considerar el asunto y someter recomendaciones a los dos Gobiernos.

Artículo XV.

Exceptuando lo estipulado de manera contraria en el segundo párrafo de este Artículo, las disposiciones de este Convenio referentes al tratamiento que los Estados Unidos de América y la República del Ecuador, respectivamente, deberán dispensar al comercio del otro país, no serán aplicables a las Islas Filipinas, Islas Virgenes, Samoa Americana, Isla de Guam, ni a la Zona del Canal de Panamá.

Sujetas a las reservas establecidas en los párrafos tercero y cuarto de este Artículo, las disposiciones de este Convenio con respecto al tratamiento de la nación más favorecida se aplicaran a los artículos cosechados, producidos o manufacturados en cualquier territorio bajo la soberanía o jurisdicción de los Estados Unidos de América o de la República del Ecuador importados de o exportados a cualquier territorio bajo la soberanía o jurisdicción del otro país. Se entiende, sin embargo, que las disposiciones de este párrafo no son aplicables a la Zona del Canal de Panamá.

Las ventajas ya otorgadas o que en lo sucesivo se otorgaren por los Estados Unidos de América o la República del Ecuador a países limítrofes para facilitar el tráfico fronterizo y las ventajas que resultaren de una unión aduanera de la cual los Estados Unidos de América o la República del Ecuador pudiere formar parte y mientras tales ventajas no se concedan a cualquier otro país, se exceptuarán de los efectos de este Convenio.

Las ventajas ya otorgadas o que en lo sucesivo se otorgaren por los Estados Unidos de América, sus territorios o posesiones o por la Zona del Canal de Panamá, entre sí o a la República de Cuba, se exceptuarán de los efectos de este Convenio. Las disposiciones de este párrafo continuarán aplicándose con respecto a cualquier ventaja ya otorgada o que en lo sucesivo se otorgare por los Estados Unidos de América, sus territorios o posesiones, o por la Zona del Canal de Panamá, entre sí, no obstante cualquier cambio en el *status* político de cualquiera de los territorios o posesiones de los Estados Unidos de América.

Artículo XVI.

Sujeto al requisito de que, bajo circunstancias y condiciones análogas, no habrá discriminación arbitraria por un país en contra del otro a favor de cualquier nación tercera, y sin perjuicio a las disposiciones del segundo y tercero párrafos del Artículo XIV, las disposiciones de este Convenio no se aplicarán a las prohibiciones o restricciones (1) impuestas para fines humanitarios o moral ; (2) destinadas a proteger la vida o la salud humana, animal o vegetal ; (3) relacionadas con mercancías producidas en prisiones ; (4) con respecto a la ejecución de leyes policiales o fiscales.

Nothing in this Agreement shall be construed to prevent the adoption of measures prohibiting or restricting the exportation of gold or silver, or to prevent the adoption of such measures as either Government may see fit with respect to the control of the export or sale for export of arms, ammunition, or implements of war, and, in exceptional circumstances, all other military supplies.

Article XVII.

In the event that the Government of the United States of America or the Government of the Republic of Ecuador adopts any measure which, even though it does not conflict with the terms of this Agreement, is considered by the Government of the other country to have the effect of nullifying or impairing any object of the Agreement, the Government which has adopted any such measure shall consider such representations and proposals as the other Government may make with a view to effecting a mutually satisfactory adjustment of the matter.

Article XVIII.

The present Agreement shall, from the date on which it comes into force, supplant the *Modus Vivendi*¹ between the United States of America and the Republic of Ecuador, effected by exchange of notes signed on June 12th, 1936.

Article XIX.

The present Agreement shall come into full force on the thirtieth day following proclamation thereof by the President of the United States of America and the Supreme Chief of the Republic of Ecuador, or should the proclamations be issued on different days, on the thirtieth day following the date of the later in time of such proclamations, and, subject to the provisions of Article VII, Article X, or Article XIII, shall remain in force and effect until six months from the day on which either Government shall give notice of its intention to terminate it. The Government of each country shall notify the Government of the other country of the date of its proclamation.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed this Agreement and have affixed their seals hereto.

Done in duplicate, in the English and Spanish languages, both authentic, at the City of Quito this sixth day of the month of August of the year one thousand nine hundred and thirty-eight.

For the President of the United States of America :

(Seal) Boaz LONG.

For the Supreme Chief of the Republic of Ecuador :

(Seal) Luis BOSSANO.

¹ Vol. CLXX, page 377, of this Series.

Nada de lo contenido en este Convenio se interpretará en un sentido que impida la adopción de medidas que prohiban o restrinjan la exportación de oro o plata, o que impida la adopción de las medidas que cualquiera de los dos Gobiernos estime necesarias para el control de la exportación o venta para la exportación de armas, municiones o implementos de guerra, y, en circunstancias excepcionales, de todo otro material de guerra.

Artículo XVII.

En caso de que el Gobierno de los Estados Unidos de América o el Gobierno de la República del Ecuador adopte cualquier medida que aún cuando no esté en conflicto con los términos de este Convenio sea considerada por el Gobierno del otro país como anulando o desvirtuando cualquiera de los fines de este Convenio, el Gobierno que haya adoptado tal medida deberá considerar las representaciones y propuestas que el otro Gobierno pueda hacer con la mira de efectuar un arreglo del asunto mutuamente satisfactorio.

Artículo XVIII.

El presente Convenio deberá, desde la fecha en que entre en vigor, subrogar al *modus vivendi*¹ entre los Estados Unidos de América y la República del Ecuador efectuado por cambio de notas firmadas el doce de junio de mil novecientos treinta y seis.

Artículo XIX.

El presente Convenio deberá entrar en pleno vigor treinta días después de su promulgación por el Presidente de los Estados Unidos de América y por el Jefe Supremo de la República del Ecuador, o, en caso de que las promulgaciones se hagan en fechas distintas, treinta días después de la fecha de la última promulgación, y, sujeto a las disposiciones del Artículo VII, Artículo X o Artículo XIII, permanecerá en vigor y efecto hasta seis meses después de la fecha en que cualquiera de los dos Gobiernos diere aviso de su intención de terminarlo. El Gobierno de cada país deberá notificar al Gobierno del otro la fecha de su promulgación.

En fé de lo cual los respectivos Plenipotenciarios han firmado este Convenio y han puesto sus sellos.

Hecho en duplicado, en los idiomas inglés y español, siendo ambos textos auténticos, en la ciudad de Quito, a los seis días del mes de agosto de mil novecientos treinta y ocho.

Por el Presidente de los Estados Unidos de América :

(Sello) Boaz LONG.

Por el Jefe Supremo de la República del Ecuador :

(Sello) Luis BOSSANO.

¹ Vol. CLXX, page 377, de ce recueil.

SCHEDULE I.

Ecuadoran Tariff Item Number	Description of Articles	Maximum Rates of Duty Specific Rates in Ecuadoran Suces
	<p><i>Note</i> : The provisions of this Schedule will be interpreted as though they had been included in the current Ecuadoran tariff law by an amendment to that law.</p> <p style="text-align: center;"><i>Abbreviations :</i></p> <p style="text-align: center;">G. K. = Gross Kilo L. K. = Legal Kilo</p>	
9	Milk :	
	(b) Milk in powder or skimmed milk, evaporated milk or cream or any kind of milk, with or without sugar, conserved or concentrated, in any container, except milk sugar	L. K. 0.45
Ex 13	Hog lard :	
	(a) Hog lard	G. K. 0.25
30	Preserved sardines, in any form or preparation	L. K. 0.49
43	Prunes in general	L. K. 0.315
77	Oats :	
	(c) Elaborated, prepared or crushed for human food, in containers of metal, paper board or similars	L. K. 0.245
87	Pure wheat flour, in any container	G. K. 0.075
154	Lubricating oils for machinery and vehicles in general, including greases of any origin, composition or mixture, not otherwise shown	G. K. 0.315
Ex 277	All prepared liquid paints, not otherwise provided for, including those called enamels and lacquers, not provided for in section 6	G. K. 0.60
	<p>Note VI which reads " No articles classified under item 277 will pay a duty of less than 30 percent <i>ad valorem</i> " is hereby deleted.</p>	
292	Paste, powder, soap, waters and liquid preparations in general and others not specified, for dental cleanliness and hygiene, perfumed or not	L. K. 2.765
374	Pharmaceutical specialties and preparations such as :	
	(c) Syrups, elixirs, emulsion, comprimés, tablets, ampoules, capsules and similar	L. K. 1.20
	<p>Note XVII in so far as it refers to subitem (c) of item 374 is hereby deleted.</p> <p><i>Note</i> : The importation of pharmaceutical specialties and patent medicines remains subject to the provisions that the National Department of Hygiene of Ecuador may dictate. It is understood, however, that the public health authorities of Ecuador will not impose any certification requirement or any formality for the importation, registration, licensing and sale of pharmaceutical specialties and patent medicines, which will be impossible of fulfillment in the United States of America because of the lack of a duly authorized Federal agency.</p>	

LISTA I.

No. de la Ley arancelaria de Aduanas del Ecuador	Descripción de Artículos	Tarifas Máximas de Derechos Tarifas Específicas en Sucres Ecuatorianos
	<p><i>Nota</i> : Las estipulaciones de esta Lista se interpretarán como si estuvieran incluidas en la actual Ley arancelaria de Aduanas del Ecuador como una enmienda a dicha Ley.</p> <p style="text-align: center;"><i>Abreviaciones :</i></p> <p style="text-align: center;">P. B. K. = Por Kilo peso Bruto P. L. K. = Por Kilo peso Legal</p>	
9	Leche :	
	<i>b)</i> Leche en polvo o descremada, leche o crema evaporada o cualquier leche, con o sin azúcar, conservada o concentrada, en cualquier envase, exceptuando azúcar de leche	P. L. K. 0,45
Ex 13	Manteca de cerdo :	
	<i>a)</i> Manteca de cerdo	P. B. K. 0,25
30	Sardinias conservadas en cualquier forma o preparación	P. L. K. 0,49
43	Ciruclas pasas en general	P. L. K. 0,315
77	Avena :	
	<i>c)</i> Elaborada, preparada o machacada para la alimentación humana, en envases metálicos, de cartón o semejantes	P. L. K. 0,245
87	Harina pura de trigo, en cualquier envase.	P. B. K. 0,075
154	Accites lubricantes para maquinarias y vehículos en general, incluso grasa, de cualquier origen, composición o mezcla, no previstos en otra parte	P. B. K. 0,315
Ex 277	Todas las pinturas preparadas en líquido, no previstas en otra parte, incluso las llamadas esmaltes y barnices, no previstas en la sección 6	P. B. K. 0,60
	<p><i>Nota VI</i> que dice « Ningún artículo clasificado en el párrafo 277 pagará un derecho menos de <i>Ad-val.</i> 30% » queda suprimida.</p>	
292	Pasta, polvo, jabón, aguas y preparaciones líquidas en general, y cualquiera otra no especificada para la limpieza e higiene dentrífica, perfumados o no	P. L. K. 2,765
374	Preparaciones y especialidades farmacéuticas, tales como :	
	<i>c)</i> Jarabe, elixir, emulsión, comprimidos, tabletas, ampollas, cápsulas y semejantes	P. L. K. 1,20
	<p>Queda suprimida <i>Nota XVII</i> en cuanto se refiere al inciso <i>c)</i> del párrafo 374.</p> <p><i>Nota</i> : La importación de especialidades farmacéuticas y medicinas de patente queda sujeta a las reglamentaciones que el Departamento de Sanidad del Ecuador pueda dictar. Debe entenderse, sin embargo, que las autoridades de Sanidad del Ecuador no impondrán el requisito de certificación de ninguna clase u otra formalidad para la importación, registro, licencia y venta de especialidades farmacéuticas y medicinas de patente, lo cual sería imposible cumplir en los Estados Unidos de América, debido a la falta de una agencia Federal debidamente autorizada para el efecto.</p>	

Ecuadoran Tariff Item Number	Description of Articles	Maximum Rates of Duty Specific Rates in Ecuadoran Sucres
524	Tools and instruments of all kinds for artisans (excepting those intended for and those suitable for automobiles), not mentioned elsewhere, such as drills, reamers, anvils, carpenters' planes, those for cleaning boiler tubes, jack or long planes, bellows, scythes, files, fixed wrenches and monkey wrenches, hammers, crow bars, punches, handsaws, saws, small or hand bits, pipe stocks, turnpikes, small or hand lathes, heel knives, anvils (tall type), diamonds mounted for cutting glass, wire stretchers and fencing pliers for cattle fences, boiler tube expanders, saw setters, plumbs, marking gauges and levels for carpenters and masons, stonecutters' steel tools, lifting jacks for lifting weights up to two tons ; all these of iron, cast iron, steel or wood . . .	10% <i>ad valorem</i>
526	Instruments and utensils, such as spades or hoes, agricultural machetes (without sheaths), shovels, rakes, pitch forks, winnowing forks for potatoes, picks, pick-axes, pruners and hand trowels, all with or without handles ; root pruners and similar utensils which are employed in agriculture and the preparation of land for agriculture	3½% <i>ad valorem</i>
608	Steam boilers and steam engines of all kinds, including engines and tenders ; traction engines and portable engines ; machinery for the construction of roads and irrigation canals ; hydraulic motors, motors run by hot air, compressed air, petroleum, gasoline and naphtha, excepting motors intended for passenger automobiles ; complete air compressor and all apparatus operated by compressed air, such as hammers, drills, chisels, etc. ; hand or power cranes ; turn tables, elevators, machinery for rock and well drilling ; excavating machinery ; stone crushers, cutters and polishers ; concrete mixers, rammers, power hammers, windlasses, dredges, winches ; ore crushers ; machines for making tiles and cement tubes, and machinery in general for the manufacture of clay bricks, run by motive power	Free
644	Mechanical specie counters ; cash registers ; calculating machines ; accounting machines ; spare parts for all such machines . . .	20% <i>ad valorem</i>
648	Hand sewing machines, with or without covers, for seamstresses and tailors Each	10.00
649	Sewing machines, operated by human power not specially provided for, also all parts and tools for sewing machines, of every kind, except needles	10% <i>ad valorem</i>
650	Sewing machines, in general, with or without covers, called table or cabinet machines, for seamstresses and tailors Each	25.00
652	Typewriters, covers for the same and spare parts for them . . .	5% <i>ad valorem</i> 20% <i>ad valorem</i>
667	Storage batteries, and parts or elements for the same, even those for automobiles, radio-telephony installations or for other uses	25% <i>ad valorem</i>
Ex 677	Electric and other automatic refrigerators of any type, with or without motors, and accessories and parts therefor	20% <i>ad valorem</i>

No. de la Ley arancelaria de Aduanas del Ecuador	Descripción de Artículos	Tarifas Máximas de Derechos Tarifas Específicas en Suces Ecuatorianos
524	Herramientas e instrumentos de todas clases, para artesanos (exceptuando los aparatos y los a propósito para automóviles), no mencionados en otra parte, tales como barrenas, brocas, bigornias, cepillos de carpintero, los para limpiar tubos de caldera, garlopas o garlopines, fuelles, guadañas, limas, llaves fijas y llaves inglesas, martillos, palancas, sacabocados, serruchos, sierras, taladros pequeños o manuales, tarrajas, torniquetes, tornos pequeños o manuales, trinchetes o tranchetes, yunque, diamantes montados para cortar vidrio, templadores de alambre y llaves para cercas de ganado, expandas para tubos de calderos, trabadores de sierra, plomadas, gramiles y niveles para carpinteros y albañiles, barrilejos y piquillos de acero para picapedreros, gatos para alzar pesos hasta de dos toneladas; todos estos de hierro, hierro fundido, acero o madera	<i>Ad-val.</i> 10%
526	Instrumentos y útiles, tales como azadas o azadones, hoces, machetes de agricultura (sin vaina), palas, rastrillos, horquillas para estiércol, bieldos para sacar papas, picos, piquetas, podadoras y excavadoras manuales, todos con cabos o sin ellos; arrancacepas, y útiles semejantes que se emplean en la agricultura y preparación de la tierra para la agricultura . . .	<i>Ad-val.</i> 3½%
608	Calderas y motores de vapor de todas clases, incluso motores y tenderes; máquinas de tracción y motores portátiles; maquinaria para la construcción de caminos y canales de riego; motores hidráulicos, de aire caliente y de aire comprimido; de petróleo, de gasolina y de nafta, excepto los motores destinados a automóviles de pasajeros; compresora de aire completo y todos los aparatos que funcionan por medio de aire comprimido, tales como martillos, taladros, cinceles, etc.; grúas de mano o de fuerza motriz; plataformas giratorias, ascensores, maquinarias para taladrar roca y para la perforación de pozos; maquinarias para excavaciones; trituradoras, cortadoras y pulimentadoras para piedra; mezcladoras de concreto, martinetes, martillos de fuerza motriz, cabrias, dragas, cabrestantes bocarte; máquinas para fabricar baldosas y tubos de cemento; y maquinarias en general, para la fabricación de ladrillos de arcilla, movidas a fuerza motriz	Libre
644	Contadores mecánicos de efectivo; cajas registradoras; máquinas de computar; máquinas para teneduría de libros; piezas sueltas de todas éstas	<i>Ad-val.</i> 20%
648	Máquinas de coser a mano, con caja o sin ella, para costureras y sastres	Cada una 10,00
649	Máquinas de coser a fuerza de sangre, no previstas, así como todas las partes y útiles de máquinas de coser de cualquiera clase, exceptuando las agujas	<i>Ad-val.</i> 10%
650	Máquinas de coser, en general, con caja o sin ella, llamadas de mesa o gabinete, para costureras y sastres	Cada una 25,00
652	Máquinas de escribir, tapas para las mismas y piezas sueltas de ellas	<i>Ad-val.</i> 5%
667	Baterías acumuladoras, y partes o elementos para las mismas, aunque sean para automóviles, instalaciones de radio-telefonía o para otros usos	<i>Ad-val.</i> 20%
Ex 677	Refrigeradoras eléctricas y otras refrigeradoras automáticas de cualquier tipo, con o sin motores, y accesorios y partes para las mismas	<i>Ad-val.</i> 25%

Ecuadoran Tariff Item Number	Description of Articles	Maximum Rates of Duty Specific Rates in Ecuadoran Sucre
679	Electric batteries in general and elements for the same, of metal, carbon or any other material Note VIII which says " No article classified under item 679 shall pay a duty of less than 30% " is hereby deleted.	L. K. 0.70
687	(a) Automobiles up to 600 dollars in value (b) From 601 to 900 dollars, for the excess (c) 901 dollars and above, for the excess (d) Omnibuses and similar vehicles for passengers (e) Parts, spare and repair parts for automobiles, omnibuses and trucks ; coach work and chassis for automobiles and coach work for omnibuses, excepting chassis for automobile trucks for the transportation of freight and omnibuses	30% <i>ad valorem</i> 40% <i>ad valorem</i> 80% <i>ad valorem</i> 30% <i>ad valorem</i>
691	Inner tubes for tires or pneumatic casings of motor powered vehicles	20% <i>ad valorem</i> L. K. 1.995
692	(a) Automobile trucks and light delivery trucks for the transportation of freight, with explosion, internal combustion or electric motors, imported with coach work and chassis of all of these, including chassis for omnibuses	10% <i>ad valorem</i>
706	Tires, that is covers, for automobile wheels, solid, hollow or pneumatic, smooth or of the nonskid type, including all other pneumatic tires for vehicles, and leather covers, reinforced or not with metal.	L. K. 2.10
900	Oilcloth with a base of cotton or other vegetable fibres, and imitation leather, for furniture, vehicles and tapestry, including table covers	L. K. 1.96
1086	Knitted and crocheted textiles, of silk or artificial silk, with or without handwork : (b) Stockings and socks, for men and women, per dozen pairs	8.66 Plus 7% <i>ad valorem</i>
1089	Hides and skins, tanned, dressed or dyed, without hair or wool : (a) Of calf, varnished, whole, divided, split, excarnated or crusts Ex (u) Patent upper leather	L. K. 8.50 L. K. 8.50

SCHEDULE II.

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Articles	Maximum Rates of Duty. Specific Rates in United States Dollars
	<p><i>Note :</i> The provisions of this Schedule shall be construed and given the same effect, and the application of collateral provisions of the Customs laws of the United States to the provisions of this Schedule shall be determined, in so far as may be practicable, as if each provision of this Schedule appeared respectively in the paragraph of the Tariff Act of 1930 or the section of the Revenue Act of 1932 noted in the column at the left of the respective descriptions of articles.</p>	

No. de la Ley arancelaria de Aduanas del Ecuador	Descripción de Artículos	Tarifas Máximas de Derechos Tarifas Específicas en Suces Ecuatorianos
679	Pilas eléctricas en general, y elementos para las mismas, sean de metal, carbón o cualquier otro material Nota VIII que dice « Ningún artículo clasificado según el párrafo 679, pagará un derecho menor de <i>Ad-val.</i> 30% » queda suprimida.	P. L. K. 0.70
687	a) Automóviles hasta de 600 dólares de valor b) De 601 a 900 dólares, por el exceso c) De 901 dólares en adelante, por el exceso d) Omnibus y vehículos semejantes, para pasajeros e) Partes, piezas sueltas y repuestos para automóviles, omnibus, y camiones ; carrocería y chasis para automóviles y carrocería para omnibus, exceptuando chasis para camiones-automóviles de transporte de carga y omnibus	<i>Ad-val.</i> 30% <i>Ad-val.</i> 40% <i>Ad-val.</i> 80% <i>Ad-val.</i> 30% <i>Ad-val.</i> 20%
691	Cámaras o tubería interior para llantas o cámaras neumáticas de vehículos a fuerza motriz	P. L. K. 1,995
692	a) Camiones-automóviles y camionetas para el transporte de carga, con motores de explosión o combustión interna o eléctrica, importados con sus carrocerías y chasis de todos éstos, inclusive los chasis para omnibus	<i>Ad-val.</i> 10%
706	Llantas, o sean cubiertas, para ruedas de automóviles, sólidas, huecas o neumáticas, sean lisas o de sistema antiderrapant, incluso todas las demás llantas neumáticas para vehículos y las cubiertas de cuero para las mismas, reforzadas o no con metal	P. L. K. 2,10
900	Hule a base de algodón o de otras fibras vegetales e imitaciones de cuero para muebles, vehículos y tapicería, inclusive las carpetas de mesa	P. L. K. 1,96
1086	Tejidos de punto de media y de crochet, de seda o seda artificial, con obra de mano o sin ella : b) Medias y calcetines, para hombres y mujeres Más	Docena de pares 8,66 <i>Ad-val.</i> 7%
1089	Cueros o pieles curtidos, adobados o teñidos, sin pelo o lana : a) De becerro, barnizados, enteros, divididos, abiertos, descarnes o costras Ex n) Cueros grandes, charolados, para pala de calzado	P. L. K. 8,50 P. L. K. 8,50

LISTA II.

Ley de Arancel de 1930 de los Estados Unidos de América Párrafo	Descripción de Artículos	Tarifas Máximas de Derechos. Tarifas Específicas en Dólares de los Estados Unidos de América
	<p><i>Nota :</i> Las disposiciones de esta Lista serán interpretadas y tendrán el mismo efecto y la aplicación a ellas de las disposiciones colaterales de las Leyes de Arancel de los Estados Unidos de América será determinada, en cuanto fuere posible, como si cada disposición de esta Lista apareciera respectivamente en el párrafo de la Ley de Arancel de 1930 o la sección de la Ley de Ingresos de 1932 señalado en la columna de la izquierda de las respectivas descripciones de los artículos.</p>	

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Articles	Maximum Rates of Duty. Specific Rates in United States Dollars
752	Bananas, dried, desiccated or evaporated	17 ½ % <i>ad valorem</i>
806 (a)	Naranjilla (<i>solanum quitoense lam</i>) juice, not specially provided for, containing less than one half of one per centum of alcohol	0.35 per gallon
806 (b)	Concentrated naranjilla (<i>solanum quitoense lam</i>) juice, fit for beverage purposes	0.35 per gallon on the quantity of un- concentrated natural fruit juice contain- ed in such concentrated juice as shown by chemical analysis
1504 (b) (1)	Hats and hoods, composed wholly or in chief value of the fibre of the <i>carludovica palmata</i> , commercially known as toquilla fibre or straw : Not blocked or trimmed and not bleached, dyed, colored or stained	12 ½ % <i>ad valorem</i>
1609	Annatto, prepared or unprepared, and extracts thereof (not containing alcohol)	Free
1618	Bananas, green or ripe	Free
1618	Plantains, green or ripe	Free
1619	Barks, cinchona or other, from which quinine may be extracted . .	Free
1653	Cocoa or cacao beans, and shells thereof	Free
1654	Coffee, except coffee imported into Puerto Rico and upon which a duty is imposed under the authority of section 319	Free
1684	Kapok, not dressed or manufactured in any manner	Free
1765	Reptile skins, raw	Free
1778	Tagua nuts	Free
1803 (1)	Sawed balsa lumber and timber, not further manufactured than planed, and tongued and grooved ; n. s. p. f.	Free
1803 (2)	Balsa wood in the log	Free
Revenue Act of 1932 Section		
601 (c) (6)	Balsa lumber, rough, or planed or dressed on one or more sides, provided that nothing in this Agreement shall be deemed to prevent the application of a tax at the rate provided for above to sawed balsa timber or to require a deduction on account of planing, tonguing or grooving in determining board measure for the purpose of assessing import taxes on balsa lumber and timber	1.50 per 1000 feet board measure

Certified to be a true and complete textual copy of the original Agreement, as amended, including two Schedules annexed thereto, in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State of the United States of America :

Edward Yardley,

Chief Clerk and Administrative Assistant.

Ley de Arancel de 1930 de los Estados Unidos de América Párrafo	Descripción de Artículos	Tarifas Máximas de Derechos. Tarifas Específicas en Dólares de los Estados Unidos de América
752	Plátanos, secos, desecados o evaporados	17½% <i>Ad-val.</i>
806 (a)	Jugo de naranjilla (<i>solanum quitoense lam</i>), no previsto especialmente, conteniendo menos de la mitad de 1% de alcohol	0,35 por galón
806 (b)	Jugo de naranjilla (<i>solanum quitoense lam</i>), concentrado, apropiado para bebidas	0,35 por galón, sobre una cantidad de jugo natural de fruta, no concentrado, según el jugo concentrado que contenga, de acuerdo con el análisis químico.
1504 (b) (1)	Sombreros y cubiertas (formas o « cloches »), compuestos enteramente o en su mayor valor de la fibra de la <i>carludovica palmata</i> , comercialmente conocida como fibra o paja toquilla : sin hornar o adornar, y sin ser blanqueados, pintados de color o tinturados	12½% <i>Ad-val.</i>
1609	Achiote, preparado o sin preparar, y sus extractos (que no contengan alcohol)	Libre
1618	Plátanos, verdes o maduros	Libre
1618	Plátanos de cocinar, verdes o maduros	Libre
1619	Cáscaras, cascarilla u otras, de las cuales se pueda extraer la quinina	Libre
1653	Cocoa o cacao en grano y las cáscaras de éstos	Libre
1654	Café, salvo café importado a Puerto Rico y sobre el cual está impuesto un derecho bajo la autoridad de sección 319	Libre
1684	Lana de ceibo, no preparada ni manufacturada en ninguna forma.	Libre
1765	Cueros de reptil, crudos	Libre
1778	Tagua	Libre
1803 (1)	Madera y palos de balsa, aserrados, pero sin más manufactura que acepillados y machimbrados ; no previsto en otra parte	Libre
1803 (2)	Palo de balsa en trozos	Libre
Ley de Ingresos de 1932 Sección		
601 (c) (6)	Palo de balsa, cruda, o acepillada o preparada en un o más lados, a condición de que en este Convenio nada se estime que se opone a la aplicación de un impuesto al tipo más arriba establecido, para el palo de balsa aserrado, o que requiera una disminución por estar cepillado, machimbrado o acanalado, para determinar la medida de la tabla, con el fin de establecer los derechos de importación para la madera de balsa aserrada o en palos	1,50 por 1000 pies

Certified to be a true and complete textual copy of the original Agreement, as amended, including two Schedules annexed thereto, in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State of the United States of America :

Edward Yardley,

Chief Clerk and Administrative Assistant.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4489. — ACCORD COMMERCIAL ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR. SIGNÉ A QUITO, LE 6 AOUT 1938.

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE et LE CHEF SUPRÊME DE LA RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR, désireux de renforcer les liens traditionnels d'amitié qui unissent les deux pays en maintenant le principe de l'égalité de traitement comme base de leurs relations commerciales et en s'accordant des concessions et avantages mutuels et réciproques en vue de développer le commerce, sont convenus, par l'intermédiaire de leurs plénipotentiaires respectifs, de l'accord ci-après :

Article premier.

Les articles récoltés, produits ou manufacturés aux Etats-Unis d'Amérique, qui sont énumérés et désignés dans la liste I annexée au présent accord dont elle forme partie intégrante, seront exemptés, à leur importation dans la République de l'Equateur, des droits de douane ordinaires dépassant ceux qui sont indiqués dans ladite liste. Ces articles seront également exemptés de tous autres droits, impôts, taxes, charges ou redevances frappant l'importation ou perçus à l'occasion de cette importation, pour autant qu'ils dépassent ceux qui sont stipulés le jour de la signature du présent accord ou prévus par les lois de la République de l'Equateur en vigueur à la date de la signature du présent accord.

Article II.

Les articles récoltés, produits ou manufacturés dans la République de l'Equateur, qui sont énumérés et désignés dans la liste II annexée au présent accord dont elle forme partie intégrante, seront exemptés, à leur importation aux Etats-Unis d'Amérique, de tous droits de douane ordinaires dépassant ceux qui sont indiqués dans ladite liste. Ces articles seront également exemptés de tous autres droits, impôts, taxes, charges ou redevances frappant l'importation ou perçus à l'occasion de cette importation, pour autant qu'ils dépassent ceux qui sont stipulés le jour de la signature du présent accord ou prévus par les lois des Etats-Unis d'Amérique en vigueur à la date de la signature du présent accord.

Article III.

Les dispositions des articles premier et II du présent accord n'empêcheront pas le gouvernement de l'un et l'autre pays de frapper en tout temps l'importation d'un produit quelconque d'une taxe équivalant à une taxe intérieure frappant un produit national analogue ou une marchandise qui a servi en tout ou en partie à la fabrication ou à la production de l'article importé.

Article IV.

Les Etats-Unis d'Amérique et la République de l'Equateur conviennent de donner aux notes des listes I et II les effets de parties intégrantes du présent accord.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article V.

Les articles récoltés, produits ou manufacturés aux Etats-Unis d'Amérique ou dans la République de l'Equateur seront exemptés, après leur importation dans l'autre pays, de toutes taxes, contributions, charges ou redevances intérieures, autres ou plus élevées que celles auxquelles sont assujettis les articles similaires d'origine nationale ou en provenance de tout autre pays étranger.

Article VI.

En ce qui concerne les articles récoltés, produits ou manufacturés aux Etats-Unis d'Amérique ou dans la République de l'Equateur énumérés et désignés dans les listes I et II, respectivement, qui sont importés dans l'autre pays et qui sont ou pourront être soumis à des droits *ad valorem* ou à des droits établis ou déterminés, de quelque manière que ce soit, d'après la valeur desdits articles, il est entendu et convenu que les bases et méthodes utilisées pour le calcul de la valeur imposable et pour la conversion des monnaies ne seront pas moins favorables aux importateurs que les bases et méthodes prescrites par les lois et règlements de la République de l'Equateur et des Etats-Unis d'Amérique, respectivement, qui sont en vigueur à la date de la signature du présent accord.

Article VII.

Aucune prohibition, aucun contingent d'importation ou contingent douanier, aucune licence d'importation ni autre forme de restriction quantitative imposée ou non en application d'un système quelconque de contrôle centralisé, ne sera établi par la République de l'Equateur à l'égard de l'importation ou de la vente de tous les articles récoltés, produits ou manufacturés aux Etats-Unis d'Amérique qui sont énumérés et désignés dans la liste I, ni par les Etats-Unis d'Amérique à l'égard de l'importation ou de la vente de tous les articles récoltés, produits ou manufacturés dans la République de l'Equateur qui sont énumérés et désignés dans la liste II, sauf dispositions contraires expressément prévues dans lesdites listes.

La disposition ci-dessus ne s'appliquera pas aux restrictions quantitatives sous quelque forme que ce soit édictées par les Etats-Unis d'Amérique ou par la République de l'Equateur à l'égard de l'importation ou de la vente d'un article quelconque récolté, produit ou manufacturé dans l'autre pays, en application de mesures administratives visant à réglementer ou à contrôler la production, la mise en vente ou les prix des articles nationaux similaires ou tendant à accroître les frais de main-d'œuvre entrant dans le coût de la production desdits articles ou imposées en vue de maintenir la valeur de change de la monnaie du pays. Avant d'établir ou de modifier une restriction quelconque autorisée en vertu des dispositions du présent alinéa, le gouvernement du pays qui a cette intention en avisera par écrit l'autre gouvernement et donnera à celui-ci l'occasion de se consulter avec lui à ce sujet dans un délai de trente jours à dater de la réception dudit avis. Si aucun accord n'est intervenu dans les trente jours suivant la réception de l'avis susmentionné, le gouvernement qui envisage de prendre les mesures en question aura la faculté de le faire, par la suite, à n'importe quel moment ; d'autre part, dans les quinze jours qui suivront l'établissement ou la modification de ladite restriction, il sera loisible à l'autre gouvernement de mettre fin en totalité au présent accord, moyennant un préavis de trente jours donné par écrit.

Article VIII.

1. Dans le cas où le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ou celui de la République de l'Equateur établirait ou maintiendrait une forme quelconque de restriction ou de contrôle quantitatifs à l'égard de l'importation ou de la vente d'un article intéressant l'autre pays, ou dans le cas où l'un ou l'autre gouvernement assujettirait l'importation ou la vente d'une quantité déterminée d'un tel article à un droit d'importation ou à une taxe inférieurs au droit ou à la taxe

qui frappe les importations excédant cette quantité, il est convenu que le gouvernement qui prendra cette mesure :

a) Portera à la connaissance du public la quantité totale ainsi que toute modification éventuelle de ladite quantité de cet article dont l'importation ou la vente est autorisée moyennant ce droit ou cette taxe réduite pendant une période déterminée.

b) Accordera à l'autre pays, durant ladite période, sauf convention contraire, une fraction du contingent d'importation initial ou du contingent d'importation modifié ultérieurement d'une manière quelconque, qui sera proportionnelle à la fraction des importations totales dudit article que l'autre pays aura fournie pendant une période-type antérieure ; et

c) Portera à la connaissance du public les contingents accordés aux divers pays exportateurs et informera en tout temps, sur sa demande, le gouvernement de l'autre pays de la quantité de tout article de ce genre, récolté, produit ou manufacturé dans chacun des pays exportateurs, qui aura été importée ou vendue ou pour laquelle des licences ou des permis d'importation ou de vente auront été accordés.

2. Ni les Etats-Unis d'Amérique ni la République de l'Equateur ne réglementeront par des licences ou des permis d'importation délivrés à des particuliers ou à des organisations la quantité totale des importations dans leur territoire ou des ventes sur celui-ci de tout article intéressant l'autre pays, à moins que la quantité totale des importations ou des ventes autorisées dudit article, pendant une période de contingentement qui ne sera pas inférieure à trois mois, n'ait été préalablement établie et les règlements concernant la délivrance de ces licences ou permis rendus publics avant leur entrée en vigueur.

Article IX.

Au cas où le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ou le Gouvernement de la République de l'Equateur établirait ou maintiendrait un monopole pour l'importation, la production ou la vente d'une marchandise déterminée ou accorderait des privilèges exclusifs permettant formellement ou en fait à un ou plusieurs organismes d'importer, de produire ou de vendre une marchandise déterminée, le gouvernement du pays qui établira ou maintiendra ce monopole ou qui accordera de tels privilèges de monopole convient qu'en ce qui concerne les achats à l'étranger de ce monopole ou de cet organisme, le commerce de l'autre pays fera l'objet d'un traitement juste et équitable. A cette fin, il est entendu qu'en procédant à ses achats de tels produits à l'étranger ce monopole ou cet organisme ne se laissera guider que par des considérations telles que prix, qualité, présentation et conditions de vente dont normalement il serait tenu compte par une entreprise commerciale privée ayant uniquement en vue d'acheter lesdits produits aux conditions les plus favorables.

Article X.

Au cas où le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ou le Gouvernement de la République de l'Equateur établirait ou maintiendrait directement ou indirectement un système quelconque de contrôle des moyens de paiement international, le gouvernement en question s'engage en ce qui concerne l'administration de ce contrôle :

a) A n'imposer aucune interdiction, aucune restriction ou aucun délai au transfert des paiements concernant les articles importés, récoltés, produits ou manufacturés dans l'autre pays ou des paiements nécessaires pour l'importation de ces articles ou en raison de cette importation ;

b) A accorder inconditionnellement, en ce qui concerne le taux du change et les taxes ou surtaxes grevant les opérations de change concernant le paiement des importations d'articles récoltés, produits ou manufacturés dans l'autre pays ou les paiements nécessaires en raison desdites importations, un traitement qui ne sera pas moins favorable que le traitement accordé aux importations d'un article quelconque récolté, produit ou manufacturé dans tout autre pays tiers ; et

c) A accorder inconditionnellement, en ce qui concerne les règlements et formalités relatifs à des opérations de change ayant trait au paiement des importations d'articles récoltés, produits ou manufacturés dans l'autre pays ou aux paiements nécessaires en raison desdites importations, un traitement qui ne sera pas moins favorable que le traitement accordé aux importations des articles analogues récoltés, produits ou manufacturés dans tout autre pays tiers.

Au cas où le gouvernement de l'un ou l'autre pays ferait des représentations au sujet de l'application, par le gouvernement de l'autre pays, des dispositions du présent article, le gouvernement dudit autre pays examinera avec bienveillance les représentations en question, et si dans un délai de trente jours à dater de la réception de ces représentations elles n'ont pas fait l'objet d'un arrangement satisfaisant ou si un accord n'est pas intervenu à leur sujet, le gouvernement qui les aura formulées pourra, dans les quinze jours qui suivront l'expiration du délai précité de trente jours, dénoncer le présent accord moyennant un préavis de trente jours donné par écrit.

Article XI.

En ce qui concerne les droits de douane et les redevances de toute espèce frappant l'importation ou l'exportation ou perçus à l'occasion de l'importation ou de l'exportation et le mode de perception de ces droits ou redevances, et en ce qui concerne tous les règlements et formalités applicables à l'importation ou à l'exportation ainsi que les lois ou règlements visant la vente, l'imposition ou l'usage à l'intérieur du pays de marchandises importées, tout avantage, faveur, privilège ou immunité qui a été ou pourra être accordé à l'avenir par les Etats-Unis d'Amérique ou par la République de l'Equateur à un article originaire d'un tiers pays ou expédié à destination d'un tiers pays, sera accordé immédiatement sans condition au produit similaire originaire des territoires de la République de l'Equateur ou des Etats-Unis d'Amérique respectivement ou expédié à destination de ces territoires.

Article XII.

Les lois, les règlements d'autorités administratives et les décisions d'autorités administratives ou judiciaires des Etats-Unis d'Amérique ou de la République de l'Equateur, respectivement, concernant la classification des marchandises pour les besoins des douanes ou les taux des droits, seront publiés sans retard de telle manière que les commerçants puissent en avoir connaissance. Ces lois, règlements et décisions seront appliqués uniformément dans tous les ports de chacun des deux pays, sauf dans les cas expressément déterminés par les lois et ordonnances des Etats-Unis d'Amérique concernant les marchandises importées à Porto-Rico.

Aucun règlement administratif des Etats-Unis d'Amérique ou de la République de l'Equateur augmentant le taux des droits ou les redevances applicables, d'après une pratique consacrée et uniforme, aux importations en provenance du territoire de l'autre pays, ou imposant des conditions nouvelles à ces importations, n'aura effet rétroactif ou ne s'appliquera aux marchandises entrées dans le pays ou dédouanées en vue de la consommation intérieure, avant l'expiration d'un délai de trente jours à partir de la date de la publication officielle de l'avis relatif à ce règlement. Les dispositions du présent alinéa ne s'appliquent pas aux arrêtés administratifs établissant des droits « anti-dumping », se rapportant à des règlements relatifs à la protection de la vie des hommes, des animaux ou des végétaux, ou concernant des mesures de sécurité publique, ni à ceux qui ont pour objet de donner effet à des décisions judiciaires.

Article XIII.

Dans le cas où le taux du change entre les devises nationales respectives des Etats-Unis d'Amérique et de la République de l'Equateur accuserait un écart important par rapport au cours en vigueur à la date de la signature du présent accord, si le gouvernement de l'un ou de l'autre pays

estime que cet écart est assez considérable pour porter préjudice à l'industrie ou au commerce du pays, il aura la faculté, soit de proposer l'ouverture de négociations en vue de modifier le présent accord, soit d'y mettre fin en totalité moyennant un préavis de trente jours, donné par écrit.

Article XIV.

Les erreurs que pourraient contenir les documents, lorsqu'il s'agit manifestement d'erreurs d'écriture, ou lorsque la bonne foi peut être établie, ne donneront lieu, aux Etats-Unis d'Amérique ou dans la République de l'Equateur, dans le cas d'importations de marchandises récoltées, produites ou fabriquées dans l'autre pays, qu'à des sanctions nominales.

Le gouvernement de chaque pays examinera avec bienveillance les représentations que l'autre gouvernement pourra formuler au sujet de l'application des règlements douaniers, des restrictions quantitatives ou de leur application, de l'observation des formalités douanières ou de l'application des lois et règlements sanitaires visant la protection de la vie et de la santé des hommes, des animaux ou des végétaux. Le gouvernement de chaque pays fournira à l'autre, sur sa demande, la possibilité de se consulter avec lui au sujet de ces représentations.

Au cas où le gouvernement de l'un des deux pays ferait des représentations au gouvernement de l'autre au sujet de l'application de toute loi sanitaire ou de tout règlement visant la protection de la vie des hommes, des animaux ou des végétaux et s'il s'élève un désaccord à ce sujet, une commission d'experts techniques au sein de laquelle chaque gouvernement sera représenté sera, sur la demande de l'un des deux gouvernements, créée en vue d'examiner la question et de soumettre des recommandations aux deux gouvernements.

Article XV.

Sauf dispositions contraires du deuxième alinéa du présent article, les stipulations du présent accord concernant le traitement qui doit être accordé par les Etats-Unis d'Amérique et par la République de l'Equateur, respectivement, au commerce de l'autre pays, ne s'appliqueront pas aux îles Philippines, aux îles Vierges, au Samoa américain, à l'île de Guam, ni à la Zone du canal de Panama.

Sous réserve des dispositions des troisième et quatrième alinéas du présent article, les stipulations du présent accord concernant le traitement de la nation la plus favorisée s'appliqueront aux articles récoltés, produits ou manufacturés dans tout territoire relevant de la souveraineté ou de l'autorité des Etats-Unis d'Amérique ou de la République de l'Equateur et importés en provenance ou exportés à destination de tout territoire relevant de la souveraineté ou de l'autorité de l'autre pays. Il est entendu, toutefois, que les dispositions du présent alinéa ne s'appliquent pas à la Zone du canal de Panama.

Les avantages qui ont été ou qui pourront être accordés par les Etats-Unis d'Amérique ou par la République de l'Equateur à des pays limitrophes en vue de faciliter le trafic frontalier ainsi que les avantages résultant d'une union douanière à laquelle les Etats-Unis d'Amérique ou la République de l'Equateur pourront devenir parties, pour autant que ces avantages ne sont étendus à aucun autre pays, seront exclus de l'application du présent accord.

Les avantages que les Etats-Unis d'Amérique, leurs possessions ou territoires ou la Zone du canal de Panama se sont accordés ou pourront s'accorder réciproquement, ou ont accordé ou pourront accorder à la République de Cuba, seront exclus de l'application du présent accord. Les dispositions du présent alinéa continueront de s'appliquer à tout avantage que se sont accordé ou que pourront s'accorder mutuellement les Etats-Unis d'Amérique, leurs territoires ou possessions, ou la Zone du canal de Panama, indépendamment de toute modification éventuelle du statut politique de tout territoire ou de toute possession des Etats-Unis d'Amérique.

Article XVI.

Etant entendu que dans des circonstances et dans des conditions identiques, aucun des deux pays n'exercera de discrimination arbitraire au préjudice de l'autre pays et en faveur d'un pays

tiers, et sans préjudice des dispositions des deuxième et troisième alinéas de l'article XIV, les dispositions du présent accord ne s'appliqueront pas aux prohibitions ou restrictions 1^o imposées pour des raisons de moralité ou d'humanité ; 2^o destinées à protéger la vie ou la santé des hommes, des animaux ou des végétaux ; 3^o visant les articles fabriqués dans les prisons ; 4^o ayant trait à l'application de lois de police ou de lois fiscales.

Aucune disposition du présent accord n'empêchera l'adoption de mesures interdisant ou restreignant l'exportation de l'or ou de l'argent ni l'adoption de toute mesure que l'un ou l'autre gouvernement pourra juger opportune pour assurer le contrôle des exportations ou de la vente en vue de l'exportation des armes, munitions ou matériels de guerre et, dans des circonstances exceptionnelles, de toutes autres fournitures de guerre.

Article XVII.

Dans le cas où le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ou le Gouvernement de la République de l'Equateur adopterait une mesure qui, alors même qu'elle ne serait pas incompatible avec les dispositions du présent accord, serait jugée par le gouvernement de l'autre pays comme contraire ou préjudiciable à l'une quelconque des fins visées par le présent accord, le gouvernement qui aura adopté une telle mesure examinera les représentations et les propositions que l'autre gouvernement pourra formuler en vue de régler la question à la satisfaction réciproque des parties.

Article XVIII.

Le présent accord se substituera dès la date de sa mise en vigueur au *Modus vivendi* entre les Etats-Unis d'Amérique et la République de l'Equateur établi par l'échange de notes signées le 12 juin 1936.

Article XIX.

Le présent accord entrera en vigueur le trentième jour après sa promulgation par le président des Etats-Unis d'Amérique et par le chef suprême de la République de l'Equateur ou, si les promulgations n'ont pas lieu le même jour, le trentième jour après la date de la promulgation la plus tardive, et, sous réserve des dispositions des articles VII, X ou XIII, il demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date à laquelle l'un des deux gouvernements aura notifié son intention d'y mettre fin. Le gouvernement de chacun des deux pays avisera le gouvernement de l'autre pays de la date à laquelle il aura promulgué le présent accord.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire, en langue anglaise et en langue espagnole, les deux textes faisant également foi, à Quito, le six août mil neuf cent trente-huit.

Pour le Président des Etats-Unis d'Amérique :

(Sceau) Boaz LONG.

Pour le Chef suprême de la République de l'Equateur :

(Sceau) Luis BOSSANO.

LISTE I

Numéro du tarif de l'Equateur	Désignation des articles	Droits de douane maximums Droits spécifiques en sucres de l'Equateur
	<p><i>Note</i> : Les dispositions de la présente liste seront interprétées comme si elles avaient été insérées dans la loi douanière en vigueur dans l'Equateur par voie d'amendement à ladite loi.</p> <p style="text-align: center;"><i>Abréviations :</i></p> <p style="text-align: center;">P. B. = Poids brut en kilos. P. L. = Poids légal en kilos.</p>	
9	Lait :	
	<i>b</i>) Lait en poudre ou lait écrémé, lait ou crème évaporé ou lait de toute sorte, sucré ou non, conservé ou concentré, en contenants de toute sorte, à l'exception du sucre de lait	P. L. 0,45
ex 13	Saindoux de porc :	
	<i>a</i>) Saindoux de porc	P. B. 0,25
30	Sardines conservées sous toutes formes et en préparations de toute sorte	P. L. 0,49
43	Pruneaux de toute sorte	P. L. 0,315
77	Avoine :	
	<i>c</i>) Traitée, préparée ou broyée en vue de la consommation humaine, en contenants de métal, de carton ou analogues	P. L. 0,245
87	Farine de froment pure, en contenants de toute sorte	P. B. 0,075
154	Huiles lubrifiantes pour machines et véhicules en général, y compris les graisses de toute origine, composition ou combinaison, non dénommées ailleurs	P. B. 0,315
ex 277	Peintures de toute sorte, préparées sous forme liquide, non dénommées ailleurs, y compris les couleurs à l'émail et les laques non dénommées dans la Section 6	P. B. 0,60
	<p>La note VI, qui est ainsi conçue : « Aucun des articles rangés sous le N° 277 n'acquittera un droit inférieur à 30 % <i>ad valorem</i> » est abrogée par la présente.</p>	
292	Pâtes, poudres, savons, eaux et préparations liquides en général et autres non dénommées pour le nettoyage et l'hygiène des dents, parfumés ou non	P. L. 2,765
374	Spécialités et préparations pharmaceutiques telles que :	
	<i>c</i>) Sirops, élixirs, émulsions, comprimés, tablettes, ampoules, capsules et similaires	P. L. 1,20
	<p>La note XVII est abrogée par la présente pour autant qu'elle vise la rubrique <i>c</i>) de l'article 374.</p> <p><i>Note</i> : Les spécialités pharmaceutiques et médicales continuent à ne pouvoir être importées qu'aux conditions fixées par le Département national de l'Hygiène de l'Equateur. Il est toutefois entendu que l'Administration de l'Hygiène publique de l'Equateur n'exigera, en ce qui concerne l'importation, l'enregistrement, l'autorisation et la vente de spécialités pharmaceutiques et médicales, ni attestation ni autres formalités qu'il serait impossible de remplir aux Etats-Unis en raison du manque d'un organisme fédéral dûment autorisé à cet effet.</p>	

Numéro du tarif de l'Equateur	Désignation des articles	Droits de douane maximums Droits spécifiques en sucres de l'Equateur
524	Outils et instruments de toute sorte pour artisans (à l'exception de ceux qui sont destinés aux automobiles ou peuvent être utilisés pour ces véhicules), non dénommés ailleurs, tels que forets, mèches, bigornes, rabots, outils et instruments pour le nettoyage des tubes de chaudières, varlopes de toute sorte, soufflets, faux, limes, clés fixes et anglaises, marteaux, leviers, emporte-pièces, scies à main, scies, tarières, filières, vilbrequins, petits tours ou tours à main, tranchets, enclumes (grandes), diamants montés pour découper le verre, tendeurs de fil de fer et tenailles pour clôtures et parcs à bestiaux, cylindres à mandriner les tubes de chaudières, tenailles à contourner les scies, plombs, calibres et niveaux pour charpentiers et maçons, outils d'acier pour tailleurs de pierre, monte-charges pour poids jusqu'à concurrence de 2 tonnes; tous ces outils en fer, en fonte, en acier ou en bois	10% <i>ad valorem</i>
526	Instruments et outils tels que pelles, houes, machettes pour l'agriculture (sans gaines), pelles, rateaux, fourches à fumier, fourches pour l'arrachage des pommes de terre, pics, pioches, serpes et truelles à main, tous ces instruments avec ou sans manche; arrache-souches et outils analogues employés en agriculture ou pour la préparation du sol	3 1/2% <i>ad valorem</i>
608	Chaudières et moteurs à vapeur de toute sorte, y compris les locomotives et les tenders, machines de traction et moteurs portatifs, machines pour la construction de routes et de canaux d'irrigation, moteurs hydrauliques, moteurs à air chaud, à air comprimé, à pétrole, à essence et au naphte, à l'exception des moteurs destinés aux automobiles pour le transport des voyageurs, compresseurs à air complets et tous appareils mus par l'air comprimé tels que marteaux, forets, ciseaux, etc., grues à main ou à force motrice, plaques tournantes, ascenseurs, machines à percer le roc ou à forer des puits, excavateurs, machines à broyer, à tailler et à polir la pierre, mélangeurs de béton, moutons, marteaux mus par une force motrice, treuils, dragues, cabestans, broyeurs de minerais, machines à faire des briques et des tubes en ciment et, en général, machines à force motrice pour la fabrication des briques d'argile	Exempts
644	Compteurs mécaniques de monnaie, caisses enregistreuses, machines à calculer, machines de comptabilité, pièces détachées pour toutes ces machines	20% <i>ad valorem</i>
648	Machines à coudre à main, avec ou sans caisse, pour couturières et tailleurs pièce	10,00
649	Machines à coudre à pied non dénommées ailleurs, ainsi que toutes les pièces détachées et outils de machines à coudre de toute sorte, à l'exception des aiguilles	10% <i>ad valorem</i>
650	Machines à coudre en général, avec ou sans caisse, dites de table ou de cabinet, pour couturières et tailleurs pièce	25,00
652	Machines à écrire, ainsi que leurs couvercles et pièces détachées	5% <i>ad valorem</i>
667	Batteries d'accumulateurs, leurs parties ou éléments, même pour automobiles, installations de radiotéléphonie ou pour tous autres usages	20% <i>ad valorem</i>
ex 677	Réfrigérateurs automatiques électriques et autres de toutes catégories, avec ou sans moteur, leurs accessoires et pièces détachées	25% <i>ad valorem</i>
679	Piles électriques en général et leurs éléments en métal, charbon ou toute autre matière	P. L. 0,70

Numéro du tarif de l'Équateur	Désignation des articles	Droits de douane maximums Droits spécifiques en sucres de l'Équateur
	La note VIII ainsi conçue : « Aucun des articles rangés sous le N° 679 n'acquittera un droit inférieur à 30% » est abrogée par la présente.	
687	a) Automobiles jusqu'à concurrence d'une valeur de 600 dollars b) De 601 à 900 dollars, pour l'excédent c) De 901 dollars et au-dessus, pour l'excédent d) Autobus et véhicules similaires pour voyageurs e) Parties, pièces de rechange pour la réparation et le remplacement pour automobiles, autobus et camions, carrosseries et châssis d'automobiles, châssis d'autobus, à l'exception des châssis de camions automobiles pour le transport des marchandises et des autobus	30% <i>ad valorem</i> 40% <i>ad valorem</i> 80% <i>ad valorem</i> 30% <i>ad valorem</i>
691	692	20% <i>ad valorem</i> P. L. 1,995
706	a) Camions automobiles et camionnettes pour le transport des marchandises, avec moteurs à explosion, moteurs à combustion interne ou moteurs électriques, importés avec leur carrosserie et leur châssis, y compris les châssis d'autobus	10% <i>ad valorem</i>
900	Bandages, c'est-à-dire enveloppes extérieures pour roues d'automobiles, pleins, creux ou pneumatiques, lisses ou antidérapants, y compris tous les autres bandages pneumatiques pour véhicules, ainsi qu'enveloppes en cuir, renforcées ou non de métal	P. L. 2,10
1086	Toile cirée à base de coton ou d'autres fibres végétales, et imitation de cuir, pour meubles, véhicules et tapisseries, y compris les tapis de table	P. L. 1,96
1089	Tissus en tricot et au crochet, en soie ou en soie artificielle, avec ou sans ouvrage à la main : b) Bas et chaussettes pour hommes et dames, par douzaine de paires	8,66 plus 7% <i>ad valorem</i>
	Cuir et peaux tannés, apprêtés ou teints, sans poils ni laine : a) De veau, vernis, entiers, divisés, refendus, écharnés ou en croûte ex n) Cuir d'empeigne vernis	P. L. 8,50 P. L. 8,50

LISTE II

Paragraphe de la loi tarifaire des États-Unis (1930)	Désignation des articles	Droits de douane maximums Droits spécifiques en dollars des États-Unis
	<p><i>Note</i> : Les dispositions de la présente liste seront interprétées et prendront effet, et l'application des dispositions complémentaires des lois douanières des États-Unis aux dispositions énoncées dans la présente liste sera déterminée, autant que faire se pourra, comme si chacune des dispositions de la présente liste figurait respectivement dans le paragraphe de la Loi douanière de 1930 ou dans l'article de la Loi fiscale de 1932, indiqué dans la colonne qui se trouve à gauche de la désignation des articles.</p>	

Paragraphe de la loi tarifaire des Etats-Unis (1930)	Désignation des articles	Droits de douane maximums Droits spécifiques en dollars des Etats-Unis
752	Bananes, sèches, desséchées ou évaporées	17 ½ % <i>ad valorem</i>
806 a)	Jus de naranjilla (<i>solanum quitoense lam</i>), non spécialement dénommé, contenant moins de un demi pour cent d'alcool	0,35 par gallon
806 b)	Jus concentré de naranjilla (<i>solanum quitoense lam</i>), préparé pour la consommation	0,35 par gallon, sur la quantité de jus de fruits naturels non concentré contenu dans ce jus concentré d'après l'analyse chimique
1504 b) (1)	Chapeaux et bonnets, composés entièrement de fibre de <i>carludovica palmata</i> , connue commercialement sous le nom de fibre ou paille de toquilla, ou dans lesquels cette matière constitue l'élément de principale valeur : Non conformés ni garnis, non blanchis, non teints, non colorés, non teintés	12 ½ % <i>ad valorem</i>
1609	Rocou, préparé ou non, ainsi que ses extraits (ne contenant pas d'alcool)	Exempts
1618	Bananes, vertes ou mûres	Exempts
1618	Figues-bananes, vertes ou mûres	Exempts
1619	Ecorces de quinquina ou autres écorces à quinine	Exempts
1653	Cacao, ou fèves de cacao, ou fèves et écales de cacao	Exempts
1654	Café, à l'exception du café importé à Porto-Rico et sur lequel un droit peut être perçu conformément à l'article 319	Exempt
1684	Kapok, ni préparé ni ouvré d'une manière quelconque	Exempt
1765	Peaux de reptiles, brutes	Exempts
1778	Ivoire végétal	Exempt
1803 (1)	Bois de construction sciés, non autrement ouvrés que rabotés, rainurés et languetés, non dénommés ailleurs	Exempts
1803 (2)	Bois de construction, en billes	Exempts
Article de la loi fiscale de 1932		
601 c) (6)	Bois de construction, bruts, rabotés ou façonnés sur un ou plusieurs côtés, à la condition qu'aucune disposition du présent accord ne soit considérée comme empêchant l'application d'une taxe au taux prévu ci-dessus pour le bois de construction scié ou comme exigeant une réduction en raison du rabotage, du languetage ou du rainurage lors de la détermination de la mesure des planches aux fins de fixer les droits d'importation sur les bois de construction	1,50 par 1.000 pieds (mesure de planches)

N° 4490.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET GUYANE BRITANNIQUE**

Arrangement entre l'Administration des postes des États-Unis d'Amérique et l'Administration des postes de la Guyane britannique relatif à l'échange des colis postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Georgetown, le 13 août 1938, et à Washington, le 6 septembre 1938.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND BRITISH GUIANA**

Parcel Post Agreement between the Postal Administration of the United States of America and the Postal Administration of British Guiana, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Georgetown, August 13th, 1938, and at Washington, September 6th, 1938.

No. 4490. — PARCEL POST AGREEMENT BETWEEN THE POSTAL ADMINISTRATION OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE POSTAL ADMINISTRATION OF BRITISH GUIANA. SIGNED AT GEORGETOWN, AUGUST 13TH, 1938, AND AT WASHINGTON, SEPTEMBER 6TH, 1938.

English official text communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne and by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place December 14th, 1938.

THE POSTAL ADMINISTRATIONS OF BRITISH GUIANA and THE UNITED STATES OF AMERICA (including Alaska, Puerto Rico, the Virgin Islands, Guam, Samoa, and Hawaii) agree to effect a regular direct exchange of parcels between British Guiana and the United States of America.

AGREEMENT.

Article I.

LIMITS OF WEIGHT AND SIZE.

1. A parcel for British Guiana posted in the United States of America shall not exceed 22 pounds in weight, 4 feet in length, and 6 feet in length and girth combined ; and a parcel for the United States of America posted in British Guiana shall not exceed 10 kilograms in weight, 1.05 meters in length, and 1.80 meters in length and girth combined.

2. As regards the exact calculation of the weight and dimensions of a parcel, the view of the dispatching office shall be accepted except in a case of obvious error.

Article II.

TRANSIT OF PARCELS.

1. The two Administrations guarantee the right of transit for parcels over their territory to or from any country with which they respectively have parcel-post communication.

2. Each Postal Administration shall inform the other to which countries parcels may be sent through it as intermediary, and the amount of the charges due to it therefor, as well as other conditions to which the parcels are subject. Transit parcel shall be subject to the provisions of this Agreement and the Detailed Regulations so far as they are applicable.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4490. — ARRANGEMENT ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DE LA GUYANE BRITANNIQUE RELATIF A L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX. SIGNÉ A GEORGETOWN, LE 13 AOUT 1938, ET A WASHINGTON, LE 6 SEPTEMBRE 1938.

Texte officiel anglais communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 14 décembre 1938.

LES ADMINISTRATIONS DES POSTES DE LA GUYANE BRITANNIQUE et DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE (y compris l'Alaska, Porto-Rico, les îles Vierges, Guam, Samoa et Hawaï) conviennent d'instituer un échange direct et régulier de colis postaux entre la Guyane britannique et les Etats-Unis d'Amérique.

ARRANGEMENT

Article premier.

LIMITES DE POIDS ET DE DIMENSIONS.

1. Aucun colis expédié aux Etats-Unis d'Amérique à destination de la Guyane britannique ne devra peser plus de 22 livres, ni mesurer plus de 4 pieds de longueur et plus de 6 pieds, longueur et pourtour réunis ; aucun colis expédié dans la Guyane britannique à destination des Etats-Unis d'Amérique ne devra peser plus de 10 kilogrammes, ni mesurer plus de 1 mètre 05 de longueur et plus de 1 mètre 80, longueur et pourtour réunis.

2. La manière de voir du bureau expéditeur, en ce qui concerne le calcul exact du poids et des dimensions d'un colis, sera considérée comme prévalant, sauf erreur évidente.

Article II.

TRANSIT DES COLIS.

1. Les deux administrations garantissent le droit de transit sur leur territoire aux colis à destination ou en provenance de tout pays avec lequel elles échangent des colis postaux.

2. Chaque administration postale portera à la connaissance de l'autre les pays vers lesquels des colis peuvent être envoyés par son intermédiaire, ainsi que le montant des taxes qui lui sont dues pour ses services et toutes autres conditions auxquelles les colis sont soumis. Les colis en transit seront assujettis aux dispositions du présent arrangement et de son règlement d'exécution, dans la mesure où lesdites dispositions seront applicables.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article III.

PREPAYMENT OF POSTAGE.

The prepayment of the postage on a parcel shall be compulsory, except in the case of a re-directed or returned parcel.

Article IV.

TERRITORIAL AND MARITIME CREDITS.

1. The territorial credit due to British Guiana for parcels addressed for delivery in the service of its territory shall be one franc for each parcel not exceeding eleven pounds in weight and two francs for each parcel over eleven pounds up to twenty-two pounds in weight, respectively.

2. The territorial credit due to the United States of America for parcels addressed for delivery in the service of its territory shall be as follows, computed on the bulk net weight of each dispatch :

For parcels addressed to the United States of America (continent) 0.70 franc per kilogram.

The combined territorial and maritime credits due to the United States of America for parcels addressed for delivery in the service of its possessions are as follows :

For parcels addressed to Alaska, 2.20 francs per kilogram.

For parcels addressed to Puerto Rico and the Virgin Islands, 1.05 francs per kilogram.

For parcels addressed to Samoa, Guam, and Hawaii, 1.85 francs per kilogram.

3. Each Administration reserves the right to vary its territorial rates in accordance with any alterations of these charges which may be decided upon in connection with its parcel-post relations with other countries generally.

4. Three months' advance notice must be given of any increase or reduction of the rates mentioned in Sections 1 and 2 of this Article. Such reduction or increase shall be effective for a period of not less than one year.

Article V.

SEA RATE.

Each of the two Administrations shall be entitled to fix the rate for any sea service which it provides.

Article VI.

FEE FOR CLEARANCE THROUGH THE CUSTOMS.

Each of the two Administrations may collect, in respect of delivery to the Customs and clearance through the Customs, or in respect of delivery to the Customs only, a fee not exceeding 50 centimes per parcel or such other fee as it may from time to time fix for similar services in its parcel-post relations with other countries generally.

Article VII.

DELIVERY TO THE ADDRESSEE. FEE FOR DELIVERY AT THE PLACE OF ADDRESS.

Parcels are delivered to the addressees as quickly as possible in accordance with the conditions in force in the country of destination. Each country may collect in respect of delivery of parcels to the addressee a fee not exceeding 50 centimes per parcel. The same fee may be charged, if the case arises, for each presentation after the first at the addressee's residence or place of business.

Article III.

AFFRANCHISSEMENT.

L'affranchissement des colis postaux est obligatoire, sauf dans le cas de colis réexpédiés ou renvoyés.

Article IV.

TAXES TERRITORIALE ET MARITIME.

1. La taxe territoriale due à la Guyane britannique pour les colis expédiés à destination de son territoire sera de 1 franc par colis ne pesant pas plus de 11 livres et de 2 francs par colis de plus de 11 livres jusqu'à 22 livres.

2. La taxe territoriale due aux Etats-Unis d'Amérique pour les colis expédiés à destination de leur territoire sera calculée comme suit sur le poids net total de chaque envoi :

Pour les colis expédiés à destination des Etats-Unis d'Amérique (continent),
70 centimes par kilo.

Les taxes territoriale et maritime combinées dues aux Etats-Unis d'Amérique pour les colis expédiés à destination de leurs possessions sont les suivantes :

Pour les colis expédiés à destination de l'Alaska, 2 francs 20 par kilo ;

Pour les colis expédiés à destination de Porto-Rico et des îles Vierges, 1 franc 05 par kilo ;

Pour les colis expédiés à destination de Samoa, Guam et Hawaï, 1 franc 85 par kilo.

3. Chaque administration se réserve le droit de modifier ses taxes territoriales conformément à tous changements qu'il pourra être décidé d'apporter auxdites taxes à l'occasion de ses échanges de colis postaux avec d'autres pays en général.

4. Pour toute augmentation ou réduction des taxes mentionnées aux paragraphes 1 et 2 du présent article, il devra être donné un préavis de trois mois. La réduction ou l'augmentation restera en vigueur pendant une année au moins.

Article V.

DROIT DE TRANSPORT MARITIME.

Chacune des deux administrations pourra fixer le droit afférent au service maritime assuré par elle.

Article VI.

DROIT DE DÉDOUANEMENT.

Chacune des deux administrations peut percevoir, soit pour la remise à la douane et le dédouanement, soit pour la remise à la douane seulement, un droit s'élevant à 50 centimes au maximum par colis ou tout autre droit qu'elle pourra fixer de temps à autre pour des services analogues, à l'occasion de ses échanges de colis postaux avec d'autres pays en général.

Article VII.

REMISE AU DESTINATAIRE. DROIT DE REMISE A DOMICILE.

Les colis sont remis au destinataire dans le plus bref délai possible, conformément aux dispositions en vigueur dans le pays de destination. Chaque pays peut percevoir, pour la remise des colis au destinataire, un droit fixé au maximum à 50 centimes par colis. Le même droit est applicable, le cas échéant, à toute présentation autre que la première faite au domicile du destinataire ou au siège de son entreprise.

Article VIII.

CUSTOMS AND OTHER NON-POSTAL CHARGES.

Customs charges and all other non-postal charges shall be paid by the addressees of parcels, except as provided otherwise in this Agreement.

Article IX.

WAREHOUSING CHARGE.

Each of the two Administrations may collect any warehousing charge fixed by its regulations for a parcel which is addressed "Poste Restante" or which is not claimed within the prescribed period.

This charge shall in no case exceed 5 francs.

Article X.

PROHIBITIONS.

1. Postal parcels must not contain any letter, note, or document having the character of an actual and personal correspondence or packets of any kind bearing an address other than that of the addressee of the parcel or of persons dwelling with him.

It is, however, permissible to enclose in a parcel an open invoice confined to the particulars which constitute an invoice, and also a simple copy of the address of the parcel.

2. It is also forbidden to enclose in a parcel :

(a) Articles which from their nature or packing may be a source of danger to the officers of the Post Office or may soil or damage other parcels.

(b) Explosive, inflammable, or dangerous substances (including loaded metal caps, live cartridges, and matches).

(c) Living animals, except bees, leeches, and silkworms which must be packed in suitably constructed boxes.

(d) Articles the admission of which is forbidden by law, or by the Customs or other regulations.

(e) Articles of an obscene or immoral nature.

It is, moreover, forbidden to send coin, platinum, gold or silver, whether manufactured or unmanufactured, precious stones, jewels, or other precious articles in uninsured parcels.

3. A parcel which has been wrongly admitted to the post, shall be returned to the country of origin, unless the Administration of destination is authorized by its legislation to dispose of it otherwise.

Nevertheless, the fact that a parcel contains a letter or communications which constitute an actual and personal correspondence shall not, in any case, entail its return to the country of origin.

4. Explosive, inflammable, or dangerous substances and articles of an obscene or immoral nature shall not be returned to the country of origin ; they shall be disposed of by the Administration which has found them in the mails in accordance with its own internal regulations.

5. If a parcel wrongly admitted to the post is neither returned to origin nor delivered to the addressee the Administration of origin shall be informed in a precise manner of the treatment accorded to the parcel in order that it may take such steps as are necessary.

Article VIII.

DROITS DE DOUANE ET AUTRES DROITS NON POSTAUX.

Les droits de douane et autres droits non postaux seront à la charge des destinataires des colis, sauf dispositions contraires du présent arrangement.

Article IX.

DROIT DE MAGASINAGE.

Chacune des deux administrations pourra percevoir le droit de magasinage fixé par ses règlements pour les colis adressés « poste restante » ou non retirés dans le délai prescrit.

Ce droit ne peut, en aucun cas, excéder 5 francs.

Article X.

INTERDICTIONS.

1. Les colis postaux ne doivent pas contenir de lettre, note ou document ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle, ni de paquets de quelque nature que ce soit portant une autre adresse que celle du destinataire du colis ou de personnes demeurant avec lui.

Il est permis, cependant, d'insérer dans l'envoi une facture ouverte réduite à ses énonciations constitutives, ainsi qu'une simple copie de l'adresse figurant sur le colis.

2. Il est également interdit d'expédier dans les colis postaux :

- a)* Des objets qui, par leur nature ou leur emballage, peuvent présenter du danger pour les agents de l'administration des postes ou salir ou détériorer les autres envois ;
- b)* Des matières explosives, inflammables ou dangereuses (y compris les capsules métalliques chargées, les cartouches chargées et les allumettes) ;
- c)* Des animaux vivants, à l'exception des abeilles, sangsues, vers à soie, qui devront être enfermés dans des boîtes construites de manière appropriée ;
- d)* Des objets dont l'admission est interdite par la loi ou par les règlements de douane ou autres ;
- e)* Des objets obscènes ou immoraux.

Il est, en outre, interdit d'expédier des pièces de monnaie, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries, des bijoux ou d'autres objets précieux, dans des colis sans valeur déclarée ;

3. Tout colis qui aura été admis à tort à l'expédition sera renvoyé au pays d'origine, à moins que l'administration du pays de destination ne soit autorisée par sa législation à lui appliquer un autre traitement.

Néanmoins, le fait qu'un colis contient une lettre ou des communications ayant le caractère d'une correspondance actuelle et personnelle ne peut en aucun cas entraîner le renvoi au pays d'origine.

4. Les matières explosives, inflammables ou dangereuses, ainsi que les objets obscènes ou immoraux, ne seront pas renvoyés au pays d'origine. L'administration qui les aura découverts dans le courrier les traitera de la manière prévue par son propre règlement intérieur.

5. Si un colis admis à tort à l'expédition n'est ni renvoyé au pays d'origine ni remis au destinataire, l'administration du pays d'origine doit être informée, d'une manière précise, du traitement appliqué à ce colis pour qu'elle puisse prendre éventuellement les mesures qui s'imposent.

Article XI.

ADVICE OF DELIVERY.

1. The sender may obtain an advice of delivery for an insured parcel under the conditions prescribed for postal packets by the Convention of the Universal Postal Union. An advice of delivery cannot be obtained for an uninsured parcel.

2. The Administration of origin may collect from the sender who requests an advice of delivery, such fee as may from time to time be prescribed by its regulations.

Article XII.

REDIRECTION.

1. A parcel may be redirected in consequence of the addressee's change of address in the country of destination. The Administration of destination may collect the redirection charge prescribed by its internal regulations. Similarly, a parcel may be redirected from one of the two countries which are Parties to this Agreement to a third country provided that the parcel complies with the conditions required for its further conveyance and provided, as a rule, that the extra postage is prepaid at the time of redirection or documentary evidence is produced that the addressee will pay it.

2. Additional charges levied in respect of redirection and not paid by the addressee or his representative shall not be canceled in case of further redirection or of return to origin, but shall be collected from the addressee or from the sender as the case may be, without prejudice to the payment of any special charges incurred which the Administration of destination does not agree to cancel.

Article XIII.

MISSENT PARCELS.

Parcels received out of course, or wrongly allowed to be dispatched, shall be retransmitted or returned in accordance with the provisions of Article 1, Section 2, and Article 15, Sections 1 and 2, of the Detailed Regulations.

Article XIV.

NON-DELIVERY.

1. The sender may request at the time of posting that, if the parcel cannot be delivered as addressed, it may be either (a) treated as abandoned or (b) tendered for delivery at a second address in the country of destination. No other alternative is admissible. If the sender avails himself of this facility, his request must appear on the dispatch note and must be in conformity with or analogous to one of the following forms :

“ If not deliverable as addressed, abandon. ”

“ If not deliverable as addressed, deliver to..... ”

The same request must also be written on the cover of the parcel.

2. In the absence of a request by the sender to the contrary, a parcel that cannot be delivered shall be returned to the sender without previous notification and at his expense thirty days after its arrival at the office of destination.

Nevertheless, a parcel which is definitely refused by the addressee shall be returned immediately.

3. The charges due on returned undeliverable parcels shall be recovered in accordance with the provisions of Article XXIX.

Article XI.

AVIS DE RÉCEPTION.

1. L'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée pourra obtenir un avis de réception dans les conditions prescrites pour les colis postaux par la Convention de l'Union postale universelle. Il ne sera pas délivré d'avis de réception pour les colis sans valeur déclarée.

2. L'administration du pays d'origine peut percevoir de l'expéditeur qui demande un avis de réception le droit qu'elle aura pu fixer de temps à autre par ses règlements.

Article XII.

RÉEXPÉDITION.

1. La réexpédition d'un colis peut être effectuée par suite d'un changement d'adresse du destinataire dans le pays de destination. L'administration du pays de destination peut percevoir la taxe de réexpédition fixée par ses règlements intérieurs. De même, un colis postal pourra être réexpédié de l'un des deux pays Parties au présent arrangement vers un autre pays, pourvu que le colis réponde aux conditions requises pour le nouveau transport et qu'en règle générale, la taxe supplémentaire soit payée au moment de la réexpédition ou que la preuve soit fournie que cette taxe sera versée par le destinataire.

2. Les taxes supplémentaires perçues pour la réexpédition d'un colis et non payées par le destinataire ou son représentant ne seront pas annulées en cas de nouvelle réexpédition ultérieure ou de renvoi du colis à origine, mais elles seront perçues sur le destinataire ou sur l'expéditeur, selon le cas, sans préjudice du remboursement de tous les frais spéciaux dont l'administration du pays de destination n'accorde pas l'annulation.

Article XIII.

COLIS ENVOYÉS DANS UNE FAUSSE DIRECTION.

Les colis parvenus en fausse direction ou admis à tort à l'expédition seront transmis ou renvoyés suivant les prescriptions de l'article premier, paragraphe 2, et de l'article 15, paragraphes 1 et 2, du règlement d'exécution.

Article XIV.

NON-REMISE.

1. L'expéditeur aura la faculté de demander, au moment du dépôt, que si le colis ne pouvait être remis à l'adresse indiquée, il soit, ou bien *a)* traité comme abandonné, ou bien *b)* présenté à une seconde adresse dans le pays de destination. Aucune autre possibilité ne sera admise. Si l'expéditeur fait usage de cette faculté, sa demande devra figurer sur le bulletin d'expédition, la formule devant être la suivante ou une formule analogue :

« En cas de non-livraison à l'adresse indiquée, à mettre au rebut. »

« En cas de non-livraison à l'adresse indiquée, à remettre à l'adresse ci-dessous... »

La même demande doit également figurer sur l'enveloppe du colis.

2. Sauf demande contraire de la part de l'expéditeur, tout colis qui n'aura pu être délivré à l'adresse indiquée sera renvoyé à l'expéditeur, sans préavis et à ses frais, trente jours après son arrivée au bureau de destination.

Néanmoins, tout colis qui aura été formellement refusé par le destinataire sera renvoyé immédiatement.

3. Les droits à percevoir sur les colis non délivrés au destinataire et renvoyés à l'origine seront recouverts conformément aux dispositions de l'article XXIX.

Article XV.

CANCELATION OF CUSTOMS CHARGES.

The Customs charges on parcels sent back to the country of origin or redirected to another country shall be canceled both in British Guiana and the United States of America.

Article XVI.

SALE. DESTRUCTION.

Articles of which the early deterioration or corruption is to be expected, and these only, may be sold immediately, even when in transit on the outward or return journey, without previous notice or judicial formality. If for any reason a sale is impossible, the spoilt or putrid articles shall be destroyed.

Article XVII.

ABANDONED PARCELS.

Parcels which cannot be delivered to the addressees and which the senders have abandoned shall not be returned by the Administration of destination, but shall be treated in accordance with its regulations. No claim shall be made by the Administration of destination against the Administration of origin in respect of such parcels.

Article XVIII.

INQUIRIES.

1. A fee not exceeding 60 centimes may be charged for every inquiry concerning a parcel. No fee shall be charged if the sender has already paid the special fee for an advice of delivery.
2. Inquiries shall be admitted only if made by the sender within the period of one year from the day following the date of posting of the parcel.
3. When an inquiry is the outcome of an irregularity in the postal service, the inquiry fee shall be refunded.

Article XIX.

INSURED PARCELS. RATES AND CONDITIONS.

1. Parcels may be insured up to a limit of 500 francs or its equivalent in the currency of the country of origin.
2. The Administration of origin is entitled to collect from the sender of an insured parcel an insurance fee fixed according to its internal regulations.
3. The Administration of origin is also entitled to collect from the sender of an insured parcel a dispatch fee not exceeding 50 centimes.
4. A receipt must be given free of charge, at the time of posting, to the sender of an insured parcel.

Article XX.

FRAUDULENT INSURANCE.

The insured value may not exceed the actual value of the contents of the parcel but it is permitted to insure only part of this value.

Article XV.

ANNULATION DES DROITS DE DOUANE.

Les droits de douane sur les colis renvoyés au pays d'origine ou réexpédiés à destination d'un autre pays seront annulés aussi bien en Guyane britannique qu'aux États-Unis d'Amérique.

Article XVI.

VENTE. DESTRUCTION.

Les articles sujets à une prompte détérioration ou corruption peuvent seuls être vendus immédiatement, même en route, à l'aller ou au retour, sans avis préalable et sans formalités judiciaires. Si, pour une raison quelconque, il est impossible de procéder à la vente, les objets détériorés ou corrompus seront détruits.

Article XVII.

COLIS ABANDONNÉS.

Les colis qui n'ont pu être délivrés au destinataire et dont les expéditeurs ont fait abandon ne seront pas renvoyés par l'administration du pays de destination, qui les traitera conformément à ses règlements. Aucune réclamation ne pourra être adressée par l'administration du pays de destination à celle du pays d'origine au sujet de ces colis.

Article XVIII.

RÉCLAMATIONS.

1. Toute réclamation concernant un colis pourra donner lieu à la perception d'un droit de 60 centimes au maximum.

Aucun droit n'est perçu si l'expéditeur a déjà acquitté le droit spécial afférent à l'avis de réception.

2. Les réclamations ne seront admises que si elles sont adressées par l'expéditeur dans le délai d'une année à compter du lendemain du dépôt du colis.

3. Lorsqu'une réclamation aura été motivée par une faute de service, le montant du droit sera restitué.

Article XIX.

COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE. TAXES ET CONDITIONS.

1. Les colis pourront être envoyés avec valeur déclarée jusqu'à concurrence d'une somme de 500 francs ou de son équivalent dans la monnaie du pays d'origine.

2. L'administration du pays d'origine a le droit de percevoir de l'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée un droit d'assurance fixé conformément aux dispositions de son règlement intérieur.

3. L'administration du pays d'origine pourra également percevoir de l'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée un droit d'expédition qui ne pourra dépasser 50 centimes.

4. L'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée recevra sans frais, au moment du dépôt, un récépissé de son envoi.

Article XX.

DÉCLARATION FRAUDULEUSE DE VALEUR.

La valeur déclarée ne peut pas dépasser la valeur réelle du contenu du colis, mais il est permis de ne déclarer qu'une partie de cette valeur.

The fraudulent insurance of a parcel for a sum exceeding the actual value shall be subject to any legal proceedings which may be admitted by the laws of the country of origin.

A parcel the contents of which have no pecuniary value may, however, be insured for a nominal sum in order to obtain the safeguards of the insurance system.

Article XXI.

RESPONSIBILITY FOR LOSS, DAMAGE, OR ABSTRACTION.

1. Except in the cases mentioned in the following Article, the two Administrations shall be responsible for the loss of insured parcels only and for the loss, damage, or abstraction of their contents or of a part thereof.

The sender or other rightful claimant is entitled under this head to compensation corresponding to the actual amount of the loss, damage, or abstraction.

The amount of compensation for an insured parcel shall not exceed the amount for which it was insured.

In cases where the loss, damage, or abstraction occurs in the service of the country of destination, the Administration of destination may pay compensation to the addressee at its own expense and without consulting the Administration of origin, provided that the addressee can prove that the sender has waived his rights in the addressee's favor.

2. In calculating the amount of compensation, indirect loss or loss of profits shall not be taken into consideration.

3. Compensation shall be calculated on the current price of goods of the same nature at the place and time at which the goods were accepted for transmission or, in the absence of current price, at the ordinary estimated value.

4. Where compensation is due for the loss, destruction, or complete damage of an insured parcel or for the abstraction of the whole of the contents, the sender is entitled to the return of the postage also, if claimed.

5. In all cases insurance fees and, if the case arises, the dispatch fee, shall be retained by the Administrations concerned.

6. In the absence of special agreement to the contrary between the countries involved, which agreement may be made by correspondence, no indemnity will be paid by either country for the loss of transit insured parcels, that is, parcels originating in a country not participating in this Agreement and destined for one of the two contracting countries or parcels originating in one of the two contracting countries and destined for a country not participating in this Agreement.

7. When an insured parcel originating in one country and destined to be delivered in the other country is reforwarded from there to a third country or is returned to a third country, at the request of the sender or of the addressee, the party entitled to the indemnity in case of loss, rifling, or damage occurring subsequent to the reforwarding or return of the parcel by the original country of destination, can lay claim, in such a case, only to the indemnity which the country where the loss, rifling, or damage occurred consents to pay, or which that country is obliged to pay in accordance with the agreement made between the countries directly interested in the reforwarding or return. Either of the two countries signing the present Agreement which wrongly forwards an insured parcel to a third country is responsible to the sender to the same extent as the country of origin, that is, within the limits of the present Agreement.

Article XXII.

EXCEPTIONS TO THE PRINCIPLE OF RESPONSIBILITY.

The two Administrations shall be relieved from all responsibility :

(a) In cases beyond control (*force majeure*).

Toute déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle de l'envoi est passible des poursuites judiciaires que peut comporter la législation du pays d'origine.

Toutefois, un colis dont le contenu n'a pas de valeur pécuniaire pourra être assuré pour une somme nominale afin de bénéficier des garanties du système de la déclaration de valeur.

Article XXI.

RESPONSABILITÉ EN CAS DE PERTE, D'AVARIE OU DE SPOLIATION.

1. Sauf dans les cas prévus à l'article suivant, les deux administrations ne répondent que de la perte des colis avec valeur déclarée, ainsi que de la perte, de l'avarie ou de la spoliation de tout ou partie de leur contenu.

L'expéditeur ou toute autre personne qualifiée a droit de ce chef à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, de l'avarie ou de la spoliation.

Pour les colis avec valeur déclarée, cette indemnité ne peut dépasser le montant pour lequel le colis a été assuré.

Dans le cas où la perte, l'avarie ou la spoliation se produisent dans le service du pays de destination, l'administration de ce pays pourra verser une indemnité au destinataire, à ses propres frais, sans consulter l'administration du pays d'origine, à la condition que le destinataire puisse prouver que l'expéditeur a renoncé à ses droits en sa faveur.

2. Dans le calcul du montant de l'indemnité, il ne sera pas tenu compte des dommages indirects ou des bénéfices non réalisés.

3. L'indemnité sera calculée d'après le prix courant des marchandises de même nature au lieu et à l'époque où la marchandise a été acceptée au transport ; en cas d'absence de prix courant, elle sera calculée d'après la valeur d'estimation ordinaire des marchandises.

4. Dans le cas où une indemnité est due pour la perte, la destruction ou l'avarie complète d'un colis avec valeur déclarée, ou pour la spoliation de la totalité de son contenu, l'expéditeur a droit, en outre, au remboursement de la taxe d'affranchissement.

5. Dans tous les cas, les droits d'assurance et, s'il y a lieu, le droit d'expédition, restent acquis aux administrations intéressées.

6. En l'absence d'un accord contraire spécial entre les pays intéressés — accord qui peut être conclu par correspondance —, il ne sera pas versé d'indemnité par l'un ou l'autre des deux pays pour la perte de colis avec valeur déclarée en transit, c'est-à-dire de colis dont le lieu d'expédition est situé dans un pays non partie au présent arrangement, et le lieu de destination, dans l'un des deux pays contractants, ou de colis dont le lieu d'origine est situé dans l'un des deux pays contractants, et le lieu de destination, dans un pays non partie au présent arrangement.

7. Dans le cas où un colis avec valeur déclarée expédié de l'un des deux pays à destination de l'autre est réexpédié de ce dernier dans un troisième pays ou est renvoyé dans un troisième pays, sur la demande de l'expéditeur ou du destinataire, la partie qui a droit à l'indemnité en cas de perte, de spoliation ou d'avarie survenant après que le colis a été réexpédié ou renvoyé par le pays de première destination, ne peut réclamer dans ce cas que l'indemnité que le pays où s'est produite la perte, la spoliation ou l'avarie consent à payer ou est obligé de payer en vertu de l'accord conclu entre les pays directement intéressés à la réexpédition ou au renvoi. Si l'un ou l'autre des deux pays signataires du présent arrangement expédie à tort, dans un troisième pays, un colis avec valeur déclarée, il sera responsable vis-à-vis de l'expéditeur, au même titre que le pays d'origine, c'est-à-dire dans les limites du présent arrangement.

Article XXII.

EXCEPTIONS AU PRINCIPE DE LA RESPONSABILITÉ.

Les deux administrations sont dégagées de toute responsabilité :

a) En cas de force majeure ;

(b) When, their responsibility not having been proved otherwise, they are unable to account for parcels in consequence of the destruction of official documents through a cause beyond control (*force majeure*).

(c) When the damage has been caused by the fault or negligence of the sender, or when it arises from the nature of the article.

(d) For parcels the contents of which fall under the ban of one of the prohibitions mentioned in Article X.

(e) For parcels which have been fraudulently insured for a sum exceeding the actual value of the contents, or for parcels seized by the Customs for false declaration of contents.

(f) In respect of parcels regarding which the sender has not made inquiry within the period prescribed by Article XVIII.

(g) In respect of any parcels containing precious stones, jewelry, or any article of gold, silver, or platinum exceeding 2,500 francs in value not packed in a box of the size prescribed by Article 6, Section 3, of the Detailed Regulations.

(h) For parcels which contain matter of no intrinsic value or perishable matter, or which did not conform to the stipulations of this Agreement, or which were not posted in the manner prescribed; but the country responsible for the loss, rifling, or damage may pay indemnity in respect of such parcels without recourse to the other Administration.

Article XXIII.

TERMINATION OF RESPONSIBILITY.

The two Administrations shall cease to be responsible for parcels which have been delivered in accordance with their internal regulations and of which the owners or their agents have accepted delivery without reservation.

Responsibility is, however, maintained when the addressee or, in case of return, the sender makes reservations in taking delivery of a parcel the contents of which have been abstracted or damaged.

Article XXIV.

PAYMENT OF COMPENSATION.

The payment of compensation shall be undertaken by the Administration of origin except in the cases indicated in Article XXI, Section 1, where payment is made by the Administration of destination. The Administration of origin may, however, after obtaining the sender's consent, authorize the Administration of destination to settle with the addressee. The paying Administration retains the right to make a claim against the Administration responsible.

Article XXV.

PERIOD FOR PAYMENT OF COMPENSATION.

1. Compensation shall be paid as soon as possible and, at the latest, within one year from the day following the date of the inquiry.

2. The Administration responsible for making payment is authorized to settle with the claimant on behalf of the other Administration if the latter, after being duly informed of the application, has let nine months pass without giving a decision in the matter.

3. The Administration responsible for making payment may, exceptionally, postpone it beyond the period of one year when a decision has not yet been reached upon the question whether the loss, damage, or abstraction is due to a cause beyond control.

b) Lorsque, leur responsabilité n'ayant pas été établie par ailleurs, elles ne peuvent rendre compte des colis par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure ;

c) Lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur, ou lorsqu'il provient de la nature de l'objet ;

d) Pour les colis dont le contenu tombe sous le coup d'une des interdictions prévues à l'article X ;

e) Pour les colis qui ont fait l'objet d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu, ou pour les colis saisis par la douane pour fausse déclaration du contenu ;

f) Pour les colis au sujet desquels l'expéditeur n'a pas déposé de réclamation dans le délai prescrit à l'article XVIII ;

g) Pour les colis contenant des pierres, de la bijouterie ou des objets en or, argent ou platine, d'une valeur supérieure à 2.500 francs et qui n'auraient pas été emballés dans une boîte de la dimension prescrite à l'article 6, paragraphe 3, du règlement d'exécution ;

h) Pour les colis contenant des objets n'ayant pas de valeur intrinsèque ou des denrées périssables, ou qui ne sont pas conformes aux stipulations du présent arrangement, ou qui n'ont pas été expédiés de la manière prescrite ; toutefois, le pays responsable de la perte, de la spoliation ou de l'avarie pourra verser une indemnité pour lesdits colis sans recourir à l'autre administration.

Article XXIII.

CESSATION DE LA RESPONSABILITÉ.

Les deux administrations cessent d'être responsables des colis dont elles ont effectué la remise dans les conditions prescrites par leurs règlements intérieurs et dont les propriétaires ou leurs représentants ont accepté la livraison sans réserve.

Toutefois, elles restent responsables lorsque le destinataire ou, en cas de retour à l'origine, l'expéditeur formule des réserves en prenant livraison de colis dont le contenu a été spolié ou avarié.

Article XXIV.

PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

Le paiement de l'indemnité incombe à l'administration du pays d'origine, sauf dans les cas mentionnés à l'article XXI, paragraphe 1, où le paiement est effectué par l'administration du pays de destination. Après avoir obtenu le consentement de l'expéditeur, l'administration du pays d'origine peut, cependant, autoriser l'administration du pays de destination à désintéresser le destinataire. L'administration payante conserve un droit de recours contre l'administration responsable.

Article XXV.

DÉLAI DE PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

1. Le paiement de l'indemnité doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour de la réclamation.

2. L'administration à laquelle incombe le paiement est autorisée à désintéresser l'ayant droit pour le compte de l'autre administration, si cette dernière, régulièrement saisie de la demande, a laissé s'écouler neuf mois sans donner de solution à l'affaire.

3. L'administration à laquelle incombe le paiement peut différer exceptionnellement le règlement de l'indemnité au delà de ce délai d'une année, lorsque la question de savoir si la perte, l'avarie ou la spoliation de l'envoi est due à un cas de force majeure n'a pas encore été tranchée.

Article XXVI.

INCIDENCE OF COST OF COMPENSATION.

1. Until the contrary is proved responsibility shall rest with the Administration which, having received the parcel from the other Administration without making any reservation and having been furnished with all the particulars for investigation prescribed by the regulations, cannot establish either proper delivery to the addressee or his agent, or other proper disposal of the parcel.

2. When the loss, rifling, or damage of an insured parcel is detected upon opening the receptacle at the receiving exchange office and has been regularly pointed out to the dispatching exchange office, the responsibility falls on the Administration to which the latter office belongs, unless it be proved that the irregularity occurred in the service of the receiving Administration.

3. If, in the case of a parcel dispatched from one of the two countries for delivery in the other, the loss, damage, or abstraction has occurred in course of conveyance without it being possible to prove in the service of which country the irregularity took place, the two Administrations shall bear the amount of compensation in equal shares.

4. By paying compensation the Administration concerned takes over, to the extent of the amount paid, the rights of the person who has received compensation in any action which may be taken against the addressee, the sender, or a third party.

5. If a parcel which has been regarded as lost is subsequently found, in whole or in part, the person to whom compensation has been paid shall be informed that he is at liberty to take possession of the parcel against repayment of the amount paid as compensation.

Article XXVII.

REPAYMENT OF THE COMPENSATION TO THE ADMINISTRATION OF ORIGIN.

The Administration responsible and on whose account the payment is made in accordance with Article XXIV is bound to repay the amount of the compensation within a period of six months after notification of payment. The amount shall be recovered from the Administration responsible through the accounts provided for in Article 21 of the Detailed Regulations.

The Administration whose responsibility is duly proved and which has originally declined to pay compensation is bound to bear all the additional charges resulting from the unwarranted delay in payment.

Article XXVIII.

CREDITS FOR CONVEYANCE.

For each parcel dispatched from one of the two countries for delivery in the other, the dispatching office shall allow to the office of destination the rates which accrue to it by virtue of the provisions of Articles IV and V.

For each parcel dispatched from one of the two countries in transit through the other, the dispatching office shall allow to the other office the rates due for the conveyance and insurance of the parcel.

Article XXIX.

CLAIMS IN CASE OF REDIRECTION OR RETURN.

In case of the redirection or of the return of a parcel from one country to the other, the retransmitting Administration shall claim from the other Administration the charges due to it and to any other Administration taking part in the redirection or return. The claim shall be made on the parcel bill relating to the mail in which the parcel is forwarded.

Article XXVI.

DÉTERMINATION DE LA RESPONSABILITÉ.

1. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'administration qui, ayant reçu le colis de l'autre administration sans faire d'observations et étant mise en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut établir ni la délivrance au destinataire ou à son représentant ni l'application de tout autre traitement régulier.

2. Lorsque la perte, la spoliation ou l'avarie d'un colis avec valeur déclarée a été constatée par le bureau d'échange destinataire au moment de l'ouverture des sacs postaux et a été dûment notifiée au bureau d'échange expéditeur, la responsabilité incombera à l'administration dont relève le bureau d'échange expéditeur, à moins qu'il ne soit prouvé que l'irrégularité s'est produite dans le service de l'administration qui a reçu le colis.

3. Si, dans le cas d'un colis expédié de l'un des deux pays à destination de l'autre, la perte, l'avarie ou la spoliation s'est produite en cours de transport, sans qu'il soit possible d'établir dans le service de quel pays l'irrégularité a eu lieu, les deux administrations supporteront les frais d'indemnité par parties égales.

4. Par le fait du paiement de l'indemnité, l'administration intéressée est subrogée, jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité, dans les droits de la personne qui l'a reçue pour tout recours éventuel, soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur ou contre un tiers.

5. En cas de découverte ultérieure de tout ou partie d'un colis considéré comme perdu, la personne à qui l'indemnité a été payée doit être avisée qu'elle peut prendre possession du colis contre restitution du montant de l'indemnité versée.

Article XXVII.

REMBOURSEMENT DE L'INDEMNITÉ A L'ADMINISTRATION DU PAYS D'ORIGINE.

L'administration responsable et pour le compte de laquelle le paiement est effectué, conformément aux dispositions de l'article XXIV, est tenue de rembourser le montant de l'indemnité dans un délai de six mois, après vérification du paiement. Ce montant sera recouvré sur l'administration responsable par la voie des décomptes prévus à l'article 21 du règlement d'exécution.

L'administration dont la responsabilité est dûment établie et qui a tout d'abord décliné le paiement de l'indemnité doit prendre à sa charge tous les frais accessoires résultant du retard non justifié apporté au paiement.

Article XXVIII.

BONIFICATIONS DE TRANSPORT.

Pour chaque colis expédié par l'un des deux pays à destination de l'autre, le bureau expéditeur bonifie au bureau destinataire les droits qui lui reviennent en vertu des dispositions des articles IV et V.

Pour chaque colis expédié par l'un des deux pays en transit par le territoire de l'autre, le bureau expéditeur bonifiera à l'autre les droits afférents au transport et à l'assurance du colis.

Article XXIX.

REPRISES EN CAS DE RÉEXPÉDITION OU DE RENVOI.

En cas de réexpédition ou de renvoi d'un colis d'un pays à l'autre, l'administration réexpéditrice reprendra sur l'autre les droits qui lui sont dus à elle-même, ainsi qu'à toute autre administration qui aura participé à la réexpédition ou au renvoi. La reprise sera notifiée sur la feuille de route afférente au courrier avec lequel le colis est renvoyé.

Article XXX.

CHARGE FOR REDIRECTION IN THE COUNTRY OF DESTINATION.

In case of further redirection or of return to the country of origin, the redirection charge prescribed by Article XII, Section I, shall accrue to the country which redirected the parcel within its own territory.

Article XXXI.

MISCELLANEOUS FEES.

The following fees shall be retained in full by the Administration which has collected them :

- (a) The fee for advice of delivery referred to in Article XI.
- (b) The inquiry fee referred to in Article XVIII, Section I.
- (c) The dispatch fee for an insured parcel referred to in Article XIX, Section 3.
- (d) The fee for Customs clearance referred to in Article VI.
- (e) The delivery fee referred to in Article VII.

Article XXXII.

INSURANCE FEE.

Each Administration shall retain for itself the insurance fee payable on insured parcels.

Article XXXIII.

RECALL AND CHANGE OF ADDRESS.

So long as a parcel has not been delivered to the addressee, the sender may recall it or cause its address to be altered. The Postal Administration of the country of origin may collect and retain for the service, the charge fixed by its internal regulations. The requests for recall or change of address of parcels to be delivered in the United States of America shall be addressed to the Central Administration at Washington ; those relating to parcels for delivery in British Guiana shall be addressed to the Postmaster General, Georgetown.

Article XXXIV.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

1. The francs and centimes mentioned in this Agreement are gold francs and centimes as defined in the Universal Postal Union Convention.
2. Parcels shall not be subjected to any postal charges other than those contemplated in this Agreement except by mutual consent of the two Administrations.
3. In extraordinary circumstances, either Administration may temporarily suspend the parcel post, either entirely or partially, on condition of giving immediate notice, if necessary by telegraph, to the other Administration.
4. The two Administrations have drawn up the following Detailed Regulations for insuring the execution of the present Agreement. Further matters of detail not inconsistent with the general provisions of this Agreement and not provided for in the Detailed Regulations may be arranged from time to time by mutual consent.
5. The internal regulations of British Guiana and the United States of America shall remain applicable as regards everything not provided for by the stipulations contained in the present Agreement and in the Detailed Regulations for its execution.

Article XXX.

TAXE DE RÉEXPÉDITION DANS LE PAYS DE DESTINATION.

En cas de réexpédition ultérieure ou de renvoi au pays d'origine, la taxe de réexpédition prévue à l'article XII, paragraphe 1, est acquise au pays qui aura effectué la réexpédition dans les limites de son territoire.

Article XXXI.

DROITS DIVERS.

Sont acquis en entier à l'administration qui les aura perçus :

- a) Le droit afférent à l'avis de réception prévu à l'article XI ;
- b) Le droit de réclamation prévu à l'article XVIII, paragraphe 1 ;
- c) Le droit d'expédition pour les colis avec valeur déclarée prévu à l'article XIX, paragraphe 3 ;
- d) Le droit de dédouanement prévu à l'article VI ;
- e) Le droit de remise au destinataire prévu à l'article VII.

Article XXXII.

DROIT D'ASSURANCE.

Chaque administration conservera le droit d'assurance payable sur les colis avec valeur déclarée.

Article XXXIII.

RETRAIT ET MODIFICATION D'ADRESSE.

Tant qu'un colis n'aura pas été remis au destinataire, l'expéditeur pourra le faire retirer ou en faire modifier l'adresse. L'administration postale du pays d'origine peut percevoir et conserver pour ce service le droit fixé par ses règlements intérieurs. Les demandes de retrait ou de modification d'adresse des colis qui doivent être délivrés aux Etats-Unis d'Amérique seront adressées à l'Administration centrale à Washington ; celles qui ont trait à des colis qui doivent être délivrés en Guyane britannique seront adressées au directeur général des postes à Georgetown.

Article XXXIV.

DISPOSITIONS DIVERSES.

1. Les francs et centimes mentionnés dans le présent arrangement sont des francs et centimes-
or tels qu'ils sont définis dans la Convention de l'Union postale universelle.

2. Les colis ne pourront être soumis à d'autres taxes postales que celles qui sont prévues dans le présent arrangement, sauf avec le consentement mutuel des deux administrations.

3. Dans des circonstances extraordinaires, l'une ou l'autre des deux administrations pourra suspendre à titre temporaire le service des colis postaux, soit entièrement, soit partiellement, à condition d'en aviser immédiatement l'autre administration, par télégraphe en cas de nécessité.

4. Pour assurer l'exécution du présent arrangement, les deux administrations ont établi le règlement d'exécution ci-après. Les autres questions de détail, si elles ne sont pas incompatibles avec les dispositions générales du présent arrangement et si elles ne sont pas prévues dans le règlement d'exécution, pourront être réglées de temps à autre par les deux administrations, d'un commun accord.

5. La législation intérieure de la Guyane britannique et des Etats-Unis d'Amérique restera applicable pour toutes les questions non prévues par les stipulations du présent arrangement et de son règlement d'exécution.

Article XXXV.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE AGREEMENT.

1. This Agreement substitutes and abrogates the Parcels Post Convention signed at Washington, the third day of February 1892.
2. It shall come into force on the first day of October 1938, and shall remain in operation until the expiration of six months from the date on which it may have been denounced by either of the two Administrations.

In witness whereof the undersigned, duly authorized for that purpose, have signed the present Agreement and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate and signed at Washington, the 6th day of September 1938 and at Georgetown, the 13th day of August 1938.

(Seal) James A. FARLEY,
*The Postmaster General
of the United States of America.*

J. O. REILLY,
*The Postmaster General
of British Guiana.*

DETAILED REGULATIONS

FOR CARRYING OUT THE PARCEL POST AGREEMENT BETWEEN BRITISH GUIANA AND THE UNITED STATES OF AMERICA.

Article 1.

CIRCULATION.

1. Each Administration shall forward by the routes and means which it uses for its own parcels, parcels delivered to it by the other Administration for conveyance in transit through its territory.
2. Missent parcels shall be retransmitted to their proper destination by the most direct route at the disposal of the office retransmitting them. Insured parcels, when missent, may not be reforwarded to their destination except as insured mail. If this is impossible, they must be returned to origin.

Article 2.

METHOD OF TRANSMISSION. PROVISION OF BAGS.

1. The exchange of parcels between the two countries shall be effected by the offices appointed by agreement between the two Administrations.
2. Parcels shall be exchanged between the two countries in bags duly fastened and sealed. In the absence of any arrangement to the contrary, the transmission of parcels dispatched by one of the two contracting countries in transit through the other shall be effected "à découvert".

Article XXXV.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE L'ARRANGEMENT.

1. Le présent arrangement abroge et remplace la Convention relative à l'échange des colis postaux, signée à Washington le 3 février 1892.

2. Il prendra effet le 1^{er} octobre 1938 et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois après la date à laquelle il aura pu être dénoncé par l'une ou l'autre des deux administrations.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent arrangement et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double expédition et signé à Washington, le 6 septembre 1938, et à Georgetown, le 13 août 1938.

(Sceau) James A. FARLEY,
*Directeur général des Postes
des Etats-Unis d'Amérique.*

J. O. REILLY,
*Directeur général des Postes
de la Guyane britannique.*

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION

DE L'ARRANGEMENT RELATIF A L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX ENTRE LA GUYANE BRITANNIQUE
ET LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Article premier.

ACHEMINEMENT.

1. Chaque administration doit acheminer par les voies et moyens qu'elle emploie pour ses propres colis les colis postaux qui lui sont remis par l'autre administration pour être expédiés en transit par son territoire.

2. Les colis envoyés en fausse direction sont réexpédiés sur leur véritable destination par la voie la plus directe dont peut disposer le bureau réexpéditeur. Les colis avec valeur déclarée expédiés en fausse direction ne peuvent être réexpédiés sur leur véritable destination que comme colis avec valeur déclarée. Si cela est impossible, ils doivent être renvoyés au pays d'origine.

Article 2.

MODE DE TRANSMISSION. FOURNITURE DES SACS.

1. L'échange des colis entre les deux pays est effectué par les bureaux désignés d'accord entre les deux administrations.

2. Les colis sont échangés entre les deux pays dans des sacs dûment fermés et scellés.

En l'absence d'arrangement contraire, la transmission des colis envoyés par l'un des deux pays contractants en transit par l'intermédiaire de l'autre s'opère à découvert.

3. A label showing the office of exchange of origin and the office of exchange of destination shall be attached to the neck of each bag, the number of parcels contained in the bag being indicated on the back of the label.

4. The bag containing the parcel bill and other documents shall be distinctively labeled.

5. Insured parcels shall be forwarded in separate bags from ordinary parcels. The neck label attached to any bag containing insured parcels shall be marked with any distinctive symbol that may from time to time be agreed upon by the two Administrations.

6. The weight of any bag of parcels shall not exceed 36 kilograms (80 pounds avoirdupois).

7. The Postal Administrations of British Guiana and the United States of America shall provide the respective bags necessary for the dispatch of their parcels and each bag shall be marked to show the name of the office or country to which it belongs.

8. Bags must be returned empty to the dispatching office by the next mail. Empty bags to be returned are to be made up in bundles of ten, enclosing nine bags in one. The total number of bags returned shall be entered on the relative parcel bills.

9. Each Administration shall be required to make good the value of any bags which it fails to return.

Article 3.

INFORMATION TO BE FURNISHED.

1. Each Administration shall communicate to the other Administration all necessary information on points of detail in connection with the exchange of parcels between the two Administrations and also :

(a) The names of the countries to which it can forward parcels handed over to it.

(b) The routes available for the transmission of the said parcels from the point of entry into its territory or into its service.

(c) The total amount to be credited to it by the other Administration for each destination.

(d) The number of Customs declarations which must accompany each parcel.

(e) Any other necessary information.

2. Each Administration shall make known to the other the names of the countries to which it intends to send parcels in transit through the other.

Article 4.

FIXING OF EQUIVALENTS.

In fixing the charges for parcels, either Administration shall be at liberty to adopt such approximate equivalents as may be convenient in its own currency.

Article 5.

MAKE-UP OF PARCELS.

Every parcel shall :

(a) Bear the exact address of the addressee in roman characters. Addresses in pencil shall not be allowed except that parcels bearing addresses written with indelible pencil on a surface previously dampened shall be accepted. The address shall be written on the parcel itself or on a label so firmly attached to it that it cannot become detached. The sender of a parcel shall be advised to enclose in the parcel a copy of the address together with a note of his own address.

3. Une étiquette indiquant le bureau d'échange d'origine et le bureau d'échange de destination sera fixée au col de chaque sac avec l'indication au dos de l'étiquette du nombre de colis contenus dans le sac.

4. Le sac contenant la feuille de route et les autres documents devra porter une étiquette distinctive.

5. Les colis avec valeur déclarée seront expédiés dans des sacs distincts. L'étiquette attachée au col de tout sac contenant des colis avec valeur déclarée portera le signe distinctif que les deux administrations auront fixé de temps à autre, d'accord entre elles.

6. Le poids de chaque sac de colis ne devra pas dépasser 36 kilos (80 livres avoirdupois).

7. Les administrations postales de la Guyane britannique et des Etats-Unis d'Amérique fourniront chacune les sacs nécessaires à l'envoi de leurs colis, et chaque sac portera l'indication du nom du bureau ou du pays auquel il appartient.

8. Les sacs seront renvoyés vides au bureau expéditeur par le courrier suivant. Les sacs vides seront renvoyés par paquets de dix, neuf sacs renfermés dans le dixième. Le nombre total de sacs retournés sera inscrit sur les feuilles de route correspondantes.

9. Chaque administration sera tenue de payer la contre-valeur de tous les sacs qu'elle n'aura pas retournés.

Article 3.

RENSEIGNEMENTS A FOURNIR.

1. Chaque administration notifiera à l'autre administration tous les renseignements nécessaires sur des questions de détail se rapportant à l'échange des colis entre les deux administrations, ainsi que :

- a) La nomenclature des pays sur lesquels elle peut acheminer les colis qui lui sont remis ;
- b) Les voies ouvertes à l'acheminement desdits colis à partir de l'entrée sur son territoire ou dans son service ;
- c) Le total des frais qui doivent lui être bonifiés par l'autre administration pour chaque destination ;
- d) Le nombre de déclarations en douane dont chaque colis doit être accompagné ;
- e) Tous autres renseignements nécessaires.

2. Chaque administration doit faire connaître à l'autre quels sont les pays à destination desquels elle se propose d'envoyer des colis en transit par le territoire de l'autre.

Article 4.

FIXATION DES ÉQUIVALENTS.

Dans la fixation des droits relatifs aux colis postaux, chaque administration aura la faculté d'adopter tels équivalents approximatifs dans sa propre monnaie qu'elle jugera appropriés.

Article 5.

CONDITIONNEMENT DES COLIS.

Tout colis doit :

- a) Porter l'adresse exacte du destinataire en caractères latins. Les adresses au crayon ne sont pas admises ; toutefois, sont acceptés les colis dont l'adresse est écrite au crayon encre sur un fond préalablement mouillé. L'adresse doit être écrite sur le colis même ou sur une étiquette attachée solidement à ce dernier de manière qu'elle ne puisse se détacher. On recommandera à l'expéditeur d'insérer dans l'envoi une copie de la suscription avec mention de sa propre adresse.

(b) Be packed in a manner adequate for the length of the journey and for the protection of the contents.

Articles liable to injure officers of the Post Office or to damage other parcels shall be so packed as to prevent any risk.

Article 6.

SPECIAL PACKING.

1. Liquids and substances which easily liquefy shall be packed in two receptacles. Between the first receptacle (bottle, flask, pot, box, etc.), and the second (box of metal or of stout wood, or strong fiber-board of equal strength) shall be left a space which shall be filled with sawdust, bran, or some other absorbent material in sufficient quantity to absorb all the liquid contents in the case of breakage.

2. Dry coloring powders such as aniline blue, etc., shall be admitted only if enclosed in stout metal boxes placed inside wooden boxes with sawdust between the two receptacles.

3. Every parcel containing precious stones, jewelry, or any article of gold, silver, or platinum exceeding 2,500 francs in value shall be packed in a box measuring not less than 3 feet 6 inches (1.05 meters) in length and girth combined.

Article 7.

DISPATCH NOTES AND CUSTOMS DECLARATIONS.

1. Each parcel shall be accompanied by a dispatch note and by a set of Customs declarations according to the regulations of the country of destination. The Customs declarations and dispatch notes relating to parcels sent to the United States of America shall be firmly attached to the parcels; the Customs declarations relating to parcels sent to British Guiana shall be firmly attached to the dispatch notes and these in turn must be firmly attached to the parcels.

2. Nevertheless, a single dispatch note and a single set of Customs declarations may suffice for two or three (but not more) ordinary parcels posted at the same time by the same sender to the same addressee. This provision shall not apply to insured parcels.

3. The two Administrations accept no responsibility in respect of the accuracy of Customs declarations.

Article 8.

ADVICE OF DELIVERY.

1. Insured parcels of which the senders ask for an advice of delivery shall be very prominently marked "Advice of Delivery" or "A. R."

2. Such parcels shall be accompanied by a form similar to that annexed to the Detailed Regulations of the Convention of the Postal Union. This advice of delivery form shall be prepared by the office of origin or by any other office appointed by the Administration of origin and shall be firmly attached to the dispatch note of the parcel to which it relates in the case of parcels sent to British Guiana, and to the parcels to which it relates in the case of parcels sent to the United States of America. If it does not reach the office of destination, that office shall make out officially a new advice of delivery form.

3. The office of destination, after having duly filled out the form, shall return it, by ordinary post, unenclosed and free of postage to the address of the sender of the parcel.

4. When the sender makes inquiry concerning an advice of delivery which has not been returned to him after a reasonable interval, action shall be taken in accordance with the rules

b) Etre emballé d'une manière qui corresponde à la durée du transport et qui assure la préservation du contenu.

Les objets pouvant blesser les agents des postes ou endommager les autres colis doivent être emballés de façon à éviter tout danger.

Article 6.

EMBALLAGES SPÉCIAUX.

1. Les liquides et substances facilement liquéfiables doivent être expédiés dans un double récipient. Entre le premier (bouteille, flacon, pot, boîte, etc.) et le second (boîte en métal ou en bois résistant ou en fort carton-fibre d'égale résistance) doit être ménagé un espace qu'on remplira de sciure, de son ou de quelque autre matière absorbante en quantité suffisante pour absorber tout le contenu liquide en cas de bris.

2. Les poudres colorantes sèches, telles que le bleu d'aniline, etc., ne sont admises que dans des boîtes en métal résistant placées à leur tour dans des boîtes en bois avec de la sciure entre les deux récipients.

3. Tout colis contenant des pierres précieuses, de la bijouterie ou des objets d'or, d'argent ou de platine d'une valeur supérieure à 2,500 francs doit être emballé dans une boîte mesurant au moins 3 pieds 6 pouces (1 mètre 05), longueur et pourtour réunis.

Article 7.

BULLETINS D'EXPÉDITION ET DÉCLARATIONS EN DOUANE.

1. Chaque colis doit être accompagné d'un bulletin d'expédition et d'une série de déclarations en douane conformément au règlement du pays de destination. Les déclarations en douane et les bulletins d'expédition relatifs aux colis envoyés à destination des Etats-Unis d'Amérique seront solidement fixés au colis ; les déclarations en douane relatives aux colis expédiés à destination de la Guyane britannique seront solidement fixées aux bulletins d'expédition, et ceux-ci, à leur tour, devront être solidement fixés aux colis.

2. Néanmoins, un seul bulletin d'expédition et une seule série de déclarations en douane peuvent servir pour deux ou trois colis ordinaires (au plus) envoyés simultanément par le même expéditeur au même destinataire. Cette disposition n'est pas applicable aux colis avec valeur déclaré.

3. Les deux administrations n'assument aucune responsabilité quant à l'exactitude des déclarations en douane.

Article 8.

AVIS DE RÉCEPTION.

1. Les colis avec valeur déclarée dont les expéditeurs demandent un avis de réception doivent porter l'annotation très apparente « Advice of Delivery » ou « A. R. ».

2. Ces colis sont accompagnés d'une formule conforme au modèle annexé au règlement d'exécution de la Convention de l'Union postale. La formule d'avis de réception est établie par le bureau d'origine ou par tout autre bureau désigné par l'administration du pays d'origine, et elle est solidement attachée au bulletin d'expédition du colis auquel elle se rapporte, dans le cas de colis expédiés à destination de la Guyane britannique, et au colis même auquel elle se rapporte, dans le cas de colis expédiés à destination des Etats-Unis d'Amérique. Si elle ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci établit d'office une nouvelle formule d'avis de réception.

3. Le bureau de destination, après avoir dûment rempli la formule, la renvoie par le courrier ordinaire, à découvert et en franchise de port, à l'adresse de l'expéditeur du colis.

4. Lorsque l'expéditeur réclame un avis de réception qui ne lui est pas parvenu dans les délais voulus, il est procédé conformément aux règles fixées à l'article 9 ci-après. Dans ce cas, il n'est pas

laid down in Article 9 following. In that case a second fee shall not be charged, and the office of origin shall enter the words " Duplicate advice of delivery " at the top of the form.

Article 9.

ADVICE OF DELIVERY APPLIED FOR AFTER POSTING.

When the sender applies for an advice of delivery after an insured parcel has been posted, the office of origin or any other office appointed by the Administration of origin shall fill out an advice of delivery form and shall attach it to a form of inquiry.

The form of inquiry accompanied by the advice of delivery form shall be handled the same as provided in the Detailed Regulations of the Convention of the Universal Postal Union for similar forms. In the case of the due delivery of the parcel, the office of destination shall withdraw the form of inquiry and shall return the advice of delivery form in the manner prescribed in paragraph 3 of the preceding Article.

Article 10.

INDICATION OF INSURED VALUE.

Every insured parcel and the relative dispatch note shall bear an indication of the insured value in the currency of the country of origin. The indication on the parcel shall be in both words and figures. The amount of the insured value shall be converted into gold francs by the Administration of origin. The result of the conversion shall be indicated distinctly by new figures placed beside or below those representing the amount of the insured value in the currency of the country of origin.

Article 11.

INSURANCE NUMBERS, LABELS, SEALS.

Every insured parcel and its dispatch note as well shall bear on the address side an insurance number and a small red label with the words " Insured " or " Valeur déclarée " in large letters, or these words shall be marked or stamped on the parcel and the dispatch note.

The wax or other seals, the labels of whatever kind, and any postage stamps affixed to insured parcels shall be so spaced that they cannot conceal injuries to the cover. Moreover, the labels and postage stamps, if any, shall not be folded over two sides of the cover so as to hide the edge.

Article 12.

SEALING OF PARCELS.

Ordinary parcels may be sealed at the option of the senders or careful tying is sufficient as a mode of closing.

Every insured parcel shall be sealed by means of wax or by lead or other seals, the seals being sufficient in number to render it impossible to tamper with the contents without leaving an obvious trace of violation. Either Administration may require a special design or mark of the sender on the sealing of insured parcels mailed in its service, as a means of protection.

The Customs Administration of the country of destination is authorized to open the parcels. To that end, the seals or other fastenings may be broken. Parcels opened by the Customs must be refastened and also officially resealed.

The senders of insured parcels shall be strongly recommended to furnish the relative dispatch note, whenever possible, with an exact reproduction of the seal referred to above.

perçu de deuxième taxe et le bureau d'origine inscrit en tête de la formule la mention « Duplicata de l'avis de réception ».

Article 9.

AVIS DE RÉCEPTION DEMANDÉ POSTÉRIEUREMENT AU DÉPÔT.

Lorsque l'expéditeur demande un avis de réception pour un colis avec valeur déclarée postérieurement au dépôt, le bureau d'origine ou tout autre bureau désigné par l'administration du pays d'origine remplit une formule d'avis de réception et l'attache à une formule de réclamation.

La formule de réclamation, accompagnée de la formule d'avis de réception, est traitée conformément aux dispositions du règlement d'exécution de la Convention de l'Union postale universelle concernant les formules analogues. Dans le cas où le colis a été dûment délivré, le bureau de destination retire la formule de réclamation et renvoie l'avis de réception de la manière prescrite au paragraphe 3 de l'article précédent.

Article 10.

INDICATION DE LA VALEUR DÉCLARÉE.

Tout colis avec valeur déclarée, ainsi que le bulletin d'expédition l'accompagnant, portera l'indication de la valeur déclarée dans la monnaie du pays d'origine. Cette indication figurera sur le colis à la fois en lettres et en chiffres. Le montant de la valeur déclarée sera converti en francs-or par l'administration du pays d'origine. Le résultat de cette conversion sera indiqué distinctement par de nouveaux chiffres placés à côté ou au-dessous de ceux qui représentent le montant de la valeur déclarée dans la monnaie du pays d'origine.

Article 11.

NUMÉROS D'ORDRE, ÉTIQUETTES, CACHETS, DES COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

Les colis avec valeur déclarée ainsi que leurs bulletins d'expédition porteront, du côté de la suscription, un numéro d'ordre et une petite étiquette rouge avec l'indication « Insured » ou « Valeur déclarée » en gros caractères, ou bien ces mots seront marqués ou imprimés à l'aide d'un timbre sur le colis même et sur le bulletin d'expédition.

Les cachets à la cire ou autres cachets, les étiquettes de toute espèce et les timbres-poste apposés sur les colis avec valeur déclarée devront être espacés de manière à ne pas pouvoir servir à dissimuler les détériorations de l'emballage. Les étiquettes et les timbres ne doivent pas non plus être repliés des deux côtés de l'emballage de manière à recouvrir les bords.

Article 12.

CACHETS DES COLIS.

Les colis ordinaires peuvent être scellés par des cachets, au gré des expéditeurs ; un nœud solide est également un moyen de fermeture suffisant.

Les colis avec valeur déclarée seront scellés par des cachets à la cire, par des plombs ou par un autre moyen, les cachets devant être en nombre suffisant pour qu'il soit impossible de toucher au contenu sans laisser des traces évidentes de violation. Chaque administration pourra exiger, comme moyen de protection, une empreinte ou une marque spéciale de l'expéditeur sur les cachets des colis avec valeur déclarée expédiés dans son service.

L'administration des douanes du pays de destination est autorisée à ouvrir les colis. A cet effet, elle peut rompre les cachets ou autres moyens de fermeture. Les colis ouverts par la douane doivent être refermés et scellés de nouveau au moyen d'un cachet de l'administration.

Il sera fortement recommandé aux expéditeurs de colis avec valeur déclarée de munir, chaque fois qu'il sera possible, le bulletin d'expédition correspondant d'une reproduction exacte des cachets susmentionnés.

Article 13.

INDICATION OF WEIGHT OF INSURED PARCELS.

The exact weight of each insured parcel in grams or in pounds and ounces shall be entered by the Administration of origin :

- (a) On the address side of the parcel ;
- (b) On the dispatch note, in the place reserved for this purpose.

Article 14.

PLACE OF POSTING.

Each parcel and the relative dispatch note as well shall bear the name of the office and the date of posting.

Article 15.

RETRANSMISSION.

1. The Administration retransmitting a missent parcel shall not levy Customs or other non-postal charges upon it.

When an Administration returns such a parcel to the country from which it has been directly received, it shall refund the credits received and report the error by means of a verification note.

In other cases, and if the amount credited to it is insufficient to cover the expenses of retransmission which it has to defray, the retransmitting Administration shall allow to the Administration to which it forwards the parcel, the credits due for onward conveyance ; it shall then recover the amount of the deficiency by claiming it from the office of exchange from which the missent parcel was directly received. The reason for this claim shall be notified to the latter by means of a verification note.

2. When a parcel has been wrongly allowed to be dispatched in consequence of an error attributable to the postal service and has, for this reason, to be returned to the country of origin, the Administration which sends the parcel back shall allow to the Administration from which it was received the sums credited in respect of it.

3. The charges on a parcel redirected, in consequence of the removal of the addressee or of an error on the part of the sender, to a country with which British Guiana or the United States of America has parcel-post communication shall be claimed from the Administration to which the parcel is forwarded, unless the charge for conveyance is paid at the time of redirection, in which case the parcel shall be dealt with as if it had been addressed directly from the retransmitting country to the new country of destination. In case the third country to which the parcel is forwarded refuses to assume the charges because they cannot be collected from the sender or the addressee, as the case may be, or for any other reason, they shall be charged back to the country of origin.

4. A parcel which is redirected shall be retransmitted in its original packing and shall be accompanied by the original dispatch note. If the parcel, for any reason whatsoever, has to be repacked or if the original dispatch note has to be replaced by a substitute note, the name of the office of origin of the parcel and the original serial number and, if possible, the date of posting at that office shall be entered both on the parcel and on the dispatch note.

Article 16.

RETURN OF UNDELIVERABLE PARCELS.

1. If the sender of an undeliverable parcel has made a request not provided for by Article XIV, Section 1, of the Agreement, the Administration of destination need not comply with it but may return the parcel to the country of origin, after retention for the prescribed period.

Article 13.

INDICATION DU POIDS DES COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

Le poids exact en grammes ou en livres et onces de chaque colis avec valeur déclarée sera inscrit, par les soins de l'administration du pays d'origine :

- a) Sur le colis, du côté de la suscription ;
- b) Sur le bulletin d'expédition, à l'endroit réservé à cet effet.

Article 14.

LIEU DE DÉPÔT.

Les colis et les bulletins d'expédition qui les accompagnent porteront le nom du bureau d'origine et la date du dépôt.

Article 15.

RÉEXPÉDITION.

1. L'administration qui réexpédie un colis envoyé en fausse direction ne peut le frapper de droits de douane ou autres taxes non postales.

Lorsqu'une administration renvoie un colis de ce genre au pays qui l'a acheminé en dernier lieu, elle lui restitue les bonifications qu'elle a reçues et signale l'erreur par un bulletin de vérification.

Dans les autres cas, et si le montant des taxes qui lui ont été bonifiées est insuffisant pour couvrir les frais de réexpédition qui lui incombent, l'administration réexpéditrice bonifie à l'administration à laquelle elle transmet le colis les droits de transport que comporte l'acheminement; elle se crédite ensuite de la somme dont elle est à découvert par une reprise sur le bureau d'échange qui lui a transmis en dernier lieu le colis en fausse direction. Le motif de cette reprise est notifié à ce bureau au moyen d'un bulletin de vérification.

2. Lorsqu'un colis a été admis à tort à l'expédition par suite d'une erreur imputable au service postal et doit, pour ce motif, être renvoyé au pays d'origine, l'administration qui restitue le colis alloue à l'administration qui le lui a livré les bonifications qu'elle a reçues pour ledit colis.

3. Lorsque, par suite du changement de résidence du destinataire ou d'une erreur imputable à l'expéditeur, un colis est réexpédié sur un pays avec lequel la Guyane britannique ou les États-Unis d'Amérique échangent des colis postaux, les droits le grevant sont repris sur l'administration à laquelle le colis est transmis, à moins que la taxe de transport ne soit acquittée au moment de la réexpédition. Dans ce cas, le colis est traité comme s'il avait été adressé directement par le pays réexpéditeur au pays de la nouvelle destination. Au cas où le tiers pays sur lequel le colis est réexpédié refuse de payer le montant des droits pour la raison qu'ils ne peuvent être recouverts sur l'expéditeur ou sur le destinataire, suivant le cas, ou pour toute autre raison, ces droits retomberont à la charge du pays d'origine.

4. Les colis réexpédiés seront transmis dans leur emballage primitif et accompagnés du bulletin d'expédition original. Si le colis doit, pour un motif quelconque, être remballé ou si le bulletin d'expédition original doit être remplacé par un duplicata, le nom du bureau d'origine du colis, le numéro d'enregistrement primitif et, si possible, la date de dépôt audit bureau devront figurer tant sur le colis que sur le bulletin d'expédition.

Article 16.

RENOI DES COLIS TOMBÉS EN REBUT.

1. Si l'expéditeur d'un colis tombé en rebut a formulé une demande non prévue à l'article XIV, paragraphe 1, de l'arrangement, l'administration du pays de destination n'est pas tenue d'y donner suite, mais elle peut renvoyer le colis au pays d'origine à l'expiration du délai de garde prescrit.

2. The Administration which returns a parcel to the sender shall indicate clearly and concisely on the parcel and on the relative dispatch note the cause of non-delivery. This information may be furnished in manuscript or by means of a stamped impression or label. The original dispatch note belonging to the returned parcel must be sent back to the country of origin with the parcel.

3. A parcel to be returned to the sender as undeliverable shall be entered on the parcel bill with the word " Rebut " in the " Observations " column. It shall be dealt with and charged like a parcel redirected in consequence of the removal of the addressee.

Article 17.

SALE. DESTRUCTION.

1. When an insured parcel has been sold or destroyed in accordance with the provisions of Article XVI of the Agreement, a report of the sale or destruction shall be prepared, a copy of which shall be transmitted to the Administration of origin.

Article 18.

INQUIRIES CONCERNING PARCELS.

For inquiries concerning parcels which have not been returned, a form shall be used similar to the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union. These forms shall be forwarded to the offices appointed by the two Administrations to deal with them and they shall be dealt with in the manner mutually arranged between the two Administrations.

Article 19.

PARCEL BILL.

1. Separate parcel bills must be prepared for the ordinary parcels on the one hand and for the insured parcels on the other hand. The parcel bills are prepared in duplicate. The original is sent in the regular mails, while the duplicate is enclosed in one of the bags. The bag containing the parcel bill is designated with the word " Bill " traced in a conspicuous manner on the label.

2. All parcels forwarded by either Administration must be listed individually on the parcel bills. The classes of parcels (*a*) up to 11 pounds and (*b*) from 11 pounds to 22 pounds, must also be shown, together with the total number of parcels and the total net weight thereof.

3. Parcels sent *à découvert* must be entered separately.

4. In the case of returned or redirected parcels the word " Returned " or " Redirected ", as the case may be, must be entered on the bill against the individual entry. A statement of the charges which may be due on these parcels should be shown in the " Observations " column.

5. The total number of bags comprising each dispatch must also be shown on the parcel bill.

6. Each dispatching office of exchange shall number the parcel bills in the top left-hand corner in an annual series for each office of exchange of destination, and as far as possible shall enter below the number the name of the ship conveying the mail. A note of the last number of the year shall be made on the first parcel bill of the following year.

Article 20.

CHECK BY OFFICES OF EXCHANGE. NOTIFICATION OF IRREGULARITIES.

1. On the receipt of a mail, whether of parcels or of empty bags, the office of exchange shall check the parcels and the various documents which accompany them, or the empty bags as the

2. L'administration qui renvoie un colis à l'expéditeur doit indiquer sur le colis et sur le bulletin d'expédition y relatif, d'une manière claire et précise, la cause de la non-livraison. Cette indication peut être manuscrite ou fournie par l'application d'un timbre ou l'apposition d'une étiquette. Les bulletins d'expédition originaux afférents aux colis renvoyés doivent faire retour au pays d'origine avec ces colis.

3. Les colis à renvoyer à l'expéditeur sont inscrits sur la feuille de route avec la mention « Rebut » dans la colonne « Observations ». Ils sont traités et taxés comme les colis réexpédiés par suite de changement de résidence des destinataires.

Article 17.

VENTE. DESTRUCTION.

1. Lorsqu'un colis avec valeur déclarée a été vendu ou détruit, conformément aux dispositions de l'article XVI de l'arrangement, il est dressé procès-verbal de la vente ou de la destruction, et un exemplaire du procès-verbal est transmis à l'administration du pays d'origine.

Article 18.

RÉCLAMATIONS RELATIVES A DES COLIS.

Pour les réclamations relatives à des colis non renvoyés, il est fait usage d'une formule similaire au modèle annexé au règlement d'exécution de l'Arrangement de l'Union postale universelle concernant les colis postaux. Ces formules sont transmises aux bureaux désignés par les deux administrations pour s'occuper de la question et sont traitées de la manière qui aura été convenue mutuellement entre les deux administrations.

Article 19.

FEUILLES DE ROUTE.

1. Il sera établi des feuilles de route séparées pour les colis ordinaires, d'une part, et pour les colis avec valeur déclarée, d'autre part. Les feuilles de route seront établies en double exemplaire. L'original est envoyé dans les courriers réguliers, et le duplicata est inséré dans l'un des sacs. Le sac contenant la feuille de route est désigné par le mot « Bill » inscrit en caractères apparents sur l'étiquette.

2. Tous les colis transmis par l'une ou l'autre des deux administrations doivent être inscrits individuellement sur les feuilles de route. On indiquera également la catégorie des colis, *a)* jusqu'à 11 livres et *b)* de 11 à 22 livres, ainsi que le nombre total de colis et le poids net total de l'envoi.

3. Les colis envoyés à découvert doivent être inscrits séparément.

4. Pour les colis renvoyés ou réexpédiés, le mot « Returned » ou « Redirected », suivant le cas, devra figurer sur la feuille de route en regard de l'inscription relative au colis. L'indication du montant des taxes dues pour ces colis devra figurer dans la colonne « Observations ».

5. Le nombre total de sacs constituant chaque envoi devra également être indiqué sur la feuille de route.

6. Chaque bureau d'échange expéditeur devra numéroter les feuilles de route à l'angle gauche supérieur, d'après une série annuelle pour chaque bureau d'échange de destination, et, autant que possible, indiquer au-dessous du numéro le nom du navire transporteur. Le dernier numéro de l'année sera mentionné sur la première feuille de route de l'année suivante.

Article 20.

VÉRIFICATION PAR LES BUREAUX D'ÉCHANGE. NOTIFICATION DES IRRÉGULARITÉS.

1. A la réception des colis, qu'il s'agisse de colis ou de sacs vides, le bureau d'échange procédera à la vérification des colis et des divers documents qui les accompagnent, ou des sacs vides, selon

case may be, against the particulars entered on the relative parcel bill and, if necessary, shall report missing articles or other irregularities by means of a verification note.

2. Any discrepancies in the credits and accounting shall be notified to the dispatching office of exchange by verification note. The accepted verification notes shall be attached to the parcel bills to which they relate. Corrections made on parcel bills not supported by vouchers shall not be considered valid.

Article 21.

ACCOUNTING FOR CREDITS.

1. Each Administration shall cause each of its offices of exchange to prepare monthly for all the parcel mails dispatched to it during the month by each of the offices of exchange of the other Administration a statement of the total amounts entered on the parcel bills, whether to its credit or to its debit.

2. These statements shall be afterwards summarized by the same Administrations in quarterly accounts which, accompanied by the parcel bills relating thereto, shall be forwarded to the corresponding Administration in the course of the quarter following that to which it relates.

3. The recapitulation, transmission, examination, and acceptance of these accounts must not be delayed. After acceptance, the accounts shall be summarized in a quarterly general account prepared by the Administration to which the balance is due and the payment of the balance shall take place, at the latest, at the expiration of the following quarter. After the expiration of this term, the sums due from one Administration to the other shall bear interest at the rate of 5 percent per annum to be reckoned from the date of expiration to the said term. The balance due must be paid by sight draft drawn on New York, or by some other means mutually agreed upon by correspondence.

Article 22.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE DETAILED REGULATIONS.

The present Detailed Regulations shall come into force on the day on which the Parcel Post Agreement comes into force and shall have the same duration as the Agreement. The Administrations concerned shall, however, have the power by mutual consent to modify the details from time to time.

Done in duplicate and signed at Washington, the 6th day of September 1938 and at Georgetown, the 13th day of August 1938.

(Seal) James A. FARLEY,
Postmaster General
of the United States of America.

J. O. REILLY,
Postmaster General
of British Guiana.

I hereby certify that this is a true and complete textual copy of the original Agreement between British Guiana and the United States of America concerning the exchange of parcel post in the language (English) in which the original was signed at Georgetown on August 13th, 1938, and at Washington on September 6th, 1938.

Ambrose O'Connell,
Acting Postmaster General.

le cas, en les comparant aux indications portées sur la feuille de route y afférente ; s'il est nécessaire, il signalera les objets manquants et toutes autres irrégularités au moyen d'un bulletin de vérification.

2. Toute divergence dans les bonifications allouées pour les colis et dans les comptes sera notifiée au bureau d'échange expéditeur au moyen d'un bulletin de vérification. Les bulletins de vérification acceptés seront fixés aux feuilles de route auxquelles ils se rapportent. Les corrections apportées aux feuilles de route qui ne seront pas appuyées par des pièces justificatives ne seront pas jugées valables.

Article 21.

DÉCOMPTE DES BONIFICATIONS.

1. Chaque administration fera établir tous les mois par chacun de ses bureaux d'échange pour tous les courriers de colis reçus par lui, pendant le mois, de chacun des bureaux d'échange de l'autre administration, un état des sommes totales inscrites sur les feuilles de route, soit à son crédit, soit à son débit.

2. Ces états seront ensuite récapitulés par la même administration dans un compte trimestriel qui, accompagné des feuilles de route y relatives, sera envoyé à l'administration correspondante dans le courant du trimestre qui suit celui auquel il se rapporte.

3. La récapitulation, la transmission, l'examen et l'acceptation de ces comptes doivent avoir lieu sans délai. Après acceptation, les comptes seront récapitulés dans un compte général trimestriel établi par l'administration à laquelle le solde est dû, et le paiement du solde aura lieu, au plus tard, à l'expiration du trimestre suivant. Passé ce délai, les sommes dues par l'une des deux administrations à l'autre porteront intérêt au taux de 5% par an, à compter de la date d'expiration dudit délai. Le solde dû doit être payé par une traite à vue sur New-York ou par tout autre moyen mutuellement convenu par correspondance.

Article 22.

§ ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DU RÈGLEMENT D'EXÉCUTION.

Le présent règlement entrera en vigueur à la date à laquelle prendra effet l'arrangement relatif aux colis postaux et aura la même durée que cet arrangement. Les administrations intéressées auront toutefois le droit d'en modifier de temps à autre les détails d'un commun accord.

Fait en double expédition et signé à Washington, le 6 septembre 1938, et à Georgetown, le 13 août 1938.

(Sceau) James A. FARLEY,
Directeur général des Postes
des Etats-Unis d'Amérique.

J. O. REILLY,
Directeur général des Postes
de la Guyane britannique.

N° 4491.

**GRÈCE ET GRAND-DUCHÉ
DE LUXEMBOURG**

**Convention d'extradition et d'assis-
tance judiciaire en matière pénale.
Signée à Luxembourg, le 1^{er} sep-
tembre 1937.**

**GREECE
AND GRAND DUCHY OF
LUXEMBURG**

**Convention regarding Extradition
and Judicial Assistance in Criminal
Matters. Signed at Luxemburg,
September 1st, 1937.**

N^o 4491. — CONVENTION ¹ D'EXTRADITION ET D'ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE ENTRE LE ROYAUME DE GRÈCE ET LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG. SIGNÉE A LUXEMBOURG, LE 1^{er} SEPTEMBRE 1937.

*Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Grèce près la Société des Nations.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 15 décembre 1938.*

SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES

et

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG,

Ayant résolu, d'un commun accord, de conclure une convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs et l'assistance judiciaire en matière pénale, ont nommé comme plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES :

Monsieur Nicolas POLITIS, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès de la Cour grand-ducale ;

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG :

Monsieur Joseph BECH, son ministre d'Etat, président du gouvernement ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se livrer réciproquement, dans les circonstances et sous les conditions établies par la présente convention, à l'exception de leurs nationaux, les personnes se trouvant sur le territoire de l'une d'elles, qui, âgées de 16 ans accomplis au moment du crime ou du délit, sont poursuivies ou condamnées, soit à titre d'auteur, soit à titre de complice par les autorités judiciaires de l'autre Partie, pour un fait, consommé ou tenté, constituant un crime ou un délit punissable d'après les lois des deux Etats, à condition toutefois que le maximum de la peine prévue par la législation des deux Parties contractantes pour l'infraction qui fait l'objet de l'extradition ne soit pas inférieur à un emprisonnement d'une année ou que la personne réclamée ait été condamnée à un emprisonnement d'au moins 6 mois.

En cas de concours d'infractions l'extradition sera accordée pour toutes ces infractions, si le maximum de la peine prévue par la loi des deux Etats pour l'une au moins d'elles n'est pas inférieur à un emprisonnement d'une année ; en cas de pluralité de condamnations, l'extradition sera accordée pour toutes ces condamnations, lorsque l'une d'elles au moins n'est pas inférieure à 6 mois.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bruxelles, le 20 octobre 1938.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4491. — CONVENTION ² BETWEEN THE KINGDOM OF GREECE AND THE GRAND DUCHY OF LUXEMBURG REGARDING EXTRADITION AND JUDICIAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS. SIGNED AT LUXEMBURG, SEPTEMBER 1ST, 1937.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Greece to the League of Nations. The registration of this Convention took place December 15th, 1938.

HIS MAJESTY THE KING OF THE HELLENES
and

HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG,

Having decided, by common consent, to conclude a Convention for the reciprocal extradition of criminals and for judicial assistance in criminal matters, have appointed as Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE HELLENES :

Monsieur Nicolas POLITIS, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the Grand-Ducal Court ;

HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG :

Monsieur Joseph BECH, Her Minister of State, President of the Government ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

The High Contracting Parties undertake to deliver up to one another, in the circumstances and under the conditions laid down in the present Convention, all persons other than their own nationals who, being in the territory of one of the Parties and having reached the age of 16 years at the time of the crime (*crime*) or delict (*délit*), are being prosecuted, or have been convicted, by the judicial authorities of the other Party, either as principals or accessories in respect of an act, whether committed or attempted, constituting a crime or delict punishable under the laws of both States, provided always that the maximum penalty prescribed by the laws of both Contracting Parties for the offence in respect of which extradition is required is not less than imprisonment for one year or that the person claimed has been sentenced to imprisonment for at least six months.

Should the person claimed be charged with more than one offence, extradition shall be granted in respect of all such offences, if the maximum penalty prescribed by the law of both States for any one of them is not less than imprisonment for one year ; should the person claimed have been convicted of more than one offence, extradition shall be granted for all such convictions, if any one of them has resulted in a sentence of not less than six months' imprisonment.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Brussels, October 20th, 1938.

Article 2.

Dans le cas où les lois de l'un des deux Etats punissent de la peine de mort une infraction qui selon la législation de l'autre Etat n'entraîne qu'une peine privative de liberté, il n'y aura pas lieu à extradition, si l'Etat requérant ne s'engage pas formellement que dans le cas en question la peine capitale ne soit pas exécutée.

Article 3.

L'extradition n'aura pas lieu :

1^o Lorsque le crime ou le délit a été commis sur le territoire de l'Etat requis, ou si la poursuite de l'infraction appartient en vertu des lois de l'Etat requis à ses tribunaux, ou lorsque, l'infraction ayant été commise hors du territoire de l'Etat requérant par un individu étranger à cet Etat, la législation de l'Etat requis n'autorise pas la poursuite des mêmes infractions commises hors de son territoire.

2^o Si depuis les faits imputés, le dernier acte de poursuite ou la condamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois de l'une des Parties contractantes et d'une façon générale, toutes les fois que l'action publique de l'Etat requérant sera éteinte.

3^o Si l'individu réclamé est poursuivi dans l'Etat requis pour la même infraction ou s'il y a déjà été mis hors de cause, condamné ou acquitté pour les mêmes faits.

4^o S'il s'agit d'un crime ou délit politique ou d'un fait connexe à une semblable infraction. Est à considérer comme fait connexe, celui qui en raison de son rapport avec une infraction politique, constitue un acte tendant à la préparer, à en assurer ou à en faciliter l'exécution ou à en empêcher la découverte. Il en est de même de l'infraction commise pour empêcher la perpétration d'un crime ou délit politique. L'Etat requis est seul appelé à juger si une infraction est de cette nature.

Par exception à ce qui précède l'extradition sera accordée en cas d'attentat contre la personne du chef d'un Etat ou contre celle des membres de sa famille, lorsque cet attentat constituera le fait, soit d'homicide volontaire et intentionnel, soit de lésion intentionnelle grave du corps ou de la santé, soit de tentative ou de complicité auxdits actes.

De même l'extradition pourra avoir lieu dans les cas de crimes ou délits complexes ou connexes avec des délits politiques, si l'acte, en tenant compte de toutes les circonstances, est particulièrement odieux.

Article 4.

La demande d'extradition sera faite par voie diplomatique.

L'extradition sera accordée sur la production soit du jugement ou de l'arrêt de condamnation, soit de l'ordonnance de la Chambre du Conseil, de l'arrêt de la Chambre des mises en accusation ou de l'acte de procédure criminelle émané du juge compétent, décrétant formellement ou opérant de plein droit le renvoi du prévenu ou de l'accusé devant la juridiction répressive, soit d'un mandat d'arrêt ou de tout autre acte judiciaire équivalent à celui décerné par l'autorité étrangère compétente.

Ces actes seront produits en originaux ou en expéditions authentiques ; ils indiqueront brièvement le fait incriminé, sa qualification et dénomination et seront accompagnés du texte de la loi pénale de l'Etat requérant applicable à l'infraction et mentionnant la peine qu'elle entraîne.

Dans la mesure du possible, le signalement de la personne réclamée sera joint, ainsi que sa photographie ou d'autres données pouvant servir à établir son identité.

Article 5.

S'il y a doute sur la question de savoir si l'infraction, pour laquelle l'extradition est réclamée, rentre dans les prévisions de la présente convention, des explications complémentaires seront

Article 2.

If, under the laws of one of the two States an offence which, under the laws of the other State, entails only a penalty involving loss of liberty, is punishable by death, extradition shall not be granted unless the State making the requisition formally undertakes not to enforce the death penalty in the case concerned.

Article 3.

Extradition shall not take place :

(1) If the crime or delict was committed in the territory of the State applied to, or if, under the laws of that State, proceedings in respect of the offence are a matter for its own courts, or if, the offence having been committed outside the territory of the State making the requisition by a person not a national of such State, the law of the State applied to does not authorise proceedings in respect of such offences when committed outside its own territory.

(2) If, subsequently to the commission of the offence, the completion of the preliminary proceedings or the conviction, exemption from prosecution or punishment has been acquired by lapse of time under the laws of either of the Contracting Parties and, in general, whenever criminal proceedings, on the part of the State making the requisition, are barred.

(3) If proceedings have been instituted against the person claimed for the same offence in the State applied to or if he has already been discharged after preliminary proceedings, convicted or acquitted there in respect of the same offences.

(4) In respect of a political crime or delict, or any act connected with such an offence. Such an act shall be deemed to be one which, through its connection with a political offence, is calculated to prepare the said offence, to ensure or facilitate its commission or to prevent its detection. The same shall apply to an offence committed with the object of preventing the commission of a political crime or delict. The decision as to whether an offence is of such a nature shall rest solely with the State applied to.

By way of exception to the above, extradition shall be granted in the event of any attempt on the person of the head of a State or of members of his family, constituting the offence either of wilful and intentional homicide or of intentionally causing grievous bodily harm or injury to health, or of an attempt to commit, or complicity in, such offences.

Similarly, extradition may take place in respect of crimes or delicts of a composite character, or connected with political offences, if the act, having regard to all the circumstances, is particularly heinous.

Article 4.

The requisition for extradition shall be made through the diplomatic channel.

Extradition shall be granted on production of the sentence passed by a court of first instance, or the judgment of a higher court, or of the order of a court sitting in Chambers, the decision of the Chamber of Committals (*Chambre des Mises en accusation*), or the procedural instrument issued by the competent judge formally ordering, or legally entailing, the committal of the person charged or accused for trial by a criminal court, or of a warrant of arrest or any other judicial instrument equivalent thereto, issued by the competent foreign authority.

The documents produced shall be either the originals or authentic copies thereof; they shall state briefly the particulars of the charge, together with the name and description of the offence, and shall be accompanied by the text of the penal law of the State making the requisition applicable to the offence and mentioning the penalty involved.

As far as possible, a description of the person claimed shall be attached, together with his photograph or any other particulars such as may help to establish his identity.

Article 5.

In case of doubt as to whether the offence in respect of which extradition is required falls within the provisions of the present Convention, additional explanations shall be sought from the

demandées à l'Etat requérant; l'extradition ne sera accordée que lorsque les explications fournies seront de nature à écarter ces doutes.

Article 6.

Dès l'arrivée de la demande d'extradition accompagnée des actes prévus à l'article 4, l'Etat requis prendra toutes les mesures nécessaires pour s'assurer de la personne réclamée et pour prévenir son évasion, à moins que l'extradition n'apparaisse d'avance inadmissible.

Article 7.

L'arrestation provisoire aura lieu non seulement sur la production d'un des documents mentionnés à l'article 4, mais en cas d'urgence, sur tout avis transmis par la poste ou le télégraphe de l'existence d'un de ces documents, à la condition toutefois que cet avis sera régulièrement donné par voie diplomatique.

Cette arrestation sera facultative, si la demande est parvenue directement par l'autorité compétente du pays requérant à celle du pays requis.

L'arrestation provisoire aura lieu dans les formes et suivant les règles établies par la législation du gouvernement requis.

L'autorité qui a procédé à l'arrestation conformément aux dispositions du présent article, en informera sans retard l'autorité qui l'a provoquée, en indiquant en même temps l'endroit de la détention.

L'arrestation provisoire cessera d'être maintenue si dans le délai d'un mois à partir du moment où elle aura été effectuée, l'inculpé n'a pas reçu communication de l'un des documents mentionnés à l'article 4 de la présente convention.

Dans le cas où des explications complémentaires auraient été demandées conformément à l'article 5, la personne arrêtée pourra également être libérée, si ces explications n'ont pas été données à l'Etat requis dans le délai convenable qu'il fixait. Ce délai pourra, sur demande motivée, être prolongé.

Article 8.

Si l'individu dont l'extradition a été demandée par l'une des Hautes Parties contractantes est également réclamé pour la même infraction par un ou plusieurs Etats, l'ordre de préférence est le suivant :

- a) L'Etat dont les intérêts ont été lésés par la perpétration de l'infraction ;
- b) L'Etat sur le territoire duquel l'infraction a été commise ;
- c) L'Etat duquel ressort le délinquant.

Si les demandes concurrentes ont pour cause des infractions différentes, l'extradition sera accordée de préférence à l'Etat compétent pour juger l'infraction la plus grave.

Au cas où, pour l'infraction la plus grave, plusieurs demandes d'extradition se sont produites, l'ordre de préférence sera celui indiqué au premier alinéa du présent article.

Dans tous les cas, le droit d'apprécier quelle est l'infraction la plus grave, est réservé à l'Etat requis.

Les dispositions de l'alinéa précédent s'appliquent aussi au cas où, par une même infraction, les intérêts de plusieurs Etats ont été lésés, et plusieurs demandes concurrentes d'extradition se sont produites.

Si, dans un délai d'un mois, à partir de la date où la première demande d'extradition a été reçue, aucune demande n'a été présentée par un ou plusieurs autres Etats, l'Etat requis livrera la personne réclamée à l'Etat requérant, même si d'autres demandes d'extradition se sont produites après l'expiration du délai prévu ci-dessus.

Les dispositions de cet article ne portent pas atteinte aux engagements éventuels pris antérieurement par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes, vis-à-vis d'autres Etats.

Article 9.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou s'il a été condamné sur le territoire de l'Etat requis, pour une infraction autre que celle qui a motivé la demande d'extradition, ou bien s'il s'y trouve

State making the requisition, and extradition shall only be granted if the explanations supplied are such as to remove such doubt.

Article 6.

Immediately on the receipt of a requisition for extradition accompanied by the documents mentioned in Article 4, the State applied to shall take all necessary measures to apprehend the person claimed and to prevent his escape, unless extradition appears from the outset to be unwarranted.

Article 7.

Not only shall provisional arrest take place on the production of one of the documents mentioned in Article 4, but, in urgent cases, on notification by post or telegraph of the existence of one of the said documents, provided always that such notification is duly conveyed through the diplomatic channel.

Arrest shall be discretionary, if the request is conveyed direct by the competent authority of the country making the requisition to that of the country applied to.

Provisional arrest shall be effected in the manner and in accordance with the rules prescribed by the laws of the Government applied to.

The authority which has effected an arrest in conformity with the provisions of the present Article shall at once inform the authority at whose request the arrest has been made, at the same time indicating the place of detention.

Such provisional arrest shall, nevertheless, not be maintained if, within a period of one month from the day on which it took place, the person charged has not received communication of one of the documents mentioned in Article 4 of the present Convention.

Should additional explanations have been asked for under Article 5, the person arrested may also be released if such explanations are not forthcoming within a reasonable time, as fixed by the State applied to. The time-limit may be extended on the receipt of a request, duly setting forth the grounds therefor.

Article 8.

Should the person whose extradition has been required by one of the High Contracting Parties also be claimed for the same offence by one or more other States, the order of preference shall be as follows :

- (a) The State whose interests have been injured by the commission of the offence ;
- (b) The State in whose territory the offence was committed ;
- (c) The State of which the offender is a national.

Should the requisitions refer to different offences, extradition shall be granted, preferably, to the State competent to try the most serious offence.

Should several requisitions for extradition be received in respect of the most serious offence, the order of preference shall be as set out in the first paragraph of the present Article.

The decision as to which is the most serious offence shall, in all cases, rest with the State applied to.

The provisions of the foregoing paragraph shall also apply to cases in which the interests of several States have been injured by the same offence and several requisitions for extradition have been received in respect of it.

If, within one month of the date on which the first requisition for extradition is received, no requisition is made by any other State or States, the State applied to shall deliver up the person claimed to the State making the requisition, even if other requisitions for extradition are received after the expiry of the above-mentioned period.

The provisions of the present Article shall not affect any undertakings which may previously have been entered into by either of the High Contracting Parties with other States.

Article 9.

If the person claimed is being proceeded against or has been convicted in the territory of the State applied to for an offence other than that giving rise to the requisition for extradition, or

en détention pour d'autres motifs, l'extradition de l'individu pourra être différée, jusqu'à ce que les poursuites soient terminées, ou dans le cas où il est condamné, jusqu'à ce qu'il ait subi sa peine, ou qu'il en ait obtenu la remise, ou bien que sa détention, provoquée par d'autres motifs, soit subie.

Cet ajournement n'empêchera pas de statuer sans délai, au sujet de l'extradition.

Si l'ajournement de l'extradition, mentionné à l'alinéa 1, pouvait cependant avoir comme effet, d'après les lois de l'Etat requérant, la prescription ou d'autres entraves importantes à la poursuite, on pourra accorder la remise temporaire de l'individu réclamé, à moins que des considérations spéciales ne s'y opposent et à la condition que l'extradé soit renvoyé aussitôt que, dans l'Etat requérant, les actes de l'instruction, pour lesquels l'individu a été temporairement réclamé, seront terminés.

Article 10.

L'individu extradé pourra être poursuivi ou puni pour une infraction autre que celle pour laquelle son extradition a été accordée et commise avant celle-ci, même au cas où l'infraction n'est pas comprise dans la convention :

1^o S'il a demandé à être jugé ou à subir sa peine, et que le gouvernement qui l'a livré y ait donné son assentiment exprès ;

2^o Si, ayant eu la liberté de le faire, il n'a pas quitté, pendant le mois qui suit son élargissement définitif, le territoire de l'Etat auquel il a été livré ou s'il y est retourné par la suite ;

3^o Si l'Etat qui avait accordé l'extradition donne son consentement. L'Etat qui a extradé pourra exiger que ce consentement soit demandé dans la forme prescrite pour la demande d'extradition avec les pièces à l'appui énumérées à l'article 4.

La réextradition à un Etat tiers est soumise aux mêmes règles.

Article 11.

Quand il y aura lieu à extradition, tous les objets provenant du crime ou du délit ou pouvant servir de pièces à conviction, qui seront trouvés en la possession de l'individu réclamé au moment de son arrestation ou qui seront découverts ultérieurement, seront, si l'autorité compétente de l'Etat requis en ordonne ainsi, saisis et remis à l'Etat requérant.

Cette remise pourra se faire même si l'extradition ne peut s'accomplir par suite de l'évasion ou de la mort de l'individu réclamé.

Sont cependant réservés les droits que l'Etat requis ou des tiers auraient pu acquérir sur lesdits objets qui devront le cas échéant leur être rendus, sans frais, à la fin du procès.

L'Etat requis pourra retenir provisoirement les objets saisis, s'il les juge nécessaires pour une instruction criminelle. Il pourra de même, en les transmettant, se réserver leur restitution pour le même but en s'obligeant à les retourner à son tour, dès que faire se pourra.

Article 12.

Le transit sur les territoires respectifs des Etats contractants d'un individu extradé, n'appartenant pas à l'Etat du transit, sera accordé sur la simple production en original ou en expédition authentique de l'un des documents mentionnés dans l'article 4.

Les dispositions relatives à l'extradition s'appliquent également à ce transit.

Le transit sera effectué par les agents de la Partie requise et par la voie qu'elle déterminera.

Sera de même accordé dans les conditions énoncées, le transport — aller et retour — par le territoire de l'une des Parties contractantes, d'un malfaiteur détenu dans un pays tiers que l'autre Partie contractante jugerait utile de confronter avec un individu poursuivi.

if he is under detention there on other grounds, his extradition may be postponed until the proceedings are concluded or, in the event of his conviction, until he has served his sentence or obtained the remission thereof, or until his period of detention on other grounds is concluded.

Such postponement shall not prevent an immediate decision in the matter of extradition.

Nevertheless, if postponement of extradition under the first paragraph might have the effect, under the laws of the State making the requisition, of enabling the offender to obtain exemption from prosecution through lapse of time, or of placing other serious difficulties in the way of the prosecution, the person claimed may be surrendered temporarily, failing special reasons to the contrary, provided always that he is returned as soon as the preliminary examination, in the State making the requisition, for which his temporary surrender was required is completed.

Article 10.

A person surrendered may be prosecuted or punished for an offence other than, and committed previously to, that for which his extradition was granted, even if such offence is not within the terms of the Convention :

1. If he has asked to be brought to trial or to serve his sentence, and the Government surrendering him explicitly consents thereto ;
2. If, having been free to do so, he has not, within one month after his final discharge, left the territory of the State to which he was surrendered, or if he has subsequently returned thither ;
3. If the State granting extradition consents. Such State may require that its consent shall be requested in the form prescribed for the requisition for extradition, with the supporting documents mentioned in Article 4.

The same rules shall apply to re-extradition to a third State.

Article 11.

In extradition cases, any articles obtained through the crime or delict, or which may serve as proof of guilt, found in the possession of the person claimed at the time of his arrest or discovered later, shall, if the competent authority of the State applied to so decides, be impounded and handed over to the State making the requisition.

This may be done even if extradition cannot take place owing to the escape or death of the person claimed.

Nevertheless, the rights which the State applied to or third parties may have acquired in these articles shall be reserved, and such articles shall, if necessary, be restored to them free of charge at the end of the trial.

The State applied to may provisionally retain the articles impounded, if it considers them necessary for the purposes of the examination preliminary to criminal proceedings. It may also, when forwarding them, stipulate that they shall be returned to it for that purpose, while undertaking in its turn to send them back as soon as possible.

Article 12.

The conveyance in transit through the respective territories of the contracting States of a person surrendered not belonging to the State of transit shall be granted on the production either of the original or of an authentic copy of one of the documents mentioned in Article 4.

Such transit shall be governed by the provisions relating to extradition.

Conveyance in transit shall be carried out by the agents of the Party applied to and by such route as that Party may determine.

Consent shall also be given, under the conditions specified, to the conveyance, both ways, through the territory of one of the Contracting Parties, of a criminal under detention in a third country, whom the other Contracting Party may wish to confront with another person against whom proceedings have been instituted.

Article 13.

1^o Lorsque dans une cause pénale non politique instruite dans l'un des deux pays, la confrontation de l'inculpé avec des individus détenus dans le territoire de l'autre Partie ou la communication de pièces de conviction ou de documents se trouvant entre les mains des autorités de l'autre pays sera jugée nécessaire ou utile, il sera donné suite à la demande, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent et sous l'obligation de renvoyer les détenus et les pièces aussitôt que possible ;

2^o Lorsque dans la poursuite d'une affaire pénale non politique, l'audition de personnes se trouvant dans l'un des deux pays ou tout autre acte d'instruction, tel que : expertise, constat judiciaire, perquisitions et saisies d'objets seront jugés nécessaires, une commission rogatoire rédigée conformément aux lois du pays requérant sera envoyée, à cet effet, et il y sera donné suite en observant les lois du pays sur le territoire duquel l'audition ou l'acte d'instruction devra avoir lieu ;

3^o En matière pénale non politique, lorsque la notification d'un acte de procédure ou d'un jugement à un individu résidant sur le territoire de l'autre pays sera jugée nécessaire, la pièce transmise sera signifiée à personne à la requête du ministère public du lieu de la résidence par les soins d'un officier compétent et l'original constatant la notification sera renvoyé au gouvernement requérant.

Article 14.

Si, dans une cause pénale non politique, pendante devant les tribunaux d'un Etat contractant, la comparution personnelle d'un témoin ou d'un expert se trouvant sur le territoire de l'autre est jugée nécessaire ou désirable, les autorités de celui-ci communiqueront l'invitation qui lui sera adressée à cet effet.

Les frais de la comparution personnelle d'un témoin ou expert seront supportés par l'Etat requérant.

Des frais de voyage et de séjour, calculés depuis sa résidence, seront accordés au témoin ou à l'expert d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu ; il pourra lui être fait sur sa demande par les soins des magistrats de sa résidence, l'avance de tout ou partie des frais de voyage qui seront ensuite remboursés par le gouvernement requérant.

Aucun témoin ou expert quelle que soit sa nationalité qui, cité dans le pays de l'une des Parties contractantes, comparaitra volontairement devant les juges de l'autre Partie, ne pourra y être poursuivi ou détenu pour des faits ou condamnations criminelles antérieures, ni sous prétexte de participation dans les faits, objets du procès où il figure.

Ces personnes perdront toutefois cet avantage si, ayant eu la liberté de le faire, elles n'ont pas quitté le territoire de l'Etat requérant dans les trois jours à partir du moment où leur présence devant les autorités judiciaires n'y était plus nécessaire.

Article 15.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se communiquer réciproquement, chaque trimestre, sans restitution des frais, les extraits de toutes les sentences définitives de condamnation pour crimes ou délits de toutes espèces prononcées par leurs autorités judiciaires contre les ressortissants de l'autre Partie.

Communication sera donnée, par l'Etat qui aura obtenu l'extradition d'un malfaiteur, du résultat définitif des poursuites criminelles.

Les autorités d'une des Parties contractantes chargées de la tenue des casiers ou registres judiciaires fourniront gratuitement aux autorités de l'autre Partie, sur leur demande, des informations sur la base des casiers ou registres judiciaires concernant des cas particuliers.

Article 13.

1. If, in a criminal case of a non-political character under preliminary examination in either of the two countries, the confrontation of the person charged with persons under detention in the territory of the other Party or the communication of articles which may serve as proof of the offence or documents in the possession of the authorities of the other country should be considered necessary or desirable, a request to that effect shall be complied with, failing special reasons to the contrary, on the condition that the persons detained and the documents are returned as soon as possible.

2. Should the proceedings in a criminal case of a non-political character require the hearing of persons in either of the two countries, or should any other proceedings, such as investigations by experts, a judicial record of fact, the searching of premises or the impounding of articles, be considered necessary, a rogatory commission made out in accordance with the laws of the country making the request shall be sent for the purpose, and effect shall be given to it in conformity with the laws of the country in the territory of which the hearing or other proceeding is to take place.

3. If, in a criminal case of a non-political character, the notification of proceedings or of a judgment to a person residing in the territory of the other country should be considered necessary, the document transmitted shall be served on such person, at the instance of the public prosecutor at the place of residence, through the competent officer and the original recording such service shall be returned to the Government making the request.

Article 14.

If, in a criminal case of a non-political character pending before the courts of one of the Contracting States, the personal attendance of a witness or expert to be found in the territory of the other State should be considered necessary or desirable, the authorities of that State shall transmit any request addressed to him to that effect.

The cost of the personal attendance of a witness or expert shall be borne by the State making the request.

Travelling and subsistence allowances, calculated as from their place of residence, shall be granted to witnesses or experts in accordance with the rates and regulations in force in the country in which the hearing is to take place; the whole or part of their travelling expenses may, on their application, be advanced to them through the judicial authorities of their place of residence, such advance to be subsequently refunded by the Government making the request.

No witness or expert, of whatever nationality, who when cited in the country of one of the Contracting Parties shall voluntarily appear before the judicial authorities of the other Party, may be prosecuted or detained there for previous criminal offences or convictions or on the ground of participation in the acts forming the subject of the proceedings in which he is appearing.

Such persons shall, nevertheless, forfeit this privilege, if, being free to do so, they fail to leave the territory of the State making the request within three days of their presence before the judicial authorities ceasing to be necessary.

Article 15.

The High Contracting Parties undertake to communicate to each other, every quarter and without charge, copies all final judgments pronounced by their judicial authorities convicting nationals of the other Party of any crime or delict.

The State which has obtained the extradition of a criminal shall communicate the final result of the criminal proceedings.

The authorities of either Contracting Party responsible for keeping judicial records or registers shall, on request, supply to the authorities of the other Party, free of charge, any information to be found in such records or registers concerning particular cases.

Article 16.

La demande et l'octroi du concours judiciaire entre les Hautes Parties contractantes s'effectueront par la voie diplomatique à moins d'un accord spécial entre ces Parties au sujet de la communication directe entre les autorités judiciaires des deux pays. Au cas d'un tel accord, copie des documents sera toujours adressée, en même temps, aux autorités supérieures du pays requis, désignées par accord entre les Hautes Parties contractantes.

Article 17.

Les frais occasionnés par la demande d'extradition ou par toutes autres demandes de coopération judiciaire en matière pénale, seront à la charge de la Haute Partie sur le territoire de laquelle ils ont été occasionnés.

Les autorités de l'Etat requis communiqueront toutefois à l'Etat requérant le montant de ces frais en vue de leur remboursement par la personne obligée de les supporter.

Les montants perçus par celui-ci reviennent à l'Etat requis.

Font exception les indemnités pour les expertises de toute nature, de même que les frais occasionnés par la citation ou comparution des personnes se trouvant détenues sur le territoire de l'Etat requis. Ces dépenses seront remboursées par l'Etat requérant. Seront de même à la charge de l'Etat requérant les frais de transit et de l'entretien, à travers les territoires intermédiaires, des individus dont l'extradition ou la remise temporaire aura été accordée.

Seront également supportés par l'Etat requérant, les frais de la remise temporaire et ceux du renvoi mentionnés à l'article 9, alinéa 3, de la présente convention.

Article 18.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se fournir réciproquement et sur demande au sujet d'affaires pénales les renseignements concernant la législation en vigueur chez elles.

Elles se communiqueront réciproquement l'une à l'autre la liste des autorités qui sont tenues de fournir ces renseignements.

Article 19.

Si des ressortissants de l'un des Etats contractants ou l'Etat lui-même sont partie civile dans un procès pénal qui a lieu dans l'autre Etat contractant, ce dernier s'oblige à leur accorder tous les droits et facultés que ses propres lois reconnaissent aux régnicoles.

Article 20.

Les commissions rogatoires et leurs annexes, ainsi que les documents mentionnés à l'article 4, devront être rédigés dans la langue officielle de la Haute Partie requérante.

Article 21.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées le plus tôt possible. Elle entrera en vigueur dix jours après sa publication dans les formes prescrites par les lois des deux pays.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra, en tout temps, la dénoncer en prévenant l'autre Partie de son intention, six mois à l'avance.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention.

Fait à Luxembourg, le premier septembre mil neuf cent trente-sept.

(Signé) N. POLITIS.

(Signé) J. BECH.

Article 16.

Judicial assistance between the High Contracting Parties shall be requested and afforded through the diplomatic channel, failing a special agreement between the Parties providing for direct communication between the judicial authorities of the two countries. Should such an agreement be concluded, a copy of the documents shall at the same time always be sent to such higher authorities of the State applied to as shall be designated by agreement between the High Contracting Parties.

Article 17.

Expenses occasioned by a requisition for extradition or by any other request for judicial co-operation in criminal matters shall be borne by the High Contracting Party in whose territory they are incurred.

The authorities of the State applied to shall, nevertheless, inform the State making the request of the amount of such expenses, with a view to their repayment by the person liable.

The amounts thus collected shall be refunded to the State applied to.

The foregoing rule shall not apply to the fees for expert investigations of all kinds or to expenses in connection with the summoning or attendance of persons who are under detention in the territory of the State applied to. Such expenses shall be repaid by the State making the request. The latter shall also bear the cost of transit, and subsistence during transit, through intermediate territories in respect of persons whose extradition or temporary surrender has been granted.

The State making the request shall also bear the costs of temporary surrender and return in accordance with Article 9, paragraph 3, of the present Convention.

Article 18.

The High Contracting Parties undertake to supply one another, on request, in connection with criminal cases, with information concerning the laws in force in their respective countries.

They shall communicate to each other a list of the authorities responsible for providing such information.

Article 19.

Should nationals of one of the contracting States or the State itself be civil parties in criminal proceedings in the other contracting State, the latter shall grant them all the rights and possibilities enjoyed under its laws by its own nationals.

Article 20.

Rogatory commissions and their annexes, together with the documents mentioned in Article 4, shall be drawn up in the official language of the High Contracting Party making the requisition.

Article 21.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged as soon as possible. It shall come into force ten days after its publication in the manner prescribed by the laws of the two countries.

Either of the High Contracting Parties may terminate it at any time, provided always that the other Party is given six months' notice of his intention to do so.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Luxemburg, this first day of September, one thousand nine hundred and thirty-seven.

(Signed) N. POLITIS.

(Signed) J. BECH.

N° 4492.

ITALIE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Accord réglant les échanges commerciaux entre les deux pays. Signé à Rome, le 31 mars 1937.

ITALY
AND CZECHOSLOVAKIA

Agreement regulating Commercial Exchanges between the Two Countries. Signed at Rome, March 31st, 1937.

TEXTE TCHÉCOSLOVAQUE. — CZECHOSLOVAK TEXT.

N^o 4492. — DOHODA¹ O ÚPRAVĚ OBCHODNÍ SMĚNY MEZI ITALIÍ A ČESKOSLOVENSKEM. PODEPSANÁ V ŘÍMĚ DNE 31. BŘEZNA 1937.

Textes officiels italien et tchécoslovaque communiqués par le chargé de services du bureau permanent de la République tchécoslovaque près la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 21 décembre 1938.

Za tím účelem, aby bylo docíleno rovnováhy ve vzájemné obchodní směně, VLÁDA ČESKOSLOVENSKÁ a VLÁDA ITALSKÁ rozhodly po oboustranné dohodě, že až do nové úmluvy bude suspendováno používání Protokolu příloha C, připojeného k Dodatkové úmluvě z 1. března 1924, spolu se seznamy A, B, C, D, E připojenými k témuž Protokolu.

Z toho důvodu obě vlády ustanovují ve věci obchodních styků mezi oběma zeměmi toto :

Čl. 1.

Dovoz do Itálie zboží, pocházejícího a přicházejícího z Československa a dovoz do Československa zboží, pocházejícího a přicházejícího z Itálie, bude připuštěn podle ustanovení obsažených v této Dohodě.

Pro obchodní směnu mezi oběma zeměmi ustanovují obě Vlády zásadu vyrovnané bilance a zavazují se, že budou spolupracovati k tomu, aby zmíněná výměna byla udržována v poměru 1 : 1.

Ve smyslu zmíněné zásady připustí každá z obou zemí v rozsahu co možná nejvyšším dovoz zboží pocházejícího a přicházejícího z druhé země.

Čl. 2.

Dovozci italského zboží do Československa a dovozci československého zboží do Itálie, pokud zmíněné zboží jest podrobeno povolovacímu řízení na podkladě dovozních povolení, musí předkládati celním úřadům československým, případně italským, dovozní povolení vydaná příslušnými úřady.

Dovozci československého zboží do Itálie, pokud jest podrobeno systému boletovému, musí předkládati královským italským celním úřadům celní bolety prokazující dovoz uskutečněný v příslušném čtvrtletí roku 1934.

Čl. 3.

Platy z obchodní směny, jichž se týká tato Dohoda, jsou upraveny příslušnou Dohodou, podepsanou dnešního dne mezi Národní bankou Československou a ústavem « Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero ».

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Prague, le 5 décembre 1938.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 4492. — ACCORDO ¹ PER REGOLARE GLI SCAMBI COMMERCIALI
TRA L'ITALIA ET LA CECOSLOVACCHIA. FIRMATO A ROMA,
IL 31 MARZO, 1937.

Italian and Czechoslovak official texts communicated by the "Chargé de Services" of the Permanent Office of the Czechoslovak Republic to the League of Nations. The registration of this Agreement took place December 21st, 1938.

IL GOVERNO ITALIANO ed IL GOVERNO CECOSLOVACCO, allo scopo di raggiungere l'equilibrio dei reciproci scambi commerciali, hanno deciso di comune accordo di sospendere fino a nuovo intesa l'applicazione del Protocollo allegato C, annesso alla Convenzione Addizionale del 1° marzo 1924, insieme con le tabelle A, B, C, D, E, unite al Protocollo stesso.

Pertanto i due Governi stabiliscono nei riguardi dei rapporti commerciali fra i due Paesi quanto segue :

Art. 1.

L'importazione in Italia delle merci di origine e provenienza cecoslovacca e l'importazione in Cecoslovacchia delle merci di origine e provenienza italiana saranno ammesse secondo le disposizioni previste dal presente Accordo.

I due Governi stabiliscono per l'intercambio commerciale fra i due Paesi il principio dell'equilibrio della bilancia e si impegnano a collaborare al fine di mantenere tale intercambio nella proporzione di 1 : 1.

In conformità di tale principio, ciascuno dei due Paesi ammetterà nella misura del massimo possibile la importazione di merci originarie e provenienti dall'altro.

Art. 2.

Gli importatori delle merci italiane in Cecoslovacchia e gli importatori delle merci cecoslovacche in Italia, in quanto sottoposte al regime di licenza d'importazione, dovranno esibire agli Uffici doganali rispettivamente cecoslovacchi e italiani le licenze per l'importazione rilasciate dalle Autorità competenti.

Gli importatori delle merci cecoslovacche in Italia, in quanto sottoposte al sistema della bolletta, dovranno esibire ai Regi Uffici Doganali italiani la bolletta doganale attestante l'importazione effettuata durante il trimestre corrispondente dell'anno 1934.

Art. 3.

I pagamenti relativi agli scambi commerciali previsti dal presente Accordo sono regolati dall'apposito Accordo, firmato in data di oggi, fra l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero e la Banca Nazionale Cecoslovacca.

¹ The exchange of ratifications took place at Prague, December 5th, 1938.

Čl. 4.

Po dobu platnosti této Dohody mohou býti povolovány po shodě obou vlád vzájemné zvláštní kontingenty, při čemž je shoda v tom, že protihodnota dovozů, jež budou uvedeným způsobem uskutečněny, bude uhrazena podle ustanovení Dohody, týkající se úpravy platů, zmíněné v předcházejícím článku.

Čl. 5.

V případě, že by vznikla citelná a trvalá nerovnováha ve směně zboží mezi oběma zeměmi, obě vlády přezkoumají stav věci za tím účelem, aby byla učiněna potřebná opatření za účelem pravidelného působení této Dohody, jakož i za účelem, aby byla zajištěna rovnováha směny, jež tvoří základ zmíněné Dohody.

Obě vlády rozhodly, že k uvedenému účelu bude ustavena Komise sestavená z jich zástupců a pověřená tím, aby zkoumala veškeré otázky, souvisící s touto Dohodou.

Obě vlády oznámí si jména svých zástupců.

Komise sejde se zpravidla každých 6 měsíců, nebo mimořádně do jednoho měsíce na žádost jedné smluvní strany.

Čl. 6.

Tato Dohoda, kterou se nahrazují dřívější prozatímní úmluvy sjednané mezi oběma zeměmi ve věci obchodní směny, nabude působnosti dnem výměny ratifikace. Bude však prováděna s prozatímní účinností od 1. dubna 1937 a zůstane v platnosti do 31. prosince 1937.

Po zmíněném datu bude považována za mlčky obnovenou, vždy na pololetí, nebude-li vypo-
věděna dva měsíce před jeho uplynutím.

Čemuž na svědomí byla podepsána tato Dohoda.

Dáno v Římě dne 31. března 1937 ve dvojím vyhotovení v československém a italském jazyku.

Za Československo :

Dr. CHVALKOVSKÝ.

Za Itálii :

CIANO.

Copie certifiée conforme :
Praha, le 9 décembre 1938.

Dr Boh. Lázňovský,
Directeur des Archives.

Art. 4.

Durante la validità del presente Accordo potranno essere concessi, d'intesa fra i due Governi, degli extra contingenti reciproci, restando inteso che il controvalore delle importazioni che verranno in tal modo effettuate sarà regolato secondo le norme dell'Accordo per i pagamenti di cui al precedente articolo.

Art. 5.

Nel caso in cui dovesse verificarsi uno squilibrio sensibile e duraturo negli scambi fra i due Paesi, i due Governi riesamineranno la situazione allo scopo di adottare le misure necessarie per il funzionamento regolare del presente Accordo e per assicurare l'equilibrio degli scambi che è alla base dell'Accordo stesso.

I due Governi decidono di costituire all'uopo una Commissione composta dai loro delegati rispettivi incaricata di esaminare tutte le questioni relative al presente Accordo.

I due Governi si comunicheranno i nomi dei rispettivi delegati.

La Commissione si riunirà in via ordinaria ogni sei mesi o in via straordinaria entro un mese dalla domanda di una delle Parti contraenti.

Art. 6.

Il presente Accordo, che sostituisce le precedenti intese provvisorie in materia di scambi commerciali stipulate fra i due Paesi, entrerà in vigore alla data dello scambio delle ratifiche. Esso sarà tuttavia applicato in via provvisoria a partire dal 1° aprile 1937 ed avrà validità fino al 31 dicembre 1937.

Dopo tale data sarà considerato tacitamente rinnovato di semestre in semestre, se non sarà denunciato due mesi prima di ciascuna scadenza.

In fede di che è stato firmato il presente Accordo.

Fatto a Roma, in duplice esemplare in lingua italiana e cecoslovacca, il 31 marzo 1937.

Per l'Italia :

CIANO.

Per la Cecoslovacchia :

Dr. CHVALKOVSKÝ.

Copie certifiées conformes :
Praha, le 9 décembre 1938.

Dr Boh. Lázňovský,
Directeur des Archives.

¹ TRADUCTION.

N^o 4492. — ACCORD RÉGLANT LES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE L'ITALIE ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE. SIGNÉ A ROME, LE 31 MARS 1937.

LE GOUVERNEMENT ITALIEN et LE GOUVERNEMENT TCHÉCOSLOVAQUE, en vue d'assurer l'équilibre des échanges commerciaux entre leurs deux pays, ont décidé d'un commun accord de suspendre jusqu'à nouvelle entente l'application du protocole C, annexé à la Convention additionnelle du 1^{er} mars 1924, ainsi que des tableaux A, B, C, D, E, joints audit protocole.

En conséquence, les deux gouvernements sont convenus, en ce qui concerne les relations commerciales entre les deux pays, des dispositions suivantes :

Article premier.

L'importation en Italie de marchandises d'origine et de provenance tchécoslovaques et l'importation en Tchécoslovaquie de marchandises d'origine et de provenance italiennes pourront s'effectuer conformément aux dispositions prévues par le présent accord.

Les deux gouvernements établissent, pour les échanges commerciaux entre les deux pays, le principe de l'équilibre de la balance et s'engagent à collaborer l'un avec l'autre afin de maintenir ces échanges dans la proportion de 1 : 1.

Conformément à ce principe, chacun des deux pays autorisera dans la mesure la plus large possible l'importation de marchandises originaires et en provenance de l'autre pays.

Article 2.

Les importateurs de marchandises italiennes en Tchécoslovaquie et les importateurs de marchandises tchécoslovaques en Italie, pour autant que ces marchandises sont soumises au régime de l'autorisation d'importation, devront présenter aux bureaux de douane tchécoslovaques et italiens respectifs les autorisations d'importation délivrées par les autorités compétentes.

Les importateurs de marchandises tchécoslovaques en Italie, pour autant que ces marchandises sont soumises au système du certificat (*bolletta*), devront présenter aux bureaux royaux de la douane italienne le certificat de douane attestant l'importation effectuée pendant le trimestre correspondant de l'année 1934.

Article 3.

Les paiements relatifs aux échanges commerciaux prévus par le présent accord sont réglés par l'accord spécial signé ce jour entre l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Esterio et la Banque nationale tchécoslovaque.

Article 4.

Pendant toute la durée de validité du présent accord, des contingents supplémentaires pourront être réciproquement accordés, par voie d'entente entre les deux gouvernements, étant entendu que la contre-valeur des importations effectuées de cette manière sera réglée conformément aux dispositions de l'accord relatif aux paiements mentionné à l'article précédent.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 4492. — AGREEMENT REGULATING COMMERCIAL EXCHANGES
BETWEEN ITALY AND CZECHOSLOVAKIA. SIGNED AT ROME,
MARCH 31ST, 1937.

THE ITALIAN GOVERNMENT and THE CZECHOSLOVAK GOVERNMENT, being desirous of effecting an equilibrium of commercial exchanges between their two countries, have decided by mutual agreement to suspend until the conclusion of a new arrangement the application of Protocol C, annexed to the Additional Convention of March 1st, 1924, together with Tables A, B, C, D, E, attached to that Protocol.

In regard to the commercial relations between the two countries, the two Governments have therefore agreed upon the following provisions :

Article 1.

The importation into Italy of goods originating in and coming from Czechoslovakia and the importation into Czechoslovakia of goods originating in and coming from Italy shall be permitted in accordance with the provisions of the present Agreement.

The two Governments adopt the principle of an equilibrium of commercial exchanges between the two countries and undertake to collaborate with a view to maintaining the said exchanges in the proportion of 1 : 1.

In accordance with the above principle, each of the two countries shall allow, to the fullest possible extent, the importation of goods originating in and coming from the other.

Article 2.

Importers of Italian goods into Czechoslovakia and importers of Czechoslovak goods into Italy shall, in so far as such goods are subject to the system of import licences, present to the Czechoslovak and Italian Customs offices respectively the import licences issued by the competent authorities.

Importers of Czechoslovak goods into Italy shall, in so far as such goods are subject to the system of certificates (*bolletta*), present to the Royal Italian Customs offices the Customs certificate attesting the importation effected during the corresponding quarter of the year 1934.

Article 3.

Payments in connection with the commercial exchanges specified in the present Agreement shall be regulated by the special Agreement signed this day between the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero and the Czechoslovak National Bank.

Article 4.

Throughout the validity of the present Agreement, additional reciprocal quotas may be conceded by agreement between the two Governments, on the understanding that the value of goods thus imported shall be paid off in accordance with the provisions of the Agreement regarding payments mentioned in the preceding Article.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 5.

Au cas où il se produirait un déséquilibre sensible et durable dans les échanges entre les deux pays, les deux gouvernements réexamineront la situation afin d'adopter les mesures nécessaires pour assurer le fonctionnement régulier du présent accord ainsi que l'équilibre des échanges qui forme la base même de l'accord.

Les deux gouvernements décident de constituer à cet effet une commission composée de leurs délégués respectifs et chargée d'examiner toutes les questions relatives au présent accord.

Les deux gouvernements se communiqueront les noms de leurs délégués respectifs.

La commission se réunira normalement tous les six mois et, à titre exceptionnel, à la demande de l'une ou l'autre des Parties contractantes, dans le courant du mois qui suivra cette demande.

Article 6.

Le présent accord, qui remplace les ententes provisoires précédentes en matière d'échanges commerciaux conclues entre les deux pays, entrera en vigueur à la date de l'échange des instruments de ratification. Toutefois, il sera appliqué à titre provisoire à partir du 1^{er} avril 1937 et sera valable jusqu'au 31 décembre 1937.

Après cette date, il sera considéré comme renouvelé par tacite reconduction de semestre en semestre s'il n'est pas dénoncé deux mois avant l'expiration de chaque période de six mois.

En foi de quoi, le présent accord a été signé.

Fait à Rome, en double exemplaire, en langues italienne et tchécoslovaque, le 31 mars 1937.

Pour l'Italie :
CIANO.

Pour la Tchécoslovaquie :
Dr CHVALKOVSKÝ.

Article 5.

In the event of a considerable and lasting disturbance in the equilibrium of exchanges between the two countries, the two Governments shall reconsider the situation with a view to adopting measures necessary for ensuring the regular working of the present Agreement and the equilibrium of exchanges upon which the said Agreement rests.

For this purpose the two Governments have decided to set up a committee consisting of their respective delegates, which shall be called upon to examine all questions relating to the present Agreement.

The two Governments shall communicate to each other the names of their respective delegates.

The committee shall normally meet every six months, and in exceptional circumstances within one month of the date on which a request to that effect is made by one of the Contracting Parties.

Article 6.

The present Agreement, which replaces the previous provisional arrangements regarding commercial exchanges between the two countries, shall come into force on the date of the exchange of ratifications. Nevertheless, it shall be applied provisionally as from April 1st, 1937, and shall remain in force until December 31st, 1937.

After that date it shall be deemed to be renewed by tacit agreement every half-year, unless it is denounced two months before the expiry of any half-year.

In faith whereof the present Agreement has been signed.

Done at Rome, in duplicate, in the Italian and Czechoslovak languages, this 31st day of March, 1937.

For Italy :
CIANO.

For Czechoslovakia :
Dr. CHVALKOVSKÝ.

N° 4493.

GRÈCE ET TURQUIE

Traité additionnel au Traité gréco-turc d'amitié, de neutralité, de conciliation et d'arbitrage du 30 octobre 1930, et au Pacte gréco-turc d'entente cordiale du 14 septembre 1933. Signé à Athènes, le 27 avril 1938.

GREECE AND TURKEY

Additional Treaty to the Treaty of Friendship, Neutrality, Conciliation and Arbitration of October 30th, 1930, and to the Pact of Cordial Friendship of September 14th, 1933, between Greece and Turkey. Signed at Athens, April 27th, 1938.

N^o 4493. — TRAITÉ¹ ADDITIONNEL AU TRAITÉ GRÉCO-TURC D'AMITIÉ, DE NEUTRALITÉ, DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE DU 30 OCTOBRE 1930, ET AU PACTE GRÉCO-TURC D'ENTENTE CORDIALE DU 14 SEPTEMBRE 1933. SIGNÉ A ATHÈNES, LE 27 AVRIL 1938

Texte officiel français communiqué par le chargé d'Affaires a. i. de la délégation hellénique près la Société des Nations et le chargé d'Affaires a. i. de la délégation permanente de Turquie près la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité additionnel a eu lieu le 21 décembre 1938.

LA GRÈCE et LA TURQUIE, animées du désir de développer encore davantage les liens qui si heureusement les unissent, et désireuses de conclure un traité additionnel sans que celui-ci porte une atteinte quelconque aux traités, accords et arrangements mutuels bilatéraux et plurilatéraux qui les engagent,

Ont nommé à cet effet leurs plénipotentiaires, à savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES :

Son Excellence Monsieur Jean METAXAS, président du Conseil des ministres, ministre des Affaires étrangères ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

Son Excellence Monsieur Celâl BAYAR, président du Conseil des ministres, député d'Izmir ;

Son Excellence le D^r Tevfik RÜŞTÜ ARAS, ministre des Affaires étrangères, député d'Izmir ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Au cas où l'une des Hautes Parties contractantes deviendrait l'objet d'une agression non provoquée de la part d'une ou plusieurs Puissances, l'autre Haute Partie contractante s'engage à sauvegarder sa neutralité en s'opposant, au besoin par les armes, à ce que la ou lesdites Puissances ne puissent utiliser son territoire pour des passages de troupes, armes, munitions de guerre ou pour des fournitures de vivres, bestiaux et autres, ou enfin pour le passage des troupes battant en retraite, ou bien d'opérer des reconnaissances militaires sur ledit territoire.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Ankara, le 15 juillet 1938.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4493. — ADDITIONAL TREATY² TO THE TREATY OF FRIENDSHIP, NEUTRALITY, CONCILIATION AND ARBITRATION OF OCTOBER 30TH, 1930, AND TO THE PACT OF CORDIAL FRIENDSHIP OF SEPTEMBER 14TH, 1933, BETWEEN GREECE AND TURKEY. SIGNED AT ATHENS, APRIL 27TH, 1938.

French official text communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the Hellenic Delegation to the League of Nations and by the Chargé d'Affaires a. i. of the Permanent Delegation of Turkey to the League of Nations. The registration of this Additional Treaty took place December 21st, 1938.

GREECE and TURKEY, desirous of strengthening still further the bonds which so happily unite them, and desirous of concluding an Additional Treaty which shall in no way affect the mutual treaties, agreements and arrangements, whether bilateral or plurilateral, by which they are bound,

Have appointed for this purpose their Plenipotentiaries, namely :

HIS MAJESTY THE KING OF THE HELLENES :

His Excellency Monsieur Jean METAXAS, President of the Council of Ministers, Minister for Foreign Affairs ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF TURKEY :

His Excellency Monsieur Celâl BAYAR, President of the Council of Ministers, Deputy for Smyrna,
His Excellency Dr. Tevfik RÜŞTÜ ARAS, Minister for Foreign Affairs, Deputy for Smyrna ;

Who, having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Should one of the High Contracting Parties become the object of an unprovoked act of aggression on the part of one or more Powers, the other High Contracting Party undertakes to safeguard its neutrality by opposing, if necessary by arms, the use of its territory by the said Power or Powers for the passage of troops, arms or ammunitions of war or for the supply of provisions, cattle, etc., or for the passage of retreating troops or for purposes of military reconnaissance in such territory.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Ankara, July 15th, 1938.

Article 2.

Au cas où l'une des deux Hautes Parties contractantes serait l'objet d'une action d'hostilité de la part d'une ou de plusieurs tierces Puissances, l'autre Partie contractante déploiera tous ses efforts pour remédier à la situation. Si malgré ces efforts la guerre devenait un fait accompli, les deux Parties contractantes s'engagent à examiner de nouveau la situation soigneusement et dans un esprit de bienveillance dans le but de parvenir à trouver une solution conforme à leurs intérêts supérieurs.

Article 3.

Les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à ne point admettre sur leur territoire la formation ou le séjour d'organisations ou de groupements ayant pour but de troubler la paix et la sécurité de l'autre pays ou de changer son gouvernement ainsi que le séjour de personnes ou de groupements projetant de lutter par propagande ou par tout autre moyen contre l'autre pays.

Article 4.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que les engagements mutuels, bilatéraux et plurilatéraux qu'elles ont contractés et qui sont en vigueur continueront à produire leur plein effet indépendamment des dispositions du présent traité.

Article 5.

Le présent traité qui entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications est conclu pour une durée de dix ans. Il restera en vigueur pour une même période si aucune des Hautes Parties contractantes ne l'a dénoncé un an avant son expiration et ainsi de suite.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que le Traité¹ turco-hellénique d'amitié, de neutralité, de conciliation et d'arbitrage du 30 octobre 1930 et le Pacte² d'entente cordiale du 14 septembre 1933 auront la même durée de validité que le présent traité nonobstant les dispositions y relatives qu'ils contiennent.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité.

Fait à Athènes, en double exemplaire, le 27 avril 1938.

J. METAXAS.

C. BAYAR.

D^r T. R. ARAS.

Copie certifiée conforme à l'original :

Ş. F. KEÇECİ.

¹ Vol. CXXV, page 9, de ce recueil.

² Vol. CLVI, page 165, de ce recueil.

Article 2.

Should one of the two High Contracting Parties be the object of an act of hostility on the part of one or more third Powers, the other High Contracting Party shall exert every effort to remedy the situation. If war becomes an accomplished fact notwithstanding such efforts, the two High Contracting Parties shall undertake to re-examine the situation with care and in a friendly spirit with the object of reaching a settlement in conformity with their higher interests.

Article 3.

The two High Contracting Parties shall undertake not to allow in their territory the formation or the residence of organisations or groups whose object is to disturb the peace and security of the other country or to change its Government, or the residence of persons or groups planning to conduct a campaign by propaganda or by any other means against the other country.

Article 4.

The High Contracting Parties agree that the mutual engagements, bilateral or plurilateral, which they have contracted and which are in force shall continue to produce their full effect irrespective of the provisions of the present Treaty.

Article 5.

The present Treaty, which shall enter into force on the date of the exchange of ratifications, is concluded for a period of ten years. It shall remain in force for similar successive periods if neither of the High Contracting Parties has denounced it one year before its expiry.

The High Contracting Parties agree that the Treaty¹ of Friendship, Neutrality, Conciliation and Arbitration concluded between Turkey and Greece on October 30th, 1930, and the Pact² of Cordial Friendship of September 14th, 1933, shall have the same validity as the present Treaty notwithstanding the provisions they contain regarding validity.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done at Athens, in duplicate, this 27th day of April, 1938.

J. METAXAS.

C. BAYAR.

Dr. T. R. ARAS.

¹ Vol. CXXV, page 9, of this Series.

² Vol. CLVI, page 165, of this Series.

N° 4494.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET SUISSE**

**Convention relative aux obligations
militaires de certains doubles na-
tionaux. Signée à Berne, le 11
novembre 1937.**

**UNITED STATES OF AMERICA
AND SWITZERLAND**

**Convention relative to Military Obli-
gations of Certain Persons having
Dual Nationality. Signed at Berne,
November 11th, 1937.**

N^o 4494. — CONVENTION¹ ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA SUISSE RELATIVE AUX OBLIGATIONS MILITAIRES DE CERTAINS DOUBLES NATIONAUX. SIGNÉE A BERNE, LE 11 NOVEMBRE 1937.

Textes officiels français et anglais communiqués par le Conseil fédéral suisse et l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 22 décembre 1938.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE et LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,

Animés du désir de régler les obligations militaires de certains individus possédant à la fois la nationalité suisse et la nationalité américaine, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

Monsieur Giuseppe MOTTA, président de la Confédération, chef du Département politique fédéral ;

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

Monsieur Leland HARRISON, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique, à Berne ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des stipulations ci-après :

Article premier.

Une personne, née sur le territoire de l'une des deux Parties de parents nationaux de l'autre, qui possède la nationalité de ces deux Etats et a sa résidence habituelle dans l'Etat de sa naissance ne sera pas astreinte par l'autre Etat au service militaire ou, à sa place, au paiement de taxes, même en cas de séjour temporaire sur le territoire de ce dernier. Toutefois, si ce séjour dépasse le délai de deux ans, il sera présumé permanent, à moins que l'intéressé ne puisse démontrer son intention de retourner dans son pays natal peu de temps après l'échéance de ce délai.

Article 2.

La présente convention sera ratifiée.

Elle entrera en vigueur dès l'échange des instruments de ratification et continuera à déployer ses effets pendant trois ans. Passé ce délai, chacune des Parties aura la faculté de la dénoncer en tout temps, moyennant avertissement donné six mois à l'avance.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Berne, en double expédition, en langues française et anglaise, le onze novembre mil neuf cent trente-sept.

(L. S.) (Signé) MOTTA.

(L. S.) (Signé) Leland HARRISON.

Certified to be a true and complete textual copy of the original Convention in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

Edward Yardley,
Director of Personnel.

Pour copie conforme :

Berne, le 10 décembre 1938.

Le Chancelier de la Confédération,
G. Bovet.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berne, le 7 décembre 1938.

No. 4494. — CONVENTION¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND SWITZERLAND RELATIVE TO MILITARY OBLIGATIONS OF CERTAIN PERSONS HAVING DUAL NATIONALITY. SIGNED AT BERNE, NOVEMBER 11TH, 1937.

French and English official texts communicated by the Swiss Federal Council and by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration of this Convention took place December 22nd, 1938.

THE SWISS FEDERAL COUNCIL and THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA, Animated by the desire of regulating the military obligations of certain individuals possessing both Swiss and American nationality, have resolved to conclude a Convention to that effect and have named as their Plenipotentiaries :

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

Mr. Giuseppe MOTTA, President of the Confederation, Chief of the Federal Political Department ;

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Mr. Leland HARRISON, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America in Berne ;

Who, after having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

A person, born in the territory of one of the two Parties, of parents who are nationals of the other, who possesses the nationality of these two States and has his habitual residence in the State of his birth, shall not be held liable by the other State for military service or for payment of taxes in lieu thereof, even in the case of a temporary stay in the territory of the latter State. However, if this stay is protracted beyond the period of two years, it shall be presumed to be permanent, unless the person can show his intention of returning to his native land shortly after the lapse of this period.

Article 2.

The present Convention shall be ratified.

It shall become effective upon the exchange of the instruments of ratification and shall continue in effect for three years. At the end of this time, either of the Parties may denounce it at any time, subject to notice given six months in advance.

In witness whereof, the above-named Plenipotentiaries have signed this Convention and have hereunto affixed their seals.

Done at Berne, in duplicate, in the French and English languages, the eleventh day of November nineteen hundred and thirty-seven.

Certified to be a true and complete textual copy of the original Convention in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :
Edward Yardley,
Director of Personnel.

(L. S.) (sig.) MOTTA.

(L. S.) (sig.) Leland HARRISON.

Pour copie conforme :
Berne, le 9 janvier 1939.
Le Chancelier de la Confédération,
G. Bovet.

¹ The exchange of ratifications took place at Berne, December 7th, 1938.

N° 4495.

GRÈCE ET LITHUANIE

**Accord commercial. Signé à Kaunas,
le 1^{er} décembre 1937.**

GREECE AND LITHUANIA

**Commercial Agreement. Signed at
Kaunas, December 1st, 1937.**

N^o 4495. — ACCORD¹ COMMERCIAL ENTRE LE ROYAUME DE GRÈCE
ET LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE. SIGNÉ A KAUNAS, LE
1^{er} DÉCEMBRE 1937.

Texte officiel français communiqué par le chargé d'Affaires a. i. de la délégation hellénique près la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 23 décembre 1938.

LES GOUVERNEMENTS DU ROYAUME DE GRÈCE et DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE, désireux de permettre le développement des relations commerciales entre les deux pays, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les deux Hautes Parties contractantes s'accordent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne le commerce, l'industrie, la navigation, ainsi que le paiement des droits de douane, taxes et autres redevances accessoires et les formalités auxquelles peuvent ou pourraient être soumises les opérations de dédouanement des marchandises de l'autre Partie contractante, de telle sorte qu'à aucun propos celles-ci ne puissent se trouver dans une situation moins favorable que celle des marchandises d'un tiers pays quelconque.

Article 2.

Sont exceptées, toutefois, du traitement de la nation la plus favorisée, prévu à l'article précédent, les faveurs ayant trait au trafic frontalier, ainsi que celles que la Grèce a ou pourrait accorder à la Turquie, Yougoslavie et Roumanie et la Lithuanie à la Lettonie et l'Estonie.

Article 3.

Le présent accord entrera en vigueur à la date du 1^{er} janvier 1938 et sa durée sera d'une année. Il pourra être dénoncé trois mois avant son expiration. S'il n'est pas dénoncé, il sera réputé prolongé par tacite reconduction, le délai de dénonciation étant de trois mois. Il sera ratifié et les ratifications en seront échangées dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, y ont apposé leurs signatures.

Fait en double exemplaire à Kaunas, le 1^{er} décembre 1937.

Pour copie conforme :

*Le Directeur
des Affaires conventionnelles et commerciales
au Min. des Aff. étrangères et p. a.,
B. Demertzis.*

(Signé) A. J. ARGYROPOULO.

(Signé) J. NORKAITIS.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 1^{er} décembre 1938.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4495. — COMMERCIAL AGREEMENT ² BETWEEN THE KINGDOM OF GREECE AND THE REPUBLIC OF LITHUANIA. SIGNED AT KAUNAS, DECEMBER 1ST, 1937.

French official text communicated by the Chargé d'Affaires a.i. of the Hellenic Delegation to the League of Nations. The registration of this Agreement took place December 23rd, 1938.

THE GOVERNMENTS OF THE KINGDOM OF GREECE and of THE REPUBLIC OF LITHUANIA, being desirous of developing commercial relations between the two countries, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The two High Contracting Parties shall grant each other most-favoured-nation treatment in everything relating to commerce, industry, navigation, the payment of Customs duties, charges and other accessory dues and such formalities as are or may be required for purposes of the Customs clearance of goods of the respective High Contracting Parties, so that such goods may not be in a less favourable position than the goods of any other country.

Article 2.

Nevertheless, favours relating to frontier traffic, and also those which Greece has granted or may grant to Turkey, Yugoslavia and Roumania and those which Lithuania has granted or may grant to Latvia and Estonia, shall be excepted from the most-favoured-nation treatment referred to in the previous Article.

Article 3.

The present Agreement shall come into force on January 1st, 1938, and shall remain in force for one year. It may be denounced three months before its expiry. Should it not be denounced, it shall be deemed to be prolonged by tacit consent, the required period for denunciation being three months. The Agreement shall be ratified and the ratifications thereof exchanged as soon as possible.

In faith whereof the undersigned Plenipotentiaries, duly authorised for that purpose, have thereto affixed their signatures.

Done in duplicate at Kaunas, this 1st day of December, 1937.

(Signed) A. J. ARGYROPOULO.

(Signed) J. NORKAITIS.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Berlin, December 1st, 1938.

N° 4496.

**UNION ÉCONOMIQUE
BELGO-LUXEMBOURGEOISE
ET ROUMANIE**

Accord de transfert, et protocole de signature, signés à Bucarest, le 24 août 1937; accord additionnel, signé à Bruxelles, le 2 septembre 1938; et échange de notes apportant des aménagements audit accord additionnel, Bucarest, le 8 mars 1939.

**ECONOMIC UNION OF
BELGIUM AND LUXEMBURG
AND ROUMANIA**

Transfer Agreement, and Protocol of Signature, signed at Bucharest, August 24th, 1937; Additional Agreement, signed at Brussels, September 2nd, 1938; and Exchange of Notes amending the Additional Agreement, Bucharest, March 8th, 1939.

N^o 4496. — ACCORD DE TRANSFERT ENTRE L'UNION ÉCONOMIQUE
BELGO-LUXEMBOURGEOISE ET LE ROYAUME DE ROUMANIE.
SIGNÉ A BUCAREST, LE 24 AOUT 1937.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 2 janvier 1939.

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE
et

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES,

Agissant tant en son nom qu'au nom de SON ALTESSE ROYALE, LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG, en vertu d'accords existants, désireux de faciliter les paiements réciproques entre le Royaume et l'Union économique belgo-luxembourgeoise, ont résolu de conclure à cet effet un accord et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

S. E. M. ANTONESCO, son ministre des Affaires étrangères;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

S. E. M. le baron GUILLAUME, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Bucarest;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

1. Les sommes dues pour achat de marchandises roumaines importées dans le territoire douanier de l'Union économique belgo-luxembourgeoise seront, à l'échéance, versées intégralement en belgas au crédit d'un compte spécial à ouvrir à la Banque nationale de Roumanie près la Banque nationale de Belgique en faveur des créanciers en Roumanie, à charge pour la Banque nationale de Roumanie d'en transférer la contre-valeur en lei aux bénéficiaires suivant les dispositions en vigueur en Roumanie.

2. Lorsque la somme due sera libellée en une autre devise que le belga, elle sera versée en belgas sur la base du cours moyen coté pour la devise en cause à la séance de la Bourse de Bruxelles qui précède le jour du versement.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4496. — TRANSFER AGREEMENT BETWEEN THE ECONOMIC UNION OF BELGIUM AND LUXEMBURG AND THE KINGDOM OF ROUMANIA. SIGNED AT BUCHAREST, AUGUST 24TH, 1937.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place January 2nd, 1939.

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA
and

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS,

Acting both on his own behalf and on behalf of HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG in virtue of existing agreements, desirous of facilitating reciprocal payments between the Kingdom of Roumania and the Economic Union of Belgium and Luxemburg, have resolved to conclude an Agreement for the purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

His Excellency M. ANTONESCO, Minister for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

His Excellency Baron GUILLAUME, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Bucharest ;

Who, having communicated their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

1. Sums due for the purchase of Roumanian goods imported into the Customs territory of the Economic Union of Belgium and Luxemburg shall be payable on the due date as to their whole amount in belgas into a special Account to be opened in favour of the National Bank of Roumania at the National Bank of Belgium on behalf of the creditors in Roumania, whereby the National Bank of Roumania shall be responsible for the transfer of the equivalent in lei to the latter in accordance with the current Roumanian regulations.

2. Where the sum due is expressed in a currency other than the belga, it shall be payable in belgas at the middle rate quoted for the currency in question on the Brussels Stock Exchange on the last stock exchange day preceding the date of payment.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

3. La Banque nationale de Belgique avisera chaque jour la Banque nationale de Roumanie des versements ainsi opérés. L'avis de crédit mentionnera le nom du donneur d'ordre dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise, la nature de la marchandise et le nom du bénéficiaire en Roumanie, pour le compte duquel la Banque nationale de Roumanie est créditée.

4. Les sommes figurant au crédit de ce compte ne seront pas productives d'intérêts.

5. Sauf convention contraire entre les parties au contrat, les versements effectués par les débiteurs dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise au crédit du compte spécial de la Banque nationale de Roumanie, constitueront un paiement libératoire.

Article II.

1. Les montants en belgas versés au crédit du compte spécial de la Banque nationale de Roumanie près de la Banque nationale de Belgique seront utilisés par la première de ces institutions, dans la limite des pourcentages prévus pour chaque catégorie de créances, suivant les dispositions de l'article III ci-après, à la vente de belgas aux débiteurs en Roumanie, — conformément aux dispositions en vigueur en Roumanie, — en règlement de leurs dettes vis-à-vis de leurs créanciers dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

2. Lorsque la dette sera libellée en une autre monnaie que le belga, la conversion en belgas aura lieu — sauf convention contraire entre les parties au contrat — sur la base du cours de la devise en cause à la Bourse de Bruxelles, le jour précédant la date de l'ordre de paiement de la Banque nationale de Roumanie.

Article III.

Le Gouvernement roumain prend l'engagement d'affecter les montants en belgas versés au crédit du compte spécial de la Banque nationale de Roumanie près la Banque nationale de Belgique aux destinations suivantes :

1. 10 p. c. des versements seront affectés aux paiements — autres que ceux afférents aux fournitures de marchandises — de l'Etat roumain et des autorités roumaines et notamment au service de la dette publique, aux frais de représentation diplomatique et à tous les paiements des régies autonomes et collectivités publiques (y compris les paiements de l'Administration des chemins de fer, de la Société des téléphones et de l'Administration des postes et télégraphes de Roumanie), ainsi qu'au paiement des dettes des municipalités.

Il est entendu que les paiements au titre du service de la dette publique, comprennent les paiements aux personnes physiques de nationalité belge ou luxembourgeoise, quel que soit leur domicile, ainsi que les paiements aux personnes physiques de nationalité étrangère et les personnes morales pour autant qu'elles soient domiciliées en Belgique ou dans le Grand-Duché de Luxembourg, le domicile étant constitué par le lieu du principal établissement au moment du règlement de ces paiements dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise, sous réserve de la justification de la possession des titres à la date de la mise en vigueur du présent accord. Toutefois les conditions énumérées ci-dessus ne concernent pas la quote-part afférente aux emprunts gérés par la caisse commune.

Il n'est porté atteinte ni aux contrats d'emprunts ni aux accords intervenus entre le Gouvernement roumain et les porteurs, demeurant entendu qu'en vertu du présent accord, le Gouvernement roumain ne sera pas tenu, dans le cas d'insuffisance présenté par la quote-part affectée conformément aux dispositions ci-dessus, de parfaire le disponible par un transfert de devises libres.

2. 36 ½ p. c. des versements seront affectés au règlement, dans l'ordre chronologique des demandes de paiement introduites à la Banque nationale de Roumanie, des créances commerciales nouvelles, y compris celles qui résulteront de fournitures de toute sorte

3. The National Bank of Belgium shall advise the National Bank of Roumania from day to day of the payments thus effected. The advice note shall specify the name of the party from whom the order for payment proceeds in the Economic Union of Belgium and Luxemburg, the nature of the goods and the name of the payee in Roumania for whose account the National Bank of Roumania is credited.

4. Sums standing to the credit of this account shall not bear interest.

5. Save in so far as otherwise agreed between the parties to the contract, sums paid in by debtors in the Economic Union of Belgium and Luxemburg for credit of the Special Account of the National Bank of Roumania shall constitute payment in full discharge of the debt.

Article II.

1. Amounts in belgas paid in to the Special Account of the National Bank of Roumania at the National Bank of Belgium shall be used by the former, within the limits of the percentages provided for each category of claims, in the manner provided in Article III hereunder for the sale of belgas to debtors in Roumania (subject always to the current Roumanian regulations) for the settlement of their debts to creditors in the Economic Union of Belgium and Luxemburg.

2. Where the debt is expressed in a currency other than the belga, the conversion into belgas shall take place, save in so far as otherwise agreed between the parties to the contract, at the rate quoted for the currency in question on the Brussels Stock Exchange on the day preceding the date of the order for payment of the National Bank of Roumania.

Article III.

The Roumanian Government undertakes to allocate the amounts in belgas paid in to the Special Account of the National Bank of Roumania at the National Bank of Belgium for the following purposes :

(1) 10 per cent of the amounts paid in to be allocated for payments (other than payments for deliveries of goods) of the Roumanian State and of Roumanian authorities, in particular for the service of the Public Debt, the cost of diplomatic representation, and all payments of the autonomous monopolies and public bodies (including payments of the Railways, the Telephone Company and the Posts and Telegraphs of Roumania), and for the payment of the debts of municipalities.

It is understood that payments for the service of the Public Debt shall include payments to natural persons of Belgian or Luxemburg nationality, wherever domiciled, and payments to natural persons of foreign nationality or legal persons domiciled in Belgium or in the Grand Duchy of Luxemburg, whereby the domicile shall be deemed to be the place of principal establishment within the Economic Union of Belgium and Luxemburg at the time such payments are effected, subject to proof being shown by the holders of the possession of the stock or bonds concerned at the date of the entry into force of the present Agreement, provided always that the above conditions shall not apply to the quota payable by Roumania in respect of loans administered by the *Caisse commune*.

Loan contracts and agreements between the Roumanian Government and the holders shall remain unaffected by anything contained in the present Agreement, on the understanding always that the Roumanian Government shall not be bound by the present Agreement, in the event of the quota provided for the purposes above-mentioned proving insufficient, to make up the balance by a transfer of free foreign exchange.

(2) 36½ per cent of the amounts paid in to be allocated for the settlement, in the chronological order in which the demands for payment are lodged at the National Bank of Roumania, of new commercial debts, including debts in respect of deliveries of all

faites à l'Etat roumain, aux régies autonomes, ainsi qu'éventuellement des créances commerciales arriérées, après épuisement des disponibilités du compte spécial « Arriérés » existant en vertu de la Convention générale de paiements du 5 novembre 1935. Ils seront en outre affectés au paiement des frais accessoires afférents au mouvement des marchandises, tels que : les différences de prix constatées lors de la livraison des marchandises ; les commissions que les exportateurs roumains doivent payer à leurs représentants dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise ; les frais de transport afférents au trafic réciproque de marchandises ; les primes d'assurance sur marchandises ; les intérêts moratoires usuels pour autant que ceux-ci soient prévus dans les contrats de vente. Il est entendu que les frais accessoires repris ci-dessus, à transférer de l'Union économique belgo-luxembourgeoise en Roumanie, seront aussi versés à la Banque nationale de Belgique, conformément aux dispositions de l'article premier.

3. 18,50 p. c. des versements seront affectés au règlement des créances financières dues à des bénéficiaires remplissant les conditions reprises au second alinéa du chiffre 1 du présent article, sauf toutefois la condition requise de la date de détention.

4. Le solde de 35 p. c. sera laissé à la libre disposition de la Banque nationale de Roumanie.

5. L'Office de Compensation belgo-luxembourgeois et la Banque nationale de Roumanie établiront de commun accord la liste comprenant les créances financières à régler conformément aux dispositions du chiffre 3 ci-dessus, ainsi que les modalités techniques afférentes à leur admission et à leur transfert par la voie du présent accord.

Article IV.

1. Les Gouvernements belge et roumain entendant donner au présent accord le caractère d'un accord de transfert, la Banque nationale de Roumanie aura la faculté de disposer immédiatement, par le débit de son compte spécial, de toutes les sommes versées audit compte conformément aux dispositions de l'article premier ci-dessus.

Toutefois une réserve de 2.500.000 belgas sera laissée au crédit du compte spécial susmentionné pour être affectée en tout état de cause aux paiements prévus par le chiffre 2 de l'article III. Il est entendu que la Banque nationale de Roumanie pourra convertir cette réserve en or ou en devises de son choix.

2. Le Gouvernement roumain prend l'engagement formel de faire reconstituer par la Banque nationale de Roumanie près la Banque nationale de Belgique les avoirs dont la première de ces institutions aura disposé conformément au chiffre 1 ci-dessus, pour les affecter au règlement à l'échéance des diverses catégories de créances selon la répartition fixée à l'article III, chiffres 1, 2 et 3 du présent accord.

Article V.

1. Sont considérées comme créances commerciales nouvelles, celles dont l'échéance est postérieure à la date du 19 novembre 1935. Les acomptes et paiements anticipés au titre d'importation de marchandises seront admis chaque fois qu'ils seront d'usage et prévus dans les contrats entre parties.

2. Sont considérées comme créances commerciales arriérées, celles dont l'échéance est postérieure au 15 juillet 1932 et antérieure au 20 novembre 1935.

3. Sont considérées comme créances financières, les provisions correspondant aux intérêts à payer à l'étranger sur obligation ou sur dette de toute nature, les bénéfices, les dividendes, ainsi que les intérêts pour prêts et avances de fonds consentis à des entreprises roumaines.

kinds to the Roumanian State or to the autonomous monopolies, and of commercial debts in arrear in the event of the special "Arrears" Account opened under the General Payments Convention of November 5th, 1935, being exhausted: further, for the payment of accessory costs in connection with the movement of goods, such as differences of price noted on delivery of the goods, commissions payable by Roumanian exporters to their representatives in the Economic Union of Belgium and Luxemburg, transport costs in connection with reciprocal goods traffic, insurance premiums on goods, and customary penal interest where provision for payment of the same is made in the sales contracts. It is agreed that the accessory costs (as aforesaid) for transfer from the Economic Union of Belgium and Luxemburg to Roumania shall also be paid in to the National Bank of Belgium in accordance with the provisions of Article I.

(3) 18.5 per cent of the amounts paid in to be allocated for the settlement of financial claims of creditors which fulfil all the conditions laid down in the second sub-paragraph of paragraph (1) of the present Article other than the condition relating to date of possession.

(4) The balance of 35 per cent to be left at the free disposal of the National Bank of Roumania.

(5) The Belgo-Luxemburg Clearing Office and the National Bank of Roumania to draw up in concert a list of financial claims for settlement under the provisions of paragraph (3) above, and make the necessary technical arrangements for the admission of such claims and for the transfer of the sums due in payment thereof under the present Agreement.

Article IV.

1. The Belgian and Roumanian Governments being desirous of giving the present Agreement the character of a transfer agreement, the National Bank of Roumania shall have the right to dispose immediately, by debiting its Special Account, of all sums paid in to the Special Account under the provisions of Article I above.

A reserve of 2,500,000 belgas shall nevertheless be maintained to the credit of the Special Account to allow of the continuance without interruption of the payments to which Article III (2) relates. It is agreed that the National Bank of Roumania may convert the said reserve into gold or any foreign exchange it pleases.

2. The Roumanian Government formally undertakes to arrange for the reconstitution by the National Bank of Roumania at the National Bank of Belgium of any sums disposed of by the former under paragraph 1 above, with a view to their allocation for the settlement on the due dates of the various categories of claims in the order provided in Article III (1), (2) and (3) of the present Agreement.

Article V.

1. New commercial debts shall be deemed to mean debts falling due after November 19th, 1935. Payments on account or advance payments on imports of goods shall be recognised as payments due, wherever customary or provided in the contracts between the parties concerned.

2. Commercial debts in arrear shall be deemed to mean debts falling due after July 15th, 1932, and before November 20th, 1935.

3. Financial debts shall be deemed to mean the amounts of interest payable to foreign countries in respect of obligations or debts of any kind, profits, dividends and interest on loans or advances to Roumanian concerns.

Elles comprennent aussi les provisions correspondant aux intérêts, bénéfices ou dividendes provenant de l'investissement de capitaux belges ou luxembourgeois en Roumanie dans les entreprises de nationalité autre que belge ou luxembourgeoise, proportionnellement à l'importance de la participation desdits capitaux dans ces entreprises.

Sont également considérés comme créances financières, les revenus nets provenant des investissements en Roumanie réalisés au moyen de la contre-valeur en lei de créances commerciales, pour autant que ces investissements soient ou aient été effectués dans le cadre de la loi roumaine du 15 avril 1935.

4. Le transfert des créances financières mentionnées au chiffre 3 du présent article sera effectué à concurrence de 5 p. c. du montant du capital.

5. Les transferts de capitaux sont exclus.

Article VI.

1. La cession de change par la Banque nationale de Roumanie aux importateurs en Roumanie pour les créances commerciales nouvelles ne pourra s'effectuer que sur production d'une copie de la facture visée par l'Office de Compensation belgo-luxembourgeois.

2. Le visa de l'Office de Compensation belgo-luxembourgeois sera apposé dans les limites du disponible trimestriel d'importation, calculé conformément à la réglementation roumaine et des suppléments éventuels. Le montant de ce disponible sera communiqué à l'Office de Compensation belgo-luxembourgeois dans les 15 premiers jours de chaque trimestre.

Pour ce qui concerne les marchandises dont l'importation en Roumanie est soumise à la délivrance d'un permis d'importation ou d'un document analogue, l'Office de Compensation belgo-luxembourgeois exigera, pour l'apposition de son visa, la présentation d'une attestation prouvant la délivrance d'un permis d'importation ou du document en tenant lieu et dont il est question ci-dessus.

3. Les ordres de paiement de la Banque nationale de Roumanie seront accompagnés de la copie de la facture visée par l'Office de Compensation belgo-luxembourgeois ou, à défaut de celle-ci dans certains cas particuliers, porteront la mention du numéro du visa délivré par le susdit Office. Ces ordres de paiement seront dressés en double exemplaire dont l'un est destiné à l'Office de Compensation belgo-luxembourgeois.

Article VII.

Des opérations de compensation privée admises par la réglementation roumaine pourront être effectuées moyennant autorisation préalable de l'Office de Compensation belgo-luxembourgeois dans chaque cas particulier.

Article VIII.

Le présent accord ne s'applique pas aux marchandises qui ne font que transiter à travers le territoire de l'un ou de l'autre des États contractants, ni à celles qui ne sont pas soumises à un travail suffisant pour leur conférer respectivement la nationalité belge, luxembourgeoise ou roumaine.

Article IX.

Lorsque le présent accord viendra à expiration, la Banque nationale de Roumanie utilisera, conformément aux dispositions du présent accord, les disponibilités établies suivant les stipulations de l'article III ci-dessus et non encore employées.

Article X.

Chaque gouvernement s'engage à prendre, en ce qui le concerne, les mesures nécessaires en vue d'obliger les importateurs à observer les dispositions du présent accord.

Financial debts shall further include the amounts of interest, profits or dividends on Belgian or Luxemburg capital investments in Roumania in undertakings the nationality of which is other than Belgian or Luxemburg, in proportion to the amount of the capital invested.

Financial debts shall further be deemed to include net income from investments in Roumania effected in the form of the equivalent in lei of commercial claims, provided such investments are effected in accordance with the Roumanian Law of April 15th, 1935.

4. The transfer of the financial debts to which paragraph 3 of the present Article relates shall be effected to the extent of 5 per cent of the capital amount of the same.

5. The transfer of capital is excluded.

Article VI.

1. No allotment of foreign exchange by the National Bank of Roumania to Roumanian importers for new commercial claims shall be effected without production of a copy of the invoice attested by the Belgo-Luxemburg Clearing Office.

2. Attestations by the Belgo-Luxemburg Clearing Office shall be limited by the quarterly amount available for imports as calculated in accordance with the Roumanian regulations and any eventual supplements thereto. The Belgo-Luxemburg Clearing Office shall be advised of the amount available within the first fifteen days of each quarter.

In the case of goods the importation of which into Roumania is subject to the delivery of an import permit or similar document, the Belgo-Luxemburg Clearing Office shall not attest except on presentation of a certificate proving the delivery of an import permit or equivalent document as above provided.

3. Orders to pay of the National Bank of Roumania shall be accompanied by a copy of the invoice attested by the Belgo-Luxemburg Clearing Office or in special cases, in default of such copy, by the number of the Clearing Office's attestation. The orders to pay shall be made out in two copies, one of which shall be sent to the Belgo-Luxemburg Clearing Office.

Article VII.

Private clearing operations allowable under the Roumanian regulations shall be subject to the previous assent of the Belgo-Luxemburg Clearing Office in each particular case.

Article VIII.

The present Agreement shall not apply to goods in transit through the territory of one or other of the contracting States, or to goods which have not undergone processing treatment sufficient to confer on them the character of goods of Belgo-Luxemburg or Roumanian origin respectively.

Article IX.

On the expiry of the present Agreement, the National Bank of Roumania shall allocate the unused balance of the amounts made available under Article III above in conformity with the provisions of the present Agreement.

Article X.

Each Government undertakes, in so far as it is concerned, to take the requisite steps to compel its importers to observe the provisions of the present Agreement.

Article XI.

Les difficultés d'application du présent accord seront réglées de commun accord entre l'Office de Compensation belgo-luxembourgeois et la Banque nationale de Roumanie, sauf intervention des gouvernements contractants en cas de nécessité.

Article XII.

Pour autant que des dispositions de la Convention générale de paiements du 5 novembre 1935 n'y soient reprises, le présent accord abroge toute convention de paiements antérieure.

Article XIII.

Le présent accord entrera en vigueur à la date de sa signature et aura une durée de trois mois. S'il n'est pas dénoncé un mois avant l'expiration de ce délai, il sera prorogé par tacite reconduction ; chacune des Hautes Parties contractantes pourra le dénoncer moyennant un préavis de trente jours.

Fait à Bucarest, en double expédition, le 24 août 1937.

(S.) Victor ANTONESCO.

(S.) Baron GUILLAUME.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature de l'Accord de transfert, conclu le 24 août 1937 — désigné ci-après Accord de transfert — les Gouvernements belge et roumain se sont mis d'accord sur ce qui suit :

1. Les sous-compte A2 et A3 du compte spécial A prévu au paragraphe 3 du protocole confidentiel annexé à la Convention générale de paiements du 5 novembre 1935 seront fusionnés en un seul compte.

2. Les comptes spéciaux prévus par la convention précitée continueront à fonctionner jusqu'à l'épuisement des avoirs figurant à leur crédit à la date de la mise en vigueur de l'Accord de transfert.

3. Sur les disponibilités du compte spécial « Arriérés » il sera viré à la date de la signature du présent protocole au compte spécial A un montant d'un million de belgas qui sera affecté à des transferts relatifs aux paiements prévus à l'article III, chiffre 1, de l'Accord de transfert.

4. a) Afin d'accélérer la liquidation de toutes les créances commerciales arriérées non encore liquidées, la Banque nationale de Roumanie et l'Office de Compensation belgo-luxembourgeois feront — chacun en ce qui les concerne — connaître aux débiteurs en Roumanie ainsi qu'aux créanciers en Belgique, que les versements de la contre-valeur en lei des créances susmentionnées doivent être effectués, en vue du transfert, à la Banque nationale de Roumanie dans un délai maximum de deux mois à dater de la signature de l'Accord de transfert.

b) L'Office de Compensation belgo-luxembourgeois invitera les détenteurs en Belgique des créances commerciales arriérées, à lui remettre sans retard une déclaration solennelle, concernant les créances de cette catégorie, pour lesquelles le transfert doit encore être effectué. Copie de ces déclarations, visées par l'Office de Compensation, sera remise à la Banque nationale de Roumanie afin de lui permettre d'autoriser le transfert de ces créances même si tout ou partie des documents requis par la réglementation roumaine ne peuvent être présentés.

Article XI.

Difficulties arising in the application of the present Agreement shall be settled by common accord between the Belgo-Luxemburg Clearing Office and the National Bank of Roumania, save in so far as the contracting Governments may find it necessary to intervene.

Article XII.

The present Agreement abrogates all previous Payments Conventions, save in so far as it reproduces the provisions of the General Payments Convention of November 5th, 1935.

Article XIII.

The present Agreement shall come into force on the date of signature and shall remain in force for a period of three months. If not denounced one month before the expiry of that period, it shall be extended by tacit consent. Each of the High Contracting Parties shall be entitled to denounce it at thirty days' notice.

Done at Bucharest in duplicate, this 24th day of August, 1937.

(Signed) Victor ANTONESCO.

(Signed) Baron GUILLAUME.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

In proceeding to the signature of the Transfer Agreement of August 24th, 1937, hereinafter called Transfer Agreement, the Belgian and Roumanian Governments are agreed as follows :

1. Sub-Accounts A 2 and A 3 of Special Account A, for which provision is made in paragraph 3 of the Confidential Protocol attached to the General Payments Convention of November 5th, 1935, shall be combined in a single account.
2. The Special Accounts for which the Convention aforesaid provides shall continue until the amounts standing to their credit on the date of the entry into force of the Transfer Agreement are exhausted.
3. Of the amounts available under the special " Arrears " Account, the sum of one million belgas shall be paid on the date of signature of the present Protocol to Special Account A for the purpose of transfers of the payments to which Article III (1) of the Transfer Agreement relates.
4. (a) With a view to accelerating the liquidation of all commercial debts in arrear not yet liquidated, the National Bank of Roumania and the Belgo-Luxemburg Clearing Office shall inform respectively debtors in Roumania and creditors in Belgium that payments of the equivalent in lei of the above debts are to be made to the National Bank of Roumania, with a view to transfer, within a time-limit not exceeding two months from the date of signature of the Transfer Agreement.

(b) The Belgo-Luxemburg Clearing Office shall invite creditors in Belgium with claims in respect of commercial debts in arrear to submit without delay a formal declaration concerning all such claims still awaiting transfer. A copy of the declarations received and attested by the Clearing Office shall thereupon be forwarded to the National Bank of Roumania to enable the latter to authorise the transfer of the sums claimed even where all the documents, or some of the documents, required by the Roumanian regulations cannot be produced.

c) Le solde qui à l'expiration du délai de deux mois dont il est question à l'alinéa a) ci-dessus ne serait pas utilisé sera affecté à concurrence d'un million de belgas au transfert des paiements prévus à l'article III, chiffre 1, de l'Accord de transfert, le reste étant affecté au paiement des créances commerciales mentionnées à l'article III, chiffre 2, de l'Accord de transfert.

5. Il est entendu que toutes les marchandises originaires du Congo belge et des territoires sous mandat belge importées en Roumanie, pourront être payées sur les disponibilités résultant de l'application de l'article III, chiffre 2, de l'Accord de transfert.

6. Il est précisé que la réserve dont il est question au second alinéa du chiffre 1, de l'article IV, de l'Accord de transfert, ne sera constituée que lorsque les avoirs au crédit du compte spécial B, ouvert en exécution de la Convention générale de paiements du 5 novembre 1935, auront été ramenés à un montant inférieur à ladite réserve.

Au cas où la durée de l'Accord de transfert dépasserait une période de neuf mois à dater de sa signature, la réserve susmentionnée sera utilisée, pour les destinations prévues au chiffre 2, de l'article III, au cours du quatrième trimestre, demeurant entendu qu'à la demande du Gouvernement belge ladite réserve pourra, en totalité ou en partie et avec l'accord du Gouvernement roumain, être affectée anticipativement à ces destinations.

Si l'Accord de transfert avait une durée inférieure à neuf mois, cette réserve sera utilisée conformément à l'article IX de cet accord.

7. L'Office de Compensation belgo-luxembourgeois et la Banque nationale de Roumanie pourront, de commun accord, et à concurrence d'un montant annuel global de 300.000 belgas, assimiler aux affectations énumérées au chiffre 2, de l'article III, de l'Accord de transfert, les paiements se rapportant à des frais d'instruction dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'étudiants roumains, ainsi que d'enfants de ressortissants belges ou luxembourgeois domiciliés ou résidant en Roumanie, et à des rentes ou subventions, dans certains cas d'espèce.

8. Le disponible trimestriel dont il est question à l'article VI de l'Accord de transfert est calculé sur la base de l'exportation roumaine en Belgique au cours du trimestre précédent, compte tenu du pourcentage fixé à l'article III, chiffre 2, en y ajoutant les reliquats non utilisés des trimestres précédents.

Les représentants des Gouvernements belge et roumain examineront après un délai de six mois à partir de la signature de l'Accord de transfert, ses résultats et le bon fonctionnement de l'accord et en référeront à leur gouvernement respectif.

9. Le présent protocole de signature fait partie intégrante de l'Accord de transfert signé ce jour.

Fait à Bucarest, en double expédition, le 24 août 1937.

(S.) Victor ANTONESCO.

(S.) Baron GUILLAUME.

(c) The balance remaining on the expiry of the two months' time-limit for which sub-paragraph (a) above provides shall be allocated, as to the amount of one million belgas, for the transfer of the payments to which Article III (1) of the Transfer Agreement relates and, as to the remainder, for the settlement of the commercial debts to which Article III (2) of the Transfer Agreement relates.

5. It is understood that payment for goods imported into Roumania, the place of origin of which is the Belgian Congo or territories under Belgian Mandate, may be made out of the sums available under the application of Article III (2) of the Transfer Agreement.

6. It is further agreed that the reserve for which Article IV (1), second sub-paragraph, of the Transfer Agreement provides shall not be constituted until the sums to the credit of Special Account B, opened in execution of the General Payments Convention of November 5th, 1935, have been reduced to an amount less than that of the said reserve.

In the event of the operation of the Transfer Agreement lasting more than nine months from the date of signature of the Agreement, the aforesaid reserve shall be used for the purpose to which Article III (2) relates during the fourth quarter, provided always that, if the Belgian Government so requests and the Roumanian Government concurs, it may be allocated, or a part of it may be allocated, for these purposes in anticipation of the fourth quarter.

In the event of the operation of the Transfer Agreement lasting less than nine months, the aforesaid reserve shall be allocated in the manner provided in Article IX of the Agreement.

7. The Belgo-Luxemburg Clearing Office and the National Bank of Roumania may agree by common accord to treat payments in connection with the cost of education of Roumanian students in the Economic Union of Belgium and Luxemburg or children of Belgian or Luxemburg nationals domiciled or resident in Roumania, as also certain special forms of annuities and allowances, as payments within the meaning of Article III (2) of the Transfer Agreement, up to an aggregate annual total not exceeding 300,000 belgas.

8. The quarterly amount to which Article VI of the Transfer Agreement relates shall be calculated on the basis of Roumanian exports to Belgium in the preceding quarter, with reference to the percentage fixed in Article III (2), including unallocated balances brought forward from previous quarters.

The representatives of the Belgian and Roumanian Governments shall review the operation and results of the Transfer Agreement six months after the date on which it is signed and report thereon to their respective Governments.

9. The present Protocol of Signature forms an integral part of the Transfer Agreement signed to-day.

Done at Bucharest in duplicate, this 24th day of August, 1937.

(Signed) Victor ANTONESCO.

(Signed) Baron GUILLAUME.

ACCORD ADDITIONNEL

A L'ACCORD DE TRANSFERT DU 24 AOUT 1937
ENTRE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEM-
BOURGEOISE ET LE ROYAUME DE ROUMANIE.
SIGNÉ A BRUXELLES, LE 2 SEPTEMBRE 1938.

*Texte officiel français communiqué par le ministre
des Affaires étrangères de Belgique. L'enregis-
trement de cet accord additionnel a eu lieu le
2 janvier 1939.*

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES,
Agissant tant en son nom qu'au nom de
SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE
DE LUXEMBOURG, en vertu d'accords existants
et

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE,
Désireux de faciliter les paiements réciproques
entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise
et le Royaume de Roumanie dans le cadre de
l'Accord de transfert conclu le 24 août 1937,
ont résolu de conclure à cet effet un accord
additionnel et ont désigné pour leurs plénipo-
tentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Son Excellence M. P.-H. SPAAK, son premier
ministre, ministre des Affaires étrangères
et du Commerce extérieur ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

Son Excellence M. Radulesco MEHEDINTI,
son envoyé extraordinaire et ministre
plénipotentiaire à Bruxelles ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins
pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due
forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Sous réserve des modifications ci-après, l'Ac-
cord de transfert conclu le 24 août 1937, entre
l'Union économique belgo-luxembourgeoise et
la Roumanie — désigné Accord de transfert —
est prorogé jusqu'au 31 décembre 1938, sans
préjudice des autres dispositions de l'article XIII
dudit accord, relatives à la tacite reconduction
et au délai de préavis de dénonciation.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des
Nations, à titre d'information.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

ADDITIONAL AGREEMENT

TO THE TRANSFER AGREEMENT OF AUGUST 24TH,
1937, BETWEEN THE ECONOMIC UNION OF
BELGIUM AND LUXEMBURG AND THE KINGDOM
OF ROUMANIA. SIGNED AT BRUSSELS, SEP-
TEMBER 2ND, 1938.

*French official text communicated by the Belgian
Minister for Foreign Affairs. The registration
of this Additional Agreement took place
January 2nd, 1939.*

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS,
Acting both on his own behalf and on behalf
of HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS
OF LUXEMBURG in virtue of existing agreements,
and

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA,
Desirous of facilitating reciprocal payments
between the Economic Union of Belgium and
Luxemburg and the Kingdom of Roumania
within the framework of the Transfer Agreement
concluded on August 24th, 1937, have resolved
to conclude an Additional Agreement for the
purpose and have appointed as their Pleni-
potentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

His Excellency M. P.-H. SPAAK, Prime
Minister and Minister for Foreign Affairs
and External Trade ;

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

His Excellency M. Radulesco MEHEDINTI,
Envoy Extraordinary and Minister Pleni-
potentiary at Brussels ;

Who, having communicated their respective
full powers, found in good and due form, have
agreed upon the following provisions :

Article I.

Subject to the amendments hereinafter fol-
lowing, the Transfer Agreement concluded on
August 24th, 1937, between the Economic Union
of Belgium and Luxemburg and Roumania
(hereinafter called Transfer Agreement) is hereby
extended to December 31st, 1938, without
prejudice to the other provisions of Article
XIII of the said Agreement concerning exten-
sion by tacit consent and notice required for
denunciation.

¹ Translated by the Secretariat of the League
of Nations, for information.

Article 2.

Les versements qui seront effectués à dater de la mise en vigueur du présent accord additionnel, en contre-valeur d'importations de céréales, légumineuses, semences oléagineuses et autres semences dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise seront répartis de la manière suivante :

70 p. c. seront portés au compte spécial de la Banque nationale de Roumanie ;

15 p. c. seront portés au crédit de comptes « Céréales » non productifs d'intérêts, ouverts auprès de la Banque nationale de Belgique au nom du créancier en Roumanie ou de son mandataire, désigné par les parties versantes au moment du versement. Les détenteurs des comptes « Céréales » pourront utiliser les montants figurant au crédit de ces comptes au paiement de marchandises belges ou luxembourgeoises importées ou à importer en Roumanie, ou à tous autres paiements dus par la Roumanie à l'Union économique belgo-luxembourgeoise pour des prestations ou services de toute nature ;

Les 15 p. c. restants seront laissés à la libre disposition des exportateurs roumains intéressés.

Article 3.

Les montants en belgas versés au crédit du compte spécial de la Banque nationale de Roumanie près la Banque nationale de Belgique à dater de la mise en vigueur du présent accord additionnel, seront répartis selon les pourcentages suivants, au lieu de ceux prévus à l'article III de l'Accord de transfert :

Chiffres	Pourcentages prévus par l'Accord de transfert	Pourcentages nouveaux prévus par l'Accord additionnel
1)	10 p. c.	8 ½ p. c.
2)	36 ½ p. c.	40 p. c.
3)	18 ½ p. c.	18 ½ p. c.
4)	35 p. c.	33 p. c.

Article 4.

Sont compris parmi les frais accessoires afférents aux échanges réciproques de marchandises belges, luxembourgeoises et roumaines, qui sont énumérées à l'article III, chiffre 2, de l'Accord de transfert, les indemnités de résiliation lorsqu'elles sont conformes aux usages et

Article 2.

Payments made on or after the date of the entry into force of the present Additional Agreement in respect of cereals, leguminous plants, and oleaginous or other seeds imported into the Economic Union of Belgium and Luxemburg shall be allocated as follows :

70 per cent to be credited to the Special Account of the National Bank of Roumania ;

15 per cent to be credited to the non-interest-bearing "Cereals" Accounts opened at the National Bank of Belgium in favour of the creditor in Roumania or his agent designated by the parties making the payments at the time of payment. "Cereals" Account holders may use the sums standing to the credit of these accounts in payment for Belgian or Luxemburg goods which are imported, or may hereafter be imported, into Roumania, or for any other payments due by Roumania to the Economic Union of Belgium and Luxemburg for deliveries or services of any kind ;

The remaining 15 per cent to be left at the free disposal of the Roumanian exporters concerned.

Article 3.

The amounts in belgas credited to the Special Account of the National Bank of Roumania at the National Bank of Belgium on and after the date of the entry into force of the present Additional Agreement shall be allocated in accordance with the following percentages in lieu of those for which Article III of the Transfer Agreement provides :

Nos.	Percentages under the Transfer Agreement	New Percentages under the Additional Agreement
(1)	10%	8 ½%
(2)	36 ½%	40%
(3)	18 ½%	18 ½%
(4)	35%	33%

Article 4.

Accessory costs in connection with the goods transactions between Belgium and Luxemburg and Roumania to which Article III (2) of the Transfer Agreement relates shall include customary and approved compensation payments for breach of contract, costs of reception, expert

que leur réalité a été dûment établie, les frais de réception, d'expertise, de pesage, les prestations de services (tels que montage, etc.).

Article 5.

La réserve prévue à l'article IV, chiffre 1, deuxième alinéa, de l'Accord de transfert, est ramenée à 2 millions de belgas.

Article 6.

1. L'autorisation préalable de l'Office de Compensation belgo-luxembourgeois ne sera désormais plus requise pour ce qui a trait aux opérations de compensations en marchandises admises par la réglementation roumaine (Décision ministérielle, N° 60955, du 9 octobre 1935, et *Journal du Conseil des ministres de Roumanie*, N° 1661, du 28 juillet 1938, et les réglementations ultérieures éventuelles : listes A et B).

Les modifications qui seront apportées aux listes A et B, ainsi que la date de leur entrée en vigueur, seront communiquées à l'Office de Compensation belgo-luxembourgeois par les autorités roumaines compétentes.

2. La contre-valeur FOB des importations de marchandises roumaines dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise effectuée sous le régime du présent article sera à l'échéance, versée en belgas à la Banque nationale de Belgique. En même temps la partie versante remettra à cette institution, à destination de l'Office de Compensation belgo-luxembourgeois, l'attestation de la Banque nationale de Roumanie autorisant l'exportateur roumain à affecter tout ou partie de la contre-valeur de son exportation à des achats de marchandises à importer en Roumanie.

3. Sur instructions de l'Office de Compensation belgo-luxembourgeois, la Banque nationale de Belgique répartira les montants versés comme dit ci-dessus de la manière suivante :

a) Le pourcentage en devises libres réservé à la Banque nationale de Roumanie suivant la réglementation roumaine sera immédiatement laissé à la libre disposition de cette institution ;

b) Le solde sera porté au crédit de comptes bloqués appelés « Comptes de compensations », non productifs d'intérêts, ouverts auprès de la Banque nationale de Belgique au nom du créancier en Roumanie désigné par les parties versantes au moment du paiement comme étant le bénéficiaire

valuations, weighing and other services rendered (e. g., for assembling and the like).

Article 5.

The reserve fund for which Article IV (1), second sub-paragraph, of the Transfer Agreement provides shall be reduced to 2,000,000 belgas.

Article 6.

(1) The previous assent of the Belgo-Luxemburg Clearing Office shall henceforth no longer be required in connection with clearing transactions for goods admitted under the Roumanian regulations (Ministerial Decision No. 60955 of October 9th, 1935, and *Journal of the Roumanian Council of Ministers*, No. 1661 of July 28th, 1938, or any subsequent regulations, Lists A and B).

Changes made in Lists A and B and the date of their entry into force shall be communicated to the Belgo-Luxemburg Clearing Office by the competent Roumanian authorities.

(2) The exchange value f. o. b. of imports of Roumanian goods into the Economic Union of Belgium and Luxemburg under the present Article shall be payable on the due date in belgas to the National Bank of Belgium. The party making the payment shall at the same time forward to the National Bank of Belgium for transmission to the Belgo-Luxemburg Clearing Office the certificate of the National Bank of Roumania authorising the Roumanian exporter to use all or part of the exchange value of his export for the purchase of goods for import into Roumania.

(3) On the instructions of the Belgo-Luxemburg Clearing Office, the National Bank of Belgium shall allocate the amounts so received in the following manner :

(a) The percentage of free foreign exchange reserved for the National Bank of Roumania in accordance with the Roumanian regulations to be placed immediately at the free disposal of the latter ;

(b) The balance to be credited to the blocked non-interest-bearing "Clearing Accounts" opened at the National Bank of Belgium in favour of the creditor in Roumania designated as payee at the time of payment by the parties making the payments ; the said payee to be duly

des versements en cause ; celui-ci en sera dûment avisé par l'Office de Compensation belgo-luxembourgeois.

4. Les titulaires des « Comptes de compensations » pourront utiliser les montants figurant au crédit de ces comptes au paiement de marchandises belges et luxembourgeoises figurant à la liste *B* sur production préalable à l'Office de Compensation belgo-luxembourgeois de toutes pièces justificatives. Ces comptes pourront également être débités par le crédit d'autres comptes de compensations ouverts en exécution du présent article.

Il appartiendra aux titulaires des « Comptes de compensations » de donner à l'Office de Compensation belgo-luxembourgeois toutes instructions relatives à l'exécution des opérations prévues au présent chiffre.

Les dispositions de l'article VI de l'Accord de transfert ne s'appliquent pas aux paiements prévus par les dispositions du présent article.

5. Sur demande de leurs détenteurs, les montants existant au crédit des « Comptes de compensations » pourront aussi être virés au compte spécial de la Banque nationale de Roumanie prévu par l'Accord de transfert. Tout montant viré de la sorte audit compte spécial sera affecté uniquement aux paiements prévus par l'article III, chiffre 2, de l'Accord de transfert.

Article 7.

Le présent accord additionnel entrera en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Bruxelles en double expédition, le 2 septembre 1938.

(S.) SPAAK.

(S.) MEHEDINTI.

ÉCHANGE DE NOTES

APPORTANT DES AMÉNAGEMENTS A L'ACCORD ADDITIONNEL DU 2 SEPTEMBRE 1938 A L'ACCORD DE TRANSFERT DU 24 AOUT 1937 ENTRE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE ET LE ROYAUME DE ROUMANIE. BUCAREST, LE 8 MARS 1939.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 28 avril 1939.

No. 4496

notified by the Belgo-Luxemburg Clearing Office.

(4) "Clearing Account" holders may use the sums standing to the credit of these accounts in payment for the Belgian and Luxemburg goods specified in List *B*, subject to the preliminary presentation at the Belgo-Luxemburg Clearing Office of all requisite documents. Clearing Accounts may also be debited with payments to the credit of other clearing accounts opened under the present Article.

"Clearing Account" holders must give the Belgo-Luxemburg Clearing Office all requisite instructions for the purpose of the transactions to which the present paragraph relates.

The provisions of Article VI of the Transfer Agreement shall not apply to the payments to which the present Article relates.

(5) At the holders' request, sums standing to the credit of "Clearing Accounts" may also be transferred to the Special Account of the National Bank of Roumania, for which the Transfer Agreement provides. All amounts so transferred shall be used exclusively for the payments to which Article III (2) of the Transfer Agreement relates.

Article 7.

The present Additional Agreement shall come into force on the date of signature.

Done at Brussels in duplicate, this 2nd day of September, 1938.

(Signed) SPAAK. (Signed) MEHEDINTI.

EXCHANGE OF NOTES

AMENDING THE ADDITIONAL AGREEMENT OF SEPTEMBER 2ND, 1938, TO THE TRANSFER AGREEMENT OF AUGUST 24TH, 1937, BETWEEN THE BELGO-LUXEMBURG ECONOMIC UNION AND THE KINGDOM OF ROUMANIA. BUCHAREST, MARCH 8TH, 1939.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place April 28th, 1939.

I.

134650,

8 mars 1939.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement roumain propose d'apporter les aménagements suivants à l'Accord additionnel à l'Accord de transfert du 24 août 1937 entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Royaume de Roumanie signé à Bruxelles, le 2 septembre 1938 :

1° L'article 2 de l'accord additionnel précité est abrogé et remplacé par la disposition suivante qui sortira ses effets à dater de ce jour :

Les versements qui seront effectués en contre-valeur d'importation de céréales, légumineuses, semences oléagineuses et autres semences dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise seront répartis de la manière suivante :

70 p. c. seront portés au compte spécial de la Banque nationale de Roumanie.

Les 30 p. c. restants seront laissés à la libre disposition des exportateurs roumains intéressés.

2° La réserve prévue à l'article IV, chiffre 1, second alinéa, de l'accord de transfert et ramenée à 2 millions de belgas par l'article 5 de l'accord additionnel précité pourra être utilisée, à dater de ce jour, par la Banque nationale de Roumanie pour les destinations prévues à l'article III, chiffre 2, de l'accord de transfert, modifié par l'article 3 de l'accord additionnel susmentionné.

La réponse affirmative de Votre Excellence sera considérée comme un échange de notes faisant partie intégrante de l'accord additionnel précité.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler l'expression de ma haute considération.

Le Ministre de l'Economie nationale,
(L. S.) (s) BUJOIU.

M. Jean Salmon,
Chargé d'Affaires à la Légation royale
de Belgique, en ville.

I.

134650.

March 8th, 1939.

SIR,

I have the honour to inform you that the Roumanian Government proposes to amend the Additional Agreement to the Transfer Agreement of August 24th, 1937, between the Belgo-Luxemburg Economic Union and the Kingdom of Roumania, signed at Brussels on September 2nd, 1938, as follows :

1. Article 2 of the above-mentioned Additional Agreement is hereby cancelled and replaced by the following provision, which shall take effect as from this day :

Payments made in respect of cereals, leguminous plants and oleaginous or other seeds imported into the Belgo-Luxemburg Economic Union shall be allocated as follows :

70 % to be credited to the special account of the National Bank of Roumania ;

The remaining 30 % to be left at the free disposal of the Roumanian exporters concerned.

2. The reserve provided for in Article IV (1), second paragraph, of the Transfer Agreement and reduced to two million belgas by Article 5 of the above-mentioned Additional Agreement may be used, as from the present date, by the National Bank of Roumania for the purposes provided for in Article III (2) of the Transfer Agreement as amended by Article 3 of the above-mentioned Additional Agreement.

The affirmative reply of Your Excellency shall be considered as an exchange of notes, which shall form an integral part of the aforementioned Additional Agreement.

I avail myself of this opportunity, etc.

(L. S.) (Signed) BUJOIU,
Minister of National Economy.

Mr. Jean Salmon,
Chargé d'Affaires at the Royal Legation
of Belgium, Bucharest.

II.

BUCAREST, le 8 mars 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par une note en date de ce jour, Votre Excellence a bien voulu me communiquer ce qui suit :

« J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement roumain propose d'apporter les aménagements suivants à l'Accord additionnel à l'Accord de transfert du 24 août 1937 entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Royaume de Roumanie, signé à Bruxelles, le 2 septembre 1938 :

» 1. L'article 2 de l'accord additionnel précité est abrogé et remplacé par la disposition suivante qui sortira ses effets à dater de ce jour :

» Les versements qui seront effectués en contre-valeur d'importation de céréales, légumineuses, semences oléagineuses et autres semences dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise seront répartis de la manière suivante :

» 70 p. c. seront portés au compte spécial de la Banque nationale de Roumanie.

» Les 30 p. c. restants seront laissés à la libre disposition des exportateurs roumains intéressés.

» 2. La réserve prévue à l'article IV, chiffre 1, second alinéa, de l'accord de transfert et ramenée à 2 millions de belgas par l'article 5 de l'accord additionnel précité, pourra être utilisée, à dater de ce jour, par la Banque nationale de Roumanie pour les destinations prévues à l'article III, chiffre 2, de l'accord de transfert, modifié par l'article 3 de l'accord additionnel susmentionné.

» La réponse affirmative de Votre Excellence sera considérée comme un échange de notes faisant partie intégrante de l'accord additionnel précité. »

J'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que le Gouvernement belge se déclare d'accord sur la teneur de cette communication.

Je saisis cette occasion, etc.

Le Chargé d'Affaires de Belgique,
(s) SALMON.

A Son Excellence Monsieur Bujoiu,
Ministre de l'Economie nationale, Bucarest.

No. 4496

II.

BUCHAREST, March 8th, 1939.

YOUR EXCELLENCY,

In a note of today's date, Your Excellency was good enough to communicate to me the following :

" I have the honour to inform you that the Roumanian Government proposes to amend the Additional Agreement to the Transfer Agreement of August 24th, 1937, between the Belgo-Luxemburg Economic Union and the Kingdom of Roumania, signed at Brussels on September 2nd, 1938, as follows :

" 1. Article 2 of the above-mentioned Additional Agreement is hereby cancelled and replaced by the following provision, which shall take effect as from this day :

" Payments made in respect of cereals, leguminous plants and oleaginous or other seeds imported into the Belgo-Luxemburg Economic Union shall be allocated as follows :

" 70 % to be credited to the special account of the National Bank of Roumania ;

" The remaining 30 % to be left at the free disposal of the Roumanian exporters concerned.

" 2. The reserve provided for in Article IV (1), second paragraph, of the Transfer Agreement and reduced to two million belgas by Article 5 of the above-mentioned Additional Agreement may be used, as from the present date, by the National Bank of Roumania for the purposes provided for in Article III (2) of the Transfer Agreement as amended by Article 3 of the above-mentioned Additional Agreement.

" The affirmative reply of Your Excellency shall be considered as an exchange of notes, which shall form an integral part of the aforementioned Additional Agreement."

I have the honour to inform Your Excellency that the Belgian Government agrees with the contents of this communication.

I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) SALMON,
Belgian Chargé d'Affaires.

His Excellency Monsieur Bujoiu,
Minister of National Economy, Bucharest.

N° 4497.

ESTONIE ET PAYS-BAS

Arrangement commercial, avec annexes, signés à Tallinn, le 22 novembre 1938, et note y relative de la même date.

**ESTONIA
AND THE NETHERLANDS**

Commercial Arrangement, with Annexes, signed at Tallinn, November 22nd, 1938, and Note relating thereto of the same Date.

N^o 4497. — ARRANGEMENT ¹ COMMERCIAL ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE ET LE ROYAUME DES PAYS-BAS. SIGNÉ A TALLINN, LE 22 NOVEMBRE 1938.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 2 janvier 1939.

LE GOUVERNEMENT DE L'ESTONIE et LE GOUVERNEMENT DES PAYS-BAS, désirant contribuer autant que possible au développement des échanges commerciaux entre la République d'Estonie et le Royaume des Pays-Bas, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les deux gouvernements sont d'accord que, pendant la durée du présent arrangement, les importations en Estonie de marchandises originaires du Royaume des Pays-Bas pourront dépasser de 20 % les importations de marchandises estoniennes au Royaume des Pays-Bas.

Le calcul de la valeur des marchandises échangées suivant les dispositions du présent article se fera sur base des prix c.i.f. ports estoniens respectivement néerlandais, y compris, bien entendu, les ports néerlandais d'outre-mer.

Il est bien entendu que dans le calcul ci-dessus mentionné ne seront considérées que les importations de produits originaires de l'autre Partie contractante ou celles y ayant subi un traitement ou transformation dont l'étendue est justifiée au point de vue économique.

Quatre mois après l'entrée en vigueur du présent arrangement et ensuite tous les quatre mois les deux gouvernements se communiqueront les données exactes relatives à leurs échanges effectués pendant les quatre mois écoulés.

En tant que la valeur des marchandises importées en Estonie du Royaume des Pays-Bas surpasserait de plus de 20 % celle des marchandises estoniennes exportées vers le Royaume des Pays-Bas le Gouvernement estonien, sans porter préjudice aux contingents prévus à la liste A, visée à l'article 2, se réserve le droit d'appliquer les mesures nécessaires afin de rétablir le rapport des échanges commerciaux visé au premier alinéa. La nature et l'étendue de ces mesures seront portées, le plus tôt possible, à la connaissance du Gouvernement néerlandais.

Article 2.

Le Gouvernement estonien s'engage à délivrer aux importateurs estoniens de marchandises néerlandaises les licences et devises nécessaires à l'importation des marchandises néerlandaises énumérées à la liste A ci-annexée.

¹ Entré en vigueur le 7 décembre 1938.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4497. — COMMERCIAL ARRANGEMENT ² BETWEEN THE REPUBLIC OF ESTONIA AND THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS. SIGNED AT TALLINN, NOVEMBER 22ND, 1938.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Arrangement took place January 2nd, 1939.

THE GOVERNMENT OF ESTONIA and THE GOVERNMENT OF THE NETHERLANDS, being desirous of contributing as far as possible to the development of commercial exchanges between the Republic of Estonia and the Kingdom of the Netherlands, the undersigned, being duly authorised for that purpose, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The two Governments agree that, throughout the duration of the present Arrangement, imports into Estonia of goods originating in the Kingdom of the Netherlands may exceed by 20 % imports of Estonian goods into the Kingdom of the Netherlands.

The value of goods exchanged in accordance with the provisions of the present Article shall be reckoned on the basis of the prices c. i. f. Estonian or Netherlands ports respectively, including, of course, Netherlands oversea ports.

It is understood that, in making the above calculation, account shall be taken only of imports of products originating in the territory of the other Contracting Party or of products which have there undergone a treatment or process the extent of which is economically justified.

Four months after the coming into force of the present Arrangement, and every four months thereafter, the two Governments shall communicate to each other an exact statement of the exchanges effected by them during the previous four months.

Should the value of the goods imported into Estonia from the Kingdom of the Netherlands exceed that of the Estonian goods exported to the Kingdom of the Netherlands by more than 20 %, the Estonian Government reserves the right, without prejudice to the quotas specified in List A, referred to in Article 2, to take such measures as may be necessary to restore the ratio of commercial exchanges specified in paragraph 1. The Netherlands Government will be informed of the nature and extent of such measures as soon as possible.

Article 2.

The Estonian Government undertakes to issue to Estonian importers of Netherlands goods the licences and foreign exchange necessary for the importation of the Netherlands goods specified in List A appended hereto.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force December 7th, 1938.

Article 3.

Dans la limite de la valeur visée à l'article premier l'importation en Estonie et le transfert des prix d'achat de marchandises originaires du Royaume des Pays-Bas seront traités avec la plus grande bienveillance possible.

Article 4.

Le Gouvernement néerlandais accorde au Gouvernement estonien les contingents spécifiés dans l'annexe B en ce qui concerne l'importation des marchandises estoniennes y indiquées.

Article 5.

Le Gouvernement néerlandais s'engage à traiter avec la plus grande bienveillance possible l'importation aux Pays-Bas, aux Indes néerlandaises, au Surinam et à Curaçao des marchandises d'origine estonienne pour autant que l'importation de telles marchandises soit contingentée.

Article 6.

En ce qui concerne les restrictions à l'importation de marchandises qui seraient établies après la mise en vigueur du présent arrangement dans leurs territoires respectifs en Europe, les deux gouvernements tiendront compte de leurs intérêts mutuels et de leurs exportations antérieures.

Article 7.

Le présent arrangement entrera en vigueur quinze jours après le jour de sa signature et restera en vigueur pour une année étant entendu que les contingents et le bilan des échanges commerciaux réciproques seront calculés à partir du 1^{er} novembre 1938.

Si le présent arrangement n'a pas été dénoncé par un des deux gouvernements avant le 1^{er} août 1939, il sera prolongé d'année en année par tacite reconduction et pourra être dénoncé avec un préavis de trois mois.

Fait à Tallinn, le 22 novembre 1938.

K. SELTER.

L. P. J. DE DECKER.

LISTE A

Numéro du tarif douanier estonien	Désignation des marchandises	Contingents	
		en tn.	en crs. est.
ex 15 p. 4	Poivre	—	13.000
ex 15 p. 4	Cannelle	—	8.000
18 p. 1	Café en fèves, vert	—	66.000
20	Thé de toute sorte	—	42.000
24 p. 3	Cacao en poudre	12,5	—
33 p. 1, 2	Sel de cuisine	1.000	—
ex 41 p. 1	Superphosphate	17.950	—
ex 51 ex p. 3	Oléine	15	—
ex 51 ex p. 5	Stéarine	15	—
ex 62 p. 4 b) β	Coprah	—	244.000
ex 62 p. 6	Plantes vivantes.	10	—
ex 87 p. 1	Gomme arabique	1,5	—
ex 100 p. 2	Ferrocyanure de potassium jaune	3	—
ex 105 p. 1 a), c)	Potasse	13	—
ex 107	Chlorure de chaux	10	—

Article 3.

Up to the limit of value specified in Article 1, every facility shall be afforded for the importation into Estonia of goods originating in the Kingdom of the Netherlands and the transfer of the purchase money therefor.

Article 4.

The Netherlands Government shall accord to the Estonian Government the quotas specified in Annex B for imports of the Estonian goods specified therein.

Article 5.

The Netherlands Government undertakes to afford every facility for the importation into the Netherlands, the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao of goods of Estonian origin, provided that quotas exist for the importation of the said goods.

Article 6.

In regard to import restrictions on goods which may be imposed in their respective territories in Europe after the coming into force of the present Arrangement, the two Governments shall pay due regard to their mutual interests and the exports previously effected by them.

Article 7.

The present Arrangement shall come into force fifteen days after the date of signature, and shall remain in force for one year, it being understood that the quotas and the balance of reciprocal commercial exchanges shall be reckoned as from November 1st, 1938.

If the present Arrangement has not been denounced by one of the two Governments before August 1st, 1939, it shall be prolonged from year to year by tacit agreement, and may be terminated by giving three months' notice.

Done at Tallinn, this 22nd day of November, 1938.

K. SELTER.

L. P. J. DE DECKER.

LIST A.

Number in the Estonian Customs Tariff	Designation of Goods	Quota	
		Tons	Estonian Crowns
ex 15 § 4	Pepper	—	13,000
ex 15 § 4	Cinnamon	—	8,000
18 § 1	Coffee in beans, raw	—	66,000
20	Tea of all kinds	—	42,000
24 § 3	Cocoa powder	12.5	—
33 § 1, 2	Cooking-salt	1,000	—
ex 41 § 1	Superphosphate	17,950	—
ex 51 ex § 3	Olein	15	—
ex 51 ex § 5	Stearin	15	—
ex 62 § 4 (b) β	Copra	—	244,000
ex 62 § 6	Living plants	10	—
ex 87 § 1	Arabic gum	1.5	—
ex 100 § 2	Yellow ferrocyanide of potassium	3	—
ex 105 § 1 (a), (c)	Potash	13	—
ex 107	Chloride of lime	10	—

Numéro du tarif douanier estonien	Désignation des marchandises	Contingents	
		en tn.	en crs. est.
112 p. 16	Produits chimiques non spécialement dénommés . .	—	7.700
ex 119 ex p. 3	Huiles volatiles et odorantes sans alcool	0,9	—
131 p. I	Lithopon	25	—
ex 136	Couleurs en miniature	0,25	—
ex 139	Fonte brute.	500	—
169 p. 9	Lampes électriques à incandescence avec enveloppes immédiates	4,5	—
169 p. 10	Appareils de T.S.F., et haut-parleurs, même incomplets	—	75.000
169 p. 11	Parties d'appareils de T.S.F. et de haut-parleurs . . .	—	125.000
185 p. 3	Fils de soie artificielle	10	—

K. SELTER.

L. P. J. DE DECKER.

LISTE B

Numéros des statistiques néerlandaises	Articles	Contingent
34	Anguilles fraîches ou vivantes	20.000 Kg.
ex 693	Fils de lin jusqu'au numéro 16 anglais	10.000 Kg.
723, 724, 725, 726, 726-2, 726-6	Tissus de laine	3.000 florins néerl.
813-814	Papier d'imprimerie et à écrire dont 100.000 Kg. pour papier dit « Opdikkend romandruk ».	460.000 Kg.
818	Papier d'emballage	15.000 Kg.
ex 827, ex 833	Ouvrages en cuir, avec papier	500 Kg.

K. SELTER.

L. P. J. DE DECKER.

LÉGATION DES PAYS-BAS.

N° H.O.E. 1271.

TALLINN, le 22 novembre 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence que conformément à la déclaration faite lors des négociations de l'Arrangement commercial entre le Royaume des Pays-Bas et la République d'Estonie, signé en date de ce jour, les produits suivants ne sont pas soumis à des restrictions de contingentement ou autres lors de leur importation au Royaume des Pays-Bas : papier à journal, peaux brutes, cellulose, alcool, ouvrages en cuir sans papier, allumeurs mécaniques, huiles de schiste combustible, fils de coton à l'exception de fils à coudre, verre à vitre, bois plaqué et contre-plaqué en bouleau, fonds de siège, bois non ouvré, caséine, corne artificielle, bonbons et chocolat, sandre.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

L. P. J. DE DECKER.

Son Excellence

Monsieur K. Selter,

Ministre des Affaires étrangères d'Estonie
à Tallinn.

Number in the Estonian Customs Tariff	Designation of Goods	Quota	
		Tons	Estonian Crowns
112 § 16	Chemical products not specifically designated . . .	—	7,700
ex 119 ex § 3	Ethereal and aromatic oils not containing spirit . .	0.9	—
131 § 1	Lithopone.	25	—
ex 136	Miniature colours	0.25	—
ex 139	Cast iron, serviceable as raw material	500	—
169 § 9	Incandescent electric lamps with immediate wrappers	4.5	—
169 § 10	Wireless apparatus and loud-speakers, even if incomplete	—	75,000
169 § 11	Parts of wireless apparatus and of loud-speakers . .	—	125,000
185 § 3	Artificial silk thread	10	—

K. SELTER.

L. P. J. DE DECKER.

LIST B.

Number in the Netherlands Statistics	Articles	Quota
34	Fresh or live eels	20,000 kg.
ex 693	Linen thread up to No. 16 English.	10,000 kg.
723, 724, 725, 726, 726-2, 726-6	Woollen fabrics	3,000 Netherlands florins
813-814	Printing and writing paper, 100,000 kg. being for the paper known as "Opdikkend romandruk"	460,000 kg.
818	Wrapping-paper	15,000 kg.
ex 827, ex 833	Leather goods, with paper	500 kg.

K. SELTER.

L. P. J. DE DECKER.

NETHERLANDS LEGATION.

No. H. O. E. 1271.

TALLINN, November 22nd, 1938.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honor to confirm to Your Excellency that, in accordance with the declaration made during the negotiations for the Commercial Arrangement between the Kingdom of the Netherlands and the Republic of Estonia signed this day, the following products will not be subject to quota or other restrictions when imported into the Kingdom of the Netherlands: newsprint, raw hides, cellulose, alcohol, leather goods without paper, mechanical lighters, combustible shale oils, cotton thread, with the exception of sewing-thread, window-glass, veneered wood and 2-ply birchwood, chair-seats, unworked timber, casein, artificial horn, sweetmeats and chocolate, pike-perch.

I avail myself of this opportunity, etc.

L. P. J. DE DECKER.

His Excellency
Monsieur K. Selter,
Minister for Foreign Affairs of Estonia,
Tallinn.

N° 4498.

ESTONIE ET LITHUANIE

Echange de notes portant exemption de la taxe sur les véhicules automobiles, y compris les motocyclettes, à l'entrée de ces véhicules dans chacun des deux pays. Kaunas, le 3 décembre 1938.

ESTONIA AND LITHUANIA

Exchange of Notes regarding Exemption from Taxation of Motor Vehicles, including Motor-Cycles, when such Vehicles enter Either of the Two Countries. Kaunas, December 3rd, 1938.

N^o 4498. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS ESTONIEN ET LITHUANIEN PORTANT EXEMPTION DE LA TAXE SUR LES VÉHICULES AUTOMOBILES, Y COMPRIS LES MOTOCYCLETTES, A L'ENTRÉE DE CES VÉHICULES DANS CHACUN DES DEUX PAYS. KAUNAS, LE 3 DÉCEMBRE 1938.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 3 janvier 1939.

I.

EESTI SAATKOND LEEDUS.
Légation d'Estonie en Lithuanie.
N^o 567.

KAUNAS, le 3 décembre 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de faire savoir à Votre Excellence qu'à partir du 1^{er} janvier 1939, le Gouvernement estonien s'engage, à titre de réciprocité, à exempter à leur entrée en Estonie pour un séjour temporaire ne dépassant pas la durée d'un an, les motocyclettes et les automobiles destinées au transport (à titre privé) de 7 personnes au plus, y compris le conducteur, et enregistrées en Lithuanie comme appartenant à des personnes domiciliées dans ce pays de la taxe établie sur les véhicules automobiles, y compris les motocyclettes, en vertu de la loi du 27 mai 1936 (*Journal Officiel*, N^o 45, art. 364, 1936).

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

A. VARMA.

Son Excellence
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères de Lithuanie,
à Kaunas.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} janvier 1939.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4498. — EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN THE ESTONIAN AND LITHUANIAN GOVERNMENTS REGARDING EXEMPTION FROM TAXATION OF MOTOR VEHICLES, INCLUDING MOTOR-CYCLES, WHEN SUCH VEHICLES ENTER EITHER OF THE TWO COUNTRIES. KAUNAS, DECEMBER 3RD, 1938.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place January 3rd, 1939.

I.

ESTONIAN LEGATION IN LITHUANIA.

No. 567.

KAUNAS, December 3rd, 1938.

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from my Government, I have the honour to inform Your Excellency that from January 1st, 1939, onwards the Estonian Government undertakes, subject to reciprocity, to exempt on their entry into Estonia for a temporary stay of not more than one year, motor-cycles and motor-cars intended for the private transport of not more than seven persons, including the driver, registered in Lithuania as belonging to persons domiciled in that country, from the tax levied on motor vehicles, including motor-cycles, in virtue of the Law of May 27th, 1936 (*Official Journal*, No. 45, Article 364, 1936).

I have the honour to be, etc.

A. VARMA.

His Excellency
The Lithuanian Minister for Foreign Affairs,
Kaunas.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Came into force January 1st, 1939.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

LIETUVOS RESPUBLIKA.

UZSIENIU REIKALU MINISTERIJA.

République de Lithuanie.

Ministère des Affaires étrangères.

N^o 27344.

KAUNAS, le 3 décembre 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date d'aujourd'hui et de vous faire savoir qu'à partir du 1^{er} janvier 1939, le Gouvernement lithuanien s'engage, à titre de réciprocité, à exempter à leur entrée en Lithuanie pour un séjour temporaire ne dépassant pas la durée d'un an, les motocyclettes et les automobiles destinées au transport (à titre privé) de 7 personnes au plus, y compris le conducteur, et enregistrées en Estonie comme appartenant à des personnes domiciliées dans ce pays de la taxe établie sur les véhicules automobiles, y compris les motocyclettes, en vertu de la loi du 27 avril 1935 (*Journaux Officiels*, N^o 480, 27. IV. 1935, N^o 483, 27. V. 1935 et N^o 589, 16. X. 1937).

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

LOZORAITIS.

Son Excellence
Monsieur le Ministre d'Estonie
à Kaunas.

Pour copie certifiée conforme :

H. Pullerits,
Chef de Bureau.

II.

REPUBLIC OF LITHUANIA.
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.
No. 27344.

KAUNAS, *December 3rd, 1938.*

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your note of today's date and to inform you that from January 1st, 1939, onwards the Lithuanian Government undertakes, subject to reciprocity, to exempt on their entry into Lithuania for a temporary stay of not more than one year, motor-cycles and motor-cars intended for the private transport of not more than seven persons, including the driver, registered in Estonia as belonging to persons domiciled in that country, from the tax levied on motor vehicles, including motor-cycles, in virtue of the Law of April 27th, 1935 (*Official Journals*, No. 480, 27. IV. 1935, No. 483, 27. V. 1935 and No. 589, 16. X. 1937).

I have the honour to be, etc.

LOZORAITIS.

His Excellency
The Estonian Minister,
Kaunas.

N° 4499.

NORVÈGE ET PAYS-BAS

Echange de notes comportant un arrangement au sujet de certaines questions concernant le trafic touristique aérien. Oslo, le 28 octobre 1938.

**NORWAY
AND THE NETHERLANDS**

Exchange of Notes constituting an Arrangement with regard to Certain Questions connected with Aerial Tourist Traffic. Oslo, October 28th, 1938.

N^o 4499. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS NORVÉGIEN ET NÉERLANDAIS COMPORTANT UN ARRANGEMENT AU SUJET DE CERTAINES QUESTIONS CONCERNANT LE TRAFIC TOURISTIQUE AÉRIEN. OSLO, LE 28 OCTOBRE 1938.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Norvège près la Société des Nations et le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 4 janvier 1939.

I.

LÉGATION DES PAYS-BAS.

N^o 867.

OSLO, le 28 octobre 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement néerlandais, désirant conclure avec le Gouvernement norvégien un arrangement concernant la sollicitation par voie non diplomatique de permis d'avoir à bord des avions de tourisme des appareils photographiques, des armes à feu, etc., propose que cet arrangement consiste en les dispositions suivantes :

1. Le Gouvernement norvégien autorise le Bureau du tourisme aérien de l'Aéroclub royal des Pays-Bas et du Touring-Club royal des Pays-Bas à s'adresser directement au Forsvarsdepartementets Luftforsvarskontor à Oslo, pour obtenir des autorités compétentes norvégiennes les autorisations nécessaires pour le transport d'armes à feu avec leur munition et d'appareils photographiques et cinématographiques à bord d'avions de tourisme néerlandais pendant le survol du territoire norvégien.

2. Le Gouvernement des Pays-Bas autorise réciproquement Norsk Aéro Klubb à s'adresser directement au directeur du Service de l'aéronautique à La Haye pour obtenir des autorités compétentes néerlandaises les autorisations nécessaires pour le transport d'armes à feu avec leur munition à bord d'avions de tourisme norvégiens pendant le survol du territoire néerlandais.

3. Le présent arrangement ne porte pas atteinte à l'obligation du commandant d'un avion provenant d'un des deux pays de se conformer aux prescriptions légales en vigueur dans l'autre pays au sujet du transport d'armes à feu, de munition et d'appareils photographiques et cinématographiques.

Le présent arrangement entrera en vigueur immédiatement et restera en vigueur trois mois après la date de la notification d'un des deux gouvernements tendant à faire cesser l'arrangement.

¹ Entré en vigueur le 28 octobre 1938.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4499. — EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN THE NORWEGIAN AND NETHERLANDS GOVERNMENTS CONSTITUTING AN ARRANGEMENT WITH REGARD TO CERTAIN QUESTIONS CONNECTED WITH AERIAL TOURIST TRAFFIC. OSLO, OCTOBER 28TH, 1938.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Norway to the League of Nations and by the Netherlands Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place January 4th, 1939.

I.

NETHERLANDS LEGATION.

No. 867.

OSLO, October 28th, 1938.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform Your Excellency that the Netherlands Government, desirous of concluding with the Norwegian Government an Arrangement concerning applications through non-diplomatic channels for permits to carry photographic apparatus, firearms, etc., in aeroplanes used for tourist travel, proposes that this Arrangement shall consist of the following provisions :

1. The Norwegian Government authorises the Air Travel Bureau of the Royal Aeroclub of the Netherlands and of the Royal Touring Club of the Netherlands to apply direct to the Forsvarsdepartementets Luftforsvarskontor at Oslo in order to obtain from the competent Norwegian authorities the necessary authorisations for the transport of firearms with their ammunition and photographic and cinematographic apparatus in Netherlands aeroplanes used for tourist travel during their flight over Norwegian territory.

2. In return, the Government of the Netherlands authorises the Norsk Aero Klubb to apply direct to the Director of the Air Department at The Hague in order to obtain from the competent Netherlands authorities the necessary authorisations for the transport of firearms with their ammunition in Norwegian aeroplanes used for tourist travel during their flight over Netherlands territory.

3. The present Arrangement shall not affect the obligation of the officer in command of an aeroplane coming from either of the two countries to conform to the official regulations in force in the other country relating to the transport of firearms, ammunition, and photographic and cinematographic apparatus.

The present Arrangement shall come into force immediately and shall remain in force for three months after notification by either of the two Governments of its desire to terminate it.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force October 28th, 1938.

J'ai l'honneur de proposer à Votre Excellence que la présente note et sa réponse conçues dans des termes similaires seront considérées comme constituant un arrangement formel à ce sujet entre les deux gouvernements.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances renouvelées de ma plus haute considération.

(s.) G. A. SCHELTUS.

Son Excellence
Monsieur le Docteur H. Koht,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.,
à Oslo.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 22 décembre 1938.

*Le Directeur des Affaires
de la Société des Nations,*
Rolf Andersen.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

OSLO, le 28 octobre 1938.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Par la note en date de ce jour vous avez bien voulu me faire la communication suivante :

« J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement néerlandais, désirant conclure avec le Gouvernement norvégien un arrangement concernant la sollicitation par voie non diplomatique de permis d'avoir à bord des avions de tourisme des appareils photographiques, des armes à feu, etc., propose que cet arrangement consiste en les dispositions suivantes :

1. Le Gouvernement norvégien autorise le Bureau de tourisme aérien de l'Aéroclub royal des Pays-Bas et du Touring-Club royal des Pays-Bas à s'adresser directement au Forsvarsdepartementets Luftforsvarskontor à Oslo, pour obtenir des autorités compétentes norvégiennes les autorisations nécessaires pour le transport d'armes à feu avec leur munition et d'appareils photographiques et cinématographiques à bord d'avions de tourisme néerlandais pendant le survol du territoire norvégien.

2. Le Gouvernement des Pays-Bas autorise réciproquement Norsk Aéro Klubb à s'adresser directement au directeur du Service de l'aéronautique à La Haye pour obtenir des autorités compétentes néerlandaises les autorisations nécessaires pour le transport d'armes à feu avec leur munition à bord d'avions de tourisme norvégiens pendant le survol du territoire néerlandais.

3. Le présent arrangement ne porte pas atteinte à l'obligation du commandant d'un avion provenant d'un des deux pays de se conformer aux prescriptions légales en vigueur dans l'autre pays au sujet du transport d'armes à feu, de munition et d'appareils photographiques et cinématographiques.

I have the honour to propose to Your Excellency that the present note and your reply similarly worded shall be deemed to constitute a formal Arrangement on this subject between the two Governments.

I have the honour to be, etc.

(Signed) G. A. SCHELTUS.

His Excellency Dr. H. Koht,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.,
Oslo.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

OSLO, *October 28th*, 1938.

SIR,

In your note of today's date you were good enough to inform me as follows :

" I have the honour to inform Your Excellency that the Netherlands Government, desirous of concluding with the Norwegian Government an Arrangement concerning applications through non-diplomatic channels for permits to carry photographic apparatus, firearms, etc., in aeroplanes used for tourist travel, proposes that this Arrangement shall consist of the following provisions :

1. The Norwegian Government authorises the Air Travel Bureau of the Royal Aeroclub of the Netherlands and of the Royal Touring Club of the Netherlands to apply direct to the Forsvarsdepartementets Luftforsvarskontor at Oslo in order to obtain from the competent Norwegian authorities the necessary authorisations for the transport of firearms with their ammunition and photographic and cinematographic apparatus in Netherlands aeroplanes used for tourist travel during their flight over Norwegian territory.

2. In return, the Government of the Netherlands authorises the Norsk Aero Klubb to apply direct to the Director of the Air Department at The Hague in order to obtain from the competent Netherlands authorities the necessary authorisations for the transport of firearms with their ammunition in Norwegian aeroplanes used for tourist travel during their flight over Netherlands territory.

3. The present Arrangement shall not affect the obligation of the officer in command of an aeroplane coming from either of the two countries to conform to the official regulations in force in the other country relating to the transport of firearms, ammunition, and photographic and cinematographic apparatus.

Le présent arrangement entrera en vigueur immédiatement et restera en vigueur trois mois après la date de la notification d'un des deux gouvernements tendant à faire cesser l'arrangement.

J'ai l'honneur de proposer à Votre Excellence que la présente note et sa réponse conçues dans des termes similaires seront considérées comme constituant un arrangement formel à ce sujet entre les deux gouvernements. »

En accusant réception de cette communication sur la teneur de laquelle je suis autorisé à vous faire savoir que le Gouvernement norvégien est d'accord avec le Gouvernement néerlandais, je vous prie d'agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma considération la plus distinguée.

(s.) Halvdan KOHT.

Monsieur G. A. Scheltus,
Chargé d'Affaires des Pays-Bas,
etc., etc.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 22 décembre 1938.

*Le Directeur des Affaires
de la Société des Nations,*
Rolf Andersen.

Certifié pour copie conforme :

*Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,*
A. M. Snouck Hurgronje.

The present Arrangement shall come into force immediately and shall remain in force for three months after notification by either of the two Governments of its desire to terminate it.

I have the honour to propose to Your Excellency that the present note and your reply similarly worded shall be deemed to constitute a formal Arrangement on this subject between the two Governments."

In acknowledging receipt of this communication, on the purport of which I am authorised to inform you that the Norwegian Government is in agreement with the Netherlands Government, I have the honour to be, etc.

(Signed) Halvdan KOHT.

Monsieur G. A. Scheltus,
Netherlands Chargé d'Affaires,
etc., etc.

N° 4500.

COLOMBIE ET PANAMA

Échange de notes comportant un accord relatif à la délimitation de la frontière entre les deux pays, en exécution du Traité du 20 août 1924. Panama, le 17 juin 1938.

COLOMBIA AND PANAMA

Exchange of Notes constituting an Agreement for the Delimitation of the Boundary between the Two Countries, in Execution of the Treaty of August 20th, 1924. Panama, June 17th, 1938.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 4500. — CANJE DE NOTAS ENTRE LOS GOBIERNOS DE COLOMBIA Y DE PANAMA POR EL CUAL SE CONCLUYE UN ACUERDO RELATIVO A LA DELIMITACION DE LA FRONTERA ENTRE LOS DOS PAISES, EN EJECUCION DEL TRATADO DE LIMITES DE FECHA 20 DE AGOSTO DE 1924. PANAMA, 17 DE JUNIO DE 1938.

Texte officiel espagnol communiqué par le sous-secrétaire d'Etat des Affaires étrangères et des Communications de la République de Panama. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 9 janvier 1939.

Spanish official text communicated by the Under-Secretary of State for Foreign Affairs and Communications of the Republic of Panama. The registration of this Exchange of Notes took place January 9th, 1939.

I.

LEGACION DE COLOMBIA.
PANAMA.

PANAMA, (R. P.), junio 17 de 1938.

SEÑOR SECRETARIO :

Sabe Vuestra Excelencia que por el Canje de notas de fecha 3 de diciembre del año próximo pasado, convinieron los dos Gobiernos en que para la terminación total de alindamiento entre los dos países, sólo faltaba la erección de un Hito intermedio entre los ya erigidos de Mangle y el Alto Limón y el que señala los Altos de Aspavé. Mas como la Comisión erigió ya con fecha 12 de febrero de este año el Hito a que se refiere el punto primero de ese acuerdo en el sitio denominado « Palo de las Letras », en el divorcio de aguas de la Serranía del Darién, y teniendo en cuenta que la estación de lluvias ha comenzado en la región fronteriza sin que la Comisión Mixta haya llevado a cabo la construcción del Hito de Aspavé, punto que, por otra parte, ya está perfectamente definido y establecido en el punto tercero del mencionado Canje y precisado en la presente nota, tengo el honor de confirmar a Vuestra Excelencia el convenio a que hemos llegado en las conversaciones de estos últimos días, el cual, por instrucciones que he recibido de mi Gobierno, queda consignado en la presente Nota.

Tiene por objeto este acuerdo el evitar que las Comisiones de Límites de nuestros dos países continúen inactivas durante el largo período del invierno y aplazar para más tarde, cuando las circunstancias así lo exijan, la formalidad de la construcción del precitado Hito de los Altos de Aspavé.

Terminados todos los trabajos de delimitación efectuados por la Comisión Mixta Colombo-Panameña y cumplido el artículo tercero del Tratado¹ de Límites de 1924, los dos Gobiernos aprueban tales trabajos y consideran como definitiva la construcción y ubicación de los siguientes Hitos :

¹ Vol. XXXIII, page 167, de ce recueil.

¹ Vol. XXXIII, page 167, of this Series.

Número 1, designado con el nombre de *Hito de la punta noroeste del Cabo Tiburón*, situado en el extremo alto de la punta noroeste del Cabo Tiburón y cuyas coordenadas geográficas son: $77^{\circ} 21' 50''.9$ de Longitud al Oeste del meridiano de Greenwich, $8^{\circ} 41' 07''.3$ de Latitud Norte y 81 metros de Altitud. Este Hito, de primera clase, fué inaugurado por la Comisión Mixta como consta en el acta de fecha 25 de mayo de 1937 y aparece en el plano respectivo, firmados: El Acta por los comisionados señores Eduardo SEGURA A., Milciades A. PULIDO, por parte de Colombia, y J. R. GUIZADO, por parte de Panamá; y el plano por los comisionados señores Darío ROZO y Eduardo SEGURA A. por parte de Colombia y Macario SOLIS y J. R. GUIZADO por parte de Panamá.

Número 2, denominado *Hito del Cerro Medio*, emplazado en el divorcio de aguas de las bahías de Zapurro y La Miel cuyas coordenadas geográficas son: $77^{\circ} 21' 28''.1$ de Longitud al Oeste del meridiano de Greenwich, $8^{\circ} 40' 45''.0$ al Norte y 151.4 metros de Altitud. Este Hito, de segunda clase, fué inaugurado por la Comisión Mixta, como consta en el Acta de fecha 25 de mayo de 1937, y aparece en el plano respectivo, firmados: el Acta, por los comisionados señores Eduardo SEGURA A., por parte de Colombia, y J. R. GUIZADO, por parte de Panamá; y el plano, por los comisionados señores Darío ROZO y Eduardo SEGURA A., por parte de Colombia, y Macario SOLIS y J. R. GUIZADO, por parte de Panamá.

Número 3, designado con el nombre de *Hito del camino Zapurro-la Miel*, situado en el punto en donde el camino Zapurro a La Miel corta la división de aguas de las bahías del mismo nombre, y cuyas coordenadas geográficas son: $77^{\circ} 21' 46''.8$ de Longitud al Oeste del meridiano de Greenwich, $8^{\circ} 40' 17''.7$ de Latitud Norte y 77.4 metros de Altitud. Este Hito, de segunda clase, fué inaugurado por la Comisión Mixta, como consta en la ya citada Acta de fecha 25 de mayo de 1937, y aparece en el plano respectivo, que es el mismo a que se refieren los hitos anteriormente descritos, firmados: el Acta, por los comisionados señores Eduardo SEGURA A., por parte de Colombia y J. R. GUIZADO, por parte de Panamá; y el plano, por los comisionados señores Darío ROZO y Eduardo SEGURA A., por parte de Colombia, y Macario SOLIS y J. R. GUIZADO, por parte de Panamá.

Número 4, designado con el nombre de *Hito de Parado*, situado en el divorcio de aguas de la quebrada Capurganá y el Río de La Miel, y cuyas coordenadas geográficas son: $77^{\circ} 21' 30''.7$ de Longitud al Oeste del meridiano de Greenwich, $8^{\circ} 38' 58''.9$ de Latitud Norte y 373.3 metros de Altitud. Este Hito, de segunda clase, fué inaugurado por la Comisión Mixta, como consta en el Acta de fecha 29 de mayo de 1937 y aparece en el plano, que es el mismo en que aparecen los hitos anteriormente indicados, firmados: el Acta, por los comisionados señores Eduardo SEGURA A., por parte de Colombia y J. R. GUIZADO, por parte de Panamá; y el plano, por los comisionados señores Darío ROZO y Eduardo SEGURA A., por parte de Colombia, y Macario SOLIS y J. R. GUIZADO por parte de Panamá.

Número 5, denominado *Hito de Sande*, emplazado en el mismo divorcio de aguas que el Hito de Parado, y cuyas coordenadas geográficas son: $77^{\circ} 22' 26''.5$ al Oeste del meridiano de Greenwich de Longitud, $8^{\circ} 39' 08''.4$ de Latitud Norte y 440.1 metros de Altitud. Este Hito, de segunda clase, fué inaugurado por la Comisión Mixta como consta en el Acta de fecha 29 de mayo de 1937 y aparece en el plano respectivo, que es el mismo a que se refieren las indicaciones relativas a los hitos precedentemente enumerados, firmados: el Acta, por los comisionados señores Eduardo SEGURA A., por parte de Colombia y J. R. GUIZADO, por parte de Panamá; y el plano, por los comisionados señores Darío ROZO M. y Eduardo SEGURA A., por parte de Colombia y Macario SOLIS y J. R. GUIZADO, por parte de Panamá.

Número 6, denominado *Hito de Chucurtí*, emplazado en el divorcio de aguas de los ríos Armila y Acandí y cuyas coordenadas geográficas son: $77^{\circ} 23' 44''.2$ de Longitud al Oeste del meridiano de Greenwich, $8^{\circ} 36' 38''.8$ de Latitud Norte y 169.5 metros de Altitud. Este Hito, de segunda clase, fué inaugurado por la Comisión Mixta, como consta en el Acta de fecha 28 de mayo de 1937 y aparece en el plano respectivo (plano número 5), firmados: el Acta, por los comisionados señores Eduardo SEGURA A., por parte de Colombia y J. R. GUIZADO, por parte de Panamá; y el plano, por los comisionados señores Darío ROZO M. y Eduardo SEGURA A., por parte de Colombia y Macario SOLIS y J. R. GUIZADO, por parte de Panamá.

Número 7, denominado *Hito del Empalme*, emplazado en el divorcio de aguas mencionado anteriormente, cuyas coordenadas geográficas son : $77^{\circ} 26' 03''.4$ de Longitud al Oeste del meridiano de Greenwich, $8^{\circ} 33' 50''.0$ de Latitud Norte y 732 metros de Altitud. Este Hito, de segunda clase, fué inaugurado por la Comisión Mixta, como consta en el Acta de fecha 29 de enero de 1937 y aparece en el plano respectivo (plano N° 6), firmados : el Acta por los comisionados señores Eduardo SEGURA A., por parte de Colombia y Juan GALINDO, por parte de Panamá ; y el plano, por los comisionados señores Darío ROZO M. y E. SEGURA A., por parte de Colombia y Macario SOLIS y Juan GALINDO, por parte de Panamá.

Número 8, denominado *Hito del Cerro Gandi*, emplazado en el divorcio de aguas y cuyas coordenadas geográficas son : $77^{\circ} 27' 01''.0$ de Longitud al Oeste del meridiano de Greenwich, $8^{\circ} 30' 58''.6$ de Latitud Norte y 1,160 metros de Altitud. Este Hito, de segunda clase, fué inaugurado por la Comisión Mixta, como consta en el Acta de fecha 20 de enero de 1937 y aparece en el plano respectivo (plano N° 6), firmados : el Acta, por los comisionados señores Eduardo SEGURA A., por parte de Colombia y Juan GALINDO, por parte de Panamá ; y el plano, por los comisionados señores Darío ROZO M. y E. SEGURA A., por parte de Colombia y Macario SOLIS y Juan GALINDO, por parte de Panamá.

Número 9, denominado *Hito de Tanela*, emplazado en el divorcio de aguas y cuyas coordenadas geográficas son : $77^{\circ} 17' 33''.0$ de Longitud al Oeste del meridiano de Greenwich, $8^{\circ} 13' 29''.6$ de Latitud Norte y 1,415 metros de Altitud. Este Hito, de segunda clase, fué inaugurado por la Comisión Mixta como consta en el Acta de 9 de abril de 1937 y aparece en el plano respectivo (plano N° 7), firmados : el Acta, por los comisionados señores Eduardo SEGURA A., por parte de Colombia y Juan GALINDO, por parte de Panamá ; y el plano, por los comisionados señores Darío ROZO M. y Eduardo SEGURA A., por parte de Colombia y Macario SOLIS y Juan GALINDO, por parte de Panamá.

Número 10, denominado *Hito de Alto Limón*, se halla emplazado en el divorcio de aguas y cuyas coordenadas geográficas son : $77^{\circ} 09' 24''.1$ de Longitud al Oeste del meridiano de Greenwich, $7^{\circ} 58' 17''.8$ de Latitud Norte y 604.7 metros de Altitud. Este Hito, de segunda clase, fué inaugurado por la Comisión Mixta, como consta en el Acta de fecha 8 de mayo de 1937 y aparece en el plano respectivo (plano N° 8), firmados : el Acta, por los comisionados señores Eduardo SEGURA A., por parte de Colombia y Juan GALINDO, por parte de Panamá ; y el plano, por los comisionados señores Darío ROZO M. y Eduardo SEGURA A., por parte de Colombia y Macario SOLIS y Juan GALINDO, por parte de Panamá.

Número 11, denominado *Hito del Palo de Las Letras*, se halla emplazado en el divorcio de aguas y sobre el camino o trocha que une el caserío de Paya con el sitio denominado « Bocas de Tulé » (Confluencia de los ríos Tulé y Cacarica) y cuyas coordenadas geográficas son : $77^{\circ} 20' 40''.0$ de Longitud al Oeste del meridiano de Greenwich, $7^{\circ} 50' 45''.9$ de Latitud Norte y 155 metros de Altitud. Este Hito, de segunda clase, fué inaugurado por la Comisión Mixta, como consta en el Acta de fecha 12 de febrero de 1938, y aparece en el plano respectivo (plano N° 12), firmados : el Acta, por los comisionados señores Eduardo SEGURA A., por parte de Colombia y J. R. GUIZADO, por parte de Panamá ; y el plano, por los comisionados señores Darío ROZO M. y Eduardo SEGURA A., por parte de Colombia y Macario SOLIS y J. R. GUIZADO, por parte de Panamá.

Número 12, denominado *Hito de Mangle*, situado en el divorcio de aguas entre las vertientes orientales de los ríos Montorodó, afluente del río Salaquí, y Guayabo, afluente del río Mangle y cuyas coordenadas geográficas son : $77^{\circ} 35' 39''.8$ de Longitud al Oeste del meridiano de Greenwich, $7^{\circ} 32' 12''.4$ de Latitud Norte y 470 metros de Altitud. Este Hito, de segunda clase, fué inaugurado por la Comisión Mixta como consta del Acta de fecha 10 de abril de 1937, y aparece en el plano respectivo (plano N° 9), firmados : el Acta, por los comisionados señores Darío ROZO M., por parte de Colombia y Macario SOLIS, por parte de Panamá ; y el plano, por los comisionados señores Darío ROZO M., por parte de Colombia y Macario SOLIS, por parte de Panamá.

•Número 13, denominado *Hito del Cruce*, ubicado en el sitio denominado « El Cruce » que está en el divorcio de aguas entre el Río Juradó y la quebrada « Balsitas », afluente del Río « Balsas »

y cuyas coordenadas geográficas son : $77^{\circ} 44' 05''.5$ de Longitud al Oeste del meridiano de Greenwich, $7^{\circ} 28' 25''.5$ de Latitud Norte y 250 metros de Altitud. Este Hito, de segunda clase, fué inaugurado por la Comisión Mixta, como consta en el Acta de fecha 14 de febrero de 1937 y aparece en el plano respectivo (plano N^o 10), firmados : el Acta, por los comisionados señores Darío Rozo M., por parte de Colombia y Macario SOLIS, por parte de Panamá ; y el plano, por los comisionados señores Darío Rozo M. y E. GAMBA E., por parte de Colombia y Ruben NUÑEZ, por parte de Panamá.

Número 14, denominado *Hito del Pacífico*, emplazado en un punto sobre la costa del Océano Pacífico, equidistante de Cocalito y Ardita, cuyas coordenadas geográficas son : $77^{\circ} 53' 20''.9$ de Longitud al Oeste del meridiano de Greenwich, $7^{\circ} 12' 39''.3$ de Latitud Norte y 26 metros de Altitud. Este Hito, de primera clase, fué inaugurado por la Comisión Mixta, como consta en el Acta de fecha 6 de junio de 1937 y aparece en el plano respectivo (plano N^o 11), firmados : el Acta, por los comisionados señores E. GAMBA E., por parte de Colombia y Macario SOLIS, por parte de Panamá ; y el plano, por los comisionados señores Darío Rozo M. y E. GAMBA E., por parte de Colombia y Macario SOLIS y Ruben NUÑEZ, por parte de Panamá.

De conformidad con los acordado en el Acta de la quinta sesión de la Comisión Mixta, fechada el 2 de enero de 1936, en la ciudad de Panamá, los hitos de primera clase que son el N^o 1, o Hito de la Punta Noroeste del Cabo Tiburón, y el N^o 14, o Hito del Pacífico, constan de 5 figuras geométricas superpuestas cuyas dimensiones y contornos se indican a continuación :

1) Una primera base prismoidal tetragonal regular de ciento sesenta centímetros por lado en sus bases y treinta centímetros de altura.

2) Sobre esta base descansa un tronco de pirámide regular de cuatro caras, diez centímetros de altura y ciento sesenta y cinco centímetros por cada lado de sus bases inferior y superior, respectivamente.

3) Corona este tronco un prisma tetragonal regular de ciento veinte centímetros por lado en sus bases y veinte centímetros de altura.

4) Sobre este segundo prisma, descansa un segundo tronco de pirámide, también tetragonal y regular, de ciento setenta y cinco centímetros de altura, y ochenta y cincuenta centímetros por cada lado de sus bases inferior y superior, respectivamente, tronco que, sirviendo de cuerpo principal al hito, está, finalmente, coronado por

5) Una pirámide tetragonal regular de cincuenta centímetros por cada lado de su base y veinte centímetros de altura del vértice.

Estos hitos tienen una altura neta aproximada de doscientos cincuenta y cinco centímetros.

Los hitos de segunda clase, que son, el número 2, o Hito del Cerro Medio ; el número 3, o Hito del Camino Zapurro-la-Miel ; el número 4, o Hito de Parado ; el número 5, o Hito de Sande ; el número 6, o Hito de Chucurtí ; el número 7, o Hito del Empalme ; el número 8, o Hito del Cerro Gandi ; el número 9, o Hito de Tanela ; el número 10, o Hito de Alto Limón ; el número 11, o Hito del Palo de Las Letras ; el número 12, o Hito de Mangle, y el número 13, o Hito del Cruce, constan de 3 figuras geométricas tetragonales, superpuestas así :

1) Una base prismoidal regular de veinte centímetros de altura por ciento veinte centímetros en cada lado de sus bases.

2) Sobre esta base, descansa el cuerpo del Hito que está constituido por un tronco de pirámide regular de ciento setenta y cinco centímetros de altura, y ochenta y cincuenta centímetros por lado de cada una de sus bases inferior y superior, respectivamente.

3) Finalmente, una pirámide de cincuenta centímetros por cada lado de su base y veinte centímetros de altura del vértice.

Estos hitos alcanzan una altura neta, aproximada, de doscientos quince centímetros.

Todos estos hitos están contruídos de concreto de cemento y cada uno de ellos tiene incrustadas en los costados del cuerpo del Hito, placas de bronce, en número de tres : en una de ellas, en relieve, está el escudo de la República de Colombia y al pié se lee la palabra *Colombia* ; en otra, el escudo de la República de Panamá y al pié de este la palabra *Panamá*, también en relieve, y en la tercera

se encuentran inscritas las coordenadas geográficas correspondientes a cada Hito, así como la fecha de su erección.

Deseosos de eliminar cualquier elemento de incertidumbre o cualquier divergencia de interpretación que pudiera surgir en adelante acerca de la ubicación y colocación del hito de los « Altos de Aspavé », los dos Gobiernos convienen en precisar ahora las « coordenadas aproximadas » que menciona el punto tercero del Canje de notas de 1937 por un punto exacto y definitivo que se define — ne varietur — así : la intersección del meridiano de $77^{\circ} 47' 33''$ con el divorcio de aguas entre los ríos Juradó y Balsas.

Los dos Gobiernos convienen en declarar que el Hito de los Altos de Aspavé de que trata el punto tercero del Canje de Notas de tres (3) de diciembre de mil novecientos treinta y siete (1937), y cuyo punto exacto y definitivo de ubicación queda precisado en los términos del párrafo precedente de la presente nota y los dos hitos que señalan en sus extremos la dirección de la recta Aspavé-Pacífico, quedan comprendidos en el punto segundo del precitado Canje y que, por lo tanto, cuando uno de los dos Gobiernos esté interesado en la erección de estos hitos, dicho Gobierno podrá hacerlo, a su propia costa, previo aviso dado oportunamente al otro Gobierno, con el objeto de que éste pueda enviar un representante suyo, debidamente facultado, no solo para presenciar esos trabajos, sino también, para firmar de común acuerdo las actas correspondientes.

Para dar cumplimiento al inciso noveno del Canje de notas de fechas 11 y 13 de enero de 1932, insertas en el acta inaugural de la Comisión Mixta de fecha 6 de diciembre de 1935, los dos Gobiernos convienen en definir la línea divisoria demarcada entre los dos países, así :

El punto inicial de esa línea de frontera está definido por la punta Noroeste del Cabo Tiburón donde hay un Hito de primera clase, cuyas coordenadas geográficas son : $77^{\circ} 21' 50''.9$ al Oeste de Greenwich ; Latitud $8^{\circ} 41' 07''.3$ al Norte y Altitud 81 metros ; sigue por el divisor de aguas pasando por el Cerro Medio, en el punto en donde está erigido el Hito número 2, denominado *Hito del Cerro Medio*, de segunda clase, cuyas coordenadas geográficas son : Longitud $77^{\circ} 21' 28''.1$ al Oeste de Greenwich ; Latitud $8^{\circ} 40' 45''.0$ al Norte y Altitud 151.4 metros ; y por el Hito número 3 designado con el nombre de *Hito del Camino Zapzurro-La Miel*, de segunda clase, cuyas coordenadas geográficas son : Longitud $77^{\circ} 21' 46''.8$ al Oeste de Greenwich ; Latitud $8^{\circ} 40' 17''.7$ al Norte y Altitud 77.4 metros ; sigue por el filo de la cordillera hasta el Cerro Parado, donde se halla el Hito número 4 designado con el nombre de *Hito de Parado*, de segunda clase, cuyas coordenadas geográficas son : Longitud $77^{\circ} 21' 30''.7$ al Oeste de Greenwich ; Latitud $8^{\circ} 38' 58''.9$ al Norte y Altitud 373.3 metros ; y luego, también por el divisor de aguas, de donde se originan las pequeñas fuentes del Río de La Miel, hacia el Occidente, hasta el Cerro Sande, donde se construyó un Hito de segunda clase, el número 5 denominado *Hito de Sande*, cuyas coordenadas geográficas son : Longitud $77^{\circ} 22' 26''.5$ al Oeste de Greenwich ; Latitud $8^{\circ} 39' 08''.4$ al Norte y Altitud 440.1 metros. La descripción de esta parte de la frontera fué adoptada por los dos Gobiernos en el Canje de notas de fechas 7 y 10 de diciembre de 1936.

Del Cerro Sande sigue la frontera por el divorcio de aguas entre los ríos Chucurtí y Acandí a pasar por el Hito número 6 denominado *Hito de Chucurtí*, que es de segunda clase y cuyas coordenadas son : Longitud $77^{\circ} 23' 44''.2$ al Oeste de Greenwich ; Latitud $8^{\circ} 36' 38''.8$ al Norte y Altitud 169.5 metros ; continúa la frontera por el divorcio de aguas hasta el sitio del empalme con las cordillera principal pasando por el punto señalado por el Hito número 7 denominando *Hito del Empalme* que es de segunda clase y cuyas coordenadas son : Longitud $77^{\circ} 26' 03''.4$ al Oeste de Greenwich ; Latitud $8^{\circ} 33' 50''.0$ al Norte y Altitud 732 metros ; continúa la frontera por la línea divisoria de aguas entre los Océanos Atlántico y Pacífico en la cordillera denominada del Darién, a pasar por el Hito ubicado en el Cerro de Gandí, Hito número 8, denominado *Hito de Gandí* de segunda clase y cuyas coordenadas geográficas son : Longitud $77^{\circ} 27' 01''.0$ al Oeste de Greenwich ; Latitud $8^{\circ} 30' 58''.6$ al Norte y Altitud 1,160 metros ; continúa la frontera por la misma divisoria de aguas a pasar por el Hito número 9, denominado *Hito de Tancla*, de segunda clase, cuyas coordenadas geográficas son : Longitud $77^{\circ} 17' 33''.0$ al Oeste de Greenwich ; Latitud $8^{\circ} 13' 29''.6$ al Norte y Altitud 1,415 metros ; continúa la línea fronteriza por la misma divisoria de aguas a dar al Hito emplazado en el Alto Limón, Hito número 10 denominado *Hito de Alto Limón*, de segunda clase y cuyas coordenadas geográficas son : Longitud $77^{\circ} 09' 24''.1$ al Oeste de Greenwich ; Latitud $7^{\circ} 58' 17''.8$ al Norte y Altitud 604.7 metros ; sigue la frontera por la misma línea divisoria de aguas a pasar por el Hito número 11, denominado *Hito del Palo de las Letras*,

de segunda clase, cuyas coordenadas geográficas son : Longitud $77^{\circ} 20' 40''.0$ al Oeste de Greenwich; Latitud $7^{\circ} 50' 45''.9$ al Norte y Altitud 155 metros ; continúa la frontera por la misma divisoria de aguas a dar con el Hito número 12 denominado *Hito de Mangle*, de segunda clase y cuyas coordenadas geográficas son : Longitud $77^{\circ} 35' 39''.8$ al Oeste de Greenwich ; Latitud $7^{\circ} 32' 12''.4$ al Norte y Altitud 470 metros ; continúa la frontera por la misma divisoria de aguas, rodeando las fuentes que forman el río Salaquí y continúa después por la línea divisoria de aguas entre los ríos Juradó y Balsas a pasar por el Hito número 13 denominado *Hito del Cruce*, de segunda clase y cuyas coordenadas geográficas son : Longitud $77^{\circ} 44' 05''.5$ al Oeste de Greenwich ; Latitud $7^{\circ} 28' 25''.5$ al Norte y Altitud 250 metros ; sigue la frontera por el divorcio de aguas entre los ríos Juradó y Balsas hasta los « Altos de Aspavé » en el punto en donde este divorcio es cortado por el meridiano de $77^{\circ} 47' 33''$ al Oeste de Greenwich que es el que define las « coordenadas aproximadas » conforme a lo pactado por los dos Gobiernos en el Canje de notas de 3 de diciembre de 1937, para resolver la cuestión que fué sometida a su decisión por la Comisión Mixta en el Acta número 8 de fecha 13 de septiembre de 1937 y conforme a lo acordado en el presente Canje de notas para determinar el punto exacto y definitivo de la ubicación del Hito de los « Altos de Aspavé ». Partiendo del punto de los « Altos de Aspavé » así descrito, la frontera sigue por una línea recta al Hito de primera clase del Litoral Pacífico situado en el punto equidistante entre Cocalito y La Ardita, Hito número 14 denominado *Hito del Pacífico*, cuyas coordenadas son : Longitud $77^{\circ} 53' 20''.9$ al Oeste de Greenwich ; Latitud $7^{\circ} 12' 39''.3$ al Norte y Altitud 26 metros.

Los dos Gobiernos declaran definitivamente concluidos los trabajos de la Comisión Mixta creada por el Art. II del Tratado de Límites de fecha 20 de agosto de 1924, el cual se considera cumplido y plenamente ejecutado por ambas Altas Partes contratantes y desde este momento cada uno de los dos países queda en posesión de sus respectivos territorios.

Me congratulo con Vuestra Excelencia por la feliz terminación de la delimitación entre nuestros países y aprovecho la oportunidad para renovar a Vuestra Excelencia las expresiones de mi más distinguida consideración.

(Fdo.) Alberto CAMACHO ANGARITA,
Ministro de Colombia.

A Su Excelencia el señor doctor
Don Narciso Garay,
Secretario de Relaciones Exteriores
y Comunicaciones de la República de Panamá.

Es fiel copia.

Juan B. Chevalier,
*Subsecretario de Relaciones
Exteriores y Comunicaciones.*

II.

1182.

PANAMÁ, 17 de junio de 1938.

SEÑOR MINISTRO :

Tengo el honor de acusar recibo de la atenta nota de Vuestra Excelencia fechada hoy mismo que dice así :

« Señor Secretario :

Sabe Vuestra Excelencia que por el Canje de notas de fecha 3 de diciembre del año próximo pasado, convinieron los dos Gobiernos en que para la terminación total de alindamiento entre los

dos países, sólo faltaba la erección de un Hito intermedio entre los ya erigidos de Mangle y el Alto Limón y el que señala los Altos de Aspavé. Más como la Comisión Mixta erigió ya con fecha 12 de febrero de este año el Hito a que se refiere el punto primero de ese acuerdo en el sitio denominado « Palo de las Letras », en el divorcio de aguas de la Serranía del Darién, y teniendo en cuenta que la estación de lluvias ha comenzado en la región fronteriza sin que la Comisión Mixta haya llevado a cabo la construcción del Hito de Aspavé, punto que, por otra parte, ya está perfectamente definido y establecido en el punto tercero del mencionado Canje y precisado en la presente nota, tengo el honor de confirmar a Vuestra Excelencia el convenio a que hemos llegado en las conversaciones de estos últimos días, el cual, por instrucciones que he recibido de mi Gobierno, queda consignado en la presente Nota.

Tiene por objeto este acuerdo el evitar que las Comisiones de Límites de nuestros dos países continúen inactivas durante el largo período del invierno y aplazar para más tarde, cuando las circunstancias así lo exijan, la formalidad de la construcción del precitado Hito de los Altos de Aspavé.

Terminados todos los trabajos de delimitación efectuados por la Comisión Mixta Colombo-Panameña y cumplido el artículo tercero del Tratado de Límites de 1924, los dos Gobiernos aprueban tales trabajos y consideran como definitiva la construcción y ubicación de los siguientes Hitos :

Número 1, designado con el nombre de *Hito de la punta noroeste del Cabo Tiburón*, situado en el extremo alto de la punta noroeste del Cabo Tiburón y cuyas coordenadas geográficas son : $77^{\circ} 21' 50''.9$ de Longitud al Oeste del meridiano de Greenwich, $8^{\circ} 41' 07''.3$ de Latitud Norte y 81 metros de Altitud. Este Hito, de primera clase, fué inaugurado por la Comisión Mixta como consta en el acta de fecha 25 de mayo de 1937 y aparece en el plano respectivo, firmados : El Acta, por los comisionados señores Eduardo SEGURA A., Milciades A. PULIDO, por parte de Colombia, y J. R. GUIZADO, por parte de Panamá ; y el plano, por los comisionados señores Darío ROZO y Eduardo SEGURA A., por parte de Colombia y Macario SOLIS y J. R. GUIZADO, por parte de Panamá.

Número 2, denominado *Hito del Cerro Medio*, emplazado en el divorcio de las bahías de Zapzurro y La Miel cuyas coordenadas geográficas son : $77^{\circ} 21' 28''.1$ de Longitud al Oeste del meridiano de Greenwich, $8^{\circ} 40' 45''.0$ al Norte y 151.4 metros de Altitud. Este Hito, de segunda clase, fué inaugurado por la Comisión Mixta, como consta en el Acta de fecha 25 de mayo de 1937, y aparece en el plano respectivo, firmados : el Acta, por los comisionados señores Eduardo SEGURA A., por parte de Colombia, y J. R. GUIZADO, por parte de Panamá ; y el plano, por los comisionados señores Darío ROZO y Eduardo SEGURA A., por parte de Colombia, y Macario SOLIS y J. R. GUIZADO, por parte de Panamá.

Número 3, designado con el nombre de *Hito del camino Zapzurro-la Miel*, situado en el punto en donde el camino Zapzurro a La Miel corta la división de aguas de las bahías del mismo nombre, y cuyas coordenadas geográficas son : $77^{\circ} 21' 46''.8$ de Longitud al Oeste del meridiano de Greenwich, $8^{\circ} 40' 17''.7$ de Latitud Norte y 77.4 metros de Altitud. Este Hito, de segunda clase, fué inaugurado por la Comisión Mixta, como consta en la ya citada Acta de fecha 25 de mayo de 1937, y aparece en el plano respectivo, que es el mismo a que se refieren los hitos anteriormente descritos, firmados : el Acta, por los comisionados señores Eduardo SEGURA A., por parte de Colombia y J. R. GUIZADO, por parte de Panamá ; y el plano, por los comisionados señores Darío ROZO y Eduardo SEGURA A., por parte de Colombia, y Macario SOLIS y J. R. GUIZADO, por parte de Panamá.

Número 4, designado con el nombre de *Hito de Parado*, situado en el divorcio de aguas de la quebrada Capurganá y el Río de La Miel, y cuyas coordenadas geográficas son : $77^{\circ} 21' 30''.7$ de Longitud al Oeste del meridiano de Greenwich, $8^{\circ} 38' 58''.9$ de Latitud Norte y 373.3 metros de Altitud. Este Hito, de segunda clase, fué inaugurado por la Comisión Mixta, como consta en el Acta de fecha 29 de mayo de 1937 y aparece en el plano, que es el mismo en que aparecen los hitos anteriormente indicados, firmados : el Acta, por los comisionados señores Eduardo SEGURA A., por parte de Colombia y J. R. GUIZADO, por parte de Panamá ; y el plano, por los comisionados señores Darío ROZO M. y Eduardo SEGURA A., por parte de Colombia y Macario SOLIS y J. R. GUIZADO por parte de Panamá.

Número 5, denominado *Hito de Sande*, emplazado en el mismo divorcio de aguas que el Hito de Parado, y cuyas coordenadas geográficas son : $77^{\circ} 22' 26''.5$ al Oeste del meridiano de Greenwich de Longitud, $8^{\circ} 39' 08''.4$ de Latitud Norte y 440.1 metros de Altitud. Este Hito, de segunda clase, fué inaugurado por la Comisión Mixta como consta en el Acta de fecha 29 de mayo de 1937 y aparece en el plano respectivo, que es el mismo a que se refieren las indicaciones relativas a los hitos precedentemente enumerados, firmados : el Acta, por los comisionados señores Eduardo SEGURA A., por parte de Colombia y J. R. GUIZADO, por parte de Panamá ; y el plano, por los comisionados señores Darío ROZO M. y Eduardo SEGURA A., por parte de Colombia y Macario SOLIS y J. R. GUIZADO, por parte de Panamá.

Número 6, denominado *Hito de Chucurti*, emplazado en el divorcio de aguas de los ríos Armila y Acandí y cuyas coordenadas geográficas son : $77^{\circ} 23' 44''.2$ de Longitud al Oeste del meridiano de Greenwich, $8^{\circ} 36' 38''.8$ de Latitud Norte y 169.5 metros de Altitud. Este Hito, de segunda clase, fué inaugurado por la Comisión Mixta, como consta en el Acta de fecha 28 de mayo de 1937 y aparece en el plano respectivo (plano número 5), firmados : el Acta, por los comisionados señores Eduardo SEGURA A., por parte de Colombia y J. R. GUIZADO, por parte de Panamá ; y el plano, por los comisionados señores Darío ROZO M. y Eduardo SEGURA A., por parte de Colombia y Macario SOLIS y J. R. GUIZADO, por parte de Panamá.

Número 7, denominado *Hito del Empalme*, emplazado en el divorcio de aguas mencionado anteriormente, y cuyas coordenadas geográficas son : $77^{\circ} 26' 03''.4$ de Longitud al Oeste del meridiano de Greenwich, $8^{\circ} 33' 50''.0$ de Latitud Norte y 732 metros de Altitud. Este Hito, de segunda clase, fué inaugurado por la Comisión Mixta como consta en el Acta de fecha 29 de enero de 1937 y aparece en el plano respectivo (plano N^o 6), firmados : el Acta, por los comisionados señores Eduardo SEGURA A., por parte de Colombia y Juan GALINDO, por parte de Panamá ; y el plano, por los comisionados señores Darío ROZO M. y Eduardo SEGURA A., por parte de Colombia y Macario SOLIS y Juan GALINDO, por parte de Panamá.

Número 8, denominado *Hito del Cerro Gandi*, emplazado en el divorcio de aguas y cuyas coordenadas geográficas son : $77^{\circ} 27' 01''.0$ de Longitud al Oeste del meridiano de Greenwich, $8^{\circ} 30' 58''.6$ de Latitud Norte y 1,160 metros de Altitud. Este Hito, de segunda clase, fué inaugurado por la Comisión Mixta, como consta en el Acta de fecha 20 de enero de 1937 y aparece en el plano respectivo (plano N^o 6), firmados : el Acta, por los comisionados señores Eduardo SEGURA A., por parte de Colombia y Juan GALINDO, por parte de Panamá ; y el plano, por los comisionados señores Darío ROZO M. y Eduardo SEGURA A., por parte de Colombia y Macario SOLIS y Juan GALINDO, por parte de Panamá.

Número 9, denominado *Hito de Tanela*, emplazado en el divorcio de aguas y cuyas coordenadas geográficas son : $77^{\circ} 17' 33''.0$ de Longitud al Oeste del meridiano de Greenwich, $8^{\circ} 13' 29''.6$ de Latitud Norte y 1,415 metros de Altitud. Este Hito, de segunda clase, fué inaugurado por la Comisión Mixta, como consta en el Acta de 9 de abril de 1937 y aparece en el plano respectivo (plano N^o 7), firmados : el Acta, por los comisionados señores Eduardo SEGURA A., por parte de Colombia y Juan GALINDO, por parte de Panamá ; y el plano, por los comisionados señores Darío ROZO M. y Eduardo SEGURA A., por parte de Colombia y Macario SOLIS y Juan GALINDO, por parte de Panamá.

Número 10, denominado *Hito de Alto Limón*, se halla emplazado en el divorcio de aguas y cuyas coordenadas geográficas son : $77^{\circ} 09' 24''.1$ de Longitud al Oeste del meridiano de Greenwich, $7^{\circ} 58' 17''.8$ de Latitud Norte y 604.7 metros de Altitud. Este Hito, de segunda clase, fué inaugurado por la Comisión Mixta, como consta en el Acta, de fecha 8 de mayo de 1937 y aparece en el plano respectivo (plano N^o 8), firmados : el Acta, por los comisionados señores Eduardo SEGURA A., por parte de Colombia y Juan GALINDO, por parte de Panamá ; y el plano, por los comisionados señores Darío ROZO M. y Eduardo SEGURA A., por parte de Colombia y Macario SOLIS y Juan GALINDO, por parte de Panamá.

Número 11, denominado *Hito del Palo de Las Letras*, se halla emplazado en el divorcio de aguas y sobre el camino o trocha que une el caserío de Paya con el sitio denominado « Bocas de Tulé »

(Confluencia de los ríos Tulé y Cacarica) y cuyas coordenadas geográficas son: $77^{\circ} 20' 40''$ de Longitud al Oeste del meridiano de Greenwich, $7^{\circ} 50' 45''$ de Latitud Norte y 155 metros de Altitud. Este Hito, de segunda clase, fué inaugurado por la Comisión Mixta, como consta en el Acta de fecha 12 de febrero de 1938, y aparece en el plano respectivo (plano N^o 12), firmados: el Acta, por los comisionados señores Eduardo SEGURA A., por parte de Colombia y J. R. GUIZADO, por parte de Panamá; y el plano, por los comisionados señores Darío ROZO M. y Eduardo SEGURA A., por parte de Colombia y Macario SOLIS y J. R. GUIZADO, por parte de Panamá.

Número 12, denominado *Hito de Mangle*, situado en el divorcio de aguas entre las vertientes orientales de los ríos Montorodó, afluente del río Salaquf, y Guayabo, afluente del río Mangle y cuyas coordenadas geográficas son: $77^{\circ} 35' 39''$ de Longitud al Oeste del meridiano de Greenwich, $7^{\circ} 32' 12''$ de Latitud Norte y 470 metros de Altitud. Este Hito, de segunda clase, fué inaugurado por la Comisión Mixta, como consta en el Acta de fecha 10 de abril de 1937, y aparece en el plano respectivo (plano N^o 9), firmados: el Acta, por los comisionados señores Darío ROZO M., por parte de Colombia y Macario SOLIS, por parte de Panamá; y el plano, por los comisionados señores Darío ROZO M., por parte de Colombia y Macario SOLIS, por parte de Panamá.

Número 13, denominado *Hito del Cruce*, ubicado en el sitio denominado « El Cruce » que está en el divorcio de aguas entre el Río Juradó y la quebrada « Balsitas », afluente del Río « Balsas » y cuyas coordenadas geográficas son: $77^{\circ} 44' 05''$ de Longitud al Oeste del meridiano de Greenwich, $7^{\circ} 28' 25''$ de Latitud Norte y 250 metros de Altitud. Este Hito, de segunda clase, fué inaugurado por la Comisión Mixta, como consta en el Acta de fecha 14 de febrero de 1937 y aparece en el plano respectivo (plano N^o 10), firmados: el Acta, por los comisionados señores Darío ROZO M., por parte de Colombia y Macario SOLIS, por parte de Panamá; y el plano, por los comisionados señores Darío ROZO M. y E. GAMBA E., por parte de Colombia y Ruben NUÑEZ, por parte de Panamá.

Número 14, denominado *Hito del Pacífico*, emplazado en un punto sobre la costa del Océano Pacífico, equidistante de Cocalito y Ardita, cuyas coordenadas geográficas son: $77^{\circ} 53' 20''$ de Longitud al Oeste del meridiano de Greenwich, $7^{\circ} 12' 39''$ de Latitud Norte y 26 metros de Altitud. Este Hito, de primera clase, fué inaugurado por la Comisión Mixta, como consta en el Acta de fecha 6 de junio de 1937 y aparece en el plano respectivo (plano N^o 11), firmados: el Acta, por los comisionados señores E. GAMBA E., por parte de Colombia y Macario SOLIS, por parte de Panamá; y el plano, por los comisionados señores Darío ROZO M. y E. GAMBA E., por parte de Colombia y Macario SOLIS y Ruben NUÑEZ, por parte de Panamá.

De conformidad con lo acordado en el Acta de la quinta sesión de la Comisión Mixta, fechada el 2 de enero de 1936, en la ciudad de Panamá, los hitos de primera clase que son el N^o 1, o Hito de la Punta Noroeste del Cabo Tiburón, y el N^o 14, o Hito del Pacífico, constan de 5 figuras geométricas superpuestas cuyas dimensiones y contornos se indican a continuación:

- 1) Una primera base prismoidal tetragonal regular de ciento sesenta centímetros por lado en sus bases y treinta centímetros de altura.
- 2) Sobre esta base descansa un tronco de pirámide regular de cuatro caras, diez centímetros de altura y ciento sesenta y ciento veinte centímetros por cada lado de sus bases inferior y superior, respectivamente.
- 3) Corona este tronco un prisma tetragonal regular de ciento veinte centímetros por lado en sus bases y veinte centímetros de altura.
- 4) Sobre este segundo prisma, descansa un segundo tronco de pirámide, también tetragonal y regular, de ciento setenta y cinco centímetros de altura, y ochenta y cincuenta centímetros por cada lado de sus bases inferior y superior, respectivamente, tronco que, sirviendo de cuerpo principal al hito, está, finalmente, coronado por
- 5) Una pirámide tetragonal regular de cincuenta centímetros por cada lado de su base y veinte centímetros de altura del vértice.

Estos hitos tienen una altura neta aproximada de doscientos cincuenta y cinco centímetros. Los Hitos de segunda clase, que son, el número 2, o Hito del Cerro Medio; el número 3, o Hito del Camino Zapurro-la-Miel; el número 4, o Hito de Parado; el número 5, o Hito de Sande; el

número 6, o Hito de Chucurtí; el número 7, o Hito del Empalme; el número 8, o Hito del Cerro Gandi; el número 9, o Hito de Tanela; el número 10, o Hito de Alto Limón; el número 11, o Hito del Palo de Las Letras; el número 12, o Hito de Mangle, y el número 13, o Hito del Cruce, constan de 3 figuras geométricas tetragonales, superpuestas así :

1) Una base prismoidal regular de veinte centímetros de altura por ciento veinte centímetros en cada lado de sus bases.

2) Sobre esta base, descansa el cuerpo del Hito que está constituido por un tronco de pirámide regular de ciento setenta y cinco centímetros de altura, y ochenta y cincuenta centímetros por lado de cada una de sus bases inferior y superior, respectivamente.

3) Finalmente, una pirámide de cincuenta centímetros por cada lado de su base y veinte centímetros de altura del vértice.

Estos hitos alcanzan una altura neta aproximada de doscientos quince centímetros.

Todos estos hitos están construidos de concreto de cemento y cada uno de ellos tiene incrustadas en los costados del cuerpo del Hito, placas de bronce, en número de tres ; en una de ellas, en relieve, está el escudo de la República de Colombia y al pié se lee la palabra *Colombia* ; en otra, el escudo de la República de Panamá y al pié de este la palabra *Panamá*, también en relieve, y en la tercera se encuentran inscritas las coordenadas geográficas correspondientes a cada Hito, así como la fecha de su erección.

Deseosos de eliminar cualquier elemento de incertidumbre o cualquier divergencia de interpretación que pudiera surgir en adelante acerca de la ubicación y colocación del Hito de los «Altos de Aspavé», los dos Gobiernos convienen en precisar ahora las « coordenadas aproximadas » que menciona el punto tercero del Canje de notas de 1937 por un punto exacto y definitivo que se define — ne varietur — así : la intersección del meridiano de $77^{\circ} 47' 33''$ con el divorcio de aguas entre los ríos Juradó y Balsas.

Los dos Gobiernos convienen en declarar que el Hito de los Altos de Aspavé de que trata el punto tercero del Canje de notas de tres (3) de diciembre de mil novecientos treinta y siete (1937), y cuyo punto exacto y definitivo de ubicación queda precisado en los términos del párrafo precedente de la presente nota y los dos hitos que señalan en sus extremos la dirección de la recta Aspavé-Pacífico, quedan comprendidos en el punto segundo del precitado Canje y que, por lo tanto, cuando uno de los dos Gobiernos esté interesado en la erección de estos hitos, dicho Gobierno podrá hacerlo, a su propia costa, previo aviso dado oportunamente al otro Gobierno, con el objeto de que éste pueda enviar un representante suyo, debidamente facultado, no solo para presenciar esos trabajos, sino también, para firmar de común acuerdo las actas correspondientes.

Para dar cumplimiento al inciso noveno del Canje de notas de fechas 11 y 13 de enero de 1932, insertas en el Acta inaugural de la Comisión Mixta de fecha 6 de diciembre de 1935, los dos Gobiernos convienen en definir la línea divisoria demarcada entre los dos países, así :

El punto inicial de esa línea de frontera está definido por la punta Noroeste del Cabo Tiburón donde hay un Hito de primera clase, cuyas coordenadas geográficas son : $77^{\circ} 21' 50''.9$ al Oeste de Greenwich ; Latitud $8^{\circ} 41' 07''.3$ al Norte y Altitud 81 metros ; sigue por el divisor de aguas pasando por el Cerro Medio, en el punto en donde está erigido el Hito número 2, denominado *Hito del Cerro Medio*, de segunda clase, cuyas coordenadas geográficas son : Longitud $77^{\circ} 21' 28''.1$ al Oeste de Greenwich ; Latitud $8^{\circ} 40' 45''.0$ al Norte y Altitud 151.4 metros ; y por el Hito número 3, designado con el nombre de *Hito del Camino Zapzurro-La Miel*, de segunda clase, cuyas coordenadas geográficas son : Longitud $77^{\circ} 21' 46''.8$ al Oeste de Greenwich ; Latitud $8^{\circ} 40' 17''.7$ al Norte y Altitud 77.4 metros ; sigue por el filo de la cordillera hasta el Cerro Parado, donde se halla el Hito número 4, designado con el nombre de *Hito de Parado*, de segunda clase, cuyas coordenadas geográficas son : Longitud $77^{\circ} 21' 30''.7$ al Oeste de Greenwich ; Latitud $8^{\circ} 38' 58''.9$ al Norte y Altitud 373.3 metros ; y luego, también por el divisor de aguas, de donde se originan las pequeñas fuentes del Río de La Miel, hacia el Occidente, hasta el Cerro Sande, donde se construyó un Hito de segunda clase, el número 5 denominado *Hito de Sande*, cuyas coordenadas geográficas son : Longitud $77^{\circ} 22' 26''.5$ al Oeste de Greenwich ; Latitud $8^{\circ} 39' 08''.4$ al Norte y Altitud 440.1 metros. La descripción de

esta parte de la frontera fué adoptada por los dos Gobiernos en el Canje de notas de fechas 7 y 10 de diciembre de 1936.

Del Cerro Sande sigue la frontera por el divorcio de aguas entre los ríos Chucurtí y Acandí a pasar por el Hito número 6, denominado *Hito de Chucurtí*, que es de segunda clase y cuyas coordenadas son : Longitud $77^{\circ} 23' 44''.2$ al Oeste de Greenwich ; Latitud $8^{\circ} 36' 38''.8$ al Norte y Altitud 169.5 metros ; continúa la frontera por el divorcio de aguas hasta el sitio del empalme con las cordillera principal pasando por el punto señalado por el Hito número 7, denominado *Hito del Empalme*, que es de segunda clase y cuyas coordenadas son : Longitud $77^{\circ} 26' 03''.4$ al Oeste de Greenwich ; Latitud $8^{\circ} 33' 50''.0$ al Norte y Altitud 732 metros ; continúa la frontera por la línea divisoria de aguas entre los Océanos Atlántico y Pacífico en la cordillera denominada del Darién, a pasar por el Hito ubicado en el Cerro de Gandí, Hito número 8, denominado *Hito de Gandí*, de segunda clase y cuyas coordenadas geográficas son : Longitud $77^{\circ} 27' 01''.0$ al Oeste de Greenwich ; Latitud $8^{\circ} 30' 58''.6$ al Norte y Altitud 1,160 metros ; continúa la frontera por la misma divisoria de aguas a pasar por el Hito número 9, denominado *Hito de Tanela*, de segunda clase, cuyas coordenadas geográficas son : Longitud $77^{\circ} 17' 33''.0$ al Oeste de Greenwich ; Latitud $8^{\circ} 13' 29''.6$ al Norte y Altitud 1,415 metros ; continúa la línea fronteriza por la misma divisoria de aguas a dar al Hito emplazado en el Alto Limón, Hito número 10, denominado *Hito de Alto Limón*, de segunda clase y cuyas coordenadas geográficas son : Longitud $77^{\circ} 09' 24''.1$ al Oeste de Greenwich ; Latitud $7^{\circ} 58' 17''.8$ al Norte y Altitud 604.7 metros ; sigue la frontera por la misma línea divisoria de aguas a pasar por el Hito número 11, denominado *Hito del Palo de las Letras*, de segunda clase, cuyas coordenadas geográficas son : Longitud $77^{\circ} 20' 40''.0$ al Oeste de Greenwich ; Latitud $7^{\circ} 50' 45''.9$ al Norte y Altitud 155 metros ; continúa la frontera por la misma divisoria de aguas a dar con el Hito número 12, denominado *Hito de Mangle*, de segunda clase y cuyas coordenadas geográficas son : Longitud $77^{\circ} 35' 39''.8$ al Oeste de Greenwich ; Latitud $7^{\circ} 32' 12''.4$ al Norte y Altitud 470 metros ; continúa la frontera por la misma divisoria de aguas, rodeando las fuentes que forman el río Salaquí y continúa después por la línea divisoria de aguas entre los ríos Juradó y Balsas a pasar por el Hito número 13, denominado *Hito del Cruce*, de segunda clase y cuyas coordenadas geográficas son : Longitud $77^{\circ} 44' 05''.5$ al Oeste de Greenwich ; Latitud $7^{\circ} 28' 25''.5$ al Norte y Altitud 250 metros ; sigue la frontera por el divorcio de aguas entre los ríos Juradó y Balsas hasta los « Altos de Aspavé » en el punto en donde este divorcio es cortado por el meridiano de $77^{\circ} 47' 33''$ al Oeste de Greenwich que es el que define las coordenadas aproximadas conforme a lo pactado por los dos Gobiernos en el Canje de notas de 3 de diciembre de 1937, para resolver la cuestión que fué sometida a su decisión por la Comisión Mixta en el Acta número 8 de fecha 13 de septiembre de 1937 y conforme a lo acordado en el presente Canje de notas para determinar el punto exacto y definitivo de la ubicación del Hito de los « Altos de Aspavé ». Partiendo del punto de los « Altos de Aspavé » así descrito, la frontera sigue por una línea recta al Hito de primera clase del Litoral Pacífico situado en el punto equidistante entre Cocalito y La Ardita, Hito número 14, denominado *Hito del Pacífico*, cuyas coordenadas son : Longitud $77^{\circ} 53' 20''.9$ al Oeste de Greenwich ; Latitud $7^{\circ} 12' 39''.3$ al Norte y Altitud 26 metros.

Los dos Gobiernos declaran definitivamente concluidos los trabajos de la Comisión Mixta creada por el Art. II del Tratado de Límites de fecha 20 de agosto de 1924, el cual se considera cumplido y plenamente ejecutado por ambas Altas Partes contratantes y desde este momento cada uno de los dos países queda en posesión de sus respectivos territorios.

Me congratulo con Vuestra Excelencia por la feliz terminación de la delimitación entre nuestros países y aprovecho la oportunidad para renovar a Vuestra Excelencia las expresiones de mi más distinguida consideración.

(Fdo.) Alberto CAMACHO ANGARITA,
Ministro de Colombia. »

En respuesta, me complazco en manifestar a Vuestra Excelencia, a nombre de mi Gobierno, que estoy en un todo de acuerdo con el contenido de la nota de Vuestra Excelencia arriba transcrita,

expresando a mi turno la satisfacción que me causa la feliz terminación de la delimitación de nuestra frontera.

Con tan grato motivo, s'rvase aceptar Vuestra Excelencia el testimonio reiterado de mi más alta consideración.

(Fdo.) Narciso GARAY,
*Secretario de Relaciones Exteriores
y Comunicaciones.*

A Su Excelencia
Doctor Alberto Camacho Angarita,
Enviado Extraordinario y
Ministro Plenipotenciario de Colombia,
Ciudad.

Es fiel copia.

Juan B. Chevalier,

*Subsecretario de Relaciones
Exteriores y Comunicaciones.*

1 TRADUCTION.

N^o 4500. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DE LA COLOMBIE ET DU PANAMA COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA DÉLIMITATION DE LA FRONTIÈRE ENTRE LES DEUX PAYS, EN EXÉCUTION DU TRAITÉ DU 20 AOUT 1924. PANAMA, LE 17 JUIN 1938.

I.

LÉGATION DE COLOMBIE.
PANAMA.

PANAMA (R. P.), le 17 juin 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Vous savez que par l'échange de notes en date du 3 décembre de l'année dernière, les deux gouvernements ont reconnu que, pour l'achèvement total de la délimitation des frontières entre les deux pays, il ne restait plus qu'à ériger une borne intermédiaire entre celles qui ont déjà été établies aux lieux dits Mangle et Alto Limón et celle qui signale les hauteurs d'Aspavé. Mais étant donné d'une part que la Commission mixte a déjà érigé le 12 février de cette année la borne visée par le premier point de l'accord en question au lieu dit « Palo de las Letras » sur la ligne de partage des eaux de la chaîne du Darien, d'autre part que la saison des pluies a commencé dans la région frontière sans que la Commission mixte ait achevé la construction de la borne d'Aspavé, point qui, par ailleurs, est déjà parfaitement défini et établi au numéro 3 de l'échange de notes susmentionné et qui se trouve précisé dans la présente note, j'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence l'accord auquel nous avons abouti au cours des conversations de ces derniers jours et qui, aux termes des instructions que j'ai reçues de mon gouvernement, est consigné dans la présente note.

Cet accord a pour objet d'éviter que les Commissions de délimitation de nos deux pays ne demeurent inactives pendant la longue saison hivernale et d'ajourner à plus tard, si les circonstances l'exigent, la formalité de la construction de la borne précitée des hauteurs d'Aspavé.

Tous les travaux de délimitation effectués par la Commission mixte colombo-panaméenne étant achevés, et l'article 3 du Traité de délimitation de 1924 étant ainsi exécuté, les deux gouvernements approuvent lesdits travaux et considèrent comme définitives la construction et la localisation des bornes suivantes :

Borne numéro 1, dénommée *borne de la pointe nord-ouest du cap Tiburon*, située au sommet de la pointe nord-ouest du cap Tiburon et dont les coordonnées géographiques sont : 77° 21' 50",9 de longitude ouest du méridien de Greenwich, 8° 41' 7",3 de latitude nord et 81 mètres d'altitude. Cette borne de première classe a été inaugurée par la Commission mixte, comme il ressort du procès-verbal en date du 25 mai 1937 ainsi que du plan correspondant, signés : le procès-verbal, par les commissaires Eduardo SEGURA A., Milciades A. PULIDO au nom de la Colombie et J. R. GUIZADO au nom du Panama ; le plan, par les commissaires Dario ROZO et Eduardo SEGURA A. au nom de la Colombie, Macario SOLIS et J. R. GUIZADO au nom du Panama.

Borne numéro 2, dénommée *borne du coteau médian*, située sur la ligne de séparation des baies de Zapzurro et La Miel, dont les coordonnées géographiques sont : 77° 21' 28",1 de longitude ouest

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 4500. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENTS OF COLOMBIA AND PANAMA CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE DELIMITATION OF THE BOUNDARY BETWEEN THE TWO COUNTRIES, IN EXECUTION OF THE TREATY OF AUGUST 20TH, 1924. PANAMA, JUNE 17TH, 1938.

I.

LEGATION OF COLOMBIA,
PANAMA.

PANAMA (R. P.), *June 17th, 1938.*

YOUR EXCELLENCY,

As you are aware, by the exchange of notes dated December 3rd of last year, the two Governments recognised that, to complete the total delimitation of the frontier between the two countries, there remained only the erection of a boundary-mark between those already erected at Mangle and Alto Limón and that marking the Heights of Aspavé. Since, however, the Mixed Commission set up, on February 12th of this year, the boundary-mark referred to in point No. 1 of the Agreement in question, at the place known as "Palo de las Letras" on the watershed of the waters of the Darien range, and as the rainy season began in the frontier district before the Mixed Commission had completed the erection of the boundary-mark at Aspavé — a point which, however, is already fully defined and established in point No. 3 of the above-mentioned exchange of notes and is exactly described in the present note — I have the honour to send Your Excellency confirmation of the Agreement which we have reached during the conversations of the last few days. In accordance with instructions I have received from my Government, this Agreement is set forth in the present note.

This Agreement has been concluded in order that the Delimitation Commissions of our two countries may not have to remain inactive during the long winter season, and to postpone until later, should circumstances require, the formality of erecting the above-mentioned boundary-mark on the Heights of Aspavé.

All the delimitation work carried out by the Mixed Colombian-Panamese Commission being completed, and Article 3 of the Boundary Treaty of 1924 having thus been put into effect, the two Governments approve the said work and regard as final the erection and site of the following boundary-marks :

No. 1, known as the boundary-mark of the *North-West Point of Cape Tiburon*. It is situated at the top of the north-west point of Cape Tiburon, and its geographical co-ordinates are : longitude $77^{\circ} 21' 50''.9$ west of Greenwich meridian, latitude $8^{\circ} 41' 7''.3$ north, and altitude 81 metres. This first-class boundary-mark was established by the Mixed Commission, as shown by the record dated May 25th, 1937, and the corresponding plan, signed respectively by commissioners Eduardo SEGURA A. and Milciades A. PULIDO on behalf of Colombia and J. R. GUIZADO on behalf of Panama, and by commissioners Dario ROZO and Eduardo SEGURA A. on behalf of Colombia and Macario SOLIS and J. R. GUIZADO on behalf of Panama.

No. 2, known as the boundary-mark of the *Median Ridge*. It is situated on the line of separation of the bays of Zapzurro and La Miel, and its geographical co-ordinates are : longitude $77^{\circ} 21' 28''.1$

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

du méridien de Greenwich, $8^{\circ} 40' 45",0$ de latitude nord et 151,4 mètres d'altitude. Cette borne de deuxième classe a été inaugurée par la Commission mixte, comme il ressort du procès-verbal en date du 25 mai 1937 ainsi que du plan correspondant, signés : le procès-verbal, par les commissaires Eduardo SEGURA A. au nom de la Colombie et J. R. GUIZADO au nom du Panama ; le plan, par les commissaires Dario ROZO et Eduardo SEGURA A. au nom de la Colombie, Macario SOLIS et J. R. GUIZADO au nom du Panama.

Borne numéro 3, dénommée borne de la route Zapzurro-La Miel, située au point où la route de Zapzurro à La Miel coupe la ligne de partage des eaux des baies du même nom, et dont les coordonnées géographiques sont : $77^{\circ} 21' 46",8$ de longitude ouest du méridien de Greenwich, $8^{\circ} 40' 17",7$ de latitude nord et 77,4 mètres d'altitude. Cette borne de deuxième classe a été inaugurée par la Commission mixte, comme il ressort du procès-verbal précité en date du 25 mai 1937 ainsi que du plan correspondant qui est celui qui se rapporte aux bornes décrites plus haut, documents signés : le procès-verbal, par les commissaires Eduardo SEGURA A. au nom de la Colombie et J. R. GUIZADO au nom du Panama ; le plan, par les commissaires Dario ROZO et Eduardo SEGURA A. au nom de la Colombie, Macario SOLIS et J. R. GUIZADO au nom du Panama.

Borne numéro 4, dénommée borne de Parado, située sur la ligne de partage des eaux du ravin Capurgana et du fleuve La Miel et dont les coordonnées géographiques sont : $77^{\circ} 21' 30",7$ de longitude ouest du méridien de Greenwich, $8^{\circ} 38' 58",9$ de latitude nord et 373,3 mètres d'altitude. Cette borne de deuxième classe a été inaugurée par la Commission mixte, comme il ressort du procès-verbal en date du 29 mai 1937 ainsi que du plan qui est celui où figurent les bornes mentionnées plus haut, documents signés : le procès-verbal, par les commissaires Eduardo SEGURA A. au nom de la Colombie et J. R. GUIZADO au nom du Panama ; le plan, par les commissaires Dario ROZO et Eduardo SEGURA A. au nom de la Colombie, Macario SOLIS et J. R. GUIZADO au nom du Panama.

Borne numéro 5, dénommée borne de Sande, située sur la même ligne de partage des eaux que la borne de Parado, et dont les coordonnées géographiques sont : $77^{\circ} 22' 26",5$ de longitude ouest du méridien de Greenwich, $8^{\circ} 39' 8",4$ de latitude nord et 440,1 mètres d'altitude. Cette borne de deuxième classe a été inaugurée par la Commission mixte, comme il ressort du procès-verbal en date du 29 mai 1937 ainsi que du plan correspondant qui est celui auquel se réfèrent les indications relatives aux bornes précédemment énumérées, documents signés : le procès-verbal, par les commissaires Eduardo SEGURA A. au nom de la Colombie et J. R. GUIZADO au nom du Panama ; le plan, par les commissaires Dario ROZO M. et Eduardo SEGURA A. au nom de la Colombie, Macario SOLIS et J. R. GUIZADO au nom du Panama.

Borne numéro 6, dénommée borne de Chucurti, située sur la ligne de partage des eaux des fleuves Armila et Acandí, et dont les coordonnées géographiques sont : $77^{\circ} 23' 44",2$ de longitude ouest du méridien de Greenwich, $8^{\circ} 36' 38",8$ de latitude nord et 169,5 mètres d'altitude. Cette borne de deuxième classe a été inaugurée par la Commission mixte, comme il ressort du procès-verbal en date du 28 mai 1937 ainsi que du plan correspondant (plan numéro 5), signés : le procès-verbal, par les commissaires Eduardo SEGURA A. au nom de la Colombie et J. R. GUIZADO au nom du Panama ; le plan, par les commissaires Dario ROZO M. et Eduardo SEGURA A. au nom de la Colombie, Macario SOLIS et J. R. GUIZADO au nom du Panama.

Borne numéro 7, dénommée borne de l'embranchement, située sur la ligne de partage des eaux mentionnée plus haut et dont les coordonnées géographiques sont : $77^{\circ} 26' 3",4$ de longitude ouest du méridien de Greenwich, $8^{\circ} 33' 50",0$ de latitude nord et 732 mètres d'altitude. Cette borne de deuxième classe a été inaugurée par la Commission mixte, comme il ressort du procès-verbal en date du 29 janvier 1937 ainsi que du plan correspondant (plan numéro 6), signés : le procès-verbal, par les commissaires Eduardo SEGURA A. au nom de la Colombie et Juan GALINDO au nom du Panama ; le plan, par les commissaires Dario ROZO M. et E. SEGURA A. au nom de la Colombie, Macario SOLIS et Juan GALINDO au nom du Panama.

Borne numéro 8, dénommée borne du coléau de Gandi, située sur la ligne de partage des eaux et dont les coordonnées géographiques sont : $77^{\circ} 27' 1",0$ de longitude ouest du méridien de Greenwich, $8^{\circ} 30' 58",6$ de latitude nord et 1.160 mètres d'altitude. Cette borne de deuxième classe

west of Greenwich meridian, latitude $8^{\circ} 40' 45''.0$ north, and altitude 151.4 metres. This second-class boundary-mark was established by the Mixed Commission, as shown by the record dated May 25th, 1937, and the corresponding plan, signed respectively by commissioners Eduardo SEGURA A. on behalf of Colombia and J. R. GUIZADO on behalf of Panama, and by commissioners Dario ROZO and Eduardo SEGURA A. on behalf of Colombia and Macario SOLIS and J. R. GUIZADO on behalf of Panama.

No. 3, known as the boundary-mark of the *Zapzurro-La Miel Road*, situated at the point at which the road from Zapzurro to La Miel traverses the line of division of the waters of the bays of the same name, the geographical co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 21' 46''.8$ west of Greenwich meridian, latitude $8^{\circ} 40' 17''.7$ north, and altitude 77.4 metres. This second-class boundary-mark was established by the Mixed Commission, as shown by the above-mentioned record dated May 25th, 1937, and the corresponding plan, which is the same as that relating to the boundary-marks described above, signed respectively by commissioners Eduardo SEGURA A. on behalf of Colombia and J. R. GUIZADO on behalf of Panama, and by commissioners Dario ROZO and Eduardo SEGURA A. on behalf of Colombia and Macario SOLIS and J. R. GUIZADO on behalf of Panama.

No. 4, known as the boundary-mark of *Parado*, situated on the watershed of the Capurgana ravine and the La Miel river, the geographical co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 21' 30''.7$ west of Greenwich meridian, latitude $8^{\circ} 38' 58''.9$ north, and altitude 373.3 metres. This second-class boundary-mark was established by the Mixed Commission, as shown by the record dated May 29th, 1937, and the plan, which is that showing the boundary-marks mentioned above, signed respectively by commissioners Eduardo SEGURA A. on behalf of Colombia and J. R. GUIZADO on behalf of Panama, and by commissioners Dario ROZO and Eduardo SEGURA A. on behalf of Colombia and Macario SOLIS and J. R. GUIZADO on behalf of Panama.

No. 5, known as the boundary-mark of *Sande*, situated on the same watershed as the Parado boundary-mark, the geographical co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 22' 26''.5$ west of Greenwich meridian, latitude $8^{\circ} 39' 8''.4$ north, and altitude 440.1 metres. This second-class boundary-mark was established by the Mixed Commission, as shown by the record dated May 29th, 1937, and the corresponding plan, which is that to which the indications concerning the boundary-marks enumerated above refer, signed respectively by commissioners Eduardo SEGURA A. on behalf of Colombia and J. R. GUIZADO on behalf of Panama, and by commissioners Dario ROZO M. and Eduardo SEGURA A. on behalf of Colombia and Macario SOLIS and J. R. GUIZADO on behalf of Panama.

No. 6, known as the boundary-mark of *Chucurti*, situated on the watershed of the rivers Armila and Acandi, the geographical co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 23' 44''.2$ west of Greenwich meridian, latitude $8^{\circ} 36' 38''.8$ north, and altitude 169.5 metres. This second-class boundary-mark was established by the Mixed Commission, as shown by the record dated May 28th, 1937, and the corresponding plan (plan No. 5), signed respectively by commissioners Eduardo SEGURA A. on behalf of Colombia and J. R. GUIZADO on behalf of Panama, and by commissioners Dario ROZO M. and Eduardo SEGURA A. on behalf of Colombia and Macario SOLIS and J. R. GUIZADO on behalf of Panama.

No. 7, known as the boundary-mark of the *Junction*, situated on the watershed of the waters mentioned above, the geographical co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 26' 3''.4$ west of Greenwich meridian, latitude $8^{\circ} 33' 50''.0$ north, and altitude 732 metres. This second-class boundary-mark was established by the Mixed Commission, as shown by the record dated January 29th, 1937, and the corresponding plan (plan No. 6), signed respectively by commissioners Eduardo SEGURA A. on behalf of Colombia and Juan GALINDO on behalf of Panama, and by commissioners Dario ROZO M. and E. SEGURA A. on behalf of Colombia and Macario SOLIS and Juan GALINDO on behalf of Panama.

No. 8, known as the boundary-mark of the *Gandi Ridge*, situated on the line of the watershed, the geographical co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 27' 1''.0$ west of Greenwich meridian, latitude $8^{\circ} 30' 58''.6$ north, and altitude 1,160 metres. This second-class boundary-mark was

a été inaugurée par la Commission mixte, comme il ressort du procès-verbal en date du 20 janvier 1937 ainsi que du plan correspondant (plan numéro 6), signés : le procès-verbal, par les commissaires Eduardo SEGURA A. au nom de la Colombie et Juan GALINDO au nom du Panama ; le plan, par les commissaires Dario ROZO M. et E. SEGURA A. au nom de la Colombie, Macario SOLIS et Juan GALINDO au nom du Panama.

Borne numéro 9, dénommée borne de Tanela, située sur la ligne de partage des eaux et dont les coordonnées géographiques sont : 77° 17' 33",0 de longitude ouest du méridien de Greenwich, 8° 13' 29",6 de latitude nord et 1.415 mètres d'altitude. Cette borne de deuxième classe a été inaugurée par la Commission mixte, comme il ressort du procès-verbal du 9 avril 1937 ainsi que du plan correspondant (plan numéro 7), signés : le procès-verbal, par les commissaires Eduardo SEGURA A. au nom de la Colombie et Juan GALINDO au nom du Panama ; le plan, par les commissaires Dario ROZO M. et Eduardo SEGURA A. au nom de la Colombie, Macario SOLIS et Juan GALINDO au nom du Panama.

Borne numéro 10, dénommée borne d'Alto Limón, située sur la ligne de partage des eaux et dont les coordonnées géographiques sont : 77° 9' 24",1 de longitude ouest du méridien de Greenwich, 7° 58' 17",8 de latitude nord et 604,7 mètres d'altitude. Cette borne de deuxième classe a été inaugurée par la Commission mixte, comme il ressort du procès-verbal en date du 8 mai 1937 ainsi que du plan correspondant (plan numéro 8), signés : le procès-verbal, par les commissaires Eduardo SEGURA A. au nom de la Colombie et Juan GALINDO au nom du Panama ; le plan, par les commissaires Dario ROZO M. et Eduardo SEGURA A. au nom de la Colombie, Macario SOLIS et Juan GALINDO au nom du Panama.

Borne numéro 11, dénommée borne du Palo de Las Letras, située sur la ligne de partage des eaux et sur la route ou le chemin qui unit le village de Paya au lieu dit «Bouches du Tulé» (confluent du Tulé et du Cacarica), et dont les coordonnées géographiques sont : 77° 20' 40",0 de longitude ouest du méridien de Greenwich, 7° 50' 45",9 de latitude nord et 155 mètres d'altitude. Cette borne de deuxième classe a été inaugurée par la Commission mixte, comme il ressort du procès-verbal en date du 12 février 1938 ainsi que du plan correspondant (plan numéro 12), signés : le procès-verbal, par les commissaires Eduardo SEGURA A. au nom de la Colombie et J. R. GUIZADO au nom du Panama ; le plan, par les commissaires Dario ROZO M. et Eduardo SEGURA A. au nom de la Colombie, Macario SOLIS et J. R. GUIZADO au nom du Panama.

Borne numéro 12, dénommée borne de Mangle, située sur la ligne de partage des eaux entre les versants orientaux des rivières Montorodó, affluent du Salaqui, et Guyabo, affluent du Mangle, et dont les coordonnées géographiques sont : 77° 35' 39",8 de longitude ouest du méridien de Greenwich, 7° 32' 12",4 de latitude nord et 470 mètres d'altitude. Cette borne de deuxième classe a été inaugurée par la Commission mixte, comme il ressort du procès-verbal en date du 10 avril 1937 ainsi que du plan correspondant (plan numéro 9), signés : le procès-verbal, par les commissaires Dario ROZO M. au nom de la Colombie et Macario SOLIS au nom du Panama ; le plan, par les commissaires Dario ROZO M. au nom de la Colombie et Macario SOLIS au nom du Panama.

Borne numéro 13, dénommée borne du Cruce, située au lieu dit «El Cruce», sur la ligne de partage des eaux de la rivière Jurado et du torrent «Balsitas», affluent de la rivière «Balsas», et dont les coordonnées géographiques sont : 77° 44' 5",5 de longitude ouest du méridien de Greenwich, 7° 28' 25",5 de latitude nord et 250 mètres d'altitude. Cette borne de deuxième classe a été inaugurée par la Commission mixte, comme il ressort du procès-verbal en date du 14 février 1937 ainsi que du plan correspondant (plan numéro 10), signés : le procès-verbal, par les commissaires Dario ROZO M. au nom de la Colombie et Macario SOLIS au nom du Panama ; le plan, par les commissaires Dario ROZO M. et E. GAMBA E. au nom de la Colombie et Ruben NUÑEZ au nom du Panama.

Borne numéro 14, dénommée borne du Pacifique, située en un point sur le littoral de l'océan Pacifique équidistant de Cocalito et d'Ardita, dont les coordonnées géographiques sont : 77° 53' 20",9 de longitude ouest du méridien de Greenwich, 7° 12' 39",3 de latitude nord et 26 mètres d'altitude. Cette borne de première classe a été inaugurée par la Commission mixte, comme il ressort du procès-verbal en date du 6 juin 1937 ainsi que du plan correspondant (plan numéro 11), signés : le procès-verbal, par les commissaires E. GAMBA E. au nom de la Colombie et Macario SOLIS au nom

established by the Mixed Commission, as shown by the record dated January 20th, 1937, and the corresponding plan (plan No. 6), signed respectively by commissioners Eduardo SEGURA A. on behalf of Colombia and Juan GALINDO on behalf of Panama, and by commissioners Dario ROZO M. and E. SEGURA A. on behalf of Colombia and Macario SOLIS and Juan GALINDO on behalf of Panama.

No. 9, known as the boundary-mark of *Tanela*, situated on the line of the watershed, the geographical co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 17' 33''.0$ west of Greenwich meridian, latitude $8^{\circ} 13' 29''.6$, north, and altitude 1,415 metres. This second-class boundary-mark was established by the Mixed Commission, as shown by the record dated April 9th, 1937, and the corresponding plan (plan No. 7), signed respectively by commissioners Eduardo SEGURA A. on behalf of Colombia and Juan GALINDO on behalf of Panama, and by commissioners Dario ROZO M. and Eduardo SEGURA A. on behalf of Colombia and Macario SOLIS and Juan GALINDO on behalf of Panama.

No. 10, known as the boundary-mark of *Alto Limón*, situated on the line of the watershed, the geographical co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 9' 24''.1$ west of Greenwich meridian, latitude $7^{\circ} 58' 17''.8$ north, and altitude 604.7 metres. This second-class boundary-mark was established by the Mixed Commission, as shown by the record dated May 8th, 1937, and the corresponding plan (plan No. 8), signed respectively by commissioners Eduardo SEGURA A. on behalf of Colombia and Juan GALINDO on behalf of Panama, and by commissioners Dario ROZO M. and Eduardo SEGURA A. on behalf of Colombia and Macario SOLIS and Juan GALINDO on behalf of Panama.

No. 11, known as the boundary-mark of *Palo de Las Letras*, which is situated on the line of the watershed and on the road or path between the village of Paya and the place known as "Mouths of the Tulé" (confluence of the Tulé and the Cacarica), and the geographical co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 20' 40''.0$, west of Greenwich meridian, latitude $7^{\circ} 50' 45''.9$ north, and altitude 155 metres. This second-class boundary-mark was established by the Mixed Commission, as shown by the record dated February 12th, 1938, and the corresponding plan (plan No. 12), signed respectively by commissioners Eduardo SEGURA A. on behalf of Colombia and J. R. GUIZADO on behalf of Panama, and by commissioners Dario ROZO M. and Eduardo SEGURA A. on behalf of Colombia and Macario SOLIS and J. R. GUIZADO on behalf of Panama.

No. 12, known as the boundary-mark of *Mangle*, situated on the line of the watershed between the eastern site of the rivers Montorodó, affluent of the Salaqui, and Guayabo, affluent of the Mangle, and the geographical co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 35' 39''.8$ west of Greenwich meridian, latitude $7^{\circ} 32' 12''.4$ north, and altitude 470 metres. This second-class boundary-mark was established by the Mixed Commission, as shown by the record dated April 10th, 1937, and the corresponding plan (plan No. 9), signed respectively by commissioners Dario ROZO M. on behalf of Colombia and Macario SOLIS on behalf of Panama, and by commissioners Dario ROZO M. on behalf of Colombia and Macario SOLIS on behalf of Panama.

No. 13, known as boundary-mark *del Cruce*, situated at the place known as "El Cruce", which is on the line of the watershed of the river Jurado and the "Balsitas" torrent, a tributary of the "Balsas" river, and the geographical co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 44' 5''.5$ west of Greenwich meridian, latitude $7^{\circ} 28' 25''.5$ north, and altitude 250 metres. This second-class boundary-mark was established by the Mixed Commission, as shown by the record dated February 14th, 1937, and the corresponding plan (plan No. 10), signed respectively by commissioners Dario ROZO M. on behalf of Colombia and Macario SOLIS on behalf of Panama, and by commissioners Dario ROZO M. and E. GAMBA E. on behalf of Colombia and Ruben NUÑEZ on behalf of Panama.

No. 14, known as the boundary-mark of the *Pacific*, situated at the point on the coast of the Pacific Ocean at an equal distance from Cocalito and Ardita, the geographical co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 53' 20''.9$ west of Greenwich meridian, latitude $7^{\circ} 12' 39''.3$ north, and altitude 26 metres. This first-class boundary-mark was established by the Mixed Commission, as shown by the record of June 6th, 1937, and the corresponding plan (plan No. 11), signed respectively by commissioners E. GAMBA E. on behalf of Colombia and Macario SOLIS on behalf of Panama,

du Panama ; le plan, par les commissaires Dario ROZO M. et E. GAMBA E. au nom de la Colombie, Macario SOLIS et Ruben NUÑES au nom du Panama.

Conformément à la décision consignée au procès-verbal de la cinquième séance de la Commission mixte tenue le 2 janvier 1936 à Panama, les bornes de première classe, à savoir la borne numéro 1, ou borne de la pointe nord-ouest du cap Tiburon, et la borne numéro 14, ou borne du Pacifique, sont formées de cinq figures géométriques superposées dont les dimensions et les contours sont indiqués ci-après :

1° Un socle constitué par un prismoïde tétragonal régulier de cent soixante centimètres de côté à la base et trente centimètres de hauteur ;

2° Sur ce socle repose un tronc de pyramide régulier à quatre faces, de dix centimètres de hauteur, et dont la grande base et la petite base ont respectivement cent soixante et cent vingt centimètres de côté ;

3° Ce tronc de pyramide est couronné par un prisme tétragonal régulier de cent vingt centimètres de côté à la base et vingt centimètres de hauteur ;

4° Sur ce deuxième prisme repose un second tronc de pyramide également tétragonal et régulier de cent soixante-quinze centimètres de hauteur et dont la grande base et la petite base ont respectivement quatre-vingts et cinquante centimètres de côté ; ce tronc, qui constitue le corps principal de la borne, est finalement couronné par :

5° Une pyramide tétragonale régulière de cinquante centimètres de côté à la base et vingt centimètres de hauteur.

Ces bornes ont une hauteur nette de deux cent cinquante-cinq centimètres environ.

Les bornes de deuxième classe, qui sont les bornes numéro 2 ou borne du coteau médian, numéro 3 ou borne de la route Zapzurro-La Miel, numéro 4 ou borne de Parado, numéro 5 ou borne de Sande, numéro 6 ou borne de Chucurti, numéro 7 ou borne de l'Embranchement, numéro 8 ou borne du coteau de Gandi, numéro 9 ou borne de Tanela, numéro 10 ou borne d'Alto Limón, numéro 11 ou borne du Palo de las Letras, numéro 12 ou borne de Mangle et numéro 13 ou borne du Cruce, sont formées de trois figures géométriques tétraogonales superposées de la façon suivante :

1° Un socle prismoïdal régulier de vingt centimètres de hauteur sur cent vingt centimètres de côté à la base ;

2° Sur ce socle repose le corps de la borne constitué par un tronc de pyramide régulier de cent soixante-quinze centimètres de hauteur et dont la grande base et la petite base ont respectivement quatre-vingts et cinquante centimètres de côté ;

3° Enfin, une pyramide de cinquante centimètres de côté à la base et vingt centimètres de hauteur.

Ces bornes ont une hauteur nette de deux cent quinze centimètres environ.

Toutes ces bornes sont construites en béton, et chacune d'elles porte encastrées sur les faces du corps de la borne des plaques de bronze au nombre de trois ; sur l'une d'elles figurent en relief les armes de la République de Colombie et, au-dessous, le mot *Colombia* ; sur l'autre, les armes de la République du Panama et, au-dessous, le mot *Panama* également en relief ; sur la troisième, sont inscrites les coordonnées géographiques de chaque borne ainsi que la date de son érection.

Désireux d'écartier tout élément d'incertitude ou toute divergence d'interprétation qui pourrait surgir à l'avenir concernant la localisation et l'emplacement de la borne des « hauteurs d'Aspavé », les deux gouvernements conviennent que le moment est venu de préciser les « coordonnées approximatives » dont il est question au numéro 3 de l'échange de notes de 1937. Ce point est désormais exactement et définitivement déterminé *ne varietur* par l'intersection du méridien 77° 47' 33" avec la ligne de partage des eaux des rivières Jurado et Balsas.

Les deux gouvernements déclarent d'un commun accord que la borne des hauteurs d'Aspavé dont il est question au numéro 3 de l'échange de notes du trois (3) décembre mil neuf cent trente-sept (1937) et dont la localisation exacte et définitive est précisée au paragraphe précédent de la présente note, ainsi que les deux bornes qui signalent les deux extrémités de la ligne droite Aspavé-Pacifique, sont comprises dans le numéro 2 de l'échange de notes précité. En conséquence, si l'un des deux

and by commissioners Dario ROZO M. and E. GAMBA E. on behalf of Colombia and Macario SOLIS and Ruben NUÑEZ on behalf of Panama.

In accordance with the agreement contained in the record of the fifth meeting of the Mixed Commission, held at Panama on January 2nd, 1936, the first-class boundary-marks, that is to say, No. 1 or boundary-mark of the north-western point of Cape Tiburon and No. 14 or boundary-mark of the Pacific, consist of five geometrical figures superimposed upon each other the dimensions and shapes of which are as follows :

- (1) A prismoid base formed by a regular tetragon measuring 160 cm. on each side at the base and 30 cm. in height ;
- (2) On this base stands a truncated regular four-sided pyramid 10 cm. high, the large and small bases of which measure respectively 160 and 120 cm. on each side ;
- (3) Upon this truncated pyramid there stands a regular tetragonal prism measuring 120 cm. on each side at the base and 20 cm. in height ;
- (4) On this second prism there is a second truncated pyramid, which is also tetragonal and regular, and 175 cm. high, the large and small bases of which measure respectively 80 and 50 cm. on each side ; this truncated pyramid, which constitutes the main part of the boundary-mark, is crowned by
- (5) A regular tetragonal pyramid of 50 cm. on each side at the base and 20 cm. high.

The clear height of these boundary-marks shall be about 255 cm.

The second-class boundary-marks, which are boundary-mark No. 2 or boundary-mark of the Medium Ridge, No. 3 or boundary-mark of the Zapzurro-La Miel Road, No. 4 or boundary-mark of Parado, No. 5 or boundary-mark of Sande, No. 6 or boundary-mark of Chucurti, No. 7 or boundary-mark of the Junction, No. 8 or boundary-mark of the Gandi Ridge, No. 9 or boundary-mark of Tanela, No. 10 or boundary-mark of Alto Limón, No. 11 or boundary-mark of Palo de las Letras, No. 12 or boundary-mark of Mangle, and No. 13 or boundary-mark of Cruce, consist of three geometrical tetragonal figures, superimposed upon each other as follows :

- (1) A regular prismoidal base, 20 cm. in height and 120 cm. on each side at the base ;
- (2) Upon this base rests the main body of the boundary-mark, consisting of a regular truncated pyramid, 165 cm. in height, and with lower and upper bases measuring 80 and 50 cm. respectively ;
- (3) Finally, a pyramid measuring 50 cm. on each side of its base and 20 cm. in height.

The clear height of these boundary-marks shall be about 215 cm.

All these boundary-marks shall be built in concrete and each shall have three bronze plates let into the sides of its body ; on one of them there shall appear in relief the arms of the Republic of Colombia and below the word *Colombia* ; on the other, the arms of the Republic of Panama and below them the word *Panama*, also in relief ; on the third there shall be inscribed the geographical co-ordinates of each boundary-mark and the date on which it was erected.

Desirous of eliminating any element of uncertainty or any differences of interpretation which may hereafter arise in regard to the locality and site of the boundary-mark of the " Heights of Aspavé ", the two Governments agree that the time has come clearly to define " the approximate co-ordinates " referred to in No. 3 of the exchange of notes of 1937. This point is now exactly and finally determined *ne varietur* as follows : the intersection of the meridian of 77° 47' 33" with the line of the watershed of the rivers Jurado and Balsas.

The two Governments agree to declare that the boundary-mark of the Heights of Aspavé referred to in No. 3 of the exchange of notes of December third (3rd) of the year one thousand nine hundred and thirty-seven (1937), the exact and final position of which is defined in the previous paragraph of the present note and of the two boundary-marks indicating the two extremities of the straight line Aspavé-Pacific, are included in No. 2 of the above-mentioned exchange of notes.

gouvernements désire procéder à l'érection de ces bornes, ledit gouvernement pourra le faire à ses frais après en avoir informé en temps opportun l'autre gouvernement pour lui permettre d'envoyer un représentant dûment habilité non seulement en vue d'assister à ces travaux, mais encore pour que les documents correspondants soient signés d'un commun accord.

Pour donner suite au neuvième alinéa de l'échange de notes en dates des 11 et 13 janvier 1932 consigné au procès-verbal de la séance inaugurale de la Commission mixte tenue le 6 décembre 1935, les deux gouvernements décident de définir de la manière suivante la ligne frontière délimitée entre les deux pays :

Le point initial de cette ligne frontière est défini par la pointe nord-ouest du cap Tiburon, où se trouve une borne de première classe dont les coordonnées géographiques sont : $77^{\circ} 21' 50",9$ de longitude ouest du méridien de Greenwich, $8^{\circ} 41' 7",3$ de latitude nord et 81 mètres d'altitude ; la frontière suit la ligne de partage des eaux passant par le coteau médian, point où se trouve la borne numéro 2 dite du coteau médian, qui est une borne de deuxième classe dont les coordonnées géographiques sont : $77^{\circ} 21' 28",1$ de longitude ouest du méridien de Greenwich, $8^{\circ} 40' 45",0$ de latitude nord et 151,4 mètres d'altitude ; elle passe ensuite par la borne numéro 3 dénommée borne de la route Zapzurro-La Miel, borne de deuxième classe dont les coordonnées géographiques sont : $77^{\circ} 21' 46",8$ de longitude ouest du méridien de Greenwich, $8^{\circ} 40' 17",7$ de latitude nord et 77,4 mètres d'altitude ; elle suit la crête de la Cordillère jusqu'au coteau Parado, où se trouve la borne numéro 4 dite de Parado, borne de deuxième classe dont les coordonnées géographiques sont : $77^{\circ} 21' 30",7$ de longitude ouest du méridien de Greenwich, $8^{\circ} 38' 58",9$ de latitude nord et 373,3 mètres d'altitude ; ensuite, longeant toujours la ligne de partage des eaux où naissent les petites sources du fleuve La Miel, la frontière se dirige vers l'ouest jusqu'au coteau de Sande, où a été érigée une borne de deuxième classe, la borne numéro 5 dite de Sande, dont les coordonnées géographiques sont : $77^{\circ} 22' 26",5$ de longitude ouest du méridien de Greenwich, $8^{\circ} 39' 8",4$ de latitude nord et 440,1 mètres d'altitude. La description de cette partie de la frontière a été adoptée par les deux gouvernements dans l'échange de notes en dates des 7 et 10 décembre 1936.

A partir du coteau de Sande, la frontière suit la ligne de partage des eaux du Chucurti et de l'Acandi et passe par la borne numéro 6, dite de Chucurti, qui est une borne de deuxième classe dont les coordonnées sont : $77^{\circ} 23' 44",2$ de longitude ouest du méridien de Greenwich, $8^{\circ} 36' 38",8$ de latitude nord et 169,5 mètres d'altitude ; elle continue le long de la ligne de partage des eaux jusqu'à l'embranchement avec la Cordillère principale en passant par le point signalé par la borne numéro 7, dite de l'Embranchement, qui est une borne de deuxième classe dont les coordonnées sont : $77^{\circ} 26' 3",4$ de longitude ouest du méridien de Greenwich, $8^{\circ} 33' 50",0$ de latitude nord et 732 mètres d'altitude ; elle suit la ligne de partage des eaux entre l'océan Atlantique et l'océan Pacifique sur la Cordillère du Darien en passant par la borne numéro 8 située sur le coteau de Gandi, dite de Gandi, de deuxième classe, dont les coordonnées géographiques sont : $77^{\circ} 27' 1",0$ de longitude ouest du méridien de Greenwich, $8^{\circ} 30' 58",6$ de latitude nord et 1.160 mètres d'altitude ; la frontière continue le long de la même ligne de partage des eaux et passe par la borne numéro 9, dite de Tanela, borne de deuxième classe dont les coordonnées géographiques sont : $77^{\circ} 17' 33",0$ de longitude ouest du méridien de Greenwich, $8^{\circ} 13' 29",6$ de latitude nord et 1.415 mètres d'altitude ; elle continue le long de la même ligne de partage des eaux jusqu'à la borne numéro 10 située sur l'Alto Limón, borne dite d'Alto Limón, de deuxième classe, dont les coordonnées géographiques sont : $77^{\circ} 9' 24",1$ de longitude ouest du méridien de Greenwich, $7^{\circ} 58' 17",8$ de latitude nord et 604,7 mètres d'altitude ; la frontière suit la même ligne de partage des eaux et passe par la borne numéro 11, dite du Palo de las Letras, borne de deuxième classe dont les coordonnées géographiques sont : $77^{\circ} 20' 40",0$ de longitude ouest du méridien de Greenwich, $7^{\circ} 50' 45",9$ de latitude nord et 155 mètres d'altitude ; toujours le long de la même ligne de partage des eaux, la frontière passe par la borne numéro 12, dite borne de Mangle, de deuxième classe, dont les coordonnées géographiques sont : $77^{\circ} 35' 39",8$ de longitude ouest du méridien de Greenwich, $7^{\circ} 32' 12",4$ de latitude nord et 470 mètres d'altitude ; la frontière continue le long de la même ligne de partage des eaux, contourne les sources du Salaqui, puis suit la ligne de partage des eaux du Jurado et du Balsas en passant par la borne numéro 13, dite du Cruce, borne de deuxième classe dont les coordonnées géographiques sont : $77^{\circ} 44' 5",5$ de longitude ouest du méridien de Greenwich, $7^{\circ} 28' 25",5$ de latitude nord et 250 mètres d'altitude ; la frontière suit la ligne de partage des eaux du Jurado et du Balsas jusqu'aux « hauteurs d'Aspavé »,

In consequence, should either of the Governments desire to proceed to erect the said boundary-marks, that Government may do so at its own expense after having given due notice to the other Government, in order to enable the latter to send a properly qualified representative not only to be present when the work is done but also in order that the relevant documents may be signed by both parties.

In order to give effect to the ninth paragraph of the exchange of notes dated January 11th and 13th, 1932, contained in the record of the inaugural meeting of the Mixed Commission held on December 6th, 1935, the two Governments hereby decide to define the delimited frontier line between the two countries as follows :

The initial point of the frontier line shall be the north-west point of Cape Tiburon, where there is a first-class boundary-mark, the geographical co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 21' 50''.9$ west of Greenwich meridian, latitude $8^{\circ} 41' 7''.3$ north, and altitude 81 metres. The frontier follows the line of the watershed of the rivers passing over the Median Ridge, at the point where is situated boundary-mark No. 2, known as the boundary-mark of the Median Ridge. This is a second-class boundary-mark, the geographical co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 21' 28''.1$ west of Greenwich meridian, latitude $8^{\circ} 40' 45''.0$ north, and altitude 151.4 metres ; it then passes by boundary-mark No. 3, known as the boundary-mark of the Zapzurro-La Miel road, a second-class boundary-mark, the geographical co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 21' 46''.8$ west of Greenwich meridian, latitude $8^{\circ} 40' 17''.7$ north, and altitude 77.4 metres ; it follows the crest of the Cordillera up to the Parado Ridge, where there is boundary-mark No. 4, known as the Parado boundary-mark, a second-class boundary-mark, the geographical co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 21' 30''.7$ west of Greenwich meridian, latitude $8^{\circ} 38' 58''.9$ north, and altitude 373.3 metres ; then, still following the line of the watershed where the head-springs of the La Miel river rise, the frontier runs westwards until it reaches the Sande Ridge, where a second-class boundary-mark has been set up, boundary-mark No. 5, known as the Sande boundary-mark, the geographical co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 22' 26''.5$ west of Greenwich meridian, latitude $8^{\circ} 39' 8''.4$ north, and altitude 440.1 metres. The description of this part of the frontier was adopted by the two Governments in the exchange of notes dated December 7th and 10th, 1936.

From the Sande Ridge, the frontier follows the line of the watershed between the Chucurti and the Acandi and passes by way of boundary-mark No. 6, known as the boundary-mark of Chucurti, a second-class boundary-mark, the co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 23' 44''.2$ west of Greenwich meridian, latitude $8^{\circ} 36' 38''.8$ north, and altitude 169.5 metres ; it continues along the line of the watershed as far as the junction with the main Cordillera, passing through the point marked by boundary-mark No. 7, known as the Junction boundary-mark, a second-class boundary-mark, the co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 26' 3''.4$ west of Greenwich meridian, latitude $8^{\circ} 33' 50''.0$ north, and altitude 732 metres ; it follows the line of the watershed between the Atlantic Ocean and the Pacific Ocean on the Darien Cordillera, passing through boundary-mark No. 8, situated on the Gandi Ridge, known as the Gandi second-class boundary-mark, the geographical co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 27' 1''.0$ west of Greenwich meridian, latitude $8^{\circ} 30' 58''.6$ north, and altitude 1,160 metres ; the frontier continues along the same line of watershed and passes over No. 9 boundary-mark, known as the Tanela boundary-mark, a second-class boundary-mark, the geographical co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 17' 33''.0$ west of Greenwich meridian, latitude $8^{\circ} 13' 29''.6$ north, and altitude 1,415 metres ; it continues along the same line of watershed as far as boundary-mark No. 10, situated on the Alto Limón, known as the Alto Limón boundary-mark, a second-class boundary-mark, the geographical co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 9' 24''.1$ west of Greenwich meridian, latitude $7^{\circ} 58' 17''.8$ north, and altitude 604.7 metres ; the frontier follows the same line of watershed and passes through boundary-mark No. 11, which is known as the Palo de las Letras boundary-mark, a second-class boundary-mark, the geographical co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 20' 40''.0$ west of Greenwich meridian, latitude $7^{\circ} 50' 45''.9$ north, and altitude 155 metres ; continuing along the same line of watershed, the frontier passes through boundary-mark No. 12, known as the Mangle boundary-mark, a second-class boundary-mark, the geographical co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 35' 39''.8$ west of Greenwich meridian, latitude $7^{\circ} 32' 12''.4$ north, and altitude 470 metres ; the frontier continues along the same line of watershed, circles round the springs of Salagui and then follows the line of watershed of the waters of the Jurado and Balsas, passing through boundary-mark No. 13, known as the boundary-mark of the Cruce, a second-class boundary-

en un point où cette ligne de partage est coupée par le méridien de $77^{\circ} 47' 33''$ de longitude ouest de Greenwich, qui définit les coordonnées approximatives arrêtées par les deux gouvernements dans l'échange de notes du 3 décembre 1937 en vue de résoudre la question qui fut soumise à leur décision par la Commission mixte dans le procès-verbal numéro 8 du 13 septembre 1937 et conformément à la décision prise dans le présent échange de notes pour déterminer l'emplacement exact et définitif de la borne des « hauteurs d'Aspavé ». Partant du point des « hauteurs d'Aspavé » ainsi décrit, la frontière suit une ligne droite jusqu'à la borne de première classe du littoral du Pacifique située en un point équidistant de Cocalito et de La Ardita, qui est la borne numéro 14, dénommée borne du Pacifique, dont les coordonnées géographiques sont : $77^{\circ} 53' 20'',9$ de longitude ouest du méridien de Greenwich, $7^{\circ} 12' 39'',3$ de latitude nord et 26 mètres d'altitude.

Les deux gouvernements déclarent définitivement achevés les travaux de la Commission mixte créée par l'article II du Traité de délimitation en date du 20 août 1924, lequel est considéré comme pleinement exécuté par les deux Hautes Parties contractantes, et, à partir de ce jour, chacun des deux pays demeure en possession de ses territoires respectifs.

Je me félicite avec vous de l'heureuse terminaison des travaux de délimitation de la frontière entre nos deux pays, et je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Alberto CAMACHO ANGARITA,
Ministre de Colombie.

Son Excellence
le Dr Narciso Garay,
Ministre des Affaires étrangères et des Communications
de la République du Panama.

II.

1182.

PANAMA, le 17 juin 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date de ce jour ainsi conçue :

« MONSIEUR LE MINISTRE,

Vous savez que par l'échange de notes en date du 3 décembre de l'année dernière, les deux gouvernements ont reconnu que, pour l'achèvement total de la délimitation des frontières entre les deux pays, il ne restait plus qu'à ériger une borne intermédiaire entre celles qui ont déjà été établies aux lieux dits Mangle et Alto Limón et celle qui signale les hauteurs d'Aspavé. Mais étant donné d'une part que la Commission mixte a déjà érigé le 12 février de cette année la borne visée par le premier point de l'accord en question au lieu dit « Palo de las Letras » sur la ligne de partage des eaux de la chaîne du Darien, d'autre part que la saison des pluies a commencé dans la région frontière sans que la Commission mixte ait achevé la construction de la borne d'Aspavé, point qui, par ailleurs, est déjà parfaitement défini et établi au numéro 3 de l'échange de notes susmentionné et qui se trouve précisé dans la présente note, j'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence l'accord auquel nous avons abouti au cours des conversations de ces derniers jours et qui, aux termes des instructions que j'ai reçues de mon gouvernement, est consigné dans la présente note.

Cet accord a pour objet d'éviter que les Commissions de délimitation de nos deux pays ne demeurent inactives pendant la longue saison hivernale et d'ajourner à plus tard, si les circonstances l'exigent, la formalité de la construction de la borne précitée des hauteurs d'Aspavé.

mark, the geographical co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 44' 5''.5$ west of Greenwich meridian, latitude $7^{\circ} 28' 25''.5$ north, and altitude 250 metres ; the frontier follows the line of the watershed of the Jurado and Balsas up to the " Heights of Aspavé ", to a point at which this line of watershed is intercepted by the meridian of longitude $77^{\circ} 47' 33''$ west of Greenwich, which defines the approximate co-ordinates agreed upon by the two Governments in the exchange of notes dated December 3rd, 1937, with a view to settling the question submitted for their decision by the Mixed Commission in No. 8 of their Records, dated September 13th, 1937, and in accordance with the Agreement reached by the present exchange of notes with a view to fixing the exact and final position of the boundary-mark known as the boundary-mark of the " Heights of Aspavé ". After the point known as the " Heights of Aspavé " thus described, the frontier runs in a straight line up to the first-class boundary-mark on the Pacific Coast situated at a point at an equal distance between Cocalito and La Arditá, which is boundary-mark No. 14, known as the boundary-mark of the Pacific, the geographical co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 53' 20''.9$ west of Greenwich meridian, latitude $7^{\circ} 12' 39''.3$ north, and altitude 26 metres.

The two Governments declare that the work of the Mixed Commission established by Article II of the Boundary Treaty of August 20th, 1924, which is regarded as having been fully executed by the two High Contracting Parties, is finally completed, and that as from the present date each of the two countries shall remain in possession of its own territory.

I share your gratification at the satisfactory completion of the work of delimiting the frontier between our two countries, and I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) Alberto CAMACHO ANGARITA,
Minister of Colombia.

His Excellency Dr. Narciso Garay,
Minister for Foreign Affairs and Communications
of the Republic of Panama.

II.

1182.

PANAMA, June 17th, 1938.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of today's date, which reads as follows :

" YOUR EXCELLENCY,

As you are aware, by the exchange of notes dated December 3rd of last year, the two Governments recognised that, to complete the total delimitation of the frontier between the two countries, there remained only the erection of a boundary-mark between those already erected at Mangle and Alto Limón and that marking the Heights of Aspavé. Since, however, the Mixed Commission set up, on February 12th of this year, the boundary-mark referred to in point No. 1 of the Agreement in question, at the place known as " Palo de las Letras " on the watershed of the waters of the Darien range, and as the rainy season began in the frontier district before the Mixed Commission had completed the erection of the boundary-mark at Aspavé — a point which, however, is already fully defined and established in point No. 3 of the above-mentioned exchange of notes and is exactly described in the present note — I have the honour to send Your Excellency confirmation of the Agreement which we have reached during the conversations of the last few days. In accordance with instructions I have received from my Government, this Agreement is set forth in the present note.

This Agreement has been concluded in order that the Delimitation Commissions of our two countries may not have to remain inactive during the long winter season, and to postpone until later, should circumstances require, the formality of erecting the above-mentioned boundary-mark on the Heights of Aspavé.

Tous les travaux de délimitation effectués par la Commission mixte colombo-panaméenne étant achevés, et l'article 3 du Traité de délimitation de 1924 étant ainsi exécuté, les deux gouvernements approuvent lesdits travaux et considèrent comme définitives la construction et la localisation des bornes suivantes :

Borne numéro 1, dénommée *borne de la pointe nord-ouest du cap Tiburon*, située au sommet de la pointe nord-ouest du cap Tiburon et dont les coordonnées géographiques sont : $77^{\circ} 21' 50'',9$ de longitude ouest du méridien de Greenwich, $8^{\circ} 41' 7'',3$ de latitude nord et 81 mètres d'altitude. Cette borne de première classe a été inaugurée par la Commission mixte, comme il ressort du procès-verbal en date du 25 mai 1937 ainsi que du plan correspondant, signés : le procès-verbal, par les commissaires Eduardo SEGURA A., Milciades A. PULIDO au nom de la Colombie et J. R. GUIZADO au nom du Panama ; le plan, par les commissaires Dario ROZO et Eduardo SEGURA A. au nom de la Colombie, Macario SOLIS et J. R. GUIZADO au nom du Panama.

Borne numéro 2, dénommée *borne du coteau médian*, située sur la ligne de séparation des baies de Zapzurro et La Miel, dont les coordonnées géographiques sont : $77^{\circ} 21' 28'',1$ de longitude ouest du méridien de Greenwich, $8^{\circ} 40' 45'',0$ de latitude nord et 151,4 mètres d'altitude. Cette borne de deuxième classe a été inaugurée par la Commission mixte, comme il ressort du procès-verbal en date du 25 mai 1937 ainsi que du plan correspondant, signés : le procès-verbal, par les commissaires Eduardo SEGURA A. au nom de la Colombie et J. R. GUIZADO au nom du Panama ; le plan, par les commissaires Dario ROZO et Eduardo SEGURA A. au nom de la Colombie, Macario SOLIS et J. R. GUIZADO au nom du Panama.

Borne numéro 3, dénommée *borne de la route Zapzurro-La Miel*, située au point où la route de Zapzurro à La Miel coupe la ligne de partage des eaux des baies du même nom, et dont les coordonnées géographiques sont : $77^{\circ} 21' 46'',8$ de longitude ouest du méridien de Greenwich, $8^{\circ} 40' 17'',7$ de latitude nord et 77,4 mètres d'altitude. Cette borne de deuxième classe a été inaugurée par la Commission mixte, comme il ressort du procès-verbal précité en date du 25 mai 1937 ainsi que du plan correspondant qui est celui qui se rapporte aux bornes décrites plus haut, documents signés : le procès-verbal, par les commissaires Eduardo SEGURA A. au nom de la Colombie et J. R. GUIZADO au nom du Panama ; le plan, par les commissaires Dario ROZO et Eduardo SEGURA A. au nom de la Colombie, Macario SOLIS et J. R. GUIZADO au nom du Panama.

Borne numéro 4, dénommée *borne de Parado*, située sur la ligne de partage des eaux du ravin Capurgana et du fleuve La Miel et dont les coordonnées géographiques sont : $77^{\circ} 21' 30'',7$ de longitude ouest du méridien de Greenwich, $8^{\circ} 38' 58'',9$ de latitude nord et 373,3 mètres d'altitude. Cette borne de deuxième classe a été inaugurée par la Commission mixte, comme il ressort du procès-verbal en date du 29 mai 1937 ainsi que du plan qui est celui où figurent les bornes mentionnées plus haut, documents signés : le procès-verbal, par les commissaires Eduardo SEGURA A. au nom de la Colombie et J. R. GUIZADO au nom du Panama ; le plan, par les commissaires Dario ROZO M. et Eduardo SEGURA A. au nom de la Colombie, Macario SOLIS et J. R. GUIZADO au nom du Panama.

Borne numéro 5, dénommée *borne de Sande*, située sur la même ligne de partage des eaux que la borne de Parado, et dont les coordonnées géographiques sont : $77^{\circ} 22' 26'',5$ de longitude ouest du méridien de Greenwich, $8^{\circ} 39' 8'',4$ de latitude nord et 440,1 mètres d'altitude. Cette borne de deuxième classe a été inaugurée par la Commission mixte, comme il ressort du procès-verbal en date du 29 mai 1937 ainsi que du plan correspondant qui est celui auquel se réfèrent les indications relatives aux bornes précédemment énumérées, documents signés : le procès-verbal, par les commissaires Eduardo SEGURA A. au nom de la Colombie et J. R. GUIZADO au nom du Panama ; le plan, par les commissaires Dario ROZO M. et Eduardo SEGURA A. au nom de la Colombie, Macario SOLIS et J. R. GUIZADO au nom du Panama.

Borne numéro 6, dénommée *borne de Chucurti*, située sur la ligne de partage des eaux des fleuves Armila et Acandi, et dont les coordonnées géographiques sont : $77^{\circ} 23' 44'',2$ de longitude ouest du méridien de Greenwich, $8^{\circ} 36' 38'',8$ de latitude nord et 169,5 mètres d'altitude. Cette borne de deuxième classe a été inaugurée par la Commission mixte, comme il ressort du procès-verbal en date du 28 mai 1937 ainsi que du plan correspondant (plan numéro 5), signés : le procès-verbal, par les

All the delimitation work carried out by the Mixed Colombian-Panamese Commission being completed, and Article 3 of the Boundary Treaty of 1924 having thus been put into effect, the two Governments approve the said work and regard as final the erection and site of the following boundary-marks :

No. 1, known as the boundary-mark of the *North-West Point of Cape Tiburon*. It is situated at the top of the north-west point of Cape Tiburon, and its geographical co-ordinates are : longitude $77^{\circ} 21' 50''.9$ west of Greenwich meridian, latitude $8^{\circ} 41' 7''.3$ north, and altitude 81 metres. This first-class boundary-mark was established by the Mixed Commission, as shown by the record dated May 25th, 1937, and the corresponding plan, signed respectively by commissioners Eduardo SEGURA A. and Milciades A. PULIDO on behalf of Colombia and J. R. GUIZADO on behalf of Panama, and by commissioners Dario ROZO and Eduardo SEGURA A. on behalf of Colombia and Macario SOLIS and J. R. GUIZADO on behalf of Panama.

No. 2, known as the boundary-mark of the *Median Ridge*. It is situated on the line of separation of the bays of Zapzurro and La Miel, and its geographical co-ordinates are : longitude $77^{\circ} 21' 28''.1$ west of Greenwich meridian, latitude $8^{\circ} 40' 45''.0$ north, and altitude 151.4 metres. This second-class boundary-mark was established by the Mixed Commission, as shown by the record dated May 25th, 1937, and the corresponding plan, signed respectively by commissioners Eduardo SEGURA A. on behalf of Colombia and J. R. GUIZADO on behalf of Panama, and by commissioners Dario ROZO and Eduardo SEGURA A. on behalf of Colombia and Macario Solis and J. R. GUIZADO on behalf of Panama.

No. 3, known as the boundary-mark of the *Zapzurro-La Miel Road*, situated at the point at which the road from Zapzurro to La Miel traverses the line of division of the waters of the bays of the same name, the geographical co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 21' 46''.8$ west of Greenwich meridian, latitude $8^{\circ} 40' 17''.7$ north, and altitude 77.4 metres. This second-class boundary-mark was established by the Mixed Commission, as shown by the above-mentioned record dated May 25th, 1937, and the corresponding plan, which is the same as that relating to the boundary-marks described above, signed respectively by commissioners Eduardo SEGURA A. on behalf of Colombia and J. R. GUIZADO on behalf of Panama, and by commissioners Dario ROZO and Eduardo SEGURA A. on behalf of Colombia and Macario SOLIS and J. R. GUIZADO on behalf of Panama.

No. 4, known as the boundary-mark of *Paraíso*, situated on the watershed of the Capurgana ravine and the La Miel river, the geographical co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 21' 30''.7$ west of Greenwich meridian, latitude $8^{\circ} 38' 58''.9$ north, and altitude 373.3 metres. This second-class boundary-mark was established by the Mixed Commission, as shown by the record dated May 29th, 1937, and the plan, which is that showing the boundary-marks mentioned above, signed respectively by commissioners Eduardo SEGURA A. on behalf of Colombia and J. R. GUIZADO on behalf of Panama, and by commissioners Dario ROZO M. and Eduardo SEGURA A. on behalf of Colombia and Macario SOLIS and J. R. GUIZADO on behalf of Panama.

No. 5, known as the boundary-mark of *Saude*, situated on the same watershed as the Parado boundary-mark, the geographical co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 22' 26''.5$ west of Greenwich meridian, latitude $8^{\circ} 39' 8''.4$ north, and altitude 440.1 metres. This second-class boundary-mark was established by the Mixed Commission, as shown by the record dated May 29th, 1937, and the corresponding plan, which is that to which the indications concerning the boundary-marks enumerated above refer, signed respectively by commissioners Eduardo SEGURA A. on behalf of Colombia and J. R. GUIZADO on behalf of Panama, and by commissioners Dario ROZO M. and Eduardo SEGURA A. on behalf of Colombia and Macario SOLIS and J. R. GUIZADO on behalf of Panama.

No. 6, known as the boundary-mark of *Chucurti*, situated on the watershed of the rivers Armila and Acandi, the geographical co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 23' 44''.2$ west of Greenwich meridian, latitude $8^{\circ} 36' 38''.8$ north, and altitude 169.5 metres. This second-class boundary-mark was established by the Mixed Commission, as shown by the record dated May 28th, 1937, and the corresponding plan (plan No. 5), signed respectively by commissioners Eduardo

commissaires Eduardo SEGURA A. au nom de la Colombie et J. R. GUIZADO au nom du Panama ; le plan, par les commissaires Dario ROZO M. et Eduardo SEGURA A. au nom de la Colombie, Macario SOLIS et J. R. GUIZADO au nom du Panama.

Borne numéro 7, dénommée borne de l'embranchement, située sur la ligne de partage des eaux mentionnée plus haut et dont les coordonnées géographiques sont : 77° 26' 3",4 de longitude ouest du méridien de Greenwich, 8° 33' 50",0 de latitude nord et 732 mètres d'altitude. Cette borne de deuxième classe a été inaugurée par la Commission mixte, comme il ressort du procès-verbal en date du 29 janvier 1937 ainsi que du plan correspondant (plan numéro 6), signés : le procès-verbal, par les commissaires Eduardo SEGURA A. au nom de la Colombie et Juan GALINDO au nom du Panama ; le plan, par les commissaires Dario ROZO M. et Eduardo SEGURA A. au nom de la Colombie, Macario SOLIS et Juan GALINDO au nom du Panama.

Borne numéro 8, dénommée borne du coléau de Gandi, située sur la ligne de partage des eaux et dont les coordonnées géographiques sont : 77° 27' 1",0 de longitude ouest du méridien de Greenwich, 8° 30' 58",6 de latitude nord et 1.160 mètres d'altitude. Cette borne de deuxième classe a été inaugurée par la Commission mixte, comme il ressort du procès-verbal en date du 20 janvier 1937 ainsi que du plan correspondant (plan numéro 6), signés : le procès-verbal, par les commissaires Eduardo SEGURA A. au nom de la Colombie et Juan GALINDO au nom du Panama ; le plan, par les commissaires Dario ROZO M. et Eduardo SEGURA A. au nom de la Colombie, Macario SOLIS et Juan GALINDO au nom du Panama.

Borne numéro 9, dénommée borne de Tanela, située sur la ligne de partage des eaux et dont les coordonnées géographiques sont : 77° 17' 33",0 de longitude ouest du méridien de Greenwich, 8° 13' 20",6 de latitude nord et 1.415 mètres d'altitude. Cette borne de deuxième classe a été inaugurée par la Commission mixte, comme il ressort du procès-verbal du 9 avril 1937 ainsi que du plan correspondant (plan numéro 7), signés : le procès-verbal, par les commissaires Eduardo SEGURA A. au nom de la Colombie et Juan GALINDO au nom du Panama ; le plan, par les commissaires Dario ROZO M. et Eduardo SEGURA A. au nom de la Colombie, Macario SOLIS et Juan GALINDO au nom du Panama.

Borne numéro 10, dénommée borne d'Alto Limón, située sur la ligne de partage des eaux et dont les coordonnées géographiques sont : 77° 9' 24",1 de longitude ouest du méridien de Greenwich, 7° 58' 17",8 de latitude nord et 604,7 mètres d'altitude. Cette borne de deuxième classe a été inaugurée par la Commission mixte, comme il ressort du procès-verbal en date du 8 mai 1937 ainsi que du plan correspondant (plan numéro 8), signés : le procès-verbal, par les commissaires Eduardo SEGURA A. au nom de la Colombie et Juan GALINDO au nom du Panama ; le plan, par les commissaires Dario ROZO M. et Eduardo SEGURA A. au nom de la Colombie, Macario SOLIS et Juan GALINDO au nom du Panama.

Borne numéro 11, dénommée borne du Palo de Las Letras, située sur la ligne de partage des eaux et sur la route ou le chemin qui unit le village de Paya au lieu dit « Bouches du Tulé » (confluent du Tulé et du Cacarica), et dont les coordonnées géographiques sont : 77° 20' 40",0 de longitude ouest du méridien de Greenwich, 7° 50' 45",9 de latitude nord et 155 mètres d'altitude. Cette borne de deuxième classe a été inaugurée par la Commission mixte, comme il ressort du procès-verbal en date du 12 février 1938 ainsi que du plan correspondant (plan numéro 12), signés : le procès-verbal, par les commissaires Eduardo SEGURA A. au nom de la Colombie et J. R. GUIZADO au nom du Panama ; le plan, par les commissaires Dario ROZO M. et Eduardo SEGURA A. au nom de la Colombie, Macario SOLIS et J. R. GUIZADO au nom du Panama.

Borne numéro 12, dénommée borne de Mangle, située sur la ligne de partage des eaux entre les versants orientaux des rivières Montorodó, affluent du Salaqui, et Guayabo, affluent du Mangle, et dont les coordonnées géographiques sont : 77° 35' 39",8 de longitude ouest du méridien de Greenwich, 7° 32' 12",4 de latitude nord et 470 mètres d'altitude. Cette borne de deuxième classe a été inaugurée par la Commission mixte, comme il ressort du procès-verbal en date du 10 avril 1937 ainsi que du plan correspondant (plan numéro 9), signés : le procès-verbal, par les commissaires Dario ROZO M. au nom de la Colombie et Macario SOLIS au nom du Panama ; le plan, par les commissaires Dario ROZO M. au nom de la Colombie et Macario SOLIS au nom du Panama.

SEGURA A. on behalf of Colombia and J. R. GUIZADO on behalf of Panama, and by commissioners DARIO ROZO M. and Eduardo SEGURA A. on behalf of Colombia and Macario SOLIS and J. R. GUIZADO on behalf of Panama.

No. 7, known as the boundary-mark of the *Junction*, situated on the watershed of the waters mentioned above, the geographical co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 26' 3''.4$ west of Greenwich meridian, latitude $8^{\circ} 33' 50''.0$ north, and altitude 732 metres. This second-class boundary-mark was established by the Mixed Commission, as shown by the record dated January 29th, 1937, and the corresponding plan (plan No. 6), signed respectively by commissioners Eduardo SEGURA A. on behalf of Colombia and Juan GALINDO on behalf of Panama, and by commissioners DARIO ROZO M. and Eduardo SEGURA A. on behalf of Colombia and Macario SOLIS and Juan GALINDO on behalf of Panama.

No. 8, known as the boundary-mark of the *Gandi Ridge*, situated on the line of the watershed, the geographical co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 27' 1''.0$ west of Greenwich meridian, latitude $8^{\circ} 30' 58''.6$ north, and altitude 1,160 metres. This second-class boundary-mark was established by the Mixed Commission, as shown by the record dated January 20th, 1937, and the corresponding plan (plan No. 6), signed respectively by commissioners Eduardo SEGURA A. on behalf of Colombia and Juan GALINDO on behalf of Panama, and by commissioners DARIO ROZO M. and Eduardo SEGURA A. on behalf of Colombia and Macario SOLIS and Juan GALINDO on behalf of Panama.

No. 9, known as the boundary-mark of *Tanela*, situated on the line of the watershed, the geographical co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 17' 33''.0$ west of Greenwich meridian, latitude $8^{\circ} 13' 29''.6$ north, and altitude 1,415 metres. This second-class boundary-mark was established by the Mixed Commission, as shown by the record dated April 9th, 1937, and the corresponding plan (plan No. 7), signed respectively by commissioners Eduardo SEGURA A. on behalf of Colombia and Juan GALINDO on behalf of Panama, and by commissioners DARIO ROZO M. and Eduardo SEGURA A. on behalf of Colombia and Macario SOLIS and Juan GALINDO on behalf of Panama.

No. 10, known as the boundary-mark of *Alto Limón*, situated on the line of the watershed, the geographical co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 9' 24''.1$ west of Greenwich meridian, latitude $7^{\circ} 58' 17''.8$ north, and altitude 604.7 metres. This second-class boundary-mark was established by the Mixed Commission, as shown by the record dated May 8th, 1937, and the corresponding plan (plan No. 8), signed respectively by commissioners Eduardo SEGURA A. on behalf of Colombia and Juan GALINDO on behalf of Panama, and by commissioners DARIO ROZO M. and Eduardo SEGURA A. on behalf of Colombia and Macario SOLIS and Juan GALINDO on behalf of Panama.

No. 11, known as the boundary-mark of *Palo a: Las Letras*, which is situated on the line of the watershed and on the road or path between the village of Paya and the place known as " Mouths of the Tulé " (confluence of the Tulé and the Cacarica), and the geographical co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 20' 40''.0$ west of Greenwich meridian, latitude $7^{\circ} 50' 45''.9$ north, and altitude 155 metres. This second-class boundary-mark was established by the Mixed Commission, as shown by the record dated February 12th, 1938, and the corresponding plan (plan No. 12), signed respectively by commissioners Eduardo SEGURA A. on behalf of Colombia and J. R. GUIZADO on behalf of Panama, and by commissioners DARIO ROZO M. and Eduardo SEGURA A. on behalf of Colombia and Macario SOLIS and J. R. GUIZADO on behalf of Panama.

No. 12, known as the boundary-mark of *Mangle*, situated on the line of the watershed between the eastern site of the rivers Montorodó, affluent of the Salaqui, and Guayabo, affluent of the Mangle, and the geographical co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 35' 39''.8$ west of Greenwich meridian, latitude $7^{\circ} 32' 12''.4$ north, and altitude 470 metres. This second-class boundary-mark was established by the Mixed Commission as shown by the record dated April 10th, 1937, and the corresponding plan (plan No. 9), signed respectively by commissioners DARIO ROZO M. on behalf of Colombia and Macario SOLIS on behalf of Panama, and by commissioners DARIO ROZO M. on behalf of Colombia and Macario SOLIS on behalf of Panama.

Borne numéro 13, dénommée *borne du Cruce*, située au lieu dit « El Cruce », sur la ligne de partage des eaux de la rivière Jurado et du torrent « Balsitas », affluent de la rivière « Balsas », et dont les coordonnées géographiques sont : $77^{\circ} 44' 5''$,5 de longitude ouest du méridien de Greenwich, $7^{\circ} 28' 25''$,5 de latitude nord et 250 mètres d'altitude. Cette borne de deuxième classe a été inaugurée par la Commission mixte, comme il ressort du procès-verbal en date du 14 février 1937 ainsi que du plan correspondant (plan numéro 10), signés : le procès-verbal, par les commissaires Dario ROZO M. au nom de la Colombie et Macario SOLIS au nom du Panama ; le plan, par les commissaires Dario ROZO M. et E. GAMBA E. au nom de la Colombie et Ruben NUÑEZ au nom du Panama.

Borne numéro 14, dénommée *borne du Pacifique*, située en un point sur le littoral de l'océan Pacifique équidistant de Cocalito et d'Ardita, dont les coordonnées géographiques sont : $77^{\circ} 53' 20''$,9 de longitude ouest du méridien de Greenwich, $7^{\circ} 12' 39''$,3 de latitude nord et 26 mètres d'altitude. Cette borne de première classe a été inaugurée par la Commission mixte, comme il ressort du procès-verbal en date du 6 juin 1937 ainsi que du plan correspondant (plan numéro 11), signés : le procès-verbal, par les commissaires E. GAMBA E. au nom de la Colombie et Macario SOLIS au nom du Panama ; le plan, par les commissaires Dario ROZO M. et E. GAMBA E. au nom de la Colombie, Macario SOLIS et Ruben NUÑEZ au nom du Panama.

Conformément à la décision consignée au procès-verbal de la cinquième séance de la Commission mixte tenue le 2 janvier 1936 à Panama, les bornes de première classe, à savoir la borne numéro 1, ou borne de la pointe nord-ouest du cap Tiburon, et la borne numéro 14, ou borne du Pacifique, sont formées de cinq figures géométriques superposées dont les dimensions et les contours sont indiqués ci-après :

1^o Un socle constitué par un prismoïde tétragonal régulier de cent soixante centimètres de côté à la base et trente centimètres de hauteur ;

2^o Sur ce socle repose un tronc de pyramide régulier à quatre faces, de dix centimètres de hauteur, et dont la grande base et la petite base ont respectivement cent soixante et cent vingt centimètres de côté ;

3^o Ce tronc de pyramide est couronné par un prisme tétragonal régulier de cent vingt centimètres de côté à la base et vingt centimètres de hauteur ;

4^o Sur ce deuxième prisme repose un second tronc de pyramide également tétragonal et régulier de cent soixante-quinze centimètres de hauteur et dont la grande base et la petite base ont respectivement quatre-vingts et cinquante centimètres de côté ; ce tronc, qui constitue le corps principal de la borne, est finalement couronné par :

5^o Une pyramide tétragonale régulière de cinquante centimètres de côté à la base et vingt centimètres de hauteur.

Ces bornes ont une hauteur nette de deux cent cinquante-cinq centimètres environ.

Les bornes de deuxième classe, qui sont les bornes numéro 2 ou borne du coteau médian, numéro 3 ou borne de la route Zapzurro-La Miel, numéro 4 ou borne de Parado, numéro 5 ou borne de Sande, numéro 6 ou borne de Chucurti, numéro 7 ou borne de l'Embranchement, numéro 8 ou borne du coteau de Gandí, numéro 9 ou borne de Tanela, numéro 10 ou borne d'Alto Limón, numéro 11 ou borne du Palo de las Letras, numéro 12 ou borne de Mangle et numéro 13 ou borne du Cruce, sont formées de trois figures géométriques téragonales superposées de la façon suivante :

1^o Un socle prismoïdal régulier de vingt centimètres de hauteur sur cent vingt centimètres de côté à la base ;

2^o Sur ce socle repose le corps de la borne constitué par un tronc de pyramide régulier de cent soixante-quinze centimètres de hauteur et dont la grande base et la petite base ont respectivement quatre-vingts et cinquante centimètres de côté ;

3^o Enfin, une pyramide de cinquante centimètres de côté à la base et vingt centimètres de hauteur.

Ces bornes ont une hauteur nette de deux cent quinze centimètres environ.

No. 13, known as boundary-mark *del Cruce*, situated at the place known as "El Cruce", which is on the line of the watershed of the river Jurado and the "Balsitas" torrent, a tributary of the "Balsas" river, and the geographical co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 44' 5''.5$ west of Greenwich meridian, latitude $7^{\circ} 28' 25''.5$ north, and altitude 250 metres. This second-class boundary-mark was established by the Mixed Commission, as shown by the record dated February 14th, 1937, and the corresponding plan (plan No. 10), signed respectively by commissioners Dario Rozo M. on behalf of Colombia and Macario SOLIS on behalf of Panama, and by commissioners Dario Rozo M. and E. GAMBA E. on behalf of Colombia and Ruben NUÑEZ on behalf of Panama.

No. 14, known as the boundary-mark of the *Pacific*, situated at the point on the coast of the Pacific Ocean at an equal distance from Cocalito and Arditá, the geographical co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 53' 20''.9$ west of Greenwich meridian, latitude $7^{\circ} 12' 39''.3$ north, and altitude 26 metres. This first-class boundary-mark was established by the Mixed Commission, as shown by the record of June 6th, 1937, and the corresponding plan (plan No. 11), signed respectively by commissioners E. GAMBA E. on behalf of Colombia and Macario SOLIS on behalf of Panama, and by commissioners Dario Rozo M. and E. GAMBA E. on behalf of Colombia and Macario SOLIS and Ruben NUÑEZ on behalf of Panama.

In accordance with the agreement contained in the record of the fifth meeting of the Mixed Commission, held at Panama on January 2nd, 1936, the first-class boundary-marks, that is to say, No. 1 or boundary-mark of the north-western point of Cape Tiburon and No. 14 or boundary-mark of the Pacific, consist of five geometrical figures superimposed upon each other the dimensions and shapes of which are as follows :

- (1) A prismoid base formed by a regular tetragon measuring 160 cm. on each side at the base and 30 cm. in height ;
- (2) On this base stands a truncated regular four-sided pyramid 10 cm. high, the large and small bases of which measure respectively 160 and 120 cm. on each side ;
- (3) Upon this truncated pyramid there stands a regular tetragonal prism measuring 120 cm. on each side at the base and 20 cm. in height ;
- (4) On this second prism there is a second truncated pyramid, which is also tetragonal and regular, and 175 cm. high, the large and small bases of which measure respectively 80 and 50 cm. on each side ; this truncated pyramid, which constitutes the main part of the boundary-mark, is crowned by
- (5) A regular tetragonal pyramid of 50 cm. on each side at the base and 20 cm. high.

The clear height of these boundary-marks shall be about 255 cm.

The second-class boundary-marks, which are boundary-mark No. 2 or boundary-mark of the Medium Ridge, No. 3 or boundary-mark of the Zapurro-La Miel Road, No. 4 or boundary-mark of Parado, No. 5 or boundary-mark of Sande, No. 6 or boundary-mark of Chucurti, No. 7 or boundary-mark of the Junction, No. 8 or boundary-mark of the Gandi Ridge, No. 9 or boundary-mark of Tanela, No. 10 or boundary-mark of Alto Limón, No. 11 or boundary-mark of Palo de las Letras, No. 12 or boundary-mark of Mangle, and No. 13 or boundary-mark of Cruce, consist of three geometrical tetragonal figures, superimposed upon each other as follows :

- (1) A regular prismoidal base, 20 cm. in height and 120 cm. on each side at the base ;
- (2) Upon this base rests the main body of the boundary-mark, consisting of a regular truncated pyramid, 165 cm. in height, and with lower and upper bases measuring 80 and 50 cm. respectively ;
- (3) Finally, a pyramid measuring 50 cm. on each side of its base and 20 cm. in height.

The clear height of these boundary-marks shall be about 215 cm.

Toutes ces bornes sont construites en béton, et chacune d'elles porte encastrées sur les faces du corps de la borne des plaques de bronze au nombre de trois ; sur l'une d'elles figurent en relief les armes de la République de Colombie et, au-dessous, le mot *Colombia* ; sur l'autre, les armes de la République du Panama et, au-dessous, le mot *Panama* également en relief ; sur la troisième, sont inscrites les coordonnées géographiques de chaque borne ainsi que la date de son érection.

Désireux d'écartier tout élément d'incertitude ou toute divergence d'interprétation qui pourrait surgir à l'avenir concernant la localisation et l'emplacement de la borne des « hauteurs d'Aspavé », les deux gouvernements conviennent que le moment est venu de préciser les « coordonnées approximatives » dont il est question au numéro 3 de l'échange de notes de 1937. Ce point est désormais exactement et définitivement déterminé *ne varietur* par l'intersection du méridien $77^{\circ} 47' 33''$ avec la ligne de partage des eaux des rivières Jurado et Balsas.

Les deux gouvernements déclarent d'un commun accord que la borne des hauteurs d'Aspavé dont il est question au numéro 3 de l'échange de notes du trois (3) décembre mil neuf cent trente-sept (1937) et dont la localisation exacte et définitive est précisée au paragraphe précédent de la présente note, ainsi que les deux bornes qui signalent les deux extrémités de la ligne droite Aspavé-Pacifique, sont comprises dans le numéro 2 de l'échange de notes précité. En conséquence, si l'un des deux gouvernements désire procéder à l'érection de ces bornes, ledit gouvernement pourra le faire à ses frais après en avoir informé en temps opportun l'autre gouvernement pour lui permettre d'envoyer un représentant dûment habilité non seulement en vue d'assister à ces travaux, mais encore pour que les documents correspondants soient signés d'un commun accord.

Pour donner suite au neuvième alinéa de l'échange de notes en dates des 11 et 13 janvier 1932 consigné au procès-verbal de la séance inaugurale de la Commission mixte tenue le 6 décembre 1935, les deux gouvernements décident de définir de la manière suivante la ligne frontière délimitée entre les deux pays :

Le point initial de cette ligne frontière est défini par la pointe nord-ouest du cap Tiburon, où se trouve une borne de première classe dont les coordonnées géographiques sont : $77^{\circ} 21' 50'',9$ de longitude ouest du méridien de Greenwich, $8^{\circ} 41' 7'',3$ de latitude nord et 81 mètres d'altitude ; la frontière suit la ligne de partage des eaux passant par le coteau médian, point où se trouve la borne numéro 2 dite du coteau médian, qui est une borne de deuxième classe dont les coordonnées géographiques sont : $77^{\circ} 21' 28'',1$ de longitude ouest du méridien de Greenwich, $8^{\circ} 40' 45'',0$ de latitude nord et 151,4 mètres d'altitude ; elle passe ensuite par la borne numéro 3 dénommée borne de la route Zapzurro-La Miel, borne de deuxième classe dont les coordonnées géographiques sont : $77^{\circ} 21' 46'',8$ de longitude ouest du méridien de Greenwich, $8^{\circ} 40' 17'',7$ de latitude nord et 77,4 mètres d'altitude ; elle suit la crête de la Cordillère jusqu'au coteau Parado, où se trouve la borne numéro 4 dite de Parado, borne de deuxième classe dont les coordonnées géographiques sont : $77^{\circ} 21' 30'',7$ de longitude ouest du méridien de Greenwich, $8^{\circ} 38' 58'',9$ de latitude nord et 373,3 mètres d'altitude ; ensuite, longeant toujours la ligne de partage des eaux où naissent les petites sources du fleuve La Miel, la frontière se dirige vers l'ouest jusqu'au coteau de Sande, où a été érigée une borne de deuxième classe, la borne numéro 5 dite de Sande, dont les coordonnées géographiques sont : $77^{\circ} 22' 26'',5$ de longitude ouest du méridien de Greenwich, $8^{\circ} 39' 8'',4$ de latitude nord et 440,1 mètres d'altitude. La description de cette partie de la frontière a été adoptée par les deux gouvernements dans l'échange de notes en dates des 7 et 10 décembre 1936.

A partir du coteau de Sande, la frontière suit la ligne de partage des eaux du Chucurti et de l'Acandi et passe par la borne numéro 6, dite de Chucurti, qui est une borne de deuxième classe dont les coordonnées sont : $77^{\circ} 23' 44'',2$ de longitude ouest du méridien de Greenwich, $8^{\circ} 36' 38'',8$ de latitude nord et 169,5 mètres d'altitude ; elle continue le long de la ligne de partage des eaux jusqu'à l'embranchement avec la Cordillère principale en passant par le point signalé par la borne numéro 7, dite de l'Embranchement, qui est une borne de deuxième classe dont les coordonnées sont : $77^{\circ} 26' 3'',4$ de longitude ouest du méridien de Greenwich, $8^{\circ} 33' 50'',0$ de latitude nord et 732 mètres d'altitude ; elle suit la ligne de partage des eaux entre l'océan Atlantique et l'océan Pacifique sur la Cordillère du Darien en passant par la borne numéro 8 située sur le coteau de Gandi, dite de Gandi, de deuxième classe, dont les coordonnées géographiques sont : $77^{\circ} 27' 1'',0$ de longitude ouest du méridien de Greenwich, $8^{\circ} 30' 58'',6$ de latitude nord et 1.160 mètres d'altitude ; la frontière continue le long de la même ligne de partage des eaux et passe par la borne numéro 9, dite de Tanela,

All these boundary-marks shall be built in concrete and each shall have three bronze plates let into the sides of its body ; on one of them there shall appear in relief the arms of the Republic of Colombia and below the word *Colombia* ; on the other, the arms of the Republic of Panama and below them the word *Panama*, also in relief ; on the third there shall be inscribed the geographical co-ordination of each boundary-mark and the date on which it was erected.

Desirous of eliminating any element of uncertainty or any differences of interpretation which may hereafter arise in regard to the locality and site of the boundary-mark of the " Heights of Aspavé ", the two Governments agree that the time has come clearly to define " the approximate co-ordinates " referred to in No. 3 of the exchange of notes of 1937. This point is now exactly and finally determined *ne varietur* as follows : the intersection of the meridian of $77^{\circ} 47' 33''$ with the line of the watershed of the rivers Jurado and Balsas.

The two Governments agree to declare that the boundary-mark of the Heights of Aspavé referred to in No. 3 of the exchange of notes of December third (3rd) of the year one thousand nine hundred and thirty-seven (1937), the exact and final position of which is defined in the previous paragraph of the present note and of the two boundary-marks indicating the two extremities of the straight line Aspavé-Pacific, are included in No. 2 of the above-mentioned exchange of notes. In consequence, should either of the Governments desire to proceed to erect the said boundary-marks, that Government may do so at its own expense after having given due notice to the other Government, in order to enable the latter to send a properly qualified representative not only to be present when the work is done but also in order that the relevant documents may be signed by both parties.

In order to give effect to the ninth paragraph of the exchange of notes dated January 11th and 13th, 1932, contained in the record of the inaugural meeting of the Mixed Commission held on December 6th, 1935, the two Governments hereby decide to define the delimited frontier line between the two countries as follows :

The initial point of the frontier line shall be the north-west point of Cape Tiburon, where there is a first-class boundary-mark, the geographical co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 21' 50''.9$ west of Greenwich meridian, latitude $8^{\circ} 41' 7''.3$ north, and altitude 81 metres. The frontier follows the line of the watershed of the rivers passing over the Median Ridge, at the point where is situated boundary-mark No. 2, known as the boundary-mark of the Median Ridge. This is a second-class boundary-mark, the geographical co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 21' 28''.1$ west of Greenwich meridian, latitude $8^{\circ} 40' 45''.0$ north, and altitude 151.4 metres ; it then passes by boundary-mark No. 3, known as the boundary-mark of the Zapurro-La Miel road, a second-class boundary-mark, the geographical co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 21' 46''.8$ west of Greenwich meridian, latitude $8^{\circ} 40' 17''.7$ north, and altitude 77.4 metres ; it follows the crest of the Cordillera up to the Parado Ridge, where there is boundary-mark No. 4, known as the Parado boundary-mark, a second-class boundary-mark, the geographical co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 21' 30''.7$ west of Greenwich meridian, latitude $8^{\circ} 38' 58''.9$ north, and altitude 373.3 metres ; then, still following the line of the watershed where the head-springs of the La Miel river rise, the frontier runs westwards until it reaches the Sande Ridge, where a second-class boundary-mark has been set up, boundary-mark No. 5, known as the Sande boundary-mark, the geographical co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 22' 26''.5$ west of Greenwich meridian, latitude $8^{\circ} 39' 8''.4$ north, and altitude 440.1 metres. The description of this part of the frontier was adopted by the two Governments in the exchange of notes dated December 7th and 10th, 1936.

From the Sande Ridge, the frontier follows the line of the watershed between the Chucurti and the Acandi and passes by way of boundary-mark No. 6, known as the boundary-mark of Chucurti, a second-class boundary-mark, the co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 23' 44''.2$ west of Greenwich meridian, latitude $8^{\circ} 36' 38''.8$ north, and altitude 169.5 metres ; it continues along the line of the watershed as far as the junction with the main Cordillera, passing through the point marked by boundary-mark No. 7, known as the Junction boundary-mark, a second-class boundary-mark, the co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 26' 3''.4$ west of Greenwich meridian, latitude $8^{\circ} 33' 50''.0$ north, and altitude 732 metres ; it follows the line of the watershed between the Atlantic Ocean and the Pacific Ocean on the Darien Cordillera, passing through boundary-mark No. 8, situated on the Gandi Ridge, known as the Gandi second-class boundary-mark, the geographical co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 27' 1''.0$ west of Greenwich meridian, latitude $8^{\circ} 30' 58''.6$ north, and altitude 1,160 metres ; the frontier continues along the same line

borne de deuxième classe dont les coordonnées géographiques sont : $77^{\circ} 17' 33",0$ de longitude ouest du méridien de Greenwich, $8^{\circ} 13' 29",6$ de latitude nord et 1.415 mètres d'altitude ; elle continue le long de la même ligne de partage des eaux jusqu'à la borne numéro 10 située sur l'Alto Limón, borne dite d'Alto Limón, de deuxième classe, dont les coordonnées géographiques sont : $77^{\circ} 9' 24",1$ de longitude ouest du méridien de Greenwich, $7^{\circ} 58' 17",8$ de latitude nord et 604,7 mètres d'altitude ; la frontière suit la même ligne de partage des eaux et passe par la borne numéro 11, dite du Palo de las Letras, borne de deuxième classe dont les coordonnées géographiques sont : $77^{\circ} 20' 40",0$ de longitude ouest du méridien de Greenwich, $7^{\circ} 50' 45",9$ de latitude nord et 155 mètres d'altitude ; toujours le long de la même ligne de partage des eaux, la frontière passe par la borne numéro 12, dite borne de Mangle, de deuxième classe, dont les coordonnées géographiques sont : $77^{\circ} 35' 39",8$ de longitude ouest du méridien de Greenwich, $7^{\circ} 32' 12",4$ de latitude nord et 470 mètres d'altitude ; la frontière continue le long de la même ligne de partage des eaux, contourne les sources du Salaqui, puis suit la ligne de partage des eaux du Jurado et du Balsas en passant par la borne numéro 13, dite du Cruce, borne de deuxième classe dont les coordonnées géographiques sont : $77^{\circ} 44' 5",5$ de longitude ouest du méridien de Greenwich, $7^{\circ} 28' 25",5$ de latitude nord et 250 mètres d'altitude ; la frontière suit la ligne de partage des eaux du Jurado et du Balsas jusqu'aux « hauteurs d'Aspavé », en un point où cette ligne de partage est coupée par le méridien de $77^{\circ} 47' 33"$ de longitude ouest de Greenwich, qui définit les coordonnées approximatives arrêtées par les deux gouvernements dans l'échange de notes du 3 décembre 1937 en vue de résoudre la question qui fut soumise à leur décision par la Commission mixte dans le procès-verbal numéro 8 du 13 septembre 1937 et conformément à la décision prise dans le présent échange de notes pour déterminer l'emplacement exact et définitif de la borne des « hauteurs d'Aspavé ». Partant du point des « hauteurs d'Aspavé » ainsi décrit, la frontière suit une ligne droite jusqu'à la borne de première classe du littoral du Pacifique située en un point équidistant de Cocalito et de La Ardita, qui est la borne numéro 14, dénommée borne du Pacifique, dont les coordonnées géographiques sont : $77^{\circ} 53' 20",9$ de longitude ouest du méridien de Greenwich, $7^{\circ} 12' 39",3$ de latitude nord et 26 mètres d'altitude.

Les deux gouvernements déclarent définitivement achevés les travaux de la Commission mixte créée par l'article II du Traité de délimitation en date du 20 août 1924, lequel est considéré comme pleinement exécuté par les deux Hautes Parties contractantes, et, à partir de ce jour, chacun des deux pays demeure en possession de ses territoires respectifs.

Je me félicite avec vous de l'heureuse terminaison des travaux de délimitation de la frontière entre nos deux pays, et je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Alberto CAMACHO ANGARITA,
Ministre de Colombie. »

En réponse, j'ai l'honneur de vous faire savoir, au nom de mon gouvernement, que je suis entièrement d'accord quant au contenu de votre note reproduite ci-dessus, et, à mon tour, je tiens à exprimer la satisfaction que me procure l'heureux achèvement des travaux de délimitation de notre frontière.

Je vous prie d'agréer, etc.

(Signé) Narciso GARAY,
Ministre des Affaires étrangères
et des Communications.

Son Excellence
le Dr Alberto Camacho Angarita,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Colombie
à Panama.

of watershed and passes over No. 9 boundary-mark, known as the Tanela boundary-mark, a second-class boundary-mark, the geographical co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 17' 33''.0$ west of Greenwich meridian, latitude $8^{\circ} 13' 29''.6$ north, and altitude 1,415 metres ; it continues along the same line of watershed as far as boundary-mark No. 10, situated on the Alto Limón, known as the Alto Limón boundary-mark, a second-class boundary-mark, the geographical co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 9' 24''.1$ west of Greenwich meridian, latitude $7^{\circ} 58' 17''.8$ north, and altitude 604.7 metres ; the frontier follows the same line of watershed and passes through boundary-mark No. 11, which is known as the Palo de las Letras boundary-mark, a second-class boundary-mark, the geographical co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 20' 40''.0$ west of Greenwich meridian, latitude $7^{\circ} 50' 45''.9$ north, and altitude 155 metres ; continuing along the same line of watershed, the frontier passes through boundary-mark No. 12, known as the Mangle boundary-mark, a second-class boundary-mark, the geographical co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 35' 39''.8$ west of Greenwich meridian, latitude $7^{\circ} 32' 12''.4$ north, and altitude 470 metres ; the frontier continues along the same line of watershed, circles round the springs of Salaqui and then follows the line of watershed of the waters of the Jurado and Balsas, passing through boundary-mark No. 13, known as the boundary-mark of the Cruce, a second-class boundary-mark, the geographical co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 44' 5''.5$ west of Greenwich meridian, latitude $7^{\circ} 28' 25''.5$ north, and altitude 250 metres ; the frontier follows the line of the watershed of the Jurado and Balsas up to the " Heights of Aspavé ", to a point at which this line of watershed is intercepted by the meridian of longitude $77^{\circ} 47' 33''$ west of Greenwich, which defines the approximate co-ordinates agreed upon by the two Governments in the exchange of notes dated December 3rd, 1937, with a view to settling the question submitted for their decision by the Mixed Commission in No. 8 of their Records, dated September 13th, 1937, and in accordance with the Agreement reached by the present exchange of notes with a view to fixing the exact and final position of the boundary-mark known as the boundary-mark of the " Heights of Aspavé ". After the point known as the " Heights of Aspavé " thus described, the frontier runs in a straight line up to the first-class boundary-mark on the Pacific Coast situated at a point at an equal distance between Cocalito and La Ardita, which is boundary-mark No. 14, known as the boundary-mark of the Pacific, the geographical co-ordinates of which are : longitude $77^{\circ} 53' 20''.9$ west of Greenwich meridian, latitude $7^{\circ} 12' 39''.3$ north, and altitude 26 metres.

The two Governments declare that the work of the Mixed Commission established by Article II of the Boundary Treaty of August 20th, 1924, which is regarded as having been fully executed by the two High Contracting Parties, is finally completed, and that as from the present date each of the two countries shall remain in possession of its own territory.

I share your gratification at the satisfactory completion of the work of delimiting the frontier between our two countries, and I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) Alberto CAMACHO ANGARITA,
Minister of Colombia.

In reply, I have the honour to inform you, on behalf of my Government, that I am fully in agreement with the contents of your note which I have reproduced above, and that I in my turn desire to express my gratification at the satisfactory completion of the work of delimiting our frontier.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Narciso GARAY,
*Minister for Foreign Affairs
and Communications.*

His Excellency
Dr. Alberto Camacho Angarita,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Colombia
in Panama.

ANNEXE XLVII



ANNEX XLVII



ANNEXE XLVII

RATIFICATIONS, ADHÉSIONS, PROLONGATIONS, MODIFICATIONS, ETC.

No. 678. — PROTOCOL¹ ON ARBITRATION CLAUSES. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 24TH, 1923.

ACCESSION.

BURMA (excluding the Karenni States under His Majesty's suzerainty) October 19th, 1938.

In the exercise of the right provided in paragraph 2 of Article 1 of the Protocol, His Majesty limits, in respect of Burma, his obligations under paragraph 1 of Article 1 thereof to contracts which are considered as commercial under the law of Burma.

No. 1380. — CONVENTION² RELATIVE AU TRANSPORT EN TRANSIT DE L'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE, ET PROTOCOLE DE SIGNATURE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 9 DÉCEMBRE 1923.

ADHÉSION

EGYPTÉ 18 octobre 1938.

¹ Vol. XXVII, page 157 ; Vol. XXXI, page 260 ; Vol. XXXV, page 314 ; Vol. XXXIX, page 190 ; Vol. XLV, page 116 ; Vol. L, page 161 ; Vol. LIX, page 355 ; Vol. LXIX, page 79 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXXIII, page 393 ; Vol. LXXXVIII, page 312 ; Vol. XCVI, page 190 ; Vol. C, page 211 ; Vol. CIV, page 499 ; Vol. CVII, page 470 ; Vol. CXI, page 403 ; Vol. CXVII, page 55 ; Vol. CLVI, page 185 ; Vol. CLXXXI, page 356 ; and Vol. CLXXXV, page 372, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

³ Vol. LVIII, page 315 ; vol. LXXXIII, page 416 ; vol. XCII, page 399 ; vol. CXLVII, page 333 ; vol. CLII, page 295 ; et vol. CLX, page 342, de ce recueil.

ANNEX XLVII.

RATIFICATIONS, ACCESSIONS, PROLONGATIONS, MODIFICATIONS, ETC.

No. 678. — PROTOCOLE¹ RELATIF AUX CLAUSES D'ARBITRAGE. SIGNÉ A GENÈVE, LE 24 SEPTEMBRE 1923.

ADHÉSION

BIRMANIE (à l'exclusion des Etats Karenni sous la suzeraineté de Sa Majesté) 19 octobre 1938.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

En vue du droit prévu au paragraphe 2 de l'article premier du protocole, Sa Majesté restreint l'engagement pris en vertu du premier paragraphe de l'article premier, en ce qui concerne la Birmanie, aux contrats qui sont considérés comme commerciaux par le droit national de la Birmanie.

No. 1380. — CONVENTION² RELATING TO THE TRANSMISSION IN TRANSIT OF ELECTRIC POWER, AND PROTOCOL OF SIGNATURE. SIGNED AT GENEVA, DECEMBER 9TH, 1923.

ACCESSION.

EGYPT October 18th, 1938.

¹ Vol. XXVII, page 157 ; vol. XXXI, page 260 ; vol. XXXV, page 314 ; vol. XXXIX, page 190 ; vol. XLV, page 116 ; vol. L, page 161 ; vol. LIX, page 355 ; vol. LXIX, page 79 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXXIII, page 393 ; vol. LXXXVIII, page 312 ; vol. XCVI, page 190 ; vol. C, page 211 ; vol. CIV, page 499 ; vol. CVII, page 470 ; vol. CXI, page 403 ; vol. CXVII, page 55 ; vol. CLVI, page 185 ; vol. CLXXXI, page 356 ; et vol. CLXXXV, page 372, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

³ Vol. LVIII, page 315 ; Vol. LXXXIII, page 416 ; Vol. XCII, page 399 ; Vol. CXLVII, page 333 ; Vol. CLII, page 295 ; and Vol. CLX, page 342, of this Series.

N^o 1845. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE DE L'OPIUM, ADOPTÉE PAR LA DEUXIÈME CONFÉRENCE DE L'OPIUM (SOCIÉTÉ DES NATIONS), ET PROTOCOLE Y RELATIF. SIGNÉS A GENÈVE, LE 19 FÉVRIER 1925.

No. 1845. — INTERNATIONAL OPIUM CONVENTION¹, ADOPTED BY THE SECOND OPIUM CONFERENCE (LEAGUE OF NATIONS), AND PROTOCOL RELATING THERETO. SIGNED AT GENEVA, FEBRUARY 19TH, 1925.

ADHÉSION

HAÏTI 30 novembre 1938.

ACCESSION.

HAITI November 30th, 1938.

No. 2096. — CONVENTION² ON THE EXECUTION OF FOREIGN ARBITRAL AWARDS. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 26TH, 1927.

N^o 2096. — CONVENTION² POUR L'EXÉCUTION DES SENTENCES ARBITRALES ÉTRANGÈRES. SIGNÉE A GENÈVE, LE 26 SEPTEMBRE 1927.

Application to Burma.

BURMA (excluding the Karenni States under His Majesty's suzerainty)... .. October 19th, 1938.

Application à la Birmanie.

BIRMANIE (à l'exclusion des Etats Karenni sous la suzeraineté de Sa Majesté) 19 octobre 1938.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

In view of the provisions of Article 1 of the Convention which limits its application to awards made in pursuance of agreements covered by the Protocol on Arbitration Clauses signed at Geneva on September 24th, 1923,

En vue des dispositions de l'article premier de la convention qui limite l'application de celle-ci aux sentences arbitrales rendues à la suite d'un compromis ou d'une clause compromissoire prévus par le Protocole relatif aux

¹ Vol. LXXXI, page 317; vol. LXXXVIII, page 390; vol. XCII, page 409; vol. XCVI, page 204; vol. C, page 249; vol. CIV, page 516; vol. CVII, page 525; vol. CXI, page 411; vol. CXVII, page 290; vol. CXXII, page 355; vol. CXXXIV, page 407; vol. CLVI, page 205; vol. CLX, page 348; et vol. CLXVIII, page 233, de ce recueil.

² Vol. XCII, page 301; Vol. XCVI, page 205; Vol. C, page 259; Vol. CIV, page 526; Vol. CVII, page 528; Vol. CXI, page 414; Vol. CXVII, page 303; Vol. CXXX, page 457; Vol. CLVI, page 210; Vol. CLXXXI, page 389; and Vol. CLXXXV, page 391, of this Series.

³ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Vol. LXXXI, page 317; Vol. LXXXVIII, page 390; Vol. XCII, page 409; Vol. XCVI, page 204; Vol. C, page 249; Vol. CIV, page 516; Vol. CVII, page 525; Vol. CXI, page 411; Vol. CXVII, page 290; Vol. CXXII, page 355; Vol. CXXXIV, page 407; Vol. CLVI, page 205; Vol. CLX, page 348; and Vol. CLXVIII, page 233, of this Series.

² Vol. XCII, page 301; vol. XCVI, page 205; vol. C, page 259; vol. CIV, page 526; vol. CVII, page 528; vol. CXI, page 414; vol. CXVII, page 303; vol. CXXX, page 457; vol. CLVI, page 210; vol. CLXXXI, page 389; et vol. CLXXXV, page 391, de ce recueil.

³ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

and in view of the exercise by His Majesty of the right to limit his obligations in respect of Burma under the said Protocol to contracts which are considered as commercial under the law of Burma, His Majesty's obligations in respect of Burma under the Convention of September 26th, 1927, are also limited to the said contracts.

clauses d'arbitrage signé à Genève le 24 septembre 1923, et en vue de l'usage fait par Sa Majesté de la liberté de restreindre l'engagement pris en vertu dudit protocole, en ce qui concerne la Birmanie, aux contrats qui sont considérés comme commerciaux par le droit national de la Birmanie, les obligations de Sa Majesté découlant de la Convention du 26 septembre 1927, en ce qui concerne la Birmanie, sont également limitées à ces contrats.

No 2733. — CONVENTION¹ POUR L'AMÉLIORATION DU SORT DES BLESSÉS ET DES MALADES DANS LES ARMÉES EN CAMPAGNE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 27 JUILLET 1929.

No. 2733. — CONVENTION¹ FOR THE AMELIORATION OF THE CONDITION OF THE WOUNDED AND SICK IN ARMIES IN THE FIELD. SIGNED AT GENEVA, JULY 27TH, 1929.

Application à la Birmanie.

La Birmanie, qui participait en tant que partie de l'Inde à cette convention, a été séparée de l'Empire indien le 1^{er} avril 1937 et, son statut étant devenu celui d'un territoire britannique d'outre-mer, elle doit être considérée, depuis cette date, comme partie à ladite convention en vertu de la signature et de la ratification du Royaume-Uni.

Enregistrée le 26 novembre 1938 à la demande du Conseil fédéral suisse.

Application to Burma.

Burma, formerly a Party to this Convention by reason of her inclusion in India, was separated from the Indian Empire on April 1st, 1937. Having on that date acquired the status of a British oversea territory, she is now to be considered a Party to the Convention in virtue of the United Kingdom's signature and ratification thereof.

Registered on November 26th, 1938, at the request of the Swiss Federal Council.

¹ Vol. CXVIII, page 303; vol. CXXII, page 367; vol. CXXXVI, page 460; vol. CXXX, page 468; vol. CXXXIV, page 431; vol. CXXXVIII, page 452; vol. CXLII, page 376; vol. CXLVII, page 351; vol. CLVI, page 229; vol. CLX, page 383; vol. CLXIV, page 388; vol. CLXXII, page 413; vol. CLXXVII, page 407; et vol. CLXXXI, page 393, de ce recueil.

¹ Vol. CXVIII, page 303; Vol. CXXII, page 367; Vol. CXXXVI, page 460; Vol. CXXX, page 468; Vol. CXXXIV, page 431; Vol. CXXXVIII, page 452; Vol. CXLII, page 376; Vol. CXLVII, page 351; Vol. CLVI, page 229; Vol. CLX, page 383; Vol. CLXIV, page 388; Vol. CLXXII, page 413; Vol. CLXXVII, page 407; and Vol. CLXXXI, page 393, of this Series.

No 2734. — CONVENTION¹ RELATIVE AU TRAITEMENT DES PRISONNIERS DE GUERRE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 27 JUILLET 1929.

Application à la Birmanie.

La Birmanie, qui participait en tant que partie de l'Inde à cette convention, a été séparée de l'Empire indien le 1^{er} avril 1937 et, son statut étant devenu celui d'un territoire britannique d'outre-mer, elle doit être considérée, depuis cette date, comme partie à ladite convention en vertu de la signature et de la ratification du Royaume-Uni.

Enregistrée le 26 novembre 1938 à la demande du Conseil fédéral suisse.

No. 2734. — CONVENTION¹ RELATIVE TO THE TREATMENT OF PRISONERS OF WAR. SIGNED AT GENEVA, JULY 27TH, 1929.

Application to Burma.

Burma, formerly a Party to this Convention by reason of her inclusion in India, was separated from the Indian Empire on April 1st, 1937. Having on that date acquired the status of a British oversea territory, she is now to be considered a Party to the Convention in virtue of the United Kingdom's signature and ratification thereof.

Registered on November 26th, 1938, at the request of the Swiss Federal Council.

No. 3119. — INTERNATIONAL LOAD LINE CONVENTION², WITH FINAL PROTOCOL AND ANNEXES. SIGNED AT LONDON, JULY 5TH, 1930.

DECLARATION³ BY THE PRINCIPAL SECRETARY OF STATE FOR FOREIGN AFFAIRS OF HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, REGARDING THE MODIFICATION OF ANNEX II TO THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. LONDON, AUGUST 23RD, 1938.

Registered on November 9th, 1938, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

No 3119. — CONVENTION² INTERNATIONALE SUR LES LIGNES DE CHARGE, AVEC PROTOCOLE FINAL ET ANNEXES. SIGNÉS A LONDRES, LE 5 JUILLET 1930.

DÉCLARATION³ DU PRINCIPAL SECRÉTAIRE D'ÉTAT POUR LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, RELATIVE A UNE MODIFICATION DE L'ANNEXE II DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. LONDRES, LE 23 AOUT 1938.

Enregistrée le 9 novembre 1938 à la demande du secrétaire d'État aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

¹ Vol. CXVIII, page 343 ; vol. CXXII, page 367 ; vol. CXXVI, page 460 ; vol. CXXX, page 468 ; vol. CXXXIV, page 432 ; vol. CXXXVIII, page 452 ; vol. CXLII, page 376 ; vol. CXLVII, page 352 ; vol. CLVI, page 230 ; vol. CLX, page 383 ; vol. CLXIV, page 389 ; vol. CLXXII, page 413 ; et vol. CLXXXI, page 393, de ce recueil.

² Vol. CXXXV, page 301 ; Vol. CXLII, page 392 ; Vol. CXLVII, page 354 ; Vol. CLII, page 313 ; Vol. CLVI, page 256 ; Vol. CLX, page 417 ; Vol. CLXIV, page 393 ; Vol. CLXXII, page 423 ; and Vol. CLXXXV, page 405, of this Series.

³ Came into force August 23rd, 1938.

¹ Vol. CXVIII, page 343 ; Vol. CXXII, page 367 ; Vol. CXXVI, page 460 ; Vol. CXXX, page 468 ; Vol. CXXXIV, page 432 ; Vol. CXXXVIII, page 452 ; Vol. CXLII, page 376 ; Vol. CXLVII, page 352 ; Vol. CLVI, page 230 ; Vol. CLX, page 383 ; Vol. CLXIV, page 389 ; Vol. CLXXII, page 413 ; and Vol. CLXXXI, page 393, of this Series.

² Vol. CXXXV, page 301 ; vol. CXLII, page 392 ; vol. CXLVII, page 354 ; vol. CLII, page 313 ; vol. CLVI, page 256 ; vol. CLX, page 417 ; vol. CLXIV, page 393 ; vol. CLXXII, page 423 ; et vol. CLXXXV, page 405, de ce recueil.

³ Entrée en vigueur le 23 août 1938.

Whereas by the provisions of paragraph 1 of Article 20 of the International Convention respecting Load Lines, signed in London on the 5th July, 1930, viz :

“ Modifications of this Convention which may be deemed useful or necessary improvements may at any time be proposed by any Contracting Government to the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, and such proposals shall be communicated by the latter to all the other Contracting Governments, and if any such modifications are accepted by all the Contracting Governments (including Governments which have deposited ratifications or accessions which have not yet become effective) this Convention shall be modified accordingly.”

the provisions of the Convention may be modified ;

And Whereas the Government of the Commonwealth of Australia, being a Contracting Government, have proposed a modification of Annex II to the Convention the terms of which are as follows :

After the words “ south of latitude 11° South ” in paragraph (6) (a) of the section headed “ Seasonal Areas ”, there shall be added the words “ Mackay to be considered as being on the boundary of the ‘ Seasonal Tropical ’ and ‘ Summer ’ zones ” ;

And Whereas the said modification, having been communicated, according to the provisions of the said Article 20, to all the other Contracting Governments (including Governments which have deposited ratifications or accessions which have not yet become effective), is accepted by the said Governments ;

I the Undersigned, Principal Secretary of State for Foreign Affairs of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, hereby declare that, as from this date, Annex II to the said Convention is modified accordingly.

In witness whereof I have signed the present declaration with my own hand.

Done at the Foreign Office, London, the 23rd day of August 1938.

HALIFAX.

Considérant que conformément à l’alinéa 1 de l’article 20 de la Convention internationale sur les lignes de charge, signée à Londres le 5 juillet 1930, à savoir :

« Les modifications à la présente convention qui pourraient être considérées comme des améliorations utiles ou nécessaires peuvent en tout temps être proposées par un gouvernement contractant au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord. Ces propositions doivent être communiquées par ce dernier à tous les autres gouvernements contractants ; si l’une quelconque de ces modifications est acceptée par tous les gouvernements contractants (y compris les gouvernements ayant déposé des ratifications ou adhésions qui ne sont pas encore devenues effectives) la présente convention sera modifiée en conséquence. »

les dispositions de la convention peuvent être modifiées ;

Considérant que le Gouvernement du Commonwealth d’Australie, en qualité de gouvernement contractant, a proposé une modification de l’annexe II de la convention dans les termes ci-après :

Après les mots « au sud du parallèle de latitude 11° S » à l’alinéa 6 a) de la section intitulée « Régions périodiques » seront ajoutés les mots « Mackay est considéré comme étant sur la ligne de démarcation de la « zone tropicale périodique » et la « zone d’été » » ;

Considérant que ladite modification, ayant été communiquée, conformément aux dispositions dudit article 20, à tous les autres gouvernements contractants (y compris les gouvernements ayant déposé des ratifications ou adhésions qui ne sont pas encore devenues effectives), est acceptée par lesdits gouvernements ;

Je soussigné, principal secrétaire d’Etat pour les Affaires étrangères de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d’Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, déclare qu’à partir de cette date, l’annexe II de ladite convention est modifiée en conséquence.

En foi de quoi j’ai signé la présente déclaration de ma propre main.

Fait au Foreign Office, Londres, le 23 août 1938.

HALIFAX.

N^o 3145. — CONVENTION¹ POUR L'UNIFICATION DE CERTAINES RÈGLES RELATIVES AU TRANSPORT AÉRIEN INTERNATIONAL, ET PROTOCOLE ADDITIONNEL. SIGNÉS A VARSOVIE, LE 12 OCTOBRE 1929.

No. 3145. — CONVENTION¹ FOR THE UNIFICATION OF CERTAIN RULES RELATING TO INTERNATIONAL CARRIAGE BY AIR, AND ADDITIONAL PROTOCOL. SIGNED AT WARSAW, OCTOBER 12TH, 1929.

ADHÉSION

PROTECTORAT D'ADEN 14 septembre 1938.

Enregistrée le 14 décembre 1938 à la demande du Ministère des Affaires étrangères de la République de Pologne.

ACCESSION.

PROTECTORATE OF
ADEN September 14th, 1938.

Registered on December 14th, 1938, at the request of the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Poland.

N^o 3479. — CONVENTION² INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS. SIGNÉE A MADRID, LE 9 DÉCEMBRE 1932.

No. 3479. — INTERNATIONAL TELECOMMUNICATION CONVENTION.² SIGNED AT MADRID, DECEMBER 9TH, 1932.

ADHÉSION

NOUVELLES-HÉBRIDES 9 décembre 1938.

Enregistrée le 24 décembre 1938 à la demande du ministre des Affaires étrangères d'Espagne.

ACCESSION.

NEW HEBRIDES, December 9th, 1938.

Registered on December 24th, 1938, at the request of the Spanish Minister for Foreign Affairs.

¹ Vol. CXXXVII, page 11 ; vol. CXLII, page 393 ; vol. CXLVII, page 355 ; vol. CLVI, page 258 ; vol. CLX, page 418 ; vol. CLXIV, page 395 ; vol. CLXXII, page 425 ; vol. CLXXVII, page 420 ; vol. CLXXXI, page 397 ; et vol. CLXXXV, page 406, de ce recueil.

² Vol. CLI ; vol. CLVI, page 323 ; vol. CLX, page 440 ; vol. CLXIV, page 431 ; vol. CLXXXI, page 423 ; vol. CLXXXV, page 412 ; et vol. CLXXXIX, page 486, de ce recueil.

¹ Vol. CXXXVII, page 11 ; Vol. CXLII, page 393 ; Vol. CXLVII, page 355 ; Vol. CLVI, page 258 ; Vol. CLX, page 418 ; Vol. CLXIV, page 395 ; Vol. CLXXII, page 425 ; Vol. CLXXVII, page 420 ; Vol. CLXXXI, page 397 ; and Vol. CLXXXV, page 406, of this Series.

² Vol. CLI ; Vol. CLVI, page 323 ; Vol. CLX, page 441 ; Vol. CLXIV, page 431 ; Vol. CLXXXI, page 423 ; Vol. CLXXXV, page 412 ; and Vol. CLXXXIX, page 486, of this Series.

No. 3518. — CONVENTION¹ BETWEEN BELGIUM AND GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND SUPPLEMENTARY TO THE CONVENTION OF JUNE 21ST, 1922, TO FACILITATE THE CONDUCT OF LEGAL PROCEEDINGS, SIGNED AT BRUSSELS, NOVEMBER 4TH, 1932.

N^o 3518. — CONVENTION¹ ENTRE LA BELGIQUE ET LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ADDITIONNELLE A LA CONVENTION DU 21 JUIN 1922 POUR FACILITER L'ACCOMPLISSEMENT DES ACTES DE PROCÉDURE. SIGNÉE A BRUXELLES, LE 4 NOVEMBRE 1932.

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE BELGIAN GOVERNMENT AND HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN NEW ZEALAND RESPECTING THE ACCESSION OF NEW ZEALAND TO THE ABOVE-MENTIONED SUPPLEMENTARY CONVENTION. BRUSSELS, JULY 29TH AND AUGUST 10TH, 1938.

ECHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT BELGE ET LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ EN NOUVELLE-ZÉLANDE RELATIF A L'ADHÉSION DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE A LA CONVENTION ADDITIONNELLE SUSMENTIONNÉE. BRUXELLES, LES 29 JUILLET ET 10 AOUT 1938.

Registered on November 9th, 1938, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

Enregistré le 9 novembre 1938 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

^a TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 156.
(387/2/38.)

BRUSSELS, *July 29th, 1938.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

At the instance of His Majesty's Government in the Dominion of New Zealand, I have the honour to notify to Your Excellency in accordance with Article 9 (1) of the Supplementary Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at Brussels on 4th November, 1932, the accession of His Majesty to that Convention in respect of New Zealand.

2. In accordance with Article 9 (1) of the Convention, the accession now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 29th August next.

¹ Vol. CLIII, page 251; Vol. CLX, page 446; and Vol. CLXIV, page 432, of this Series.

^a Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

I.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 156.
(387/2/38.)

BRUXELLES, *le 29 juillet 1938.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

Sur la demande du Gouvernement de Sa Majesté dans le Dominion de Nouvelle-Zélande, j'ai l'honneur de notifier à Votre Excellence, conformément à l'article 9 (1) de la Convention additionnelle relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Bruxelles le 4 novembre 1932, l'adhésion de Sa Majesté à cette convention en ce qui concerne la Nouvelle-Zélande.

2. En vertu de l'article 9 (1) de la convention, cette adhésion prendra effet un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 29 août prochain.

¹ Vol. CLIII, page 251; vol. CLX, page 446; et vol. CLXIV, page 432, de ce recueil.

^a Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

3. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

R. H. CLIVE.

His Excellency
Monsieur Paul-Henri Spaak,
Minister for Foreign Affairs.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU COMMERCE EXTÉRIEUR.
DIRECTION GÉNÉRALE C.
3^e BUREAU.
N^o 31029 AJ/GB/5.

BRUXELLES, le 10 août 1938.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Comme suite à l'office de Votre Excellence du 27 juillet dernier, N^o 156 (387/2/38), j'ai l'honneur de lui faire connaître que le Gouvernement du Roi marque son accord sur la décision du Gouvernement britannique d'étendre à la Nouvelle-Zélande, à partir du 29 août 1938, l'application de la Convention anglo-belge du 4 novembre 1932, concernant la caution *judicatum solvi*, l'assistance judiciaire et la contrainte par corps.

Je saisis cette occasion, Monsieur l'Ambassadeur, de renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma très haute considération.

Pour le Ministre,
Le Secrétaire général,
F. VAN LANGENHOVE.

Son Excellence
le très honorable sir R. H. Clive,
Ambassadeur de Sa Majesté britannique,
à Bruxelles.

3. En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisis cette occasion, etc.

R. H. CLIVE.

Son Excellence
Monsieur Paul-Henri Spaak,
Ministre des Affaires étrangères.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS
AND FOREIGN TRADE.
DIRECTION GÉNÉRALE C.
3RD BUREAU.
No. 31029 AJ/GB/5.

BRUSSELS, August 10th, 1938.

SIR,

In reply to Your Excellency's note of July 29th last, No. 156 (387/2/38), I have the honour to inform you that the King's Government is in agreement with the decision of the British Government to extend to New Zealand, as from August 29th, 1938, the application of the Anglo-Belgian Convention of November 4th, 1932, concerning security for costs, legal assistance and imprisonment for debt.

I avail myself of this opportunity, etc.

For the Minister :
F. VAN LANGENHOVE,
Secretary-General.

His Excellency
The Rt. Hon. Sir R. H. Clive,
His Britannic Majesty's Ambassador
at Brussels.

No. 3740. — AGREEMENT¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF POLAND IN REGARD TO TRADE AND COMMERCE, WITH ANNEXES, PROTOCOL AND NOTES. SIGNED AT LONDON, FEBRUARY 27TH, 1935.

N° 3740. — ACCORD¹ COMMERCIAL ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, AVEC ANNEXES, PROTOCOLE ET NOTES. SIGNÉS A LONDRES, LE 27 FÉVRIER 1935.

EXCHANGE OF NOTES² CONSTITUTING AN ARRANGEMENT REGARDING THE POLISH TRANSLATION OF THE EXPRESSION "HOOK AND EYE TAPE" IN THE FIRST SCHEDULE ATTACHED TO THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. WARSAW, JANUARY 30TH, 1937.

ECHANGE DE NOTES² COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A LA TRADUCTION POLONAISE DE L'EXPRESSION « BOUTONS DE JARRETIÈRES » DANS LE PREMIER TABLEAU ANNEXÉ A L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. VARSOVIE, LE 30 JANVIER 1937.

Registered on November 9th, 1938, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

Enregistré le 9 novembre 1938 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

I.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

MINISTERSTWO SPRAW ZAGRANICZNYCH.

No. P. II. WB/65/2/37.

PANIE AMBASADORZE,

W odpowiedzi na notę z dnia 28 lutego 1936 r. Nr. 31, którą Wasza Ekscelecja zechciała mi przesłać w sprawie zmiany w tekście polskim jednej z pozycji listy pierwszej, załączonej do Układu Handlowego między Rządem Rzeczypospolitej Polskiej a Rządem Zjednoczonego Królestwa Wielkiej Brytanii i Północnej Irlandii, podpisanego w Londynie dnia 27 lutego 1935 r., mam zaszczyt zaproponować, w imieniu Rządu Polskiego, następujące Porozumienie :

1. Ponieważ polski tekst pozycji 1014 p. 1 listy pierwszej załączonej do Układu Handlowego między Rządem Rzeczypospolitej Polskiej a Rządem Zjednoczonego Królestwa Wielkiej Brytanii i Północnej Irlandii z dnia 27 lutego 1935 r., został zrezagowany, jak następuje :

« haftki naszyte na tkaninie »,

¹ Vol. CLXII, page 181 ; and Vol. CLXXXV, page 431, of this Series.

² Came into force February 19th, 1937.

³ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

I.

³ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

No. P. II. W.B./65/2/37.

YOUR EXCELLENCY,

In reply to the note No. 31 of February 28th, 1936, which Your Excellency was good enough to address to me with regard to the modification of the Polish text of one of the items of the First Schedule of the Commercial Agreement between the Government of the Republic of Poland and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, signed in London on February 27th, 1935, I have the honour, on behalf of the Polish Government, to propose the following Arrangement :

(1) The Polish text of item 1014 ex 1 of the First Schedule of the Commercial Agreement of February 27th, 1935, between the Government of the Republic of Poland and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland being worded as follows :

“ haftki naszyte na tkaninie ”,

¹ Vol. CLXII, page 181 ; et vol. CLXXXV, page 431, de ce recueil.

² Entré en vigueur le 19 février 1937.

³ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

⁴ Hook and eye tape.

Umawiające się Rządy, które zawarły powyższy Układ z dnia 27 lutego 1935 r., zgadzają się na zastąpienie tego tekstu tekstem następującym :

« haftki naszyte lub inaczej przymocowane do tkaniny ».

2. Niniejsze Porozumienie wejdzie w życie 15-go dnia od daty ustalonej za wspólną zgodą przez Umawiające się Rządy, które wymienia w tym celu odnośne noty, i będzie obowiązywało tak długo, jak wspomniany Układ Handlowy z dnia 27 lutego 1935 roku.

3. Postanowienia punktu 1-go niniejszego Porozumienia będą stosowane prowizorycznie, począwszy od 20-go dnia po dacie wymiany not, stanowiących niniejsze Porozumienie, przyczym prowizorium to przestanie działać od daty wejścia formalnego w życie tegoż Porozumienia, zgodnie z jego punktem 2-im.

Bylbym zobowiązany Waszej Ekscelencji za powiadomienie mnie czy Rząd Jego Królewskiej Mości w Zjednoczonym Królestwie przyjmuje Porozumienie zaproponowane w niniejszej notcie.

Zechce Pan, Panie Ambasadorze, przyjęć wyrazy mego bardzo wysokiego poważania.

WARSZAWA, dnia 30 stycznia 1937 r.

SZEMBEK.

Jego Ekscelencja
Sir Howard William Kennard,
K.C.M.G., C.V.O.,
Ambasador Nadzwyczajny i Pełnomocny
Wielkiej Brytanii
w Warszawie.

the contracting Governments which have concluded the aforesaid Agreement of February 27th, 1935, are resolved to replace this text by the following text :

“ haftki naszyte lub inaczej przymocowane do tkaniny ”.

(2) The present Arrangement will enter into force on the fifteenth day after the date to be fixed by mutual agreement between the contracting Governments in a subsequent exchange of notes and will have the same duration as the aforesaid Commercial Agreement of February 27th, 1935.

(3) The provisions of paragraph (1) above will be applied provisionally from the twentieth day after the date of the exchange of notes which constitutes the present Arrangement, its provisional application ceasing to have effect on the date on which it enters formally into force in accordance with paragraph (2) above.

I request that Your Excellency will be good enough to inform me whether His Majesty's Government in the United Kingdom accept the Arrangement proposed in the present note.

I have the honour to be, etc.

WARSAW, January 30th, 1937.

SZEMBEK.

His Excellency
Sir Howard William Kennard,
K.C.M.G., C.V.O.,
His Britannic Majesty's
Ambassador Extraordinary
and Plenipotentiary
at Warsaw.

II.

BRITISH EMBASSY.

No. 20.
(20/9/37.)

YOUR EXCELLENCY,

In your note No. P. II. WB.65/2/37 of January 30th, 1937, Your Excellency was good enough to communicate to me the following :

“ In reply to the note No. 31 of February 28th, 1936, which Your Excellency was good enough to address to me with regard to the modification of the Polish text of one of the items of the First Schedule of the Commercial Agreement between the Government of the Republic of Poland and the Government of the United Kingdom of Great Britain

WARSAW, January 30th, 1937.

and Northern Ireland, signed in London on February 27th, 1935, I have the honour, on behalf of the Polish Government, to propose the following Arrangement :

“ (1) The Polish text of item 1014 ex 1 of the First Schedule of the Commercial Agreement of February 27th, 1935, between the Government of the Republic of Poland and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland being worded as follows : ‘ haftki naszyte na tkaninie ¹’, the contracting Governments which have concluded the aforesaid Agreement of February 27th, 1935, are resolved to replace this text by the following text : ‘ Haftki naszyte lub inaczej przymocowane do tkaniny’.

“ (2) The present Arrangement will enter into force on the fifteenth day after the date to be fixed by mutual agreement between the contracting Governments in a subsequent exchange of notes and will have the same duration as the aforesaid Commercial Agreement of February 27th, 1935.

“ (3) The provisions of paragraph (1) above will be applied provisionally from the twentieth day after the date of the exchange of notes which constitutes the present Arrangement, its provisional application ceasing to have effect on the date on which it enters formally into force in accordance with paragraph (2) above.

“ I request that Your Excellency will be good enough to inform me whether His Majesty's Government in the United Kingdom accept the Arrangement proposed in the present note.”

2. In acknowledging receipt of the above note I have the honour to inform Your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom accept the Arrangement proposed therein.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

H. KENNARD.

His Excellency
Count J. Szembek,
Acting Minister for Foreign Affairs,
Warsaw.

• TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N° P. II. WB/65/2/37.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

En réponse à la note n° 31, en date du 28 février 1936, que Votre Excellence a bien voulu m'adresser au sujet de la modification du texte polonais de l'une des positions du premier tableau annexé à l'Accord commercial entre le Gouvernement de la République de Pologne et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, signé à Londres le 27 février 1935, j'ai l'honneur de proposer, au nom du Gouvernement polonais, l'arrangement ci-après :

1. Le texte polonais de la position 1014 ex 1, du premier tableau annexé à l'Accord commercial conclu entre le Gouvernement de la République de Pologne et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le 27 février 1935, est rédigé comme suit :

« haftki naszyte na tkaninie »¹.

¹ Boutons de jarretières.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Les gouvernements contractants, qui ont conclu l'Accord précité du 27 février 1935, conviennent de remplacer ce texte par le texte suivant :

« haftki naszyte lub inaczej przymocowane do tkaniny ».

2. Le présent arrangement entrera en vigueur le quinzième jour qui suivra la date fixée d'un commun accord par les gouvernements contractants, lesquels procéderont à cet effet à l'échange de notes nécessaire ; ledit arrangement demeurera en vigueur aussi longtemps que l'Accord commercial précité du 27 février 1935.

3. Les dispositions de l'alinéa premier ci-dessus recevront une application provisoire à partir du vingtième jour suivant la date de l'échange de notes constituant le présent arrangement ; ce régime provisoire prendra fin à partir de la date à laquelle le présent arrangement entrera officiellement en vigueur, conformément au paragraphe 2 ci-dessus.

Je serais reconnaissant à Votre Excellence de bien vouloir me faire savoir si le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni accepte l'arrangement proposé dans la présente note.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'expression de ma très haute considération.

VARSOVIE, le 30 janvier 1937.

SZEMBEK.

Son Excellence,
Sir Howard William Kennard,
K.C.M.G., C.V.O.,
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique
à Varsovie.

II.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 20.
(20/9/37.)

VARSOVIE, le 30 janvier 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par votre note n^o P. II. WB.65/2/37, en date du 30 janvier 1937, Votre Excellence a bien voulu me communiquer ce qui suit :

(Voir note I.)

2. En accusant réception de la note ci-dessus, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni accepte l'arrangement qui y est proposé.

Je saisis cette occasion, etc.

H. KENNARD.

Son Excellence
le comte J. Szembek,
Ministre des Affaires étrangères par intérim,
Varsovie.

EXCHANGES OF NOTES CONSTITUTING ARRANGEMENTS REGARDING AMENDMENTS OF THE COMMERCIAL AGREEMENT OF FEBRUARY 27TH, 1935. WARSAW, JULY 31ST AND SEPTEMBER 30TH, 1937.

ECHANGES DE NOTES COMPORTANT DES ARRANGEMENTS RELATIFS A DES MODIFICATIONS DE L'ACCORD COMMERCIAL DU 27 FÉVRIER 1935. VARSOVIE, LES 31 JUILLET ET 30 SEPTEMBRE 1937.

Registered on November 9th, 1938, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

Enregistré le 9 novembre 1938 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

I.¹

MR. AVELING TO M. BECK.

WARSAW, July 31st, 1937.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to previous correspondence in regard to the fact that certain of the Customs rebates granted by the Polish Government in respect of chemical products manufactured in and exported from the United Kingdom, enumerated in the First Schedule attached to the Commercial Agreement between Poland and the United Kingdom, signed in London on the 27th February, 1935, have ceased to have effect, in accordance with the terms of that Agreement, I have the honour, under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to propose to your Excellency the following Arrangement consisting of the present note and the note containing your Excellency's acknowledgment thereof:

(1) The Polish Government undertake to apply up to the 31st December, 1937, the Customs rebates indicated below in the event of importation into the Polish Customs Territory of the following chemical products manufactured in and exported from the United Kingdom:

Tariff No.	Article.	Rate of duty in złote per 100 kg.
ex 311	Chloride of tin for industrial purposes — under permit from the Ministry of Finance	22.50 until 31.12.1937
ex 334	Cream of tartar (refined acid tartrate of potash) . .	Free until 31.12.1937
ex 339	Benzoic acid—under permit from the Ministry of Finance.	60 until 31.12.1937
ex 393, ex (1) 397	Benzyl chloride; benzal chloride	9 until 31.12.1937
	Amino compounds of the aromatic series, their derivatives and salts:	
	ex (1) Ortho, meta and para toluidine and mixed	15 until 31.12.1937
	ex (2) Dimethylaniline, ethyl benzyl aniline and its sulphonic acid	75 until 31.12.1937
	(10) Aminoanthraquinone (alpha and beta) . .	35 until 31.12.1937
398 (1) a	Resorcin	20 until 31.12.1937

¹ Came into force provisionally on August 20th, 1937.

¹ Entré provisoirement en vigueur le 20 août 1937.

Tariff No.	Article.	Rate of duty in zloté per 100 kg.
ex 399, (1)	Dimethyl-aminophenol ; diethylaminophenol	105 until 31.12.1937
ex 400, (1)	Phenylsulphomethyl pyrazolone, phenylmethyl pyrazolone	35 until 31.12.1937
ex 401	Michler's ketone	105 until 31.12.1937
ex 402	Phenylhydrazine	75 until 31.12.1937

(2) The present Arrangement will enter into force on the thirtieth day after the date to be fixed by mutual agreement in a subsequent exchange of notes, and will remain in force as long as the Agreement between Poland and the United Kingdom of the 27th February, 1935, remains in force.

(3) The provisions of paragraph (1) above will be applied provisionally from the twentieth day after the date of this Arrangement.

2. I request that your Excellency will be good enough to inform me whether the Polish Government accept this Arrangement.

I avail, etc.

A. F. AVELING.

II.

M. BECK TO MR AVELING.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

WARSZAWA, dnia 31 lipca 1937.

PANIE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Notą swą z dnia 31 lipca 1937r. zechciał mi Pan zakomunikować co następuje :

« EKSCLENCJO,

Powołując się na poprzednią korespondencję dotyczącą pewnych zniżek celnych przyznanych przez Rząd Polski na wyroby chemiczne, przetworzone w Zjednoczonym Królestwie i stamtąd wywożone, a wymienione w liście pierwszej załączonej do Umowy Handlowej pomiędzy Polską a Zjednoczonym Królestwem, podpisanej w Londynie dn. 27 lutego 1935, które to zniżki przestały obowiązywać zgodnie z postanowieniami tej Umowy- z polecenia Głównego Sekretarza Stanu Jego Królewskiej Mości dla Spraw Zagranicznych, mam zaszczyt zaproponować Waszej Ekscelencji następujące porozu-

II.

MR. BECK TO MR. AVELING.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

WARSAW, July 31st, 1937.

M. LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

In your note of the 31st July, 1937, you were good enough to communicate to me the following :

“ YOUR EXCELLENCY,

With reference to previous correspondence in regard to the fact that certain of the Customs rebates granted by the Polish Government in respect of chemical products manufactured in and exported from the United Kingdom, enumerated in the First Schedule attached to the Commercial Agreement between Poland and the United Kingdom, signed in London on the 27th February, 1935, have ceased to have effect, in accordance with the terms of that Agreement, I have the honour, under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to propose to your Excellency

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

mienie, składające się z niniejszej noty i noty, zawierającej jej potwierdzenie przez Waszą Ekszelencję :

(1) Rząd Polski zobowiązuje się stosować do 31 grudnia 1937r. zniżki celne wymienione poniżej na wypadek wwozu do Polskiego Obszaru Celnego, następujących wyrobów chemicznych, przetworzonych w Zjednoczonym Królestwie i stamtąd wywożonych :

the following Arrangement consisting of the present note and the note containing your Excellency's acknowledgment thereof :

(1) The Polish Government undertake to apply up to the 31st December, 1937, the Customs rebates indicated below in the event of importation into the Polish Customs Territory of the following chemical products manufactured in and exported from the United Kingdom:

Poz. Taryfy Celnej Polskiej.	Nazwa towaru.	Cło od 100 kg. w złotych.	Tariff No.	Article	Rate of duty in złote per 100 kg.
z 311	Chlorek cynowy — do celów przemysłowych za pozwoleniem Ministra Skarbu . . .	22,50 do 31.XII 1937	ex 311	Chloride of tin for industrial purposes — under permit from the Ministry of Finance	22,50 until 31.12.1937
z 334	Creomor tartari (oczyszczony kwaśny winian potasu)	b.c. do 31.XII 1937	ex 334	Cream of tartar (refined acid tartrate of potash) . .	Free until 31.12.1937
z 339	Kwas benzoosowy, za pozwoleniem Ministra Skarbu	60 do 31.XII 1937	ex 339	Benzoic acid — under permit from the Ministry of Finance	60 until 31.12.1937
393, z p. 1	Chlorek benzylu, chlorek benzalu.	9 do 31.XII 1937	ex 393, ex (1)	Benzyl chloride ; benzal chloride.	9 until 31.12.1937
397	Związki aminowe szeregu aromatycznego, ich pochodne, sole : z p. 1. Orto, meta i paratoluidyna oraz ich mieszaniny . . z p. 2. Dwumetyloanilina, etylobenzyloanilina i jej kwas sulfonowy . . p. 10. Aminotrachinon (alfa i beta) .	15 do 31.XII 1937 75 do 31.XII 1937 35 do 31.XII 1937	397	Amino compounds of the aromatic series, their derivatives and salts: ex (1) Ortho, meta and paratoluidine and mixed ex (2) Dimethylaniline, ethyl benzyl aniline and its sulphonic acid (10) Aminotrachinone (alpha and beta)	15 until 31.12.1937 75 until 31.12.1937 35 until 31.12.1937
398 p. 1 a	Rezorcyna	20 do 31.XII 1937	398 (1) a	Resorcin	20 until 31.12.1937
399, z p. 1	Dwumetyloamino-fenol, dwuetyloaminofenol	105 do 31.XII 1937	ex 399, ex (1)	Dimethyl-aminophenol ; diethylaminophenol . .	105 until 31.12.1937

Poz. Taryfy Celnej Polskiej	Nazwa towaru.	Cło od 100 kg. w złotych.	Tariff No.	Article	Rate of duty in złote per 100 kg.
400, z p. I	Fenylosulfometylo-pyrazolon, fenylo-metylopyrazolon	35 do 31.XII 1937	400, ex (1)	Phenylsulphomethyl pyrazolone, phenylmethyl pyrazolone	35 until 31.12.1937
z 401	Keton Michlera . .	105 do 31.XII 1937	ex 401	Michler's ketone .	105 until 31.12.1937
z 402	Fenylohydrazyna .	75 do 31.XII 1937	ex 402	Phenylhydrazine .	75 until 31.12.1937

(2) Niniejsze porozumienie wejdzie w życie trzydziestego dnia od daty ustalonej za wspólną zgodą w notach następnie wymienionych i obowiązywać będzie dopóki pozostaje w mocy Umowa Handlowa między Polską a Zjednoczonym Królestwem z dnia 27 lutego 1935.

(3) Postanowienia p. I stosowane będą prowizorycznie począwszy od dwudziestego dnia po dacie niniejszego porozumienia.

Byłbym obowiązany Waszej Ekscelencji za powiadomienie mnie czy Rząd Polski przyjmuje powyższe porozumienie. »

Potwierdzając odbiór powyższej noty, mam zaszczyt powiadomić Pana, że Rząd Polski przyjmuje porozumienie zaproponowane w tej notcie.

Zechce Pan przyjąć, &c.

BECK.

III.¹

COUNT SZEMBEK TO SIR W. KENNARD.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

WARSZAWA, dnia 30 września 1937.

PANIE AMBASADORZE,

Mam zaszczyt zaproponować Panu w imieniu Rządu Polskiego następujące Porozumienie, składające się z niniejszej noty oraz noty Pana, zawierającej jej potwierdzenie :

(1) Zniżka przewidziana w liście pierwszej dołączonej do Umowy Handlowej, pomiędzy Rządem Rzeczypospolitej Polskiej a Rządem Zjednoczonego Królestwa Wielkiej Brytanii i Północnej Irlandii, podpisanej

¹ Entré provisoirement en vigueur le 20 octobre 1937.

² Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

(2) The present Arrangement will enter into force on the thirtieth day after the date to be fixed by mutual agreement in a subsequent exchange of notes, and will remain in force as long as the Agreement between Poland and the United Kingdom of the 27th February, 1935, remains in force.

(3) The provisions of paragraph (1) above will be applied provisionally from the twentieth day after the date of this Arrangement.

2. I request that your Excellency will be good enough to inform me whether the Polish Government accept this Arrangement."

In acknowledging the receipt of the above note I have the honour to inform you that the Polish Government accepts the Arrangement proposed in that note.

I avail, etc.

BECK.

III.¹

COUNT SZEMBEK TO SIR W. KENNARD.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

WARSAW, September 30th, 1937.

M. L'AMBASSADEUR,

I have the honour to propose to you on behalf of the Polish Government the following Arrangement consisting of the present note, and of the note containing your Excellency's acknowledgment thereof :

(1) The Customs rebate accorded in the First Schedule attached to the Commercial Agreement between the Government of the Polish Republic and the Government of the United Kingdom of Great Britain and

¹ Came into force provisionally on October 20th, 1937.

² Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

w Londynie dnia 27 lutego 1935 r., na wodosiarczyn i jego formalinowe połączenia z poz. Polskiej Taryfy Celnej 299 p. 10—ulega skreśleniu.

(2) Niniejsze Porozumienie wejdzie w życie 30-go dnia po dacie ustalonej za wspólną zgodą w drodze późniejszej wymiany not i obowiązywać będzie tak długo jak Umowa Handłowa między Rzeczpospolitą Polską a Zjednoczonym Królestwem Wielkiej Brytanii i Północnej Irlandii z dn. 27 lutego 1935 r.

(3) Postanowienia p. 1 stosowane będą prowizorycznie, począwszy od 20-go dnia po dacie niniejszego Porozumienia.

Bylbym obowiązany Panu za powiadomienie mnie, czy Rząd Jego Królewskiej Mości w Zjednoczonym Królestwie przyjmuje zaproponowane wyżej Porozumienie.

Zechce Pan przyjąć, &c.

SZEMBEK.

Northern Ireland signed in London on the 27th February, 1935, in respect of hydrosulphite and its formaldehyde compounds under Item 299 (10) of the Polish Customs Tariff is hereby cancelled.

(2) The present Arrangement will enter into force on the thirtieth day after the date to be fixed by mutual agreement in a subsequent exchange of notes, and will remain in force as long as the Commercial Agreement between the Polish Republic and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland of the 27th February, 1935.

(3) The provisions of paragraph (1) above will be applied provisionally from the twentieth day after the date of this Arrangement.

I shall be grateful if you will inform me whether His Majesty's Government in the United Kingdom accept the Arrangement proposed above.

Please accept, etc.

SZEMBEK.

IV.

SIR W. KENNARD TO COUNT SZEMBEK.

WARSAW, *September 30th, 1937.*

YOUR EXCELLENCY,

In your note of to-day's date your Excellency was good enough to communicate to me the following :

" I have the honour to propose to you on behalf of the Polish Government the following Arrangement consisting of the present note, and of the note containing your Excellency's acknowledgment thereof :

(1) The Customs rebate accorded in the First Schedule attached to the Commercial Agreement between the Government of the Polish Republic and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland signed in London on the 27th February, 1935, in respect of hydrosulphite and its formaldehyde compounds under Item 299 (10) of the Polish Customs Tariff is hereby cancelled.

(2) The present Arrangement will enter into force on the thirtieth day after the date to be fixed by mutual agreement in a subsequent exchange of notes, and will remain in force as long as the Commercial Agreement between the Polish Republic and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland of the 27th February, 1935.

(3) The provisions of paragraph (1) above will be applied provisionally from the twentieth day after the date of this Arrangement.

I shall be grateful if you will inform me whether His Majesty's Government in the United Kingdom accept the Arrangement proposed above."

2. In acknowledging receipt of this note I have the honour to inform your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom accept the Arrangement proposed therein. I avail, etc.

H. W. KENNARD.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

M. AVELING A M. BECK.

VARSOVIE, le 31 juillet 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à une correspondance antérieure concernant le fait que plusieurs des réductions tarifaires accordées par le Gouvernement polonais pour des produits chimiques fabriqués dans le Royaume-Uni et exportés de ce pays, énumérés au premier tableau annexé à l'Accord commercial conclu entre la Pologne et le Royaume-Uni et signé à Londres le 27 février 1935, ont cessé d'être en vigueur, conformément aux dispositions dudit accord, j'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de proposer à Votre Excellence l'arrangement suivant qui se composera de la présente note et de la note par laquelle Votre Excellence voudra bien en prendre acte :

(1) Le Gouvernement polonais s'engage à appliquer jusqu'au 31 décembre 1937 les réductions tarifaires spécifiées ci-après en cas d'importation, dans le territoire douanier polonais, des produits chimiques, énumérés ci-dessous, fabriqués dans le Royaume-Uni et exportés de ce pays :

Position du tarif	Marchandises	Droits en zlotys par 100 kilos
ex 311	Chlorure d'étain pour usages industriels (avec autorisation du ministre des Finances)	22,50 jusqu'au 31 décembre 1937
ex 334	Crème de tartre (tartrate de potasse acide raffiné)	En franchise jusqu'au 31 décembre 1937
ex 339	Acide benzoïque (avec autorisation du ministre des Finances)	60 jusqu'au 31 décembre 1937
ex 393	Chlorure de benzyle ; chlorure de benzylidène	9 jusqu'au 31 décembre 1937
ex I 397	Amino-composés de la série aromatique, leurs dérivés et leurs sels :	
	ex 1 : orthotoluidine, métatoluidine et paratoluidine et mélanges	15 jusqu'au 31 décembre 1937
	ex 2 : aniline diméthylée ; anilino benzylque éthylée et son acide sulfonique	75 jusqu'au 31 décembre 1937
	10 : aminoanthraquinone (alpha et beta)	35 jusqu'au 31 décembre 1937
398 1 a)	Résorcine	20 jusqu'au 31 décembre 1937
399	Aminophénol diméthylé ; aminophénol diéthylé	105 jusqu'au 31 décembre 1937
ex I 400	Pyrazolone de phényle-sulfométhyle ; pyrazolone de phényle-méthyle	35 jusqu'au 31 décembre 1937
ex I 401	Cétone de Michler	105 jusqu'au 31 décembre 1937
ex 402	Phénylhydrazine	75 jusqu'au 31 décembre 1937

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

(2) Le présent arrangement entrera en vigueur le trentième jour suivant la date qui sera fixée d'un commun accord au moyen d'un échange de notes ultérieur ; il demeurera en vigueur aussi longtemps que l'Accord du 27 février 1935 entre la Pologne et le Royaume-Uni.

(3) Les dispositions de l'alinéa 1 ci-dessus recevront une application provisoire à partir du vingtième jour suivant la date du présent arrangement.

2. Je serais très reconnaissant à Votre Excellence de bien vouloir me faire savoir si le Gouvernement polonais accepte le présent arrangement.

Je saisis cette occasion, etc.

A. F. AVELING.

II.

M. BECK A M. AVELING.

VARSOVIE, le 31 juillet 1937.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Par votre note en date du 31 juillet 1937, vous avez bien voulu me communiquer ce qui suit :

(Voir note I.)

En accusant réception de la note ci-dessus, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement polonais accepte l'arrangement proposé dans ladite note.

Je saisis cette occasion, etc.

BECK.

III.

LE COMTE SZEMBEK A SIR W. KENNARD.

VARSOVIE, le 30 septembre 1937.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de vous proposer, au nom du Gouvernement polonais, l'arrangement suivant, qui se composera de la présente note et de la note par laquelle Votre Excellence voudra bien en prendre acte :

1. La réduction tarifaire accordée dans le premier tableau annexé à l'Accord commercial conclu entre le Gouvernement de la République de Pologne et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et signé à Londres le 27 février 1935, pour l'hydrosulfite et ses composés de formaldéhyde (position 299 (10) du tarif douanier polonais), est supprimée.

2. Le présent arrangement entrera en vigueur le trentième jour suivant la date qui sera fixée d'un commun accord au moyen d'un échange de notes ultérieur ; il demeurera en vigueur aussi longtemps que l'Accord commercial du 27 février 1935 entre la République de Pologne et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

3. Les dispositions de l'alinéa premier ci-dessus recevront une application provisoire à partir du vingtième jour suivant la date du présent arrangement.

Je vous serais très reconnaissant de bien vouloir me faire savoir si le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni accepte l'arrangement proposé ci-dessus.

Veuillez agréer, etc.

SZEMBEK.

IV.

SIR W. KENNARD AU COMTE SZEMBEK.

VARSOVIE, le 30 septembre 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par votre note en date de ce jour, Votre Excellence a bien voulu me communiquer ce qui suit :

(Voir note III.)

2. En accusant réception de la note ci-dessus, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni accepte l'arrangement proposé dans cette note.

Je saisis cette occasion, etc.

H. W. KENNARD.

EXCHANGE OF NOTES¹ CONSTITUTING AN ARRANGEMENT REGARDING THE CUSTOMS REBATE IN RESPECT OF CERTAIN CHEMICALS ENUMERATED IN THE FIRST SCHEDULE ATTACHED TO THE COMMERCIAL AGREEMENT OF FEBRUARY 27TH, 1935. WARSAW, JUNE 15TH, 1938.

ECHANGE DE NOTES¹ COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A L'ABAISSMENT DU TARIF DOUANIER APPLICABLE A CERTAINS PRODUITS CHIMIQUES ÉNUMÉRÉS DANS LE PREMIER TABLEAU ANNEXÉ A L'ACCORD COMMERCIAL DU 27 FÉVRIER 1935. VARSOVIE, LE 15 JUIN 1938.

Registered on November 9th, 1938, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

Enregistré le 9 novembre 1938 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 78.
(29/14/38.)

WARSAW, June 15th, 1938.

YOUR EXCELLENCY,

In view of the facts that certain of the Customs rebates granted by the Polish Government in respect of chemical products manufactured in and exported from the United Kingdom, enumerated in the First Schedule attached to the Commercial Agreement between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Polish Government signed in London on the 27th February, 1935, have ceased to have effect in accordance with the terms of that Agreement, and that the undertaking by the Polish Government contained in the exchange of notes signed at Warsaw on the 31st July, 1937, to apply until the 31st December, 1937, in respect of some of these products the Customs rebates therein specified has also now expired, I have the honour, under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to propose to Your Excellency the following Arrangement :

(1) The Polish Government undertake to apply to the 31st December, 1938, the Customs rebates indicated below in the event of importation into the Polish Customs Territory of the following chemical products manufactured in, and exported from, the United Kingdom :

¹ Came into force July 10th, 1938.

¹ Entré en vigueur le 10 juillet 1938.

Tariff No.	Article	Rate of duty in Zlote
ex 311	Chloride of tin for industrial purposes — under permit from the Ministry of Finance	22.50
ex 334	Cream of tartar (refined acid tartrate of potash)	Free
ex 339	Benzoic acid — under permit from the Ministry of Finance	60
393 ex (1)	Benzyl chloride; benzal chloride	9
(2)	Other chloride derivatives of aromatic hydrocarbons not specified elsewhere in the Tariff	9
395 ex (1)	Paratoluene sulphonic chloride	18
397 ex (1)	Ortho, meta and para toluidine and mixed	15
ex (1)	Xylidine (as such and in the form of acetate)	15
ex (2)	Dimethylaniline, ethyl benzyl aniline and its sulphonic acid	75
ex (3)	Ortho-aniline sulphonic acid	52.50
ex (4)	Thioaniline	52.50
ex (9)	Naphthylamine sulphonic acid viz. 2:6 (Bronner's acid)	75
(10)	Aminoanthraquinone (alpha and beta)	35
398 (1) (a)	Resorcin	20
399 ex (1)	Dimethyl-aminophenol; diethylaminophenol	105
ex (6)	Diamidophenol (amidol); monomethyl-para-amidophenol sulphate (metol)	105
400 ex (1)	Phenylsulphomethyl pyrazolone, phenylmethyl pyrazolone	35
ex 401	Michler's ketone	105
ex 402	Phenylhydrazine	75

(2) The present Arrangement will enter into force on the thirtieth day after the date to be fixed by mutual agreement in a subsequent exchange of notes.

(3) The provisions of paragraph (1) above will be applied provisionally from the twenty-fifth day after the date of this Arrangement.

I request that Your Excellency will be good enough to inform me whether the Polish Government accept this Arrangement.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

H. W. KENNARD.

His Excellency Monsieur J. Beck,
Minister for Foreign Affairs.

II.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

MINISTERSTWO SPRAW ZAGRANICZNYCH.

No. P. II. WB.65/12/38.

WARSZAWA, dnia 15 czerwca 1938.

PANIE AMBASADORZE,

Notą z dnia 15 czerwca 1938 r. No. 78/29/14/38 wasza Ekscelencja zechciała mi zakomunikować co następuje :

« EKSCELENCJO,

Z uwagi na to, że niektóre ze zniżek celnych przyznanych przez Rząd Polski w

II.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

No. P. II. W.B.65/12/38.

WARSAW, June 15th, 1938.

YOUR EXCELLENCY,

In a note dated June 15th, 1938, No. 78/29/14/38, Your Excellency was good enough to communicate to me the following :

“ YOUR EXCELLENCY,

In view of the facts that certain of the Customs rebates granted by the Polish

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

odniesieniu do wyrobów chemicznych, przetworzonych w Zjednoczonym Królestwie i stamtąd wywożonych, a wymienionych w liście pierwszej załączonej do Umowy Handlowej pomiędzy Rządem Jego Królewskiej Mości w Zjednoczonym Królestwie a Rządem Polskim, podpisanej w Londynie dnia 27 lutego 1935, przestały obowiązywać zgodnie z postanowieniami tej umowy, oraz że zobowiązanie się przez Rząd Polski, zawarte w wymianie not podpisanych w Warszawie dn. 31 lipca 1937, do stosowania aż do 31 grudnia 1937 w odniesieniu do niektórych z tych wyrobów niższych celnych, także wyszczególnionych, również obecnie wygasło, mam zaszczyt, z polecenia Głównego Sekretarza Stanu Jego Królewskiej Mości dla Spraw Zagranicznych, zaproponować Waszej Ekszellencji następujące Porozumienie :

1. Rząd Polski zobowiązuje się stosować do 31 grudnia 1938 r. niżki celne wymienione poniżej na wypadek wwozu do Polskiego Obszaru Celnego, następujących wyrobów chemicznych, przetworzonych w Zjednoczonym Królestwie i stamtąd wywożonych :

Poz. Taryfy Celnej Polskiej	Nazwa towaru	Cło w złotych
z 311	Chlorek cynowy — do celów przemysłowych za pozwoleniem Ministra Skarbu	22,50
z 334	Cremor tartari (oczyszczony kwaśny winian potasu)	b. c.
z 339	Kwas benzoowy, za pozwoleniem Ministra Skarbu	60
393 z p. 1.	Chlorek benzylu, chlorek benzalu	9
p. 2.	Inne chloropochodne węglowodorów aromatycznych, oprócz osobno wymienionych	9
395 z p. 1.	Chlorek kwasu paratoluol-sulfonowego	18
397 z p. 1.	Orto, meta i paratoluidyna oraz ich mieszaniny	15
z p. 1.	Ksylidyna (również w formie octanu)	15
z p. 2.	Dwumetyloanilina, etylbenzylolanilina i jej kwas sulfonowy	75

Government in respect of chemical products manufactured in and exported from the United Kingdom, enumerated in the First Schedule attached to the Commercial Agreement between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Polish Government signed in London on the 27th February, 1935, have ceased to have effect in accordance with the terms of that Agreement, and that the undertaking by the Polish Government contained in the exchange of notes signed at Warsaw on the 31st July, 1937, to apply until the 31st December, 1937, in respect of some of these products the Customs rebates therein specified has also now expired, I have the honour, under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to propose to Your Excellency the following Arrangement :

(1) The Polish Government undertake to apply to the 31st December, 1938, the Customs rebates indicated below in the event of importation into the Polish Customs Territory of the following chemical products manufactured in, and exported from, the United Kingdom :

Tariff No.	Article	Rate of duty in Złote
ex 311	Chloride of tin for industrial purposes — under permit from the Ministry of Finance	22.50
ex 334	Cream of tartar (refined acid tartrate of potash)	Free
ex 339	Benzoic acid — under permit from the Ministry of Finance	60
393 ex (1)	Benzyl chloride; benzal chloride	9
(2)	Other chloride derivatives of aromatic hydrocarbons not specified elsewhere in the Tariff	9
395 ex (1)	Paratoluene sulphonic chloride	18
397 ex (1)	Ortho, meta and paratoluidine and mixed	15
ex (1)	Xylidine (as such and in the form of acetate)	15
ex (2)	Dimethylaniline, ethyl benzyl aniline and its sulphonic acid	75

Poz. Taryfy Celnej Polskiej	Nazwa towaru	Cło w złotych	Tariff No.	Article	Rate of duty in Złote
z p. 3.	Kwas orto-anilinosulfo- wy	52,50	ex (3)	Ortho-aniline sulphonic acid	52.50
z p. 4.	Tioanilina	52,50	ex (4)	Thioaniline	52.50
z p. 9.	Kwas naftyloaminosulfo- nowy 2 : 6 (Bronner) .	75	ex (9)	Naphthylamine sulphonic acid viz. 2 : 6 (Bronner's acid)	75
p. 10.	Aminoantrachinon (alfa i beta)	35	(10)	Aminoanthraquinone (al- pha and beta)	35
398 p. 1 a)	Rezorcyzna	20	398 (1) (a)	Resorcin	20
399 z p. 1.	Dwumetyloaminofenol, dwuetyloaminofenol . .	105	399 ex (1)	Dimethyl-aminophenol ; diethylaminophenol . .	105
z p. 6.	Dwuaminofenol (amidol), siarczan monometylo- paraamidofenolu (metol)	105	ex (6)	Diamidophenol (amidol) ; monomethyl-para-amido- phenol sulphate (metol).	105
400 z p. 1.	Fenylosulfometylopyrazo- lon, fenylometylopyra- zolon	35	400 ex (1)	Phenylsulphomethyl pyra- zolon, phenylmethyl py- razolon	35
z 401	Keton Michlera	105	ex 401	Michler's ketone	105
z 402	Fenylhydrazyna	75	ex 402	Phenylhydrazine	75

2. Niniejsze Porozumienie wejdzie w życie trzydziestego dnia po dacie ustalonej za wspólną zgodą w notach następnie wymienionych.

3. Postanowienia powyższego p. 1 stosowane będą prowizorycznie począwszy od dwudziestego piątego dnia po dacie niniejszego Porozumienia.

Bylbym obowiązany Waszej Ekscelencji za powiadomienie mnić, czy Rząd Polski przyjmuje to Porozumienie ».

Potwierdzając odbiór powyższej noty, mam zaszczyt powiadomić Waszą Ekscelencję, że Rząd Polski przyjmuje Porozumienie zaproponowane w tej notcie.

Zechce Pan przyjąć, Panie Ambasadorko, zapewnienia mego bardzo wysokiego poważania.

SZEMBEK.

Jejo Ekscelencja
Sir Howard William Kennard,
K.C.M.G., C.V.O.,
Ambasador Nadzwyczajny i Pełnomocny
Jejo Brytyjskiej Mości
w Warszawie.

(2) The present Arrangement will enter into force on the thirtieth day after the date to be fixed by mutual agreement in a subsequent exchange of notes.

(3) The provisions of paragraph (1) above will be applied provisionally from the twenty-fifth day after the date of this Arrangement.

I request that Your Excellency will be good enough to inform me whether the Polish Government accept this Arrangement."

In acknowledging receipt of the above note, I have the honour to inform Your Excellency that the Polish Government accept the Arrangement proposed therein.

I have the honour to be, etc.

SZEMBEK.

His Excellency
Sir Howard William Kennard,
K.C.M.G., C.V.O.,
His Britannic Majesty's
Ambassador Extraordinary
and Plenipotentiary
at Warsaw.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 78.
(29/14/38.)

VARSOVIE, le 15 juin 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Etant donné que plusieurs des réductions tarifaires accordées par le Gouvernement polonais pour des produits chimiques fabriqués dans le Royaume-Uni et exportés de ce pays, énumérés au premier tableau annexé à l'Accord commercial conclu entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement polonais et signé à Londres le 27 février 1935, ont cessé d'être en vigueur, conformément aux dispositions dudit accord, et que l'engagement pris par le Gouvernement polonais, aux termes de l'échange de notes signées à Varsovie le 31 juillet 1937, d'appliquer jusqu'au 31 décembre 1937 les réductions tarifaires qui y sont précisées à certains de ces produits est également venu à terme, j'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de proposer à Votre Excellence l'arrangement suivant :

1. Le Gouvernement polonais s'engage à appliquer, jusqu'au 31 décembre 1938, les réductions tarifaires spécifiées ci-après en cas d'importation, sur le territoire douanier polonais, des produits chimiques énumérés ci-dessous, qui sont fabriqués dans le Royaume-Uni et exportés de ce pays.

Position du tarif	Marchandises	Droits en zlotys
ex 311	Chlorure d'étain pour usages industriels (avec autorisation du ministre des Finances)	22,50
ex 334	Crème de tartre (tartrate de potasse acide raffiné)	En franchise
ex 339	Acide benzoïque (avec autorisation du ministre des Finances)	60
393 ex 1	Chlorure de benzyle ; chlorure de benzylidène	9
2	Autres dérivés chlorés d'hydrocarbures aromatiques non dénommés ailleurs	9
395 ex 1	Chlorure sulfonique de paratoluène	18
397 ex 1	Orthotoluidine, métatoluidine et paratoluidine et mélanges	15
ex 1	Xylidine (comme telle et sous forme d'acétate)	15
ex 2	Aniline diméthylée ; aniline benzylique éthylée et son acide sulfonique	75
ex 3	Acide sulfonique d'orthoaniline	52,50
ex 4	Thioaniline	52,50
ex 9	Acide sulfonique de naphthylamine 2 : 6 (acide de Bronner)	75
10	Aminoanthraquinone (alpha et beta)	35
398 1 a)	Résorcine	20
399 ex 1	Aminophénol diméthylé ; aminophénol diéthylé	105
ex 6	Dianinophénol (amidol) ; sulfate de monométhyle para-amidophénol (métol)	105
400 ex 1	Pyrazolone de phényle-sulfométhyle ; pyrazolone de phényle-méthyle	35
ex 401	Cétone de Michler	105
ex 402	Phénylhydrazine	75

2. Le présent arrangement entrera en vigueur le trentième jour suivant la date qui sera fixé d'un commun accord au moyen d'un échange de notes ultérieur.

3. Les dispositions de l'alinéa premier ci-dessus recevront une application provisoire à partir du vingt-cinquième jour suivant la date du présent arrangement.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Je prie Votre Excellence de bien vouloir me faire savoir si le Gouvernement polonais accepte l'arrangement proposé.

Je saisis cette occasion, etc.

H. W. KENNARD.

Son Excellence
Monsieur J. Beck,
Ministre des Affaires étrangères.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N° P. II. W.B.65/12/38.

VARSOVIE, le 15 juin 1938.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Par une note en date du 15 juin 1938, N° 78/29/14/38, Votre Excellence a bien voulu me communiquer ce qui suit :

(Voir note I.)

En accusant réception de la note ci-dessus, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement polonais accepte l'arrangement proposé dans cette note.

Veuillez agréer, etc.

SZEMBEK.

Son Excellence
Sir Howard William Kennard,
K.C.M.G., C.V.O.,
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique
à Varsovie.

ECHANGE DE NOTES¹ MODIFIANT L'ARRANGEMENT DU 31 JUILLET 1937 RELATIF A DES MODIFICATIONS DE L'ACCORD COMMERCIAL DU 27 FÉVRIER 1935. VARSOVIE, LES 23 JUIN ET 1^{er} SEPTEMBRE 1938.

EXCHANGE OF NOTES¹ AMENDING THE ARRANGEMENT OF JULY 31ST, 1937, REGARDING AMENDMENTS OF THE COMMERCIAL AGREEMENT OF FEBRUARY 27TH, 1935. WARSAW, JUNE 23RD AND SEPTEMBER 1ST, 1938.

Enregistré le 9 novembre 1938 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

Registered on November 9th, 1938, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

I.

MINISTERSTWO
SPRAW ZAGRANICZNYCH.
Ministère des Affaires étrangères.

(C 9493/155/55.)
N° P.V.82/WB/2/10/38.

VARSOVIE, le 23 juin 1938.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

L'Arrangement entre la Pologne et la Grande-Bretagne sous forme de notes en date du 31 juillet 1937 relatif aux réductions douanières à appliquer à certains produits chimiques, prévoit

¹ Entré en vigueur le 1^{er} septembre 1938.

¹ Came into force September 1st, 1938.

au point 1 que le Gouvernement polonais appliquera ces réductions jusqu'au 31 décembre 1937, tandis que dans le point 2 il est stipulé, au contraire, que l'arrangement demeurera en vigueur aussi longtemps que l'Accord commercial entre la Pologne et le Royaume-Uni en date du 27 février 1935.

Etant donné cette divergence des textes et eu égard au fait que toutes les réductions douanières prévues par ledit arrangement sont venues à expiration le 31 décembre 1937, j'ai l'honneur de proposer à Votre Excellence de considérer comme superflus :

a) Dans la note du Ministère des Affaires étrangères N° P.II.WB.65/45/37 en date du 31 juillet 1937, se trouvant en possession du Gouvernement de Sa Majesté britannique, les mots suivants dudit point 2 :

« i obowiązująć będzie dopóki pozostaje w mocy Umowa Handlowa między Polską a Zjednoczonym Królestwem z dnia 27 lutego 1935. »

et b) Dans la note de l'Ambassade de Sa Majesté britannique N° 94/208/7/37 de la même date, se trouvant en possession du Gouvernement polonais, les mots :

« and will remain in force as long as the Agreement between Poland and the United Kingdom of February 27th, 1935, remains in force », ¹

insérés au point 2 de cette note.

Je serais obligé à Votre Excellence de vouloir bien m'informer dans un délai aussi rapproché que possible, si le Gouvernement de Sa Majesté britannique accepte la proposition susvisée.

Veuillez agréer, etc.

BECK.

Son Excellence

Sir Howard William Kennard,
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique
à Varsovie.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

(C 9493/155/55.)
No. P.V.82/WB/2/10/38.

WARSAW, June 23rd, 1938.

YOUR EXCELLENCY,

(See Note II.)

I have the honour to be, etc.

BECK.

His Excellency

Sir Howard William Kennard,
His Britannic Majesty's
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary,
Warsaw.

Traduction :

¹ Il demeurera en vigueur aussi longtemps que l'Accord commercial du 27 février 1935 entre la Pologne et le Royaume-Uni.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

BRITISH EMBASSY.

No. 121.
(29/26/38.)

II.

YOUR EXCELLENCY,

WARSAW, *September 1st, 1938.*

In a note No. P.V.82/WB/2/10/38 of June 23rd, Your Excellency was so good as to make the following communication to His Majesty's Ambassador :

" The Arrangement between Poland and Great Britain in the form of an exchange of notes dated 31st July, 1937, regarding the Customs rebates to be applied to certain chemical products, provides in paragraph (1) that the Polish Government will apply these rebates up to 31st December, 1937, whereas in paragraph (2) it is stated on the contrary that the Arrangement will remain in force as long as the Commercial Agreement between Poland and the United Kingdom dated February 27th, 1935.

" In view of this divergence of texts and of the fact that all the Customs rebates provided for by the said Arrangement expired on 31st December, 1937, I have the honour to propose to Your Excellency that the following passages should be considered superfluous :

(a) In the note from the Ministry of Foreign Affairs No.P.II.WB.65/45/37 dated 31st July, 1937, now in the possession of His Majesty's Government, the following words in paragraph (2) :

' i obowiązywać będzie dopóki pozostaje w mocy Umowa Handlowa między Polska a Zjednoczonym Królestwem z dnia 27 lutego 1935 '.

and (b) in the note from His Britannic Majesty's Embassy No. 94 (208/7/37) of the same date, now in the possession of the Polish Government, the words :

' and will remain in force as long as the Agreement between Poland and the United Kingdom of February 27th, 1935, remains in force. '

contained in paragraph (2) of that note.

" I should be grateful if Your Excellency would be so good as to inform me as soon as possible whether His Majesty's Government accept the above-mentioned proposal. "

2. I have the honour to inform Your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom accept this proposal.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

C. J. NORTON.

His Excellency Monsieur J. Beck,
Minister for Foreign Affairs.¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 121.
(29/26/38.)

MONSIEUR LE MINISTRE,

VARSOVIE, *le 1^{er} septembre 1938.*

Par une note N^o P.V.82/WB/2/10/38, en date du 23 juin, Votre Excellence a bien voulu adresser la communication suivante à l'Ambassadeur de Sa Majesté :

(Voir note I.)

2. J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni accepte cette proposition.

Je saisis cette occasion, etc.

C. J. NORTON.

Son Excellence Monsieur J. Beck,
Ministre des Affaires étrangères.¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ECHANGE DE NOTES ¹ RELATIF A LA TRADUCTION POLONAISE DES MOTS « POUR MACHINES A FILER » DANS LE PREMIER TABLEAU ANNEXÉ A L'ACCORD COMMERCIAL DU 27 FÉVRIER 1935. VARSOVIE, LE 8 SEPTEMBRE 1938.

Enregistré le 9 novembre 1938 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

I.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

MINISTERSTWO
SPRAW ZAGRANICZNYCH.
No. P.II.WB.82 /9/38.

WARSZAWA, dnia 8 września 1938.

PANIE AMBASADORZE,

Mając na względzie, że wyrażenie « dla przedziałń » użyte w polskim tekście poz. 745 polskiej taryfy celnej w pierwszej liście dołączonej do Umowy Handlowej między Rządem Rzeczypospolitej Polskiej a Rządem Zjednoczonego Królestwa Wielkiej Brytanii i Północnej Irlandii, podpisanej w Londynie dnia 27 lutego 1935 r. nie jest dostatecznie jasne, że natomiast wyrażenie « for spinning frames », użyte w tekście angielskim tejże pozycji oddaje dokładnie myśl jaką miały obie Umawiające się Strony przy redagowaniu tekstu powyższej pozycji, mam zaszczyt zaproponować Waszej Ekscelecji, aby oba Umawiające się Rządy, przy interpretacji tekstu tej pozycji, uważały wspomniane wyżej wyrażenie « dla przedziałń » w tekście polskim za równoznaczne z wyrazami polskimi « dla wrzecion przedziałniczych ».

Bylbym obowiązany Waszej Ekscelecji za powiadomienie mnie, czy Rząd Jugo Brytyj-

EXCHANGE OF NOTES ¹ REGARDING THE POLISH TRANSLATION OF THE WORDS " FOR SPINNING FRAMES " IN THE FIRST SCHEDULE ATTACHED TO THE COMMERCIAL AGREEMENT OF FEBRUARY 27TH, 1935. WARSAW, SEPTEMBER 8TH, 1938.

Registered on November 9th, 1938, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

I.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
No. P. II. WB.82 /9/38.

WARSAW, September 8th, 1938.

YOUR EXCELLENCY,

In view of the fact that the expression " dla przedziałń " used in the Polish text of item 745 of the Polish Customs Tariff in the first list attached to the Commercial Agreement between the Government of the Polish Republic and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, signed in London on February 27th, 1935, is not sufficiently clear, while the expression " for spinning frames " used in the English text of that same item expresses exactly the idea which the two Contracting Parties had in mind in drawing up the text of the above item, I have the honour to propose to Your Excellency that the two Contracting Governments should, in interpretation of the text of that item, consider the aforesaid expression " dla przedziałń " in the Polish text to be equivalent to the Polish expression " dla wrzecion przedziałniczych ".

I would be obliged if Your Excellency would inform me whether His Majesty's Govern-

¹ Entré en vigueur le 8 septembre 1938.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Came into force September 8th, 1938.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

skiej Mości w Zjednoczonym Królestwie zgadza się na wspomnianą propozycję.

Zechce Pan przyjąć, Panie Ambasadorze, zapewnienia mego bardzo wysokiego poważania.

J. BECK.

Jego Ekscelencja
Sir Howard William Kennard
K.C.M.G., C.V.O.,
Ambasador Nadzwyczajny i Pełnomocny
Jego Brytyjskiej Mości
w Warszawie.

ment in the United Kingdom agrees to the above proposal.

I have the honour to be, etc.

J. BECK.

His Excellency
Sir Howard William Kennard,
K.C.M.G., C.V.O.,
His Britannic Majesty's
Ambassador Extraordinary
and Plenipotentiary,
Warsaw.

BRITISH EMBASSY.

No. 126.
(124/20/38.)

II.

WARSAW, September 8th, 1938.

YOUR EXCELLENCY,

In a note No. P.II.WB.82/9/38 dated September 8th, 1938, Your Excellency was so good as to make the following proposal:

"In view of the fact that the expression ' dla przędzalń ' used in the Polish text of item 745 of the Polish Customs Tariff in the first list attached to the Commercial Agreement between the Government of the Polish Republic and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, signed in London on February 27th, 1935, is not sufficiently clear, while the expression ' for spinning frames ' used in the English text of that same item expresses exactly the idea which the two Contracting Parties had in mind in drawing up the text of the above item, I have the honour to propose to Your Excellency that the two Contracting Governments should, in interpretation of the text of that item, consider the aforesaid expression ' dla przędzalń ' in the Polish text to be equivalent to the Polish expression ' dla wrzecion przędzalniczych '.

"I would be obliged if Your Excellency would inform me whether His Majesty's Government in the United Kingdom agrees to the above proposal."

I have the honour to inform Your Excellency in reply that His Majesty's Government in the United Kingdom accept the above-mentioned proposal.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

H. W. KENNARD.

His Excellency
Monsieur J. Beck,
Minister for Foreign Affairs.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N° P.II.WB.82/9/38.

I.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

VARSOVIE, le 8 septembre 1938.

Etant donné que l'expression « dla przędzalń » employée dans le texte polonais de la position 745 du tarif douanier polonais dans le premier tableau annexé à l'Accord commercial conclu

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

entre le Gouvernement de la République de Pologne et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et signé à Londres le 27 février 1935 n'est pas suffisamment claire, tandis que l'expression « for spinning frames »¹ employée dans le texte anglais de la même position rend exactement l'intention qu'avaient les deux Hautes Parties contractantes lors de la rédaction du texte de la position ci-dessus, j'ai l'honneur de proposer à Votre Excellence que les deux gouvernements contractants considèrent, aux fins de l'interprétation du texte de ladite position, que l'expression précitée « dla przędzalni » du texte polonais équivaut à l'expression polonaise « dla wrzecion przędzalniczych ».

Je serais reconnaissant à Votre Excellence de bien vouloir me faire savoir si le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni accepte la proposition susmentionnée.

Veuillez agréer, etc.

J. BECK.

Son Excellence

Sir Howard William Kennard,

K.C.M.G., C.V.O.,

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique à Varsovie.

II.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 126.

(124/20/38).

VARSOVIE, le 8 septembre 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Dans une note N^o P.II.WB.82/9/38, en date du 8 septembre 1938, Votre Excellence a bien voulu me faire tenir la proposition suivante :

(Voir note I.)

En réponse à votre note, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni accepte la proposition ci-dessus.

Je saisis cette occasion, etc.

H. W. KENNARD.

Son Excellence

Monsieur J. Beck,

Ministre des Affaires étrangères.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A LA DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR FORMELLE DE L'ARRANGEMENT DU 31 JUILLET 1937 RELATIF A DES MODIFICATIONS DE L'ACCORD COMMERCIAL DU 27 FÉVRIER 1935. VARSOVIE, LE 13 OCTOBRE 1938.

EXCHANGE OF NOTES CONCERNING THE DATE OF THE FORMAL ENTRY INTO FORCE OF THE ARRANGEMENT OF JULY 31ST, 1937, REGARDING AMENDMENTS OF THE COMMERCIAL AGREEMENT OF FEBRUARY 27TH, 1935. WARSAW, OCTOBER 13TH, 1938.

Enregistré le 26 novembre 1938 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

Registered on November 26th, 1938, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

¹ Pour machines à filer.

I.

P.V.82/WB/2/24/38.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Conformément au point 2 de l'Arrangement entre la République de Pologne et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, sous forme de notes en date du 31 juillet 1937, relatif aux réductions douanières pour certains produits chimiques j'ai l'honneur de proposer à Votre Excellence la date du 15 octobre 1938 comme date à laquelle commencerait le délai de 30 jours prévu au point 2 de cet arrangement pour sa mise en vigueur formelle.

Je serais obligé à Votre Excellence de bien vouloir me communiquer si le Gouvernement de Sa Majesté britannique accepte cette proposition.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

BECK.

VARSOVIE, le 13 octobre 1938.

Son Excellence

Sir Howard William Kennard,
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique
à Varsovie.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

P.V.82./WB/2/24/38.

YOUR EXCELLENCY,

(See Note II.)

BECK.

WARSAW, October 13th, 1938.

His Excellency

Sir Howard William Kennard,
His Britannic Majesty's
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
at Warsaw.

II.

BRITISH EMBASSY.

No. 134.
(29/34/38.)

WARSAW, October 13th, 1938.

YOUR EXCELLENCY,

In a note No. P.V.82/WB/2/24/38 dated October 13th Your Excellency was so good as to make the following communication to me :

" In accordance with point (2) of the Arrangement between the Polish Republic and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland in the form of an exchange of notes dated 31st July 1937 regarding Customs rebates for certain chemical products, I have the honour to propose to Your Excellency that the date of 15th October, 1938,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

should be taken as the date from which would be counted the period of thirty days provided for in point (2) of that Arrangement for its formal entry into force.

I should be glad if Your Excellency would be so good as to inform me whether His Majesty's Government accept this proposal."

2. I have the honour to inform Your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom accept this proposal.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

H. W. KENNARD.

His Excellency
Monsieur J. Beck,
Minister for Foreign Affairs,
Warsaw.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

No. 134.
(29/34/38.)

VARSOVIE, le 13 octobre 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par une note N° P.V.82/WB/2/24/38, en date du 13 octobre, Votre Excellence a bien voulu me faire la communication ci-après :

(Voir note I.)

2. J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni accepte cette proposition.

Je saisis cette occasion, etc.

H. W. KENNARD.

Son Excellence
Monsieur J. Beck,
Ministre des Affaires étrangères,
Varsovie.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N^o 4025. — PROCÈS-VERBAL ¹ CONCERNANT LES RÈGLES DE LA GUERRE SOUS-MARINE PRÉVUES PAR LA PARTIE IV DU TRAITÉ DE LONDRES DU 22 AVRIL 1930. SIGNÉ A LONDRES, LE 6 NOVEMBRE 1936.

No. 4025. — PROCÈS-VERBAL ¹ RELATING TO THE RULES OF SUBMARINE WARFARE SET FORTH IN PART IV OF THE TREATY OF LONDON OF APRIL 22ND, 1930. SIGNED AT LONDON, NOVEMBER 6TH, 1936.

ADHÉSION

GUATÉMALA 8 septembre 1938.

Enregistrée le 26 novembre 1938 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

ACCESSION.

GUATEMALA September 8th, 1938.

Registered on November 26th, 1938, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

N^o 4080. — CONVENTION ² INTERNATIONALE SUR LA PROTECTION MUTUELLE CONTRE LA FIÈVRE DENGUE. SIGNÉE A ATHÈNES, LE 25 JUILLET 1934.

No. 4080. — INTERNATIONAL CONVENTION ² FOR THE MUTUAL PROTECTION AGAINST DENGUE FEVER. SIGNED AT ATHENS, JULY 25TH, 1934.

RATIFICATION

BULGARIE 26 septembre 1938.

Enregistrée le 9 novembre 1938 à la demande du délégué permanent de la Grèce près la Société des Nations.

RATIFICATION.

BULGARIA September 26th, 1938.

Registered on November 9th, 1938, at the request of the Permanent Delegate of Greece to the League of Nations.

¹ Vol. CLXXIII, page 353 ; vol. CLXXXI, page 470 ; vol. CLXXXV, page 454 ; et vol. CLXXXIX, page 496, de ce recueil.

² Vol. CLXXVII, page 59, de ce recueil.

¹ Vol. CLXXIII, page 353 ; Vol. CLXXXI, page 470 ; Vol. CLXXXV, page 454 ; and Vol. CLXXXIX, page 496, of this Series.

² Vol. CLXXVII, page 59, of this Series.

No. 4193. — CONVENTION¹ BETWEEN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, FEBRUARY 27TH, 1936.

N^o 4193. — CONVENTION¹ ENTRE LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE RELATIVE AUX ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 27 FÉVRIER 1936.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE EXTENSION TO CERTAIN COLONIES, PROTECTORATES, PROTECTED STATES AND MANDATED TERRITORIES OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. BELGRADE, SEPTEMBER 20TH AND 29TH, 1938.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION A CERTAINES COLONIES ET A CERTAINS PROTECTORATS, ETATS PROTÉGÉS ET TERRITOIRES SOUS MANDAT DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. BELGRADE, LES 20 ET 29 SEPTEMBRE 1938.

Registered on November 26th, 1938, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

Enregistré le 26 novembre 1938 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

I.

BRITISH LEGATION.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

No. 133.
(65/13/38.)

N^o 133.
(65/13/38.)

BELGRADE, *September 20th, 1938.*

BELGRADE, *le 20 septembre 1938.*

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 17 (a) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed in London on the 27th February 1936 the extension of the operation of the Convention to the Colonies, Protectorates, Protected States and Mandated Territories named in the attached list, which also indicates in each case the authority to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted. The language in which communications and translations are to be made is English in each

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de porter à la connaissance de Votre Excellence, conformément à l'article 17 a) de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 27 février 1936, que les effets de cette convention ont été étendus aux colonies, protectorats, Etats protégés et territoires sous mandat énumérés dans la liste ci-jointe, qui indique également, dans chaque cas, l'autorité à laquelle devront être adressées les demandes de signification ou les commissions rogatoires. La langue dans laquelle les communications et traductions devront être rédigées sera dans

¹ Vol. CLXXXI, page 241, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Vol. CLXXXI, page 241, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

case except that of Trans-Jordan, where the Arabic language is to be used.

2. In accordance with Article 17 (*b*) of the Convention, the extension now notified will come into force two months from the date of this note, that is to say, on the 20th November next.

3. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the expression of my highest consideration.

R. H. CAMPBELL.

Son Excellence

Monsieur Stoyadinovitch,
Président du Conseil et
Ministre des Affaires étrangères,
Belgrade.

tous les cas l'anglais, sauf dans le cas de la Transjordanie, pour laquelle l'arabe devra être employé.

2. Conformément à l'article 17 *b*) de la convention, l'extension notifiée par la présente note prendra effet deux mois après la date de cette note, c'est-à-dire le 20 novembre prochain.

3. En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisis cette occasion, etc.

R. H. CAMPBELL.

Son Excellence

Monsieur Stoyadinovitch,
Président du Conseil et
Ministre des Affaires étrangères,
Belgrade.

LIST OF BRITISH COLONIES WHICH ARE NOT FULLY SELF-GOVERNING, OF BRITISH PROTECTORATES AND PROTECTED STATES, AND OF MANDATED TERRITORIES ADMINISTERED UNDER THE AUTHORITY OF HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND TO WHICH IT IS DESIRED TO APPLY THE STIPULATIONS OF THE CONVENTION WITH YUGOSLAVIA REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS, WHICH WAS SIGNED IN LONDON ON THE 27TH FEBRUARY 1936.

Colony	Local Authority
Bahamas	The Registrar of the Supreme Court, Nassau, Bahamas.
Barbados	The Colonial Secretary, Bridgetown, Barbados.
Basutoland	The Registrar of the Resident Commissioner's Court, Maseru.
Bechuanaland Protectorate	The Registrar of the Resident Commissioner's Court (or of the Special Court), Mafeking.
Bermuda	The Registrar of the Supreme Court, Hamilton, Bermuda.
British Guiana	The Registrar of the Supreme Court, Georgetown, British Guiana.
British Honduras	The Registrar-General, Supreme Court, Belize, British Honduras.
British Solomon Islands Protectorate	The Chief Magistrate and Legal Adviser. (Postal cover to be addressed to The Registrar, High Commissioner's Court, Suva, Fiji.)

LISTE DES COLONIES BRITANNIQUES QUI NE SONT PAS ENTIÈREMENT AUTONOMES, DES PROTECTORATS BRITANNIQUES ET ETATS PROTÉGÉS, AINSI QUE DES TERRITOIRES SOUS MANDAT ADMINISTRÉS SOUS L'AUTORITÉ DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, AUXQUELS ON DÉSIRE VOIR S'APPLIQUER LES STIPULATIONS DE LA CONVENTION AVEC LA YOUGOSLAVIE RELATIVE AUX ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE, SIGNÉE A LONDRES LE 27 FÉVRIER 1936.

Colony	Autorité locale
Iles Bahamas	The Registrar of the Supreme Court, Nassau, Bahamas.
La Barbade	The Colonial Secretary, Bridgetown, Barbados.
Bassoutoland	The Registrar of the Resident Commissioner's Court, Maseru.
Protectorat du Betchouanaland	The Registrar of the Resident Commissioner's Court (or of the Special Court), Mafeking.
Bermudes	The Registrar of the Supreme Court, Hamilton, Bermuda.
Guyane britannique	The Registrar of the Supreme Court, Georgetown, British Guiana.
Honduras britannique	The Registrar-General, Supreme Court, Belize, British Honduras.
Protectorat des Iles Salomon britanniques	The Chief Magistrate and Legal Adviser. (Adresser les plis à : The Registrar, High Commissioner's Court, Suva, Fiji.)

Colony	Local Authority	Colonie	Autorité locale
Ceylon	The Chief Secretary, The Secretariat, Colombo, Ceylon.	Ceylan	The Chief Secretary, The Secretariat, Colombo, Ceylon.
Cyprus	The Chief Registrar of the Supreme Court, Cyprus.	Chypre	The Chief Registrar of the Supreme Court, Cyprus.
Falkland Islands and Dependencies	The Registrar of the Supreme Court, Stanley, Falkland Islands.	Iles Falkland et Dépendances	The Registrar of the Supreme Court, Stanley, Falkland Islands.
Fiji	The Registrar of the Supreme Court, Suva, Fiji.	Fidji	The Registrar of the Supreme Court, Suva, Fiji.
Gambia (Colony and Protectorate)	The Judge of the Supreme Court, Bathurst, Gambia.	Gambie (Colonie et Protectorat)	The Judge of the Supreme Court, Bathurst, Gambia.
Gibraltar	The Registrar, Supreme Court, Gibraltar.	Gibraltar	The Registrar, Supreme Court, Gibraltar.
Gilbert and Ellice Islands Colony	The Resident Commissioner. (Postal cover to be addressed to The Registrar, High Commissioner's Court, Suva, Fiji.)	Colonie des Iles Gilbert et Ellice	The Resident Commissioner. (Adresser les plis à : The Registrar, High Commissioner's Court, Suva, Fiji.)
Gold Coast :		Côte de l'Or :	
(a) Colony	The Chief Registrar of the Supreme Court, Accra, Gold Coast.	a) Colonie	The Chief Registrar of the Supreme Court, Accra, Gold Coast.
(b) Ashanti		b) Achanti	
(c) Northern Territories		c) Territoires septentrionaux	
(d) Togoland under British Mandate		d) Togo sous mandat britannique	
Hong Kong	The Registrar of the Supreme Court of Hong Kong.	Hong-Kong	The Registrar of the Supreme Court of Hong Kong.
Jamaica	The Registrar of the Supreme Court, Jamaica.	Jamaïque	The Registrar of the Supreme Court, Jamaica.
Cayman Islands	Judge of the Grand Court of the Cayman Islands.	Iles Caïmans	Judge of the Grand Court of the Cayman Islands.
Turks and Caicos Islands	Commissioner and Judge of the Turks and Caicos Islands.	Iles Turques et Caïques	Commissioner and Judge of the Turks and Caicos Islands.
Kenya (Colony and Protectorate)	The Registrar of the Supreme Court, Nairobi, Kenya.	Kénia (Colonie et Protectorat)	The Registrar of the Supreme Court, Nairobi, Kenya.
Leeward Islands : (Antigua, Dominica, Montserrat, St. Christopher and Nevis, Virgin Islands)	The Chief Registrar of the Supreme Court, Antigua, Leeward Islands.	Iles sous le Vent : (Antigua, Dominique, Montserrat, Saint-Christophe et Nevis, Iles Vierges)	The Chief Registrar of the Supreme Court, Antigua, Leeward Islands.
Malay States :		Etats Malais :	
(a) Federated Malay States : Perak, Selangor, Negri Sembilan, Pahang	The Federal Secretary, Federated Malay States.	a) Etats Malais fédérés : Perak, Selangor, Negri Sembilan, Pahang	The Federal Secretary, Federated Malay States.
(b) Unfederated Malay States :		b) Etats Malais non fédérés :	
Johore	General Adviser.	Johore	General Adviser.
Kedah	Legal Adviser.	Kedah	Legal Adviser.
Kelantan	British Adviser.	Kelantan	British Adviser.

Colony	Local Authority	Colonie	Autorité locale
Trengganu	British Adviser.	Trengganu	British Adviser.
Perlis	British Adviser.	Perlis	British Adviser.
Brunei	British Resident.	Brunei	British Resident.
Malta	The Legal Secretary, Valetta, Malta.	Malte	The Legal Secretary, Valetta, Malta.
Mauritius	The Master and Registrar of the Supreme Court, Mauritius.	Ile Maurice	The Master and Registrar of the Supreme Court, Mauritius.
Nigeria :		Nigéria :	
(a) Colony	} The Chief Justice, Lagos, Nigeria.	a) Colonie	} The Chief Justice, Lagos, Nigeria.
(b) Protectorate		b) Protectorat	
(c) Camerouns under British Mandate		c) Cameroun sous mandat britannique	
North Borneo, State of	The Registrar of the High Court, Sandakan, British North Borneo.	Bornéo du Nord (Etat du)	The Registrar of the High Court, Sandakan, British North Borneo.
Northern Rhodesia	The Registrar of the High Court, Livingstone, Northern Rhodesia.	Rhodésie septentrionale	The Registrar of the High Court, Livingstone, Northern Rhodesia.
Nyasaland Protectorate	The Judge of the High Court of Nyasaland, Blantyre, Nyasaland.	Protectorat du Nyassaland	The Judge of the High Court of Nyasaland, Blantyre, Nyasaland.
Palestine (excluding Trans-Jordan)	The Chief Registrar of the Supreme Court of Palestine, Jerusalem, Palestine.	Palestine (à l'exclusion de la Transjordanie)	The Chief Registrar of the Supreme Court of Palestine, Jerusalem, Palestine.
St. Helena and Ascension	The Acting Chief Justice, Supreme Court, St. Helena.	Sainte-Hélène et Ascension	The Acting Chief Justice, Supreme Court, St. Helena.
Sarawak	The Chief Justice, Kuching, Sarawak.	Sarawak	The Chief Justice, Kuching, Sarawak.
Seychelles	The Registrar of the Supreme Court, Mahé, Seychelles.	Seychelles	The Registrar of the Supreme Court, Mahé, Seychelles.
Sierra Leone (Colony and Protectorate)	The Master and Registrar of the Supreme Court, Freetown, Sierra Leone.	Sierra-Leone (Colonie et Protectorat)	The Master and Registrar of the Supreme Court, Freetown, Sierra Leone.
Somaliland Protectorate	The Secretary to the Government, Berbera, Somaliland.	Protectorat de la Somalie	The Secretary to the Government, Berbera, Somaliland.
Straits Settlements	The Chief Justice and Judges of the Supreme Court of the Straits Settlements. (Postal cover to be addressed to the Registrar of the Supreme Court, Singapore, Straits Settlements.)	Straits Settlements	The Chief Justice and Judges of the Supreme Court of the Straits Settlements. (Adresser les plis à : The Registrar of the Supreme Court, Singapore, Straits Settlements.)
Swaziland	The Registrar of the Special Court, Mbabane.	Swaziland	The Registrar of the Special Court, Mbabane.
Tanganyika Territory	The Registrar of the High Court, Dar-es-Salaam.	Territoire du Tanganyika	The Registrar of the High Court, Dar-es-Salaam.
Tonga	The Agent and Consul. (Postal cover to be addressed to the Registrar, High Commissioner's Court, Suva, Fiji.)	Tonga	The Agent and Consul. (Adresser les plis à : The Registrar, High Commissioner's Court, Suva, Fiji.)
Trans-Jordan	Minister of Justice, Amman.	Transjordanie	Minister of Justice, Amman.
Trinidad and Tobago	The Registrar, Supreme Court, Port of Spain, Trinidad.	Trinité et Tobago	The Registrar, Supreme Court, Port of Spain, Trinidad.
Uganda Protectorate	The Chief Secretary to the Government, Entebbe, Uganda.	Protectorat de l'Ouganda	The Chief Secretary to the Government, Entebbe, Uganda.

Colony	Local Authority	Colonie	Autorité locale
Windward Islands :		Iles du Vent :	
Grenada	The Registrar, Supreme Court, Grenada.	Grenade	The Registrar, Supreme Court, Grenada.
St. Lucia	The Registrar, Royal Court, Saint Lucia.	Sainte-Lucie	The Registrar, Royal Court, Saint Lucia.
St. Vincent	The Registrar, Supreme Court, St. Vincent.	Saint-Vincent	The Registrar, Supreme Court, Saint Vincent.
Zanzibar Protectorate	The Chief Justice, Zanzibar.	Protectorat de Zanzibar	The Chief Justice, Zanzibar.

II.

ROYAUME DE YOUGOSLAVIE.
 MINISTÈRE
 DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
 N° 20054.

BEograd, le 29 septembre 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre N° 133(65/13/38) du 20 septembre 1938 par laquelle Votre Excellence a bien voulu me notifier que, conformément à l'article 17 *a*) de la Convention concernant la procédure légale en matières civile et commerciale, signée à Londres le 27 février 1936, l'application de cette convention est étendue aux colonies, protectorats, Etats sous protectorat et territoires sous mandat mentionnés dans la liste annexée à cette lettre. Vous avez bien voulu m'indiquer en même temps dans la liste en question, dans chaque cas particulier, les autorités auxquelles il faut adresser les requêtes et demandes.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

STOYADINOVITCH.

A Son Excellence
 Sir Ronald H. Campbell, K.C.M.G.,
 Envoyé extraordinaire et
 Ministre plénipotentiaire
 de Grande-Bretagne
 à Beograd.

II.

KINGDOM OF YUGOSLAVIA.
 MINISTRY
 OF FOREIGN AFFAIRS.
 No. 20054.

BELGRADE, September 29th, 1938.

EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter No. 133 (65/13/38) of September 20th, 1938, in which Your Excellency was so good as to notify me, in accordance with Article 17 *(a)* of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters signed at London on February 27th, 1936, that the operation of the Convention is extended to the colonies, protectorates, protected States, and mandated territories named in the list attached to that letter. You were so good as to indicate at the same time in each case, in the list in question, the authority to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted.

I have the honour to be, etc.

STOYADINOVITCH.

His Excellency
 Sir Ronald H. Campbell, K.C.M.G.,
 Envoy Extraordinary and
 Minister Plenipotentiary
 of the United Kingdom
 at Belgrade.

No. 4204. — EXCHANGE OF NOTES ¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS CONSTITUTING A COMMERCIAL AGREEMENT. MOSCOW, AUGUST 4TH, 1937.

N^o 4204. — ÉCHANGE DE NOTES ¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES COMPORTANT UN ACCORD COMMERCIAL. MOSCOU, LE 4 AOUT 1937.

EXCHANGE OF NOTES ² CONSTITUTING AN AGREEMENT CONTINUING IN FORCE UNTIL AUGUST 6TH, 1939, THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT, MOSCOW, AUGUST 5TH, 1938, AND NOTES ANNEXED THERETO, MOSCOW, AUGUST 2ND, 4TH AND 5TH, 1938.

ECHANGE DE NOTES ² COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA PROROGATION JUSQU'AU 6 AOUT 1939 DE L'ACCORD SUSMENTIONNÉ, MOSCOU, LE 5 AOUT 1938, ET NOTES Y ANNEXÉES, MOSCOU, LES 2, 4 ET 5 AOUT 1938.

Registered on October 27th, 1938, at the request of the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne.

Enregistré le 27 octobre 1938 à la demande de l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne.

³ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

MOSCOW, August 5th, 1938.

I.

MOSCOU, le 5 août 1938.

EXCELLENCY,

In accordance with the conversations which have taken place, I have the honor to confirm on behalf of my Government the Agreement which has been reached between the Governments of our respective countries that the Agreement regarding commercial relations between the United States of America and the Union of Soviet Socialist Republics recorded in the exchange of notes between the American Ambassador and the People's Commissar for Foreign Affairs on August 4th, 1937, which came into force on August 6th, 1937, upon proclamation thereof on that date by the President of the United States of America and approval thereof by the Council of People's Commissars of the Union of Soviet Socialist Republics on the same date, shall continue in force until August 6th, 1939. This Agreement

MONSIEUR LE COMMISSAIRE DU PEUPLE,

Conformément aux conversations qui ont eu lieu, j'ai l'honneur de confirmer, au nom de mon gouvernement, l'accord auquel sont parvenus les gouvernements de nos pays respectifs et selon lequel l'Accord concernant les relations commerciales entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques soviétiques socialistes, enregistré dans les notes échangées entre l'Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique et le Commissaire du Peuple aux Affaires étrangères le 4 août 1937 et entré en vigueur le 6 août 1937, après avoir été promulgué, à cette date, par le Président des Etats-Unis d'Amérique et approuvé, à la même date, par le Conseil des Commissaires du Peuple de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, restera en vigueur jusqu'au 6 août 1939. Le présent accord sera promulgué par le Président

¹ Vol. CLXXXII, page 113, of this Series.

² Effective as from August 6th, 1938.

³ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Vol. CLXXXII, page 113, de ce recueil.

² Effectif à partir du 6 août 1938.

³ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

shall be proclaimed by the President of the United States of America and approved by the Council of People's Commissars of the Union of Soviet Socialist Republics.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

A. C. KIRK,
*Chargé d'Affaires ad interim
of the United States of America.*

His Excellency
Maxim Litvinoff,
People's Commissar
for Foreign Affairs,
Moscow.

II.

MOSCOW, August 5th, 1938.

MR. CHARGÉ D'AFFAIRES,

In accordance with the conversations which have taken place, I have the honor to confirm on behalf of my Government the Agreement which has been reached between the Governments of our respective countries that the Agreement regarding commercial relations between the Union of Soviet Socialist Republics and the United States of America recorded in the exchange of notes between the People's Commissar for Foreign Affairs and the American Ambassador on August 4th, 1937, which came into force on August 6th, 1937, upon approval thereof on that date by the Council of People's Commissars of the Union of Soviet Socialist Republics and proclamation thereof by the President of the United States of America on the same date, shall continue in force until August 6th, 1939. This Agreement shall be approved by the Council of People's Commissars of the Union of Soviet Socialist Republics and proclaimed by the President of the United States of America.

Accept, Mr. Chargé d'Affaires, the renewed assurances of my highest consideration.

M. LITVINOFF.

Mr. Alexander C. Kirk,
*Chargé d'Affaires ad interim
of the United States of America,
Moscow.*

des Etats-Unis d'Amérique et approuvé par le Conseil des Commissaires du Peuple de l'Union des Républiques soviétiques socialistes.

Veillez agréer, etc.

A. C. KIRK,
*Chargé d'Affaires par intérim
des Etats-Unis d'Amérique.*

Son Excellence
Maxime Litvinoff,
Commissaire du Peuple
aux Affaires étrangères,
Moscou.

II.

MOSCOU, le 5 août 1938.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Conformément aux conversations qui ont eu lieu, j'ai l'honneur de confirmer, au nom de mon gouvernement, l'accord auquel sont parvenus les gouvernements de nos pays respectifs et selon lequel l'Accord concernant les relations commerciales entre l'Union des Républiques soviétiques socialistes et les Etats-Unis d'Amérique, enregistré dans les notes échangées entre le Commissaire du Peuple aux Affaires étrangères et l'Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique le 4 août 1937 et entré en vigueur le 6 août 1937, après avoir été approuvé, à cette date, par le Conseil des Commissaires du Peuple de l'Union des Républiques soviétiques socialistes et promulgué, à la même date, par le Président des Etats-Unis d'Amérique, restera en vigueur jusqu'au 6 août 1939. Le présent accord sera approuvé par le Conseil des Commissaires du Peuple de l'Union des Républiques soviétiques socialistes et promulgué par le Président des Etats-Unis d'Amérique.

Veillez agréer, etc.

M. LITVINOFF.

Monsieur Alexander C. Kirk,
*Chargé d'Affaires par intérim
des Etats-Unis d'Amérique,
Moscou.*

RELATED NOTES

I. CONCERNING THE AMOUNT OF PURCHASES TO BE MADE BY THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS IN THE UNITED STATES OF AMERICA.

I.

EMBASSY OF THE UNITED STATES OF AMERICA.

Moscow, August 2nd, 1938.

EXCELLENCY,

I have the honor to refer to our recent conversations in regard to the commerce between the United States of America and the Union of Soviet Socialist Republics and to ask you to let me know the value of articles, the growth, produce, or manufacture of the United States of America which the Government of the Union of Soviet Socialist Republics intends to purchase in the United States of America during the next twelve months for export to the Union of Soviet Socialist Republics.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

A. C. Kirk,
*Chargé d'Affaires ad interim
of the United States of America.*

His Excellency Maxim Litvinoff,
People's Commissar for Foreign Affairs,
Moscow.

II.

Moscow, August " 4th ", 1938.

MR. CHARGÉ D'AFFAIRES,

In reply to your inquiry regarding the intended purchases by the Union of Soviet Socialist Republics in the United States of America in the course of the next twelve months, I have the honor to inform you that, according to information received by me from the People's Commissariat for Foreign Trade, the economic organisations of the Union of Soviet Socialist Republics intend to buy in the United States of America in the course of

NOTES ANNEXES

I. NOTES RELATIVES AU MONTANT DES ACHATS A EFFECTUER PAR L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES AUX ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

I.

AMBASSADE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Moscou, le 2 août 1938.

MONSIEUR LE COMMISSAIRE DU PEUPLE,

J'ai l'honneur de me référer à nos récentes conversations relatives au commerce entre les États-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques soviétiques socialistes et de vous demander de me faire connaître la valeur des articles cultivés, produits ou manufacturés aux États-Unis d'Amérique que le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes a l'intention d'acheter aux États-Unis d'Amérique, au cours des douze prochains mois, en vue de leur exportation à destination de l'Union des Républiques soviétiques socialistes.

Veuillez agréer, etc.

A. C. KIRK,
*Chargé d'Affaires par intérim
des États-Unis d'Amérique.*

Son Excellence Maxime Litvinoff,
Commissaire du Peuple aux Affaires étrangères,
Moscou.

II.

Moscou, le « 4 » août 1938.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

En réponse à votre demande relative aux achats que l'Union des Républiques soviétiques socialistes a l'intention d'effectuer aux États-Unis d'Amérique au cours des douze prochains, j'ai l'honneur de vous faire connaître que, conformément aux renseignements qui m'ont été transmis par le Commissariat du Peuple pour le Commerce extérieur, les organisations économiques de l'Union des Républiques soviétiques socialistes ont l'intention

the next twelve months American goods to the amount of at least forty million dollars.

Accept, Mr. Chargé d'Affaires, the renewed assurances of my highest consideration.

M. LITVINOFF.

Mr. Alexander C. Kirk,
Chargé d'Affaires *ad interim* of the
United States of America, Moscow.

2. EXEMPTION FROM EXCISE TAX OF COAL, COKE, AND COAL OR COKE BRIQUETTES IMPORTED INTO THE UNITED STATES FROM THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS.

I.

EMBASSY OF THE UNITED STATES
OF AMERICA.

MOSCOW, *August 5th*, 1938.

EXCELLENCY,

With reference to the Agreement signed today continuing the Agreement concerning commerce between the United States of America and the Union of Soviet Socialist Republics which came into force on August 6th, 1937, I have the honor to state that the Embassy has been informed that the authorities of the Treasury Department of the United States will admit coal of all sizes, grades, and classifications (except culm and duff), coke manufactured therefrom, and coal or coke briquettes, imported from the Union of Soviet Socialist Republics free from the import tax provided in Section 601 (c) (5) of the Revenue Act of 1932, as amended, during the life of the Agreement unless other treatment is required by controlling judicial decision hereafter rendered.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

A. C. KIRK,
Chargé d'Affaires ad interim
of the United States of America.

His Excellency Maxim Litvinoff,
People's Commissar for
Foreign Affairs, Moscow.

d'acheter aux Etats-Unis d'Amérique, au cours des douze prochains mois, des marchandises américaines pour un montant atteignant au minimum quarante millions de dollars.

Veillez agréer, etc.

M. LITVINOFF.

Monsieur Alexander C. Kirk,
Chargé d'Affaires par intérim des
Etats-Unis d'Amérique, Moscou.

2. NOTES RELATIVES A L'EXEMPTION DU DROIT D'ACCISE SUR LE CHARBON, LE COKE ET LES BRIQUETTES DE CHARBON OU DE COKE IMPORTÉS AUX ETATS-UNIS EN PROVENANCE DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES.

I.

AMBASSADE
DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

MOSCOW, *le 5 août* 1938.

MONSIEUR LE COMMISSAIRE DU PEUPLE,

Me référant à l'accord signé ce jour comme suite à l'Accord concernant le commerce entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques soviétiques socialistes, entré en vigueur le 6 août 1937, j'ai l'honneur de vous faire connaître que l'Ambassade a été avisée que les autorités du Département du Trésor des Etats-Unis accorderont pour le charbon de toutes grosseurs, qualités et classifications (excepté le poussier et les grenus), le coke fabriqué avec ledit charbon ainsi que les briquettes de charbon ou de coke, importés de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, l'exemption du droit d'importation prévu à l'article 601 (c) (5) du « Revenue Act » de 1932, amendé, pendant toute la durée de l'accord, à moins qu'un autre traitement ne soit prescrit par une décision judiciaire souveraine rendue ultérieurement.

Veillez agréer, etc.

A. C. KIRK,
Chargé d'Affaires par intérim
des Etats-Unis d'Amérique.

Son Excellence Maxime Litvinoff,
Commissaire du Peuple aux
Affaires étrangères, Moscou.

II.

MOSCOW, August " 5th ", 1938.

DEAR MR. CHARGÉ D'AFFAIRES,

In reply to your inquiry regarding the intended exports of Soviet coal to the United States during the ensuing twelve months, I may state that, according to information received by me from the People's Commissariat for Foreign Trade, the economic organisations of the Union of Soviet Socialist Republics will not in any case export to the United States during the year beginning August 6th, 1938, more than 400,000 tons of Soviet coal.

Sincerely yours.

M. LITVINOFF.

Mr. Alexander C. Kirk,
Chargé d'Affaires *ad interim* of the
United States of America, Moscow.

Certified to be a true and complete textual copy of the original Agreement in the sole language in which it was signed, and of Related Notes.

For the Secretary
of State of the United States of America :
Edward Yardley,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

No. 4264. — SUPPLEMENTARY CONVENTION¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA, NEW ZEALAND AND THE UNION OF SOUTH AFRICA AND ECUADOR TO THE EXTRADITION TREATY OF SEPTEMBER 20TH, 1880. SIGNED AT QUITO, JUNE 4TH, 1934.

EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE GOVERNMENT OF ECUADOR REGARDING THE EXTENSION TO CERTAIN BRITISH PROTECTED STATES OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. QUITO, JUNE 24TH AND AUGUST 2ND, 1938.

¹ Vol. CLXXXIV, page 437, of this Series.

² Came into force August 2nd, 1938.

II.

MOSCOU, le « 5 » août 1938.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

En réponse à votre question relative aux exportations prévues de charbon soviétique à destination des États-Unis, au cours des douze mois prochains, je suis en mesure de vous faire connaître que, d'après les renseignements qui m'ont été transmis par le Commissariat du Peuple pour le Commerce extérieur, les organisations économiques de l'Union des Républiques soviétiques socialistes n'exporteront en aucun cas aux États-Unis d'Amérique, pendant l'année commençant le 6 août 1938, une quantité de charbon soviétique supérieure à 400.000 tonnes.

Veuillez agréer, etc.

M. LITVINOFF.

Monsieur Alexander C. Kirk,
Chargé d'Affaires par intérim
des États-Unis d'Amérique, Moscou.

Nº 4264. — CONVENIO¹ ENTRE LA GRAN BRETAÑA Y LA IRLANDA DEL NORTE, AUSTRALIA, NUEVA ZELANDIA Y LA UNION DEL AFRICA DEL SUR Y EL ECUADOR, COMPLEMENTARIO DEL TRATADO DE EXTRADICION DEL 20 DE SEPTIEMBRE DE 1880. FIRMADO EN QUITO EL 4 DE JUNIO DE 1934.

CANJE DE NOTAS² ENTRE EL GOBIERNO DE SU MAJESTAD EN EL REINO UNIDO Y EL GOBIERNO DEL ECUADOR, RELATIVO A LA APLICACIÓN A CIERTOS ESTADOS PROTEGIDOS BRITÁNICOS DEL CONVENIO ARRIBA INDICADO. QUITO, 24 DE JUNIO Y 2 DE AGOSTO DE 1938.

¹ Vol. CLXXXIV, page 437, de ce recueil.

² Entré en vigueur le 2 août 1938.

Registered on November 9th, 1938, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

Enregistré le 9 novembre 1938 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 48.

YOUR EXCELLENCY,

QUITO, June 24th, 1938.

The last paragraph of Article 1 of the supplementary Extradition Convention with Ecuador, signed at Quito on the 4th June, 1934, provides for the extension of the provisions of that Convention by means of an exchange of notes to any British-protected State to which it does not already apply.

2. I have the honour to notify Your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom desire the extension of the above-mentioned Convention to the Federated Malay States of Negri Sembilan, Pahang, Perak and Selangor, to the Unfederated Malay States of Johore, Kedah, Kelantan, Perlis and Trengganu, and to Brunei.

3. If this proposal is agreeable to the Ecuadorean Government the date of Your Excellency's note informing me to that effect will accordingly be regarded as the date on which this extension enters into force.

4. I have the honour to add that the authorities to whom requisitions for the surrender of fugitive offenders in the various States should be addressed are as follows :

Negri Sembilan,	British Resident	Kedah,	British Adviser
Pahang,	" "	Kelantan,	" "
Perak,	" "	Perlis,	" "
Selangor,	" "	Trengganu,	" "
Johore,	General Adviser	Brunei,	British Resident.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the expression of my highest and most distinguished consideration.

G. H. BULLOCK.

His Excellency,

Señor Doctor Don Luis Bossano,
Minister for Foreign Affairs, Quito.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

REPUBLICA DEL ECUADOR.
MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES.
SECCION DE PROTOCOLO.
No. 37.

QUITO, a 2 de agosto de 1938.

SEÑOR MINISTRO,

Tengo el honor de dar respuesta a la atenta nota de Vuestra Excelencia, No. 48, del 24 del mes próximo pasado, por la cual ha tenido a bien notificarme que el Gobierno de Su Majestad

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

II.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

REPUBLIC OF ECUADOR.
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.
PROTOCOL SECTION.
No. 37.

QUITO, August 2nd, 1938.

SIR,

I have the honour to reply to Your Excellency's note No. 48, of the 24th of the month before last, in which you informed me that His Majesty's Government in the United Kingdom desired

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

del Reino Unido desea la ampliación de la Convención suplementaria de Extradición, suscrita en Quito entre los representantes de nuestros dos Gobiernos el 4 de junio de 1934, a los siguientes Estados protegidos de Gran Bretaña: Estados Malayos Federados de Negri Sembilan, Pahang, Perak y Selangor, a los Estados Malayos no Federados de Johore, Kedah, Kelantan, Perlis y Trengganu, y a Brunei.

Tal petición la apoya Vuestra Excelencia en la disposición del párrafo final del Artículo 1º de la mencionada Convención suplementaria del Tratado de Extradición Ecuatoriano-Británico de 1880, que prevé la posibilidad de extender los efectos de aquélla a los Protectorados británicos o Estados protegidos por el Gobierno de Su Majestad Británica no mencionados en la misma, siendo suficiente par ello un cambio de notas entre los respectivos Gobiernos, en las que se haga constar el acuerdo.

El Gobierno del Ecuador acepta la petición del Gobierno de Vuestra Excelencia y al efecto declara que desde la fecha de la presente nota, conforme a la estipulación expresa de la Convención suplementaria y a lo manifestado por Vuestra Excelencia en la nota que contesto, aquella entra en vigor para los arriba mencionados Estados protegidos del Gobierno británico.

Por lo demás, la Cancillería ha tomado debida nota de la información de Vuestra Excelencia respecto de las Autoridades a las cuales el Ecuador debería dirigirse, en caso de que necesite solicitar la entrega de algún delincuente, refugiado en alguno de los Estados a que se refiere la extensión acordada en virtud de la presente nota.

Válgome de la oportunidad para reiterar a Vuestra Excelencia el testimonio de mi más alta y distinguida consideración.

Luis BOSSANO.

Al Excelentísimo

Señor Don Guy Henry Bullock,
Ministro Residente de la Gran Bretaña,
Presente.

the extension of the supplementary Extradition Convention signed in Quito by the representatives of our Governments on June 4th, 1934, to the following States under British protection: the Federated Malay States of Negri Sembilan, Pahang, Perak and Selangor, the Unfederated Malay States of Johore, Kedah, Kelantan, Perlis and Trengganu, and Brunei.

Your Excellency quotes in support of this request the provisions of the last paragraph of Article 1 of the above-mentioned Supplementary Convention to the Ecuadorean-British Extradition Treaty of 1880, which provides for the possibility of extending the provisions of that Convention to British Protectorates, or States protected by the Government of His Britannic Majesty, which are not mentioned in the same, an exchange of notes between the two Governments placing the agreement on record being sufficient for that purpose.

The Government of Ecuador accepts the request of Your Excellency's Government, and therefore declares that as from the date of the present note — in accordance with the express provision of the Supplementary Convention and with what Your Excellency has set forth in the note to which I reply hereby — the said Convention shall come into force in respect of the above-mentioned British-protected States.

Furthermore, the Chancellery has taken note of the information communicated by Your Excellency in respect of the authorities to which Ecuador should apply should it be necessary to requisition the surrender of an offender who has taken refuge in one of the States to which the extension granted by the present note applies.

I avail myself of this opportunity, etc.

Luis BOSSANO.

His Excellency

Guy Henry Bullock, Esq.,
Resident Minister for Great Britain,
Quito.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4264. — CONVENTION ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD, LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE, LA NOUVELLE-ZÉLANDE ET L'UNION SUD-AFRICAINE, ET L'ÉQUATEUR, ADDITIONNELLE AU TRAITÉ D'EXTRADITION DU 20 SEPTEMBRE 1880. SIGNÉE A QUITO, LE 4 JUIN 1934.

ECHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT DE L'ÉQUATEUR RELATIF A L'APPLICATION A CERTAINS ÉTATS PROTÉGÉS BRITANNIQUES DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. QUITO, LES 24 JUIN ET 2 AOUT 1938.

I.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.
N^o 48.

MONSIEUR LE MINISTRE,

QUITO, le 24 juin 1938.

Le dernier alinéa de l'article premier de la Convention additionnelle avec l'Équateur relative à l'extradition, signée à Quito le 4 juin 1934, prévoit que les dispositions de cette convention pourront être étendues, par la voie d'un échange de notes, à tout Etat placé sous la protection britannique auquel elle ne s'applique pas déjà.

2. J'ai l'honneur de notifier à Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni désire que la convention précitée s'étende aux Etats Malais fédérés de Negri Sembilan, Pahang, Perak et Selangor, aux Etats Malais non fédérés de Johore, Kedah, Kelantan, Perlis et Trengganu, ainsi qu'à Brunei.

3. Si cette proposition est agréée par le Gouvernement de l'Équateur, la date de la note de Votre Excellence me faisant connaître cet accord sera considérée comme la date à laquelle cette extension prendra effet.

4. J'ai l'honneur d'ajouter que les autorités auxquelles les demandes d'extradition de délinquants fugitifs devront être adressées dans les divers Etats sont les suivantes :

Negri Sembilan, le Résident britannique	Kedah,	le Conseiller britannique
Pahang, " "	Kelantan,	" "
Perak, " "	Perlis,	" "
Selangor, " "	Trengganu,	" "
Johore, le Conseiller général	Brunei,	le Résident britannique.

Je saisis cette occasion, etc.

G. H. BULLOCK.

Son Excellence le D^r Luis Bossano,
Ministre des Affaires étrangères, Quito.

II.

RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR.
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

SECTION DU PROTOCOLE.
N^o 37.

MONSIEUR LE MINISTRE,

QUITO, le 2 août 1938.

J'ai l'honneur de répondre à la note de Votre Excellence N^o 48, en date du 24 juin, par laquelle vous avez bien voulu me notifier que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni désire

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

que la Convention additionnelle relative à l'extradition, signée à Quito le 4 juin 1934 par les représentants de nos deux gouvernements, s'étende aux Etats suivants placés sous la protection de la Grande-Bretagne : Etats Malais fédérés de Negri Sembilan, Pahang, Perak et Selangor, Etats Malais non fédérés de Johore, Kedah, Kelantan, Perlis et Trengganu, ainsi que Brunei.

A l'appui de votre demande, vous invoquez la disposition du dernier alinéa de l'article premier de ladite convention additionnelle au Traité d'extradition équatoriano-britannique de 1880, qui prévoit la possibilité d'étendre les effets de cette convention aux protectorats britanniques ou Etats placés sous la protection du Gouvernement de Sa Majesté britannique qui n'y sont pas mentionnés et stipule qu'il suffit à cet effet d'un échange de notes entre les gouvernements respectifs, enregistrant l'accord intervenu à ce sujet.

Le Gouvernement de l'Equateur accepte la demande de votre gouvernement et déclare, à cet effet, qu'à partir de la date de la présente note, conformément à la disposition expresse de la convention additionnelle et aux termes de la note de Votre Excellence à laquelle je répons, cette convention additionnelle entrera en vigueur à l'égard des Etats placés sous la protection du Gouvernement britannique mentionnés ci-dessus.

La Chancellerie a dûment pris note des indications que vous avez fournies concernant les autorités auxquelles l'Equateur devra s'adresser au cas où il aurait à demander l'extradition d'un délinquant qui aurait cherché refuge dans l'un des Etats auxquels se rapporte l'extension accordée en vertu de la présente note.

Je saisis cette occasion, etc.

Luis BOSSANO.

Son Excellence Monsieur Guy Henry Bullock,
Ministre-Résident de Grande-Bretagne, Quito.

No 4310. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE POUR LA LUTTE CONTRE LES MALADIES CONTAGIEUSES DES ANIMAUX, ET DÉCLARATION ANNEXE. SIGNÉES A GENÈVE, LE 20 FÉVRIER 1935.

RATIFICATION

POLOGNE 3 janvier 1939.

No. 4310. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ FOR THE CAMPAIGN AGAINST CONTAGIOUS DISEASES OF ANIMALS, AND DECLARATION ATTACHED. SIGNED AT GENEVA, FEBRUARY 20TH, 1935.

RATIFICATION.

POLAND January 3rd, 1939.

No. 4317. — EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE CHILEAN GOVERNMENT CONSTITUTING A TEMPORARY COMMERCIAL AGREEMENT. SANTIAGO, NOVEMBER 26TH, 1937.

EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE EXTENSION UNTIL NOVEMBER 30TH, 1938, OF THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. SANTIAGO, SEPTEMBER 27TH, 1938.

No 4317. — CANJE DE NOTAS¹ ENTRE EL GOBIERNO DE SU MAJESTAD EN EL REINO UNIDO Y EL GOBIERNO DE CHILE ESTABLECIENDO UN ACUERDO PROVISIONAL DE COMERCIO. SANTIAGO, 26 DE NOVIEMBRE DE 1937.

CANJE DE NOTAS ESTABLECIENDO UN ACUERDO RELATIVO A LA PROLONGACIÓN, HASTA EL 30 DE NOVIEMBRE DE 1938, DEL ACUERDO ARRIBA INDICADO. SANTIAGO, 27 DE SEPTIEMBRE DE 1938.

¹ Vol. CLXXXVI, page 173, de ce recueil.

² Vol. CLXXXVI, page 285, of this Series.

¹ Vol. CLXXXVI, page 173, of this Series.

² Vol. CLXXXVI, page 285, de ce recueil.

Registered on November 26th, 1938, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

Enregistré le 26 novembre 1938 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

I.

BRITISH EMBASSY.
No. 122.

EXCELLENCY,

SANTIAGO, *September 27th, 1938.*

I have the honour to confirm that my Government agree to extend until the 30th November, 1938, the temporary Commercial Agreement of the 26th November, 1937, between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Chilean Government, unless this Agreement has previously been replaced by the Treaty of Commerce and Navigation which is at present being negotiated between our two Governments.

2. The present Note and Your Excellency's reply in similar terms shall be regarded as constituting an Agreement between the two Governments in this matter.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurances of my highest consideration.

P. LEIGH-SMITH.

His Excellency, Señor don Luis Arteaga García,
Minister for Foreign Affairs, Santiago.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

REPUBLICA DE CHILE.
MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES.
RSE. No. 9386.

SANTIAGO, *27 de septiembre de 1938.*

SEÑOR ENCARGADO DE NEGOCIOS,

1. Tengo el honor de confirmar a Vuestra Señoría que mi Gobierno accede a prorrogar hasta el 30 de noviembre de 1938 la vigencia del Convenio Comercial provisional del 26 de noviembre de 1937 entre el Gobierno de Chile y el Gobierno del Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte, salvo que este Convenio haya sido reemplazado previamente por el Tratado de Comercio y Navegación que se negocia actualmente entre nuestros Gobiernos.

2. La presente nota y la respuesta de V.S., en los mismos términos, se considerará que constituye un Convenio entre los dos Gobiernos en esta materia.

Aprovecho esta oportunidad para reiterar a Vuestra Señoría los sentimientos de mi más alta y distinguida consideración.

Luis ARTEAGA G.

Al hon. Señor
Encargado de Negocios de Gran Bretaña.

II.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

REPUBLIC OF CHILE.
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.
RSE. No. 9386.

SANTIAGO, *September 27th, 1938.*

YOUR EXCELLENCY,

1. I have the honour to confirm to Your Excellency that my Government agrees to extend until November 30th, 1938, the temporary Commercial Agreement of November 26th, 1937, between the Chilean Government and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, unless this Agreement has previously been replaced by the Treaty of Commerce and Navigation which is at present being negotiated between our Governments.

2. The present Note and Your Excellency's reply in similar terms shall be regarded as constituting an Agreement between the two Governments in this matter.

I avail myself of this opportunity, etc.

Luis ARTEAGA G.

The Chargé d'Affaires of the United Kingdom.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4317. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT CHILIEN COMPORTANT UN ACCORD COMMERCIAL PROVISOIRE. SANTIAGO, LE 26 NOVEMBRE 1937.

ECHANGE DE NOTES COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA PROLONGATION JUSQU'AU 30 NOVEMBRE 1938 DE L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. SANTIAGO, LE 27 SEPTEMBRE 1938.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE. I.
N^o 122.

MONSIEUR LE MINISTRE, SANTIAGO, le 27 septembre 1938.

J'ai l'honneur de confirmer que mon gouvernement accepte de prolonger jusqu'au 30 novembre 1938 la durée de validité de l'Accord commercial provisoire conclu le 26 novembre 1937 entre le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement chilien, à moins que cet accord n'ait été remplacé antérieurement par le traité de commerce et de navigation qui fait actuellement l'objet de négociations entre nos deux gouvernements.

2. La présente note et la réponse de Votre Excellence, rédigées en termes identiques, seront considérées comme constituant un accord entre les deux gouvernements en cette matière.

Je saisis cette occasion, etc.

P. LEIGH-SMITH.

Son Excellence Monsieur Luis Arteaga García,
Ministre des Affaires étrangères, Santiago.

RÉPUBLIQUE DU CHILI. II.
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
RSE. N^o 9386.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES, SANTIAGO, le 27 septembre 1938.

1. J'ai l'honneur de vous confirmer que mon gouvernement accepte de prolonger jusqu'au 30 novembre 1938 la durée de validité de l'Accord commercial provisoire conclu le 26 novembre 1937 entre le Gouvernement chilien et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, à moins que cet accord n'ait été remplacé antérieurement par le traité de commerce et de navigation qui fait actuellement l'objet de négociations entre nos gouvernements.

2. La présente note et la réponse de Votre Excellence, rédigées en termes identiques, seront considérées comme constituant un accord entre les deux gouvernements en cette matière.

Je saisis cette occasion, etc.

Luis ARTEAGA G.

Au Chargé d'Affaires de Grande-Bretagne.

N^o 4319. — CONVENTION² INTERNATIONALE CONCERNANT L'EMPLOI DE LA RADIODIFFUSION DANS L'INTÉRÊT DE LA PAIX. SIGNÉE A GENÈVE, LE 23 SEPTEMBRE 1936.

No. 4319. — INTERNATIONAL CONVENTION² CONCERNING THE USE OF BROADCASTING IN THE CAUSE OF PEACE. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 23RD, 1936.

RATIFICATION

SUISSE 30 décembre 1938.

RATIFICATION.

SWITZERLAND ... December 30th, 1938.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Vol. CLXXXVI, page 301, de ce recueil.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Vol. CLXXXVI, page 301, of this Series.

3 5 8 5 2 3